

Direction des bibliothèques

AVIS

Ce document a été numérisé par la Division de la gestion des documents et des archives de l'Université de Montréal.

L'auteur a autorisé l'Université de Montréal à reproduire et diffuser, en totalité ou en partie, par quelque moyen que ce soit et sur quelque support que ce soit, et exclusivement à des fins non lucratives d'enseignement et de recherche, des copies de ce mémoire ou de cette thèse.

L'auteur et les coauteurs le cas échéant conservent la propriété du droit d'auteur et des droits moraux qui protègent ce document. Ni la thèse ou le mémoire, ni des extraits substantiels de ce document, ne doivent être imprimés ou autrement reproduits sans l'autorisation de l'auteur.

Afin de se conformer à la Loi canadienne sur la protection des renseignements personnels, quelques formulaires secondaires, coordonnées ou signatures intégrées au texte ont pu être enlevés de ce document. Bien que cela ait pu affecter la pagination, il n'y a aucun contenu manquant.

NOTICE

This document was digitized by the Records Management & Archives Division of Université de Montréal.

The author of this thesis or dissertation has granted a nonexclusive license allowing Université de Montréal to reproduce and publish the document, in part or in whole, and in any format, solely for noncommercial educational and research purposes.

The author and co-authors if applicable retain copyright ownership and moral rights in this document. Neither the whole thesis or dissertation, nor substantial extracts from it, may be printed or otherwise reproduced without the author's permission.

In compliance with the Canadian Privacy Act some supporting forms, contact information or signatures may have been removed from the document. While this may affect the document page count, it does not represent any loss of content from the document.

Université de Montréal

La dynamique actorielle dans la construction des espaces périurbains :
les cas de Montpellier (France) et de Montréal (Québec)

Par

Mélanie Doyon

Département de géographie
Faculté des arts et sciences

Thèse présentée à la Faculté des études supérieures
en vue de l'obtention du grade de
Philosophiae Doctor (Ph.D.)
en géographie

août, 2009

© Mélanie Doyon, 2009



6
59
084
2009
V005

Université de Montréal

Faculté des études supérieures

Cette thèse intitulée :

La dynamique actorielle dans la construction des espaces périurbains :
les cas de Montpellier (France) et de Montréal (Québec)

présentée par :
Mélanie Doyon

a été évaluée par un jury composé des personnes suivantes :

Thora Hermann
Présidente-rapporteuse

Christopher Bryant
Directeur de recherche

Gérald Domon
Membre du jury

Jean-Paul Charvet
Examineur externe

Norbert Robitaille
Représentant du doyen de la FES

Résumé

Les espaces périurbains de la planète sont depuis quelques décennies le théâtre de transformations importantes. Les enjeux qui découlent de cette périurbanisation sont nombreux et diversifiés et si certains croient que le phénomène doit absolument être contenu et maîtrisé, d'autres y voient plutôt des opportunités de développement. Propriétaires terriens, promoteurs, maires, associations, population, ministères, services publics, fédérations : une grande diversité d'acteurs est interpellée d'une façon ou d'une autre par les enjeux relatifs à cet espace. L'objectif général de cette thèse est de comprendre et comparer le jeu des acteurs dans la mise en place de projets en milieu périurbain afin d'explorer, critiquer et contribuer aux conceptualisations existantes à ce sujet. La thèse se penche plus spécifiquement sur deux projets : l'aménagement du domaine du Mas Dieu près de Montpellier (France) et la création d'une aire protégée sur le mont Rigaud en périphérie de Montréal (Québec). Notre analyse met essentiellement à profit la conceptualisation de la dynamique des localités, développée par le laboratoire de développement durable et dynamique territoriale du département de géographie de l'Université de Montréal. Quatre objectifs spécifiques concernant les contextes, la logique d'action des acteurs, les réseaux d'acteurs puis la dynamique des localités elle-même orientent cette recherche.

La thèse fait ressortir l'importance des éléments contextuels qui induisent des contraintes au jeu des acteurs, mais leur procurent également des moyens d'action. Les contextes ont ainsi une influence sur la logique d'action des acteurs. Des similitudes, mais aussi des distinctions importantes ont pu être soulignées au niveau des études de cas. La recherche démontre également la grande diversité des logiques d'action des acteurs ce qui témoigne de la perception qu'ils ont de la situation ainsi que de leur capacité à mobiliser et utiliser les différents moyens en place. Troisièmement, la thèse témoigne de l'intérêt de la prise en compte des relations de toute nature dans l'étude des réseaux d'acteurs. En effet, différents grands processus sociaux par exemple de solidarité, de coopération ou de conflit ayant eu une incidence sur l'avancement d'une partie ou d'une autre d'un projet ont pu être mis en évidence. Finalement, deux modifications à la conceptualisation de la dynamique des localités sont proposées soit l'inclusion de la notion de stratégie et la redéfinition de la notion de réseau afin que celle-ci intègre les relations de nature diverse entre les acteurs.

Ainsi, la thèse contribue à faire avancer la connaissance sur la transformation par les acteurs des espaces périurbains. Le contexte périurbain marque la logique d'action de chaque acteur en le confrontant à une vaste gamme d'opportunités, mais aussi de contraintes. Ce travail de recherche favorise donc une meilleure lisibilité de la logique interne de chacun des acteurs, notamment par l'introduction de la notion de stratégie dans la conceptualisation de la dynamique des localités. Cette thèse contribue également à une meilleure compréhension de la dynamique actorielle collective en

prenant en compte les relations de toute nature dans l'analyse des réseaux d'acteurs. Elle favorise ainsi le dévoilement des processus sociaux influençant la construction des territoires. Une meilleure compréhension de la dynamique collective est indispensable pour mieux appréhender la transformation des espaces périurbains où se concentre une grande diversité d'acteurs ayant des intérêts, des objectifs et des moyens variés.

Mots clés : acteurs, périurbain, dynamique des localités, contextes géo-administratifs, logique d'action, réseaux d'acteurs, stratégies, Montréal, Montpellier.

Abstract

For several decades, periurban territories around the world have been the theatre of important transformations. There are many varied challenges that arise from this process of periurbanisation. While some observers believe that the phenomenon must unquestionably be limited and controlled, others see rather a range of development opportunities. Land owners, developers, mayors, associations, the resident population, ministries, public services and federations: a large diversity of actors is implicated one way or another by the challenges posed by these territories. The general objective of this thesis is to understand and compare the dynamic of actors in the construction of projects in the periurban milieu in order to explore, criticise and contribute to the conceptualisation existing in this subject. Specifically, the thesis focuses on two projects: the planning and development of the Mas Dieu domain near Montpellier (France) and the creation of a protected area on Mont Rigaud near Montréal (Québec). The analysis is founded upon the model of the dynamic of localities developed in the Laboratory of Sustainable Development and Territorial Dynamics, Department of Geography, Université de Montréal. Four specific objectives provide the principal orientations of the research, namely objectives dealing with the contexts, the action logic of the actors, the networks of actors and the dynamic of localities itself.

The thesis provides evidence of the importance of the contextual elements that pose certain constraints on the interplay of actors, but at the same time provide them with certain means of action. The contexts thus have an influence of the action logic of actors. Some similarities, but also some important distinctions were underscored by the case studies. The research also demonstrates the large diversity of action logics providing evidence of the variable perception that actors have of the situation as well as their capacity to mobilise and use the different means available. Thirdly, the thesis underscores the interest in taking into account relationships of all kinds in the study of actor networks. Here, different broad social processes, for example, of solidarity, cooperation and conflict that have an incidence on the progress of a part or indeed the whole of a project were shown to exist. Finally, two modifications to the conceptual model of the dynamic of localities are proposed – the inclusion of the notion of 'strategy' and the redefinition of the notion of network in order to integrate the diversity of types of relationships between actors.

Thus, the thesis represents a contribution to the advancement of knowledge about the transformation of periurban territories by the actors present. The periurban context influences the action logic of each actor by confronting them with a vast range of opportunities, as well as constraints. This research thus allows for a better reading of the internal logic of each actor, particularly by introducing the notion of strategy into the conceptualisation of the dynamic of localities. This thesis also contributes to a better understanding of the dynamic of the interplay between all actors present by

taking into account the relationships of all types in the analysis of actor networks. It therefore contributes to revealing social processes that influence the construction of territories. A better understanding of the collective dynamic is indispensable in order to better comprehend the transformation of periurban territories where we find concentrated a substantial diversity of actors with their varied interests, objectives and means.

Key words: actors, periurban, dynamic of localities, geo-administrative context, action logic, strategies, actor networks, Montreal, Montpellier.

Table des matières

Résumé	v
Abstract.....	vii
Table des matières	ix
Liste des cartes	xiii
Liste des figures	xiv
Liste des graphes	xv
Liste des photos	xvi
Liste des tableaux	xvii
Liste des sigles.....	xviii
Remerciements.....	xxi
Chapitre 1 Introduction générale.....	1
1.1 La problématique et les objectifs	1
1.1.1 L'objectif général de la thèse.....	2
1.1.2 Les objectifs spécifiques de la recherche.....	5
1.2 La justification du choix des études de cas.....	6
1.2.1 La perspective comparative.....	6
1.2.2 Les études de cas	7
1.3 Le cadre conceptuel	8
1.3.1 Le périurbain	8
1.3.2 Les acteurs.....	12
1.3.3 Les réseaux d'acteurs	13
1.3.4 Le pouvoir.....	15
1.3.5 Les conflits	16
1.3.6 La coopération et le partenariat.....	17
1.4 L'originalité et les apports scientifiques de la thèse	17
1.5 Un survol de la structure de la thèse	19
Chapitre 2 La démarche méthodologique.....	23
2.1 Le projet comme porte d'entrée	23
2.2 La cueillette d'information	24
2.2.1 La revue de la littérature.....	24
2.2.2 Les entrevues avec les acteurs	27

2.2.3 Des apprentissages méthodologiques	29
2.2.4 L'analyse des cas et la perspective comparative	31
2.3 Les territoires à l'étude	31
2.3.1 Le domaine du Mas Dieu, France	31
2.3.2 Le mont Rigaud, Québec	34
2.4 Les éléments de synthèse	39

Chapitre 3 Le découpage et l'aménagement du territoire en France et au Québec

.....	41
3.1 Les divisions territoriales françaises	41
3.2 L'intercommunalité et la coopération intercommunale en France	43
3.2.1 La communauté de communes	45
3.2.2 La communauté d'agglomération	45
3.2.3 La communauté urbaine	46
3.2.4 Les syndicats mixtes	46
3.2.5 L'intercommunalité et la coopération intercommunale au Mas Dieu	46
3.3 Les outils de l'aménagement du territoire en France	48
3.3.1 Le schéma de cohérence territoriale	49
3.3.2 Le plan local d'urbanisme	49
3.3.3 L'enquête publique	50
3.4 La Société d'aménagement foncier et d'établissement rural	50
3.4.1 L'évolution du rôle des Sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural	50
3.4.2 Le droit de préemption	51
3.5 Les Zones naturelles d'intérêt écologique faunistique et floristique	52
3.6 Le découpage administratif québécois	52
3.6.1 Le palier local	53
3.6.2 Le palier supralocal	54
3.6.3 Le palier régional	56
3.6.4 L'organisation territoriale de la région du mont Rigaud	56
3.7 Le contexte légal québécois	58
3.7.1 La Loi sur la protection du territoire agricole	58
3.7.2 La Loi sur l'aménagement et l'urbanisme	62
3.8 Les outils de l'aménagement au Québec	62
3.8.1 Le schéma d'aménagement et de développement	62
3.8.2 Le plan d'urbanisme	62
3.8.3 La participation publique	63
3.8.4 Le référendum décisionnel en urbanisme	64
3.9 Les avant-projets	65
3.9.1 L'avant-projet d'aménagement du domaine du Mas Dieu, France	65
3.9.2 La création d'une aire protégée sur le mont Rigaud, Québec	67
3.10 La comparaison	68
3.10.1 L'organisation du territoire	68
3.10.2 La coopération intercommunale	70
3.10.3 Les outils de l'aménagement et les zonages	70
3.11 Les éléments de synthèse	73

Chapitre 4 Les études de cas : l'aménagement du domaine du Mas Dieu et la mise en place d'une aire protégée sur le mont Rigaud	75
4.1 L'aménagement du domaine du Mas Dieu, France	75
4.1.1 L'élaboration du projet d'aménagement et l'achat du domaine du Mas Dieu	76
4.1.2 Le projet d'aménagement global du domaine du Mas Dieu	80
4.2 La création d'une aire protégée au mont Rigaud, Québec	93
4.2.1 L'étude du Comité administratif élargi	94
4.2.2 Le réseau de sentiers	103
4.2.3 L'acquisition de terrains sur le mont Rigaud	103
4.2.3 D'autres actions pour la protection du mont Rigaud	108
4.3 Les éléments de synthèse	109
 Chapitre 5 La logique d'action des acteurs et les orientations territoriales	113
5.1 Les logiques d'action des acteurs	114
5.1.1 L'aménagement du domaine du Mas Dieu	115
5.1.2 La création d'une aire protégée au mont Rigaud	127
5.2 Les observations et la comparaison	138
5.2.1 Les intérêts, les croyances, les valeurs et les objectifs	138
5.2.2 Les stratégies	141
5.2.3 Les actions	142
5.2.4 La définition, la construction et l'usage des territoires à l'étude	145
5.2.5 Les territoires construits	146
5.3 Les limites de l'analyse des logiques d'acteurs	147
5.4 Les éléments de synthèse	148
 Chapitre 6 Les réseaux d'acteurs et le pouvoir	151
6.1 La configuration des réseaux sociaux	152
6.1.1 Les réseaux sociaux dans l'aménagement global du domaine du Mas Dieu (1994-2008)	153
6.1.2 Les réseaux sociaux dans la création d'une aire protégée sur le mont Rigaud (1989-2004)	164
6.2 Les observations	174
6.2.1 La nature des relations entre les acteurs	174
6.2.2 La forme des réseaux	177
6.2.3 Les jeux de pouvoir dans les réseaux	179
6.3 La comparaison	181
6.4 Les limites de notre analyse des réseaux d'acteurs	182
6.5 Les éléments de synthèse	183
 Chapitre 7 La conclusion	185
7.1 Les objectifs spécifiques	185
7.2 Les apports de la thèse	187
7.2.1 Les stratégies	188
7.2.2 Les réseaux d'acteurs	189
7.2.3 Les apprentissages méthodologiques	191
7.2.4 Le quatrième objectif spécifique : une schématisation réformée de la dynamique des localités	191

7.3 Les limites de la thèse	194
7.4 Les perspectives	194
Bibliographie	197
Annexe 1 : Exemple de questionnaire	217
Annexe 2 : Les acteurs rencontrés	219
Annexe 3 : Grilles d'analyse des études de cas	220

Liste des cartes

Carte 1 Le domaine du Mas Dieu, France.....	32
Carte 2 Le mont Rigaud, Québec.....	35
Carte 3 La communauté d'agglomération de Montpellier.....	47
Carte 4 La communauté de communes Vallée de l'Hérault.....	48
Carte 5 La Zone naturelle d'intérêt écologique faunistique et floristique des garrigues du Mas Dieu.....	53
Carte 6 La municipalité régionale de comté de Vaudreuil-Soulanges.....	57
Carte 7 L'emplacement géographique du mont Rigaud (avant la fusion municipale).....	58
Carte 8 Le zonage agricole dans la région du mont Rigaud.....	59
Carte 9 Les éléments remarquables du patrimoine biologique du Mas Dieu et du Mas de la Tour.....	78
Carte 10 Le projet d'aménagement du Mas Dieu tel que présenté par le Midi-Libre en février 2002.....	79
Carte 11 Le plan d'aménagement du domaine du Mas Dieu tel que présenté par le SIADE du Mas Dieu en 2005.....	90

Liste des figures

Figure 1 Le schéma conceptuel de la dynamique des localités.....	4
Figure 2 La structure typique de la ville régionale.....	10
Figure 3 L'organisation de la thèse en fonction des objectifs.....	21
Figure 4 Fiche de dépouillement des articles de journaux.....	25
Figure 5 Exemple de dépouillement d'un article.....	25
Figure 6 Sources d'information pour chacune des études de cas.....	29
Figure 7 Le découpage territorial français au 1er janvier 2008.....	42
Figure 8 L'intercommunalité et la coopération intercommunale en France.....	44
Figure 9 Le découpage territorial du Québec au 1er janvier 2008.....	55
Figure 10 Synthèse de l'aménagement global du Mas Dieu.....	77
Figure 11 Synthèse du projet de parc à thème.....	87
Figure 12 Synthèse de l'avant-projet de création d'une aire protégée au mont Rigaud.....	94
Figure 13 Synthèse de l'adoption du règlement de zonage du mont Rigaud pour le schéma d'aménagement et de développement.....	96
Figure 14 Synthèse de l'adoption du plan d'urbanisme de Sainte-Marthe.....	101
Figure 15 Synthèse des élections municipales de Sainte-Marthe.....	102
Figure 16 Synthèse de la mise en place du réseau de sentiers.....	104
Figure 17 Synthèse de l'acquisition des terrains par l'APER.....	107
Figure 18 La logique d'action de la Société d'aménagement foncier et d'établissement rural du Languedoc-Roussillon.....	116
Figure 19 La logique d'action du porteur du projet de parc à thème.....	117
Figure 20 La logique d'action de l'Hort du Mas Dieu.....	119
Figure 21 La logique d'action de la Fédération départementale des chasseurs de l'Hérault.....	120
Figure 22 La logique d'action du promoteur du mas Dieu (bâtiment).....	121
Figure 23 La logique d'action des viticulteurs.....	122
Figure 24 La logique d'action des oléiculteurs.....	123
Figure 25 La logique d'action de l'Association pour la protection de l'environnement de Rigaud. ...	128
Figure 26 La logique d'action de Ma Baie.....	129
Figure 27 La logique d'action des conseils municipaux de Sainte-Madeleine-de-Rigaud et Rigaud	131
Figure 28 La logique d'action du conseil municipal de Sainte-Marthe.....	133
Figure 29 La logique d'action du Regroupement des citoyens et propriétaires de Sainte-Marthe ...	134
Figure 30 Les graphes du projet d'aménagement du Mas Dieu et la période couverte par chacun d'eux.....	153
Figure 31 Les graphes du projet d'aire protégée au mont Rigaud et la période couverte par chacun d'eux.....	165
Figure 32 Schématisation réformée de la conceptualisation de la dynamique des localités.....	192

Liste des graphes

Graphe 1 Le réseau d'acteurs relatif à l'avant-projet au Mas Dieu.....	154
Graphe 2 Le réseau d'acteurs relatif au préachat du domaine du Mas Dieu (cellule technique)	156
Graphe 3 Le réseau d'acteurs relatif à l'élaboration du projet d'aménagement global et l'achat du domaine du Mas Dieu	157
Graphe 4 Le réseau d'acteurs relatif à la production viticole et oléicole.....	158
Graphe 5 Le réseau d'acteurs relatif au pastoralisme.....	159
Graphe 6 Le réseau d'acteurs relatif à la cession des baux de chasse et la réalisation de l'école de chasse	160
Graphe 7 Le réseau d'acteurs relatif à l'élaboration du parc à thème (Univers Tropical).....	161
Graphe 8 Le réseau d'acteurs relatif à la réalisation du parc à thème (Jardin des découvertes (temps 1))	162
Graphe 9 Le réseau d'acteurs relatif à la réalisation du parc à thème (Jardin des découvertes (temps 2))	164
Graphe 10 Le réseau d'acteurs relatif à l'élaboration d'un règlement de zonage du mont Rigaud pour le schéma d'aménagement de développement.....	166
Graphe 11 Le réseau d'acteurs relatif à l'adoption du plan d'urbanisme de Sainte-Marthe	167
Graphe 12 Le réseau d'acteurs relatif à l'adoption du plan d'urbanisme de Sainte-Madeleine-de-Rigaud	168
Graphe 13 Le réseau d'acteurs relatif à la création d'un réseau de sentiers sur le mont Rigaud	169
Graphe 14 Le réseau d'acteurs relatif à l'étude de faisabilité du projet d'aire protégée sur le mont Rigaud	170
Graphe 15 Le réseau d'acteurs relatif à l'achat de terrains sur le mont Rigaud (temps 1).....	171
Graphe 16 Le réseau d'acteurs relatif à l'achat de terrains sur le mont Rigaud (temps 2).....	172
Graphe 17 Le réseau d'acteurs relatif à la contestation du plan de gestion du cerf de Virginie du ministère de l'Environnement et de la Faune du Québec.....	173
Graphe 18 Le réseau d'acteurs relatif à l'appel d'un dézonage accordé par la Commission de protection du territoire agricole du Québec	173

Liste des photos

Photo 1 La garrigue montpelliéraine, Mas Dieu, été 2005.....	33
Photo 2 Le mas Dieu (le bâtiment, en rénovation), Mas Dieu, été 2005.....	33
Photo 3 Le mas de la Tour, Mas Dieu, été 2005.....	34
Photo 4 Des murets de pierres, Mas Dieu, été 2005.....	34
Photo 5 La ligne haute tension, Mas Dieu, été 2005.....	34
Photo 6 Une décharge sauvage, Mas Dieu, été 2005.....	34
Photo 7 La croix du mont Rigaud, (RAGAVS 2006).....	36
Photo 8 Le sentier menant à la croix, mont Rigaud, automne 2008.....	36
Photo 9 Le sanctuaire, mont Rigaud, automne 2008.....	36
Photo 10 Un wagon utilisé pour l'exploitation du champ de guérets, mont Rigaud, automne 2008.....	36
Photo 11 Le champ de guérets, mont Rigaud, automne 2008.....	36
Photo 12 Un bâtiment agricole, mont Rigaud, automne 2008.....	37
Photo 13 Une écurie et des chevaux, mont Rigaud, automne 2008.....	37
Photo 14 Une signalisation routière.....	37
Photo 15 La sucrerie des Gallant, mont Rigaud, automne 2008.....	38
Photo 16 La sucrerie des Gallant, mont Rigaud, automne 2008.....	38
Photo 17 Entrée des sentiers de l'Escapade, mont Rigaud, automne 2008.....	38
Photo 18 Warzone, mont Rigaud, automne 2008.....	38
Photo 19 Le centre de ski et Acrobranches, mont Rigaud, automne 2008.....	38
Photo 20 Arbraska, mont Rigaud, automne 2008.....	38
Photo 21 Le festival des couleurs, Rigaud, automne 2008.....	38
Photo 22 Des pylônes, mont Rigaud, automne 2008.....	39
Photo 23 Une tour de transmission, mont Rigaud, automne 2008.....	39
Photo 24 Un développement domiciliaire, mont Rigaud, automne 2008.....	39
Photo 25 Brachypode rameux, Mas Dieu, été 2005.....	79
Photo 26 Des blocs calcaires résultant d'un travail du sol traditionnel, Mas Dieu, été 2005.....	82
Photo 27 Le sol travaillé et plantation de vigne, Mas Dieu, été 2005.....	82
Photo 28 Des caussenardes des garrigues, Mas Dieu, été 2005.....	83
Photo 29 « La montagne c'est non, allez signer ».....	106
Photo 30 La fête de la transhumance au Mas Dieu.....	124
Photo 31 La fête de la transhumance au Mas Dieu.....	124

Liste des tableaux

Tableau I La comparaison des éléments contextuels	69
Tableau II Le découpage municipal en France et au Québec (2008)	69
Tableau III Le financement de la bergerie haute qualité environnementale au Mas Dieu	84
Tableau IV Classement des acteurs ayant des stratégies multiples	142
Tableau V L'atteinte des objectifs spécifiques	194

Liste des sigles

ACTOM : Action citoyenne des territoires de l'ouest de Montpellier
 AFA : Association foncière agricole
 AGERA : Association de gestion et d'économie rurale agréée
 ANT : Actor network theory
 APEP : Association de préservation de l'environnement du patrimoine
 APER : Association pour la protection de l'environnement de Rigaud
 APMR : Association des propriétaires du mont Rigaud
 APSPV : Association de protection et de sauvegarde du patrimoine végétal

BRL : Bas Rhône-Languedoc

CA : Communauté d'agglomération
 CAAAQ : Commission sur l'avenir de l'agriculture et l'agroalimentaire québécois
 CAE : Comité administratif élargi
 CC : Communauté de communes
 CCI : Chambre de commerce et d'industrie
 CCU : Comité consultatif d'urbanisme
 CDVA : Conseil du développement de la vie associative
 CG : Conseil général
 CM : Conseil municipal
 CMM : Communauté métropolitaine de Montréal
 CMQ : Communauté métropolitaine de Québec
 CNDP : Commission nationale du débat public
 CNFPT : Centre national de la fonction publique territoriale
 CNJA : Centre national des jeunes agriculteurs
 CNVA : Conseil national de la vie associative
 CPTAQ : Commission de protection du territoire agricole du Québec
 CR : Conseil régional
 CRD : Conseils régionaux de développement
 CRÉ : Conseil régional des élus
 CU : Communauté urbaine
 CUMA : Coopérative d'utilisation du matériel agricole

D³T : Développement durable et dynamique territoriale
 DDAF : Direction départementale de l'agriculture et la forêt
 DDASS : Direction départementale des affaires sanitaires et sociales
 DDE : Direction départementale de l'équipement
 DGCL : Direction générale des collectivités locales
 DIREN : Direction régionale de l'environnement

DRAF : Direction régionale de l'agriculture et la forêt

DUP : Déclaration d'utilité publique

ENAP : École nationale d'administration publique

EPCI : Établissement public de coopération intercommunale

FDCH : Fédération départementale des chasseurs de l'Hérault

FDÉGR : Fonds de développement économique du grand Rigaud

FNADT : Fonds national d'aménagement et de développement du territoire

FNDVA : Fonds national de développement de la vie associative

FNSEA : Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles

HQE : Haute qualité environnementale

INPN : Inventaire national du patrimoine naturel

INRA : Institut national de recherche agronomique

INSEE : Institut national de la statistique et des études économiques

JA : Jeunes agriculteurs

LAMA : L'association Murviel autrement

LAU : Loi sur l'aménagement et l'urbanisme

LPTAAQ : Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles

LPTAQ : Loi sur la protection du territoire agricole

MAMR : Ministère des Affaires municipales et des Régions

MAPAQ : Ministère de l'Agriculture, des Pêcherie et de l'Alimentation du Québec

MEDD : Ministère de l'Écologie et du Développement durable

MEFQ : Ministère de l'Environnement et de la Faune du Québec

MENVIQ : Ministère de l'Environnement du Québec

MIAT : Ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du territoire

MINEFI : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie

MLPC : Ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche

MNHN : Musée national d'histoire naturelle

MRC : Municipalité régionale de comté

MTR : Mont Rigaud

NIMBY : Not in my back yard

OBNL : Organisme à but non lucratif

PADD : Plan d'aménagement et de développement durable

PAE : Plan d'aménagement d'ensemble
PDU : Plan de déplacement urbain
PIIA : Plan d'implantation et d'intégration architecturale
PLH : Plan local de l'habitat
PLU : Plan local d'urbanisme
POS : Plan d'occupation des sols
PS : Parti socialiste
PU : Plan d'urbanisme

RAGAVS : Regroupement des associations des gens d'affaires de Vaudreuil-Soulanges
RCPSM : Regroupement des citoyens et propriétaires de Sainte-Marthe
REQ : Registraire des entreprises du Québec

SAD : Schéma d'aménagement et développement
SAFER : Société d'aménagement foncière et établissement rural
SAN : Syndicat d'agglomération nouvelle
SCET : Société centrale d'équipement technique
SCOT : Schéma de cohérence territoriale
SDAU : Schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme
SIADE : Structure d'initiative pour l'aménagement et le développement de l'écosite (du Mas Dieu)
SIME : Service inter-chambre pour la montagne et de l'élevage
SIVOM : Syndicat intercommunaux à vocation multiple
SIVU : Syndicat intercommunaux à vocation unique
SM : Syndicat mixte
SOQUIJ : Société québécoise d'information juridique
SQ : Sûreté du Québec
SRU : Solidarité et renouvellement urbain

TAQ : Tribunal administratif du Québec

UNCPIE : Union nationale des centres permanents d'initiatives pour l'environnement

V-S : Vaudreuil-Soulanges
VTT : Véhicule tout terrain

WWF : World wide fund

ZNIEFF : Zone naturelle d'intérêt écologique faunistique et floristique

Remerciements

Merci Christopher. Ces années passées sous votre direction au Laboratoire de développement durable et dynamique territoriale ont été un réel plaisir. Merci d'avoir partagé avec moi votre intérêt pour les acteurs et les espaces périurbains. Merci pour votre confiance. Merci pour tous les projets. Merci Gérald Domon, pour votre critique toujours constructive qui m'a permis d'améliorer mon travail. Merci Claude Marois pour vos encouragements et votre amitié. Merci aux gens de l'INRA de Montpellier : Lucette, Françoise (et Grigri!), Brigitte, Pascal, Jean-Marc, vous avez rendu mon séjour chez vous fort agréable. Merci aussi à d'autres chercheurs et amis : Salma et Dino.

Merci Max d'écouter avec patience et intérêt depuis quelques années déjà toutes mes idées, mes doutes et mes divagations. Tu m'as toujours encouragée et crue en moi, merci.

Merci aux gens de mon laboratoire : les anciens Denis, Vincent, Isabelle, Serge et Soumaya, et les plus récents : Dago, Ablajan, Frédérick, Kénel, Michèle, Nohora, Omar, ça a été un plaisir de faire votre connaissance et de vous côtoyer au quotidien. Merci les voisins de palier, les complexés : Rodolphe, Clément, Cristiane, Guillaume, Samuel, et aussi Alexis, pour les brins de causette. Merci aussi aux autres amis du département : Patrick, Katerine, Nadja. Beaucoup de plaisir avec vous dans les 5 à pas d'heure! Merci Gilles d'avoir plusieurs fois déjoué les complots de la DGTIC!

Merci aux acteurs rencontrés sur le terrain, ceux qui périurbanisent, tant en France qu'au Québec, avec qui les discussions ont été fort intéressantes, et tout particulièrement merci Bruno S. pour cet après-midi à garder les brebis dans la garrigue montpelliéraine.

Et puis merci aux autres, famille et amis : Anny, Bruno, Céline, Geneviève, Gilles, Éric, Francine, Isa, Jacques, Joe, Léo, Lily, Mag, Marie-Claude, Marie-José, Mel qui me lit, Mel qui m'habille, Pascal qui me laisse gentiment squatter chez lui, Phil, Robin, Seb, Sophie, Thin, Victor et aux amis de la bibliothèque, qui avez été là, d'une façon ou une autre, au cours de ces années.

Chapitre 1 Introduction générale

Ce chapitre a pour objectif de présenter les différents éléments sur lesquels repose cette thèse. Nous allons donc dans un premier temps exposer la problématique de recherche. Celle-ci s'articule essentiellement autour des questions relatives aux espaces périurbains, et plus spécifiquement de la construction de territoires par les divers acteurs en présence. Nous allons dans un second temps énoncer l'objectif principal et les objectifs spécifiques de cette thèse. Troisièmement, nous allons justifier et décrire les territoires à l'étude. Nous présentons ensuite les éléments conceptuels sur lesquels s'appuie cette recherche. L'objectif de cette section est avant tout de jeter les bases de la réflexion à venir et de convenir avec le lecteur du sens à donner à ces différents concepts qui pourraient revêtir d'autres significations.

1.1 La problématique et les objectifs

L'étalement urbain, conséquence de la démocratisation de l'automobile, du développement d'infrastructures routières, mais aussi des transformations de la société occidentale, est à l'origine du déploiement de fonctions dites urbaines vers les espaces situés à la marge des grandes agglomérations. Les universitaires ainsi que les pouvoirs publics se penchent déjà depuis plusieurs décennies sur les questions propres à ces espaces. Comment appréhender la périurbanisation? Certes, de nombreux effets négatifs ont fait l'objet d'investigations. On reproche au périurbain sa grande consommation d'énergie et d'espaces, effets négatifs difficilement défendables dans le contexte actuel marqué entre autres par les changements climatiques et la crise alimentaire mondiale. Dans ce cas, la périurbanisation doit-elle être entendue comme une calamité? Est-elle non durable de sorte que des mesures doivent être mises en place afin d'y soustraire le plus possible d'espace? Sans aucun doute, celle-ci vient avec son lot d'inconvénients, mais ceci ne constitue qu'une facette de la problématique périurbaine. En effet, la périurbanisation n'a pas que des impacts négatifs. D'une part, elle a permis la déconcentration des habitants des villes centres surpeuplées et a consenti à la classe moyenne un accès à la propriété privée. De plus, la superposition des fonctions qu'on observe aujourd'hui produit des situations inédites qui peuvent déboucher sur des pratiques innovantes (Monteventi Weber et coll. 2008 : 2). Surtout, depuis quelques décennies les espaces périurbains remplissent une variété de fonctions et répondent ainsi à une grande diversité de besoins des résidents et autres acteurs de la région métropolitaine. Selon Bryant et Charvet (2003 : 244), la zone périurbaine est pour la métropole, « *essentielle à sa bonne "santé"* ». D'autre part, le périurbain n'est pas le seul « type » d'espace à avoir des effets négatifs. Comme le signale Vanier (2005 : 29), « *[A]ttribuer au périurbain le monopole des scénarios de l'inacceptable, qu'ils soient locaux, régionaux ou nationaux, c'est oublier un peu vite ce que la ville comme la campagne*

ont pu produire de dispositifs socioéconomiques et environnementaux pathogènes ces dernières années ».

Les collectivités territoriales périurbaines ne sont pas étrangères à ce phénomène de périurbanisation accélérée. En effet, comme le soulignent Bryant et Charvet (2003 : 250), « *le terme d'«étalement urbain» n'englobe-t-il pas une grande partie du développement «planifié»* ». En élaborant des plans et des schémas de gestion et d'aménagement dans lesquels une place est faite à de nouveaux lotissements, des développements industriels ou autres fonctions urbaines, les localités périurbaines favorisent une certaine dilatation du tissu urbain. La volonté de profiter des bénéfices réels ou perçus de l'urbanisation, de cette « *opportunité unique de renaissance démographique, économique et sociale* » dépeinte par Daligaux (2001 : 290), a amené plusieurs communautés périurbaines à un relâchement urbanistique. Il semble également que certaines municipalités aient pu être dépassées et que les outils de l'aménagement dont elles disposaient se soient avérés quelques fois insuffisants pour assurer la maîtrise du phénomène. Ceci démontre la difficulté, voire l'absence de volonté des communautés locales d'intégrer aux plans locaux d'aménagement et de développement certains enjeux métropolitains de maintien et de protection des espaces verts et plus généralement d'une maîtrise de la croissance urbaine à l'échelle régionale. C'est dans ce contexte d'une périurbanisation ayant des impacts négatifs et positifs, mais surtout d'une périurbanisation qui est là pour se poursuivre que Loudiyi et coll. (2008 : 1) soutiennent que « *l'émergence d'un nouveau paradigme de développement fait de la durabilité des systèmes périurbains un des défis majeurs de notre siècle* ».

Les collectivités territoriales, en raison de leurs compétences en aménagement et développement territorial, ne sont pas les uniques responsables de la transformation des espaces périurbains, loin de là. Une grande diversité d'acteurs joue un rôle dans la production de ces espaces; les individus, les organisations, les regroupements, les entreprises sont des artisans de politiques, de plans et de projets qui périurbanisent les zones adjacentes à la ville. Ils interviennent pour faire valoir leur propre vision de l'espace, c'est-à-dire leur conception de ce que devrait être un lieu. Ils défendent des intérêts et poursuivent des objectifs qui leur sont propres. Ils entreprennent des actions afin d'atteindre ces objectifs. Ils inventent de nouveaux territoires.

1.1.1 L'objectif général de la thèse

La diversité des usages et des fonctions des sols périurbains a été constatée par de nombreux travaux. De nouvelles formes ont été observées et nommées, par exemple le mitage, pour parler de l'« *éparpillement de constructions dans la campagne, notamment à proximité des agglomérations* » (Brunet et coll. 2005 : 333). D'autres se sont intéressés aux processus et dynamiques à l'origine de

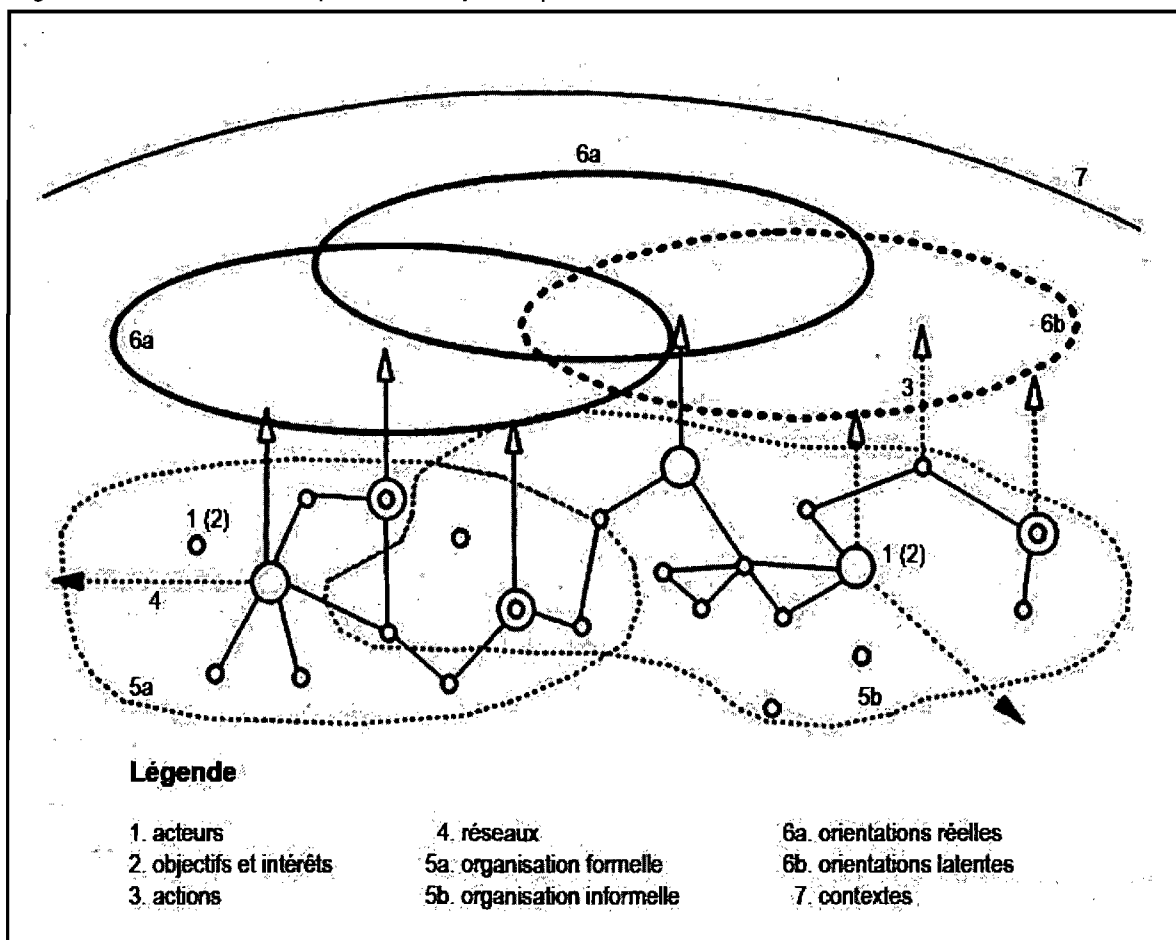
l'évolution de l'usage des sols et plus généralement, la transformation des territoires. La présente thèse se situe dans cette seconde perspective de recherche sur les dynamiques périurbaines. Aussi, **l'objectif général de cette thèse est de comprendre et comparer le jeu des acteurs dans la mise en place de projets en milieu périurbain afin d'explorer, critiquer et contribuer (voir les objectifs spécifiques) aux conceptualisations existantes à ce sujet.** Nous nous pencherons sur deux études de cas issus des milieux périurbains de Montréal au Québec et de Montpellier en France (qui sont présentées en détail plus loin dans ce chapitre). L'étude de la dynamique actorielle contribue à l'explication de la façon dont se construisent les projets territoriaux, sur les raisons de leur réussite ou de leur échec ainsi que de leur légitimation ou de leur rejet par les acteurs en place.

Nos recherches s'appuient sur le schéma conceptuel de la dynamique des localités, développé par le laboratoire de dynamique territoriale et développement durable (laboratoire D³T) de l'Université de Montréal, et rapporté dans divers travaux (Bryant 1995, 1995a, 1997, 2007; Bryant et coll. 1996, 1998, 2001; Des Roches et Bryant 1997, 1998; Granjon et coll. 2001). La conceptualisation de la dynamique des localités présente certaines ressemblances avec la théorie des réseaux d'acteurs (Actor network theory (ANT)). Celle-ci a fait l'objet de plusieurs publications, dont les travaux les plus connus sont ceux des sociologues français, Callon (1986) et Latour (1988). Des géographes comme Murdoch (1995), Murdoch et Marsden (1995) et plus récemment Bowler (1999, 2001) ont également emprunté cette approche. Les principales ressemblances concernent l'accent mis sur les acteurs comme lieu d'actions et de décisions ainsi que sur les réseaux d'acteurs (Bryant et coll. 2001). Ces deux conceptualisations se distinguent toutefois au niveau de la représentation et de l'articulation qu'elles font des ressources. Dans le schéma conceptuel de la dynamique des localités, les ressources par exemple les lois et règlements, les ressources financières ou l'information, font partie du contexte et peuvent être contrôlées par certains acteurs. Dans la théorie des réseaux d'acteurs, les ressources font plutôt partie intégrante des réseaux (*idem.*). Ainsi, selon l'ANT, les entités humaines (p. ex. des individus, des associations, des gouvernements) et non humaines (p. ex. des textes de loi, des éléments de la nature) se côtoient à l'intérieur d'un même réseau. Elles détiennent également un statut égal et interagissent entre elles; les humains construisent les objets et les entités non humaines définissent les humains et leurs relations (Bowler 2001). Murdoch (1995) précise toutefois que ces deux entités doivent être différenciées sur le fait que seuls les humains sont capables d'intentionnalité.

Quant à la dynamique des localités, c'est une conceptualisation de sept composantes qui permet de structurer l'information afin de mieux comprendre la transformation d'un espace. Elle s'adapte à différents contextes permettant chaque fois d'organiser la réflexion autour des acteurs (1) en place (voir figure 1). Les acteurs ont des intérêts légitimes, des objectifs et des valeurs (2). Ils

entreprennent des actions (3) et prennent des décisions en fonction de leurs intérêts et objectifs personnels ou ceux de leur communauté.

Figure 1 Le schéma conceptuel de la dynamique des localités



Source : Bryant 2007 : 163; Bryant et Mitchell 2006 : 237

Les acteurs s'organisent en réseaux (4) de relations sociales, économiques et politiques qui relient le local et le non-local. Ces réseaux leur permettent de mobiliser les ressources nécessaires pour influencer les actions donc, leurs conséquences, incluant les plus complexes comme les orientations, et ainsi atteindre leurs objectifs personnels et ceux de leur communauté. Ces réseaux reflètent les structures d'organisations formelles et informelles (5) de relations sociales dans lesquelles les acteurs opèrent. Des organisations formelles sont, par exemple, sous-tendues par des règles formelles concernant les relations, tant au niveau du rôle de chacun dans cette relation qu'au niveau de la direction (p. ex. la structure municipale entre le maire et les conseillers). Les structures d'organisation informelle sont, quant à elles, basées sur des relations sociales qui ont le potentiel de se faire, se défaire et se refaire continuellement (p. ex. des relations d'amitié). La majorité des relations sont informelles. Les actions et les décisions dirigées dans une même direction constituent

les orientations (6). Les orientations réelles (6a) caractérisent le profil de développement local. Les orientations latentes (6b) représentent des orientations qui n'ont pas émergé complètement ou qui n'ont pas été reconnues par les acteurs. Par contre, de telles orientations peuvent devenir importantes dans la planification du développement d'un territoire. Finalement, les éléments précédents (1 à 6) ont lieu dans des contextes (7). Ces contextes peuvent comprendre des ressources importantes pour le développement d'une localité (p. ex. des lois, des programmes, des ressources financières, géographiques et paysagères). En même temps, ils peuvent inclure des paramètres significatifs qui auront un impact sur la dynamique locale (p. ex. des règlements, des schémas d'aménagement, des systèmes de taxation).

1.1.2 Les objectifs spécifiques de la recherche

Différents objectifs spécifiques, en lien avec le schéma conceptuel de la dynamique des localités, viennent préciser l'objectif général de la thèse. Ceux-ci concernent les contextes, les logiques d'action puis les réseaux d'acteurs.

Dans un premier temps, nous nous proposons de situer les études de cas à l'intérieur de leurs contextes, notamment administratif et légal. De nombreux éléments contextuels jouent un rôle important dans le déroulement des projets. Ils influencent la trajectoire que ceux-ci empruntent de façon telle que les produits finaux auraient été complètement différents en leur absence, par exemple le zonage agricole au Québec ou l'intercommunalité en France. **Plus spécifiquement, l'objectif est de mettre en évidence certaines similitudes ainsi que des différences par rapport aux éléments contextuels français et québécois.**

Ensuite, une multitude d'acteurs, habitant ou non un espace, ont des intérêts et des objectifs individuels ou collectifs pour un même territoire. Ces intérêts et objectifs relèvent d'une logique, d'une interprétation de la situation propre à chaque acteur. Ainsi, la construction des espaces par la mise en place de projets constitue un processus par lequel les acteurs entrent en concurrence pour des ressources souvent limitées. Nous cherchons à décrypter ce qui mobilise les acteurs et ce qu'ils visent lorsqu'ils se saisissent des enjeux territoriaux. **Plus exactement, nous tâcherons de préciser les intérêts en jeu ainsi que les objectifs poursuivis. Nous interrogerons le rôle des valeurs, des croyances et des idées véhiculées par les acteurs à travers les processus de développement. Nous préciserons les stratégies mises en place par les acteurs. Puis, nous chercherons à déterminer l'incidence de chacun d'eux sur la transformation de l'espace. Le deuxième objectif spécifique est donc de mettre en relation la diversité des logiques d'action des acteurs à l'échelle locale et les constructions territoriales dont ils sont à l'origine.**

Le troisième objectif spécifique est d'appréhender, à travers les réseaux d'acteurs, les processus sociaux en cours lors de la mise en place d'un projet. Nous cherchons à démontrer que la forme des réseaux et la nature des relations entre les acteurs influencent la mise en place d'un projet. Nous nous intéressons donc à la présence, mais aussi à l'absence de relations entre les acteurs ainsi qu'à la nature de celles-ci. En outre, nous nous penchons sur les jeux de pouvoir caractérisant la dynamique actorielle et mettons en exergue les leviers actionnés par les acteurs afin d'exercer un pouvoir sur un (ou plusieurs) autre(s).

Le quatrième objectif spécifique, plus théorique, est de proposer des modifications à la conceptualisation de la dynamique des localités. Ainsi, nous soutenons que les réseaux d'acteurs devraient recouvrir un sens plus large et inclure des relations entre les acteurs autres que celles de coopération et de partenariat. Les réseaux incluant les relations de nature diverse entre les acteurs témoignent de la diversité des processus sociaux cohabitant à l'intérieur d'un même processus de développement. **Aussi, nous croyons que la notion de stratégie, en tant que combinaison réfléchie d'actions mise en place afin d'atteindre un objectif, devrait constituer une huitième composante.** En effet, les acteurs peuvent avoir des intérêts et des objectifs communs sans toutefois vouloir les atteindre par les mêmes stratégies. Le contraire existe également; les acteurs peuvent avoir des objectifs et des intérêts différents, mais considérer la même stratégie pour atteindre leurs objectifs. D'autres fois encore, des acteurs entreprennent des actions sans véritablement déployer de stratégie. **La stratégie s'oppose ainsi à l'action ponctuelle et désorganisée.**

1.2 La justification du choix des études de cas

1.2.1 La perspective comparative

Bon nombre d'auteurs considèrent la méthode comparative comme l'équivalent pour les sciences sociales de la méthode expérimentale dans les sciences naturelles. Mais pour d'autres, cette vision est réductrice dans la mesure où la comparaison va plus loin, *« elle est un regard autant que raisonnement »* (Dogan et Pélassy 1982 cités par Vigour 2005 : 127). Pour Stretton (1969 : 245-246), *« [P]lutôt que d'imiter le contrôle expérimental, un usage plus prometteur de la comparaison est d'élargir l'expérience du chercheur, de lui faire prendre conscience d'autres possibilités et capacités sociales, et donc de l'aider à imaginer des questions à poser, aux causes à chercher et aux effets à mesurer, des modèles rationnels, des idéaux-types, des utopies et d'autres fonctions utiles. La fonction de la comparaison est moins d'inciter à l'expérimentation que de stimuler l'imagination »*. L'auteur ajoute que *« [L]a comparaison est plus importante comme dispositif de preuve; c'est un système pour formuler des questions et non pas pour donner des réponses »* (idem. : 247).

C'est selon cette perspective qu'elle stimule l'observation du chercheur, qu'elle suscite des questions, qu'elle incite à aborder les problèmes sous un angle nouveau et qu'elle suggère des causes quant aux différences et aux similitudes observées que nous allons aborder la comparaison des études de cas. Et c'est davantage cette possibilité qu'offre la comparaison de jeter un regard particulier, de soulever des questions qui ne l'auraient probablement pas été sans cette méthode, de voir ce qui serait passé inaperçu qui selon nous constitue en grande partie l'intérêt de la perspective comparative.

La comparaison de deux cas issus de pays différents nous permet de croire qu'un certain nombre de différences pourront être observées vu les contextes géographique, légal, politique différents. « *[L]a comparaison, en introduisant un décalage temporel ou/et spatial, suscite l'étonnement qui permet de prêter attention à ce qui paraît naturel, évident* » (Vigour 2005 : 101).

1.2.2 Les études de cas

Selon Sartori (1994), pour juger de la comparabilité de différentes entités, il faut commencer à les comparer. Il explique que bien qu'on avance quelquefois qu'on ne peut comparer des pommes et des poirés, elles sont en fait comparables par rapport à certaines propriétés qu'elles ont en commun (p. ex., ce sont des fruits, elles se mangent, et certaines poussent dans les arbres), mais ne le sont pas par rapport à d'autres qu'elles ne partagent pas (p. ex. la forme). L'auteur donne un second exemple : peut-on comparer des pierres et des singes? Il conclut rapidement que ces deux entités n'ayant à peu près rien en commun, la comparaison n'étant d'aucun intérêt, elle se termine aussitôt qu'elle a commencé. Les entités comparées doivent donc avoir un certain nombre de caractéristiques communes, mais également certaines différences; si les entités étaient semblables en tout point, la comparaison n'aurait plus aucun intérêt.

Nous avons donc choisi de comparer deux projets, l'un au Québec et l'autre en France parce que les deux territoires possèdent certaines caractéristiques communes. Par exemple, de manière générale, la France et le Québec ont un système politique semblable ainsi qu'un niveau de vie comparable. Ceci a des implications importantes au niveau des enjeux perçus et des préoccupations des acteurs, des types de projets mis en place, des objectifs poursuivis, des actions entreprises et des leviers d'actions à la disposition des acteurs. Plus spécifiquement, entre la France et le Québec, plusieurs parallèles peuvent être faits au niveau de l'organisation du territoire ainsi qu'au niveau politique, culturel et administratif. Toutefois, des différences persistent par exemple au niveau des lois et des règlements ou encore de la culture, ce qui rend à notre avis la comparaison pertinente et intéressante.

Quant aux projets plus spécifiques, ils concernent l'aménagement du domaine du Mas Dieu dans l'espace périurbain de Montpellier et la création d'une aire protégée sur le mont Rigaud non loin de Montréal. Ces projets ont été choisis parce qu'ils constituent tous deux des concentrés de périurbain en raison de leurs fonctions et leurs enjeux. Nous entendons par là que ces espaces sont convoités par différents acteurs à cause de leur proximité de la ville (*place function*). Ils sont tous deux le support d'activités récréatives (*play function*) pour les habitants de la ville centre - la promenade au Mas Dieu et la promenade, le ski de fond et l'observation d'oiseaux au mont Rigaud. Les deux endroits ont des fonctions de production agricole (*production function*) : au Mas Dieu on trouve notamment un élevage ovin, de la viticulture et de l'oléiculture et au mont Rigaud on pratique la sylviculture et plus particulièrement l'acériculture ainsi que l'élevage équin. Finalement, sur les deux territoires, la protection du patrimoine naturel (*protection function*) constitue une question majeure. Dans les deux cas, les principaux enjeux tournent autour du maintien voire de la protection d'espaces ouverts, naturels et agricoles, et l'aménagement d'espaces multifonctionnels.

Dans les deux cas, les territoires associés aux projets ne respectent aucune limite municipale, se trouvent à cheval sur le territoire de plus d'une municipalité nécessitant donc l'intervention de différentes administrations municipales et régionales. Dans les deux cas également, la très grande majorité des espaces concernés appartiennent initialement à des propriétaires privés.

Le projet au mont Rigaud s'inscrit finalement dans la continuité de notre projet de maîtrise au cours duquel nous nous sommes penchés sur le cas d'une autre petite colline dans la plaine de Montréal, le mont Saint-Bruno. Nous nous étions plus spécifiquement intéressés au jeu des acteurs dans la mise en place d'un parc de conservation (Doyon 2002).

1.3 Le cadre conceptuel

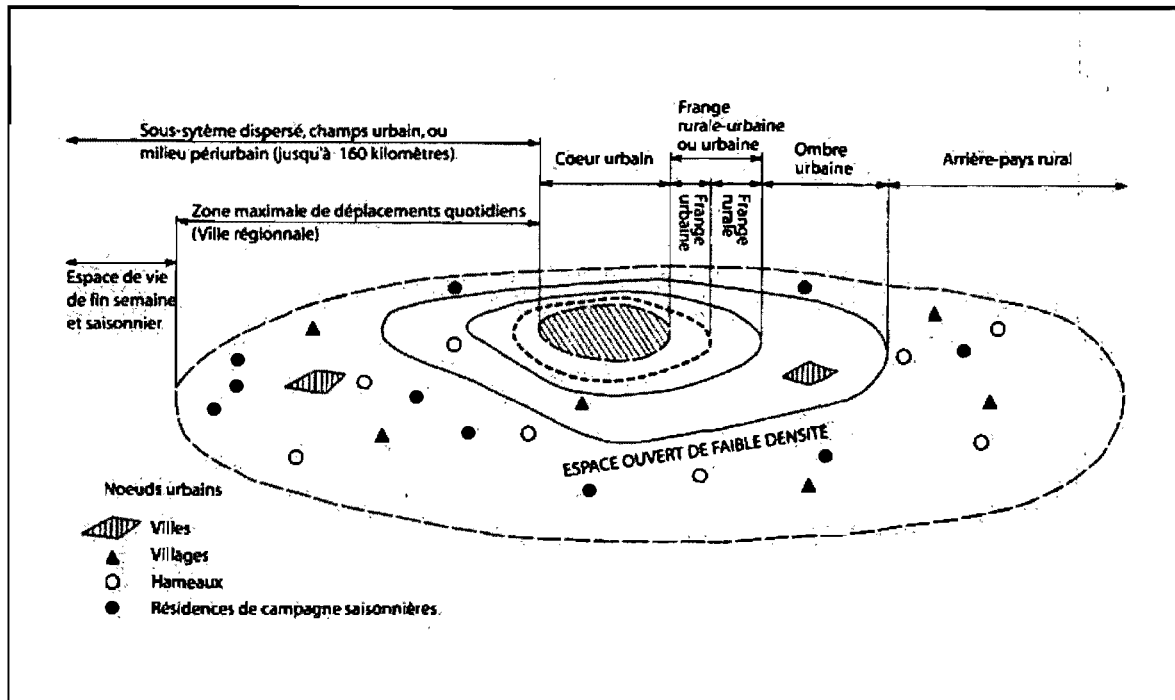
1.3.1 Le périurbain

Longtemps, les rapports ville-campagne ont été abordés sous l'angle d'une opposition (p. ex. Friedmann 1953; Castells 1977). Les espaces urbains et ruraux s'opposaient tant au niveau du paysage (le bâti versus l'espace ouvert) et des fonctions (consommateur versus producteur) que du peuplement (densité et diversité versus éparpillement et homogénéité) et des mentalités (progressiste versus conservateur) (Friedmann 1953). On a longtemps considéré que les campagnes à proximité des grandes agglomérations s'urbanisaient au fil de l'avancée de la ville. On parlait alors de la progression d'un « front urbain » c'est-à-dire d'une interface qui pénétrait la campagne et la transformait au profit de la ville. C'est également dans cette perspective qu'on définit le milieu rural comme étant « tout ce qui n'est pas urbain » et vice-versa.

L'émergence d'un espace nouveau, le périurbain, est venue réformer le couple ville-campagne. Le terme est apparu dans la littérature anglo-saxonne dans les années 1940 pour parler des espaces de *commuting* (Jean et Calenge 1997), c'est-à-dire des espaces caractérisés par l'importance des migrations pendulaires et par le développement de l'habitat en périphérie d'agglomération. Le périurbain a été au cours des cinquante dernières années un important sujet de recherche pour les géographes, et dans une moindre mesure pour les aménagistes (Bryant et Charvet 2003 : 240). La naissance de ce « tiers » espace (Vanier 2003, 2005a) a été rendue possible par une plus grande accessibilité des modes de transport individuel et la création de routes et d'autoroutes entre autres, qui ont permis un développement de l'habitat au-delà des limites de la ville. Le développement de la périphérie des grandes agglomérations s'est donc dans un premier temps caractérisé par l'arrivée de nouvelles populations venues l'habiter tout en continuant à travailler, consommer et se divertir dans la ville centrale. La volonté de se loger à bas prix et la possibilité pour la classe moyenne de devenir propriétaire ont au départ constitué les principaux attraits de cet espace périurbain. Puis, d'autres aspects ont attiré les familles, comme la possibilité de voir grandir les enfants dans un environnement considéré comme plus sain (p. ex. moins de criminalité, de bruit et de pollution).

Des schématisations des grandes agglomérations et de leur zone d'influence ont été développées par différents auteurs. En fonction d'un indicateur ou d'un autre, les principales représentations affichent des couronnes organisées autour du noyau urbain. Par exemple, Bryant et coll. (1982) ont schématisé la ville régionale en fonction des migrations pendulaires ainsi que des formes et usages du sol (voir figure 2). Ils ont identifié quatre couronnes articulées autour du noyau urbain. Les couronnes périurbaines, la frange urbaine, la frange rurale et l'ombre urbaine comprennent de moins en moins d'éléments urbains en s'en allant vers l'extérieur du système. La frange urbaine se distingue par l'importance des fonctions urbaines par exemple commerciale et industrielle. La frange rurale est marquée par un paysage à majorité rurale, mais où on note une forte incursion d'éléments issus de l'urbain notamment des maisons unifamiliales sur de petits terrains et des activités qui sont grandes consommatrices d'espace ou qui provoquent des nuisances. L'ombre urbaine se caractérise par un minimum d'éléments urbains visibles, tel que des habitats dispersés, et invisibles, comme des propriétaires fonciers autres qu'agriculteurs. Finalement, l'arrière-pays rural connaît une subtile influence de la ville centrale notamment par l'accueil de citadins à la recherche d'une ambiance rurale, mais aussi de grandes entreprises s'établissant habituellement en ville. Autour de l'arrière-pays rural se trouve l'espace rural périphérique, une zone d'utilisation saisonnière pour les citadins où l'influence métropolitaine s'observe par la présence de communautés de résidences secondaires, de *ski resorts*, et autres environnements récréatifs (*idem.*).

Figure 2 La structure typique de la ville régionale



Source : *Idem.* : 12; Bryant 1986 : 28; Bryant et Coppack 1991 : 220.

Kayser et Schektman-Labry (1982) se sont également intéressés à l'organisation spatiale périurbaine. Ils y reconnaissent des auréoles « *qui sont ni rondes, ni continues, ni stables : il s'agit plutôt de zones en mosaïque, vaguement concentriques* » (*idem.* : 27). La première couronne est celle de la banlieue, physiquement collée à la ville et dont la nature des activités et les déplacements des habitants évoquent incontestablement l'agglomération. La seconde couronne est un espace en cours ou en fin d'urbanisation, où l'utilisation du sol qui était agricole il n'y a pas si longtemps, est définitivement urbaine. C'est la couronne des lotissements, celle où « *tout le monde vend* » (*ibidem*). La vente de parcelles ou le fractionnement des exploitations constituent pour les propriétaires des opportunités. Si la limite intérieure de la deuxième couronne est évidente pour les auteurs, ce n'est selon eux pas le cas de la limite extérieure. La troisième couronne périurbaine est celle « *où les processus d'urbanisation affrontent une agriculture et une société rurale en plein fonctionnement, sinon encore en pleine vigueur. La construction urbaine y est localisée et limitée... Elle ne submerge pas tout l'espace, ne progresse pas sur un front d'urbanisation* » (*idem.* : 28). C'est à partir de cette troisième couronne que l'espace devient rural.

Jalabert et coll. (1984) ont quant à eux observé les déplacements d'usines et d'entrepôts ordonnés par la complexité de la division du travail afin de développer un schéma de l'espace périurbain. Ils constatent d'abord un modèle « radioconcentrique ». Dans les couronnes à proximité des banlieues agglomérées, la division du travail et la qualification des travailleurs sont importantes. La division du

travail comme la qualification diminue en allant vers la zone rurale. Les auteurs soutiennent qu'à cette onde régulière d'urbanisation à l'origine de la diffusion spatiale de la ville, des « nodules périurbains » se développent en fonction des propriétés conférées à ces espaces. Ainsi, les stratégies individuelles et d'entreprises se combinent aux mécanismes socioéconomiques et aux choix d'aménagement pour structurer l'espace périurbain et amplifier la segmentation sociale périurbaine.

Ces schématisations se veulent bien entendu des simplifications d'une réalité beaucoup plus complexe et bien que toujours en bonne partie représentative des impacts de l'urbanisation et des transformations dans l'utilisation du sol dans les périphéries d'agglomération, elles ne constituent qu'« *un point de départ* » (Bryant et Charvet 2003 : 242; Bryant et coll. 2008 : 159). En effet, elles ont le désavantage de masquer l'hétérogénéité caractéristique des espaces périurbains. Les vingt dernières années ont plutôt donné lieu à des modèles radiaux, et plus généralement, à une schématisation en forme de mosaïque de structures et de dynamiques (Paquette et Domon 1999; Bryant et Charvet 2003). Ces mosaïques sont le résultat de fonctions attribuées aux espaces par les acteurs du territoire. Les fonctions anciennes et nouvelles se jouxtent, se superposent et s'entremêlent pour renouveler la géographie des espaces périurbains.

Aujourd'hui, le rôle des espaces périurbains ne se limite plus seulement à l'accueil de nouveaux résidents travaillant dans la ville centre. Au fil de la diversification de ses fonctions, et l'émergence de pôles secondaires fournissant emplois et services, les nouveaux résidents travaillent, magasinent, étudient et se divertissent dans le milieu périurbain (Bryant et coll. 2008 : 159). Il remplit aujourd'hui une grande diversité de fonctions. Bryant et Mitchell (2006 : 238-246) et Bryant (2007 : 161-162) mentionnent qu'en anglais, on parle depuis longtemps de ces fonctions des espaces ruraux périurbains en parlant des quatre « p » : *place functions*, *play functions*, *production functions* et *protection functions*. La *place function* concerne les fonctions pour lesquelles la localisation, la proximité ou l'accessibilité des espaces sont importantes. Bryant (2007 : 161) la définit comme étant « *la capacité des espaces à fournir un support au développement résidentiel, industriel, commercial et récréatif dépendant beaucoup de la proximité et de l'accessibilité de ces espaces aux milieux urbains, leur conférant ainsi une valeur ajoutée* ». Les *play functions* recouvrent l'ensemble des fonctions récréotouristiques que peuvent jouer les espaces périurbains, que ce soit un parc, un centre de ski ou une cabane à sucre. Les *production functions*, les fonctions de production, des espaces périurbains relèvent d'une part de leur proximité et leur accessibilité, par exemple la vente directe en agriculture ou les matériaux de construction (p. ex. sable, gravier) répondant à la demande de la ville centre, et d'autre part de la qualité inhérente aux ressources, par exemple la qualité des terres agricoles. Finalement, les *protection functions*, les fonctions de protection, résultent souvent, mais non uniquement, d'initiatives publiques. Elles permettent de protéger des espaces et pérenniser

des ressources comme les terres agricoles et les ressources hydriques, mais aussi les patrimoines naturels et culturels.

Bryant (2007) souligne que ces quatre catégories se chevauchent et que certains espaces périurbains cumulent plusieurs fonctions. L'auteur insiste également sur l'importance du contexte dans lequel se trouvent ces ressources. Il donne l'exemple des petites collines qui ponctuent la plaine de Montréal qui constituent des espaces recherchés tant pour l'habitat (p. ex., les contreforts du mont Saint-Hilaire sont particulièrement estimés), le loisir (p. ex. les sentiers de randonnée du mont Rigaud) que la protection (p. ex. la réserve de la biosphère du mont Saint-Hilaire et le parc de conservation mont Saint-Bruno), mais qui en réalité sont très peu élevées (la plus élevée, le mont Saint-Hilaire, culmine à 414 mètres!). Leur proximité de Montréal et leur emplacement dans la plaine leur confèrent une valeur toute particulière qu'elles n'auraient pas si elles étaient situées par exemple à proximité des Rocheuses. À l'instar de Bryant, Vanier (2005 : 31) considère qu'il serait « *difficile, voire vain* » de « *faire abstraction des contextes régionaux (sans parler des contextes nationaux). Ce jeu rural-urbain, et avec lui la question périurbaine qui le travaille actuellement, ont encore de beaux jours devant eux, à condition d'accepter de les lire dans toute la finesse de leurs contextes géographiques (...)* ».

Ainsi, les espaces périurbains se caractérisent par la diversité et la spécificité de leurs enjeux : ils concentrent les contraintes (p. ex. la diminution des espaces urbanisables), les occasions (p. ex. par la proximité d'un marché important), les demandes (p. ex. pour l'habitat) et, conséquemment, les défis pour ce qui est de l'aménagement et du développement. Pour les sociétés occidentales, mais aussi ailleurs, les espaces périurbains constituent des milieux « *critiques et stratégiques* » (Bryant 2007 : 159).

1.3.2 Les acteurs

On constate depuis les années 1970, avec une réelle accélération à partir des années 1980-1985, une « *inflexion actorielle* » de la géographie (Lussault 2003 : 39). Deshaies (2006), dans son article « Les défis d'une géographie en émergence comme science sociale », considère que le principal défi de la géographie gravite autour d'une pleine intégration du « *paradigme actoriel* » énoncé par Lussault (2003 : 40). Gumuchian et coll. (2003 : 28) précisent que bien que la dimension sociale ait été reconnue en géographie à partir des années 1970, que cela ne signifie pas « *l'apparition de l'acteur dans la discipline* ». L'attention a d'abord été portée au collectif et non à l'individu. Selon ces derniers auteurs toujours, c'est l'essor d'approches géographiques plus psychologiques ou culturelles ainsi que l'ouvrage de Paul Claval de 1973, *Principes de géographie sociale*, qui ont permis l'émergence de l'individu et conséquemment de l'acteur en géographie.

Aujourd'hui, plusieurs travaux ont reconnu le rôle des acteurs dans la construction des territoires en général (p. ex. Gumuchian et coll. 2003) mais aussi, plus spécifiquement, des territoires périurbains (p. ex. Bryant 1995; Juneau et Bryant 1997; Frej et coll. 2001). Il est défini comme étant « *le lieu de décisions et d'actions, où l'action est dans un certain sens une conséquence de la décision des acteurs... la référence à un acteur est d'une certaine manière une référence à des moyens définis de rechercher et de formuler des décisions, de définir des moyens d'action, et certains liens entre les deux* » (Hindness 1986 cité par Marsden et coll. 1993 : 138). Il prend diverses formes et doit être entendu comme étant l'individu, le groupe, l'entreprise ou l'acteur public.

Il est généralement admis qu'un acteur joue à la fois plusieurs rôles, il est « multicasquette » et son raisonnement relève de différentes logiques. Comme le souligne Lahire (1998 cité par Lussault 2003 : 41), « *il existe plusieurs instances, complémentaires et (éventuellement) conflictuelles au sein d'un même être humain, celui-ci devant composer avec cette diversité. Ainsi, l'individu est pluriel, mène des actions dans une pluralité de mondes d'expérience, déploie des actes avec une grande variété de registres, de rationalités (car il est multirationnel), d'instruments, d'attitudes* ». L'UNCPIC et le CNFPT (2000) qualifient l'acteur de « *poly-intervenant* » et ont identifié quatre domaines d'action de l'acteur : dans le cadre de sa mission officielle, c'est-à-dire dans ses fonctions et compétences professionnelles; au niveau social par exemple avec une association ou un groupe d'intérêt; au nom de ses convictions idéologiques, politiques ou religieuses; puis, en tant que citoyen c'est-à-dire comme électeur, contribuable et usager. Plus généralement, comme le mentionnent Gumuchian et coll. (2003 : 80) « *[L]a compréhension des actions territoriales implique de considérer les acteurs dans les jeux à l'œuvre, inscrits dans des logiques collectives mais capables de logiques propres* ».

Un certain nombre d'études ont tenté d'expliquer la construction des territoires à travers des catégories préétablies d'acteurs, souvent socioprofessionnels, par exemple, les agriculteurs. Cela présente un intérêt dans certains cas en permettant de mettre l'acteur en contexte et de comprendre certains droits ou moyens dont ils disposent par exemple l'accès pour les agriculteurs à des aides de la part des ministères de l'Agriculture. Toutefois, cette approche est inappropriée pour comprendre le jeu des acteurs dans la mise en place d'un projet. Dans le cadre de cette étude, selon la perspective empruntée à la conceptualisation de la dynamique des localités, les acteurs seront considérés d'abord et avant tout en fonction des objectifs qu'ils poursuivent.

1.3.3 Les réseaux d'acteurs

Le terme réseau vient du latin *retis* (filet). Les réseaux sont des assemblages de nœuds (aussi points ou sommets) connectés entre eux par des liens (aussi liaisons ou arcs). Selon Bakis (1993), la notion de réseau a d'abord été employée par les tisserands et les vanniers pour parler de l'entrecroisement

des fils ou des fibres. Le terme est par la suite appliqué au génie et aux fortifications. Le sens actuel n'est apparu qu'au 19^e siècle. Il est notamment utilisé en médecine pour parler du réseau sanguin et en topographie à propos de la triangulation de l'espace. Aujourd'hui, le terme est repris dans plusieurs contextes par exemple les réseaux de transport, les réseaux de communications ou encore les réseaux sociaux. En sciences sociales, notamment en psychologie et en sociologie, le terme réseau est entendu dans le sens de « *liens entre individus, et de situation collective faite de connexions et d'acteurs* » (*idem.* : 9-10).

Ainsi, les réseaux d'acteurs doivent être compris comme un ensemble de nœuds (acteurs) et de liens ou de relations. « *Les nœuds peuvent représenter des individus, mais aussi des groupes, des ménages, des collectivités, des entreprises, des états... Les liens peuvent, pour leur part, représenter des flux de toute nature : information, ressources, relations (respect, amitié, influence, pouvoir, domination...)* » (*idem.* : 100).

Les projets de territoire sont marqués par les réseaux d'acteurs qui se font, se défont et se refont au fil de l'avancement de ces projets. Les réseaux peuvent s'agrandir horizontalement et verticalement (hiérarchiquement) (Becquart-Leclercq 1979). La structure des réseaux est très variable de l'un à l'autre et aussi dans le temps. Ils peuvent être plutôt ouverts ou plus fermés. Ils peuvent être très développés à un certain moment et atrophiés à un autre. Les réseaux d'acteurs ont une structure interne organisant les relations entre les membres et le rôle de chacun. Les réseaux peuvent être associés à des fonctions particulières (p. ex. la communication, la construction de l'opinion publique) (Allie et Bryant 2001).

Différents types de relations feront l'objet de notre attention dans cette thèse pourvu qu'il s'agisse d'interactions qui s'inscrivent dans le cadre des projets à l'étude. Ces relations peuvent être par exemple coopératives, conflictuelles ou d'affaire. Lazega (2007 : 21) note que « *la plupart du temps, les chercheurs se concentrent sur les relations "positives", des échanges de soutien, des relations de coordination. Des liens conflictuels ou "difficiles" sont plus rarement inclus, faute de coopération de la part des personnes interrogées* ». Il existe tout de même certaines exceptions notamment les travaux d'Anne Cadoret (2006) qui, dans le cadre de sa thèse, s'intéressent aux relations de nature diverse constituant les réseaux d'acteurs et à leur influence sur la gestion intégrée du littoral du Languedoc-Roussillon.

Long (2001) vient souligner que bien que la littérature sur les réseaux sociaux dépeigne ceux-ci comme étant un ensemble de relations denses et balancées basées sur un principe de réciprocité, la plupart des réseaux sociaux sont en fait composés d'un ensemble de relations inégales et partiales

plutôt centralisées et hiérarchisées. Les relations entre les acteurs sont également marquées par des jeux de pouvoir.

1.3.4 Le pouvoir

Plusieurs chercheurs en sciences sociales, sociologues (Crozier et Friedberg 1977; Giddens 1987), philosophes (Foucault 1976; 1994) et géographes (Claval 1978; Raffestin 1980) se sont penchés sur les questions relatives au pouvoir. Une littérature abondante ainsi qu'une diversité de définitions s'en sont suivies. Selon Claval (1978 : 11), qui a introduit le concept en France (Georges et Verger 2004), « *[P]ouvoir quelque chose, c'est être en mesure de le réaliser* ». Pour Giddens (1987 : 318 cité par Gumuchian et coll. 2003 : 44), le pouvoir c'est la « *capacité à produire des résultats* ». Trois aspects importants sont entendus dans ces définitions : l'expression du pouvoir implique la présence d'acteurs (c'est-à-dire ceux qui peuvent), d'actions (c'est-à-dire la phase active de l'exercice du pouvoir), et des résultats (c'est-à-dire la conséquence, la réalisation). Nous retiendrons cependant la définition proposée par Ruby (2003 : 736) dans le *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés* de Lévy et Lussault (2003), qui intègre ces différents aspects tout en évoquant explicitement la dimension effective, dans le sens où il produit un effet. Ainsi, selon cet auteur, le pouvoir c'est la « *capacité à agir sur une situation de manière à en modifier le contenu ou le devenir* ». Le pouvoir est donc l'exercice d'une capacité d'un acteur de modifier, ou de faire modifier, l'état des choses, de les faire passer d'un point A à un point B. Son objet est « *le contrôle et la domination des hommes et des choses* » (Raffestin 1980 : 50).

Selon Crozier et Friedberg (1977 : 59), le pouvoir « *[C]'est un rapport de force, dont l'un peut retirer davantage que l'autre, mais où, également, l'un n'est jamais totalement démuné face à l'autre* ». Selon Foucault (1976 : 123), « *le pouvoir n'est pas quelque chose qui s'acquiert, s'arrache ou se partage, quelque chose qu'on garde ou qu'on laisse échapper; le pouvoir s'exerce à partir de points innombrables, et dans le jeu de relations inégalitaires et mobiles* ». Ainsi, l'acteur ne détient pas le pouvoir; il détient plutôt des leviers, des compétences, des droits, des instruments et de l'influence lui permettant d'exercer un pouvoir sur un autre acteur. « *Il est un ensemble d'actions sur des actions possibles : il opère sur le champ de possibilité où vient s'inscrire le comportement de sujets agissants : il incite, il induit, il détourne, il facilite ou rend plus difficile, il élargit ou il limite, il rend plus ou moins probable, à la limite, il contraint ou empêche absolument, mais il est bien toujours une manière d'agir sur un ou sur des sujets agissants et ce tant qu'ils agissent ou qu'ils sont susceptibles d'agir* » (Foucault 1994 : 237).

1.3.5 Les conflits

Depuis 25 ans, la recherche sur les conflits a donné lieu à plusieurs thèses (p. ex. Charlier 1999; Jeanneaux 2006) et publications (p. ex. Mormont 2006; Trudelle 2003). Les auteurs ont focalisé sur des aspects spécifiques comme la résolution de conflits (p. ex. Poirier Elliott 1988). D'autres se sont intéressés à la conflictualité des espaces (p. ex. Torre et coll. 2006; Torre 2008). Plusieurs se sont intéressés à des types particuliers de conflit par exemple les conflits d'environnement (Dupré 2007), d'aménagement (p. ex. Lecourt 2003; Dziedzicki 2000), d'usage (p. ex. Guérin 2005; Kirat et Torre 2006; Torre 2008) et ont élaboré des typologies plus ou moins convaincantes. Subra (2007), bien qu'il émette lui-même une typologie des conflits à son sens nécessaire à leur compréhension, parle au départ de « conflits territoriaux ». Ceux-ci relèvent d'une même problématique soit « *celle du territoire, de son aménagement, de son usage et finalement de son appropriation* » (Subra 2007 : 42). C'est dans cette même perspective que Brunet et coll. (2005 : 122) affirment que les conflits « *contribuent à modeler l'espace, dans ses rationalités et ses aberrations apparentes; ils ont toujours pour thème majeur l'appropriation du sol, des biens, des ressources, des réseaux* ».

Selon Robinson (1972 cité par Robinson 1989 : 89), « *un conflit social est un comportement menaçant d'un parti dirigé vers le territoire (droits, intérêts ou privilèges) d'un autre parti. La menace est habituellement dirigée vers une limitation ou une élimination de l'accès d'un parti à certaines ressources ou certains buts* ». Selon cet auteur toujours, les comportements des individus et des groupes en situation conflictuelle sont menaçants parce qu'un parti essaie d'atteindre ses buts ou de faire valoir ses intérêts en entreprenant des démarches suffisamment importantes pour limiter les chances d'un ou de plusieurs autres partis d'atteindre leurs propres buts.

La coopération et les conflits constituent deux facettes complémentaires d'un même processus de construction territoriale. Selon Torre et coll. (2006) l'essor des conflits est souvent présumé et peu analysé de manière approfondie. Leur perception repose souvent sur des hypothèses et une vision idyllique des relations locales, empreintes d'un désir de communication et de coopération. Ainsi, l'analyse de ces processus est essentielle afin de comprendre et de mieux prévoir, les conséquences attendues et inattendues des interventions des différents paliers de gouvernement, des organismes de développement ou des initiatives individuelles. Plus particulièrement dans le milieu périurbain, où les pressions sont grandes, les transformations importantes et leur rythme soutenu, cette compréhension peut favoriser l'émergence de nouveaux paradigmes de développement prenant en compte la diversité des acteurs et de leurs intérêts favorisant ainsi la durabilité des systèmes périurbains.

Selon Guérin (2005 : 16), « *on constate l'existence d'un conflit à partir du moment où l'opposition entre les parties se manifeste sous une forme quelconque telle que des plaintes orales, plaintes écrites, altercations physiques, pétitions, campagnes de presse et publications diverses, la constitution ou le rattachement à un groupe de pression, des actes de malveillance, les manifestations ou encore l'assignation en justice* ».

Dans la présente recherche, le conflit sera abordé comme un événement normal d'un processus de mise en place d'un projet. Nous ne cherchons donc pas à étudier les conflits eux-mêmes, mais bien à étudier la construction d'un espace au cours de laquelle se produisent des événements conflictuels. Ainsi, nous envisageons le conflit comme une modalité de coordination des acteurs parmi d'autres, avec son histoire, ses développements, ses pics et ses moments d'apaisement. Nous ne choisissons donc pas d'indicateur fixe de l'engagement dans un conflit comme c'est le cas par exemple pour Lecourt (2003) avec la création d'une association ou de Torre et coll. (2006) avec l'enclenchement de procédures judiciaires. Nous opterons, à l'instar de Robinson (1972; 1989), pour toutes paroles ou actions posées délibérément qui limiteront ou élimineront l'accès d'un parti à certaines ressources ou nuiront à l'atteinte d'objectifs.

1.3.6 La coopération et le partenariat

Selon l'encyclopédie Larousse (<http://www.larousse.fr/encyclopedie/>), coopérer c'est « *[P]rendre part, concourir à une œuvre commune; contribuer, participer* ». Le partenariat quant à lui y est défini comme étant un « *[S]ystème associant des partenaires sociaux ou économiques, et qui vise à établir des relations d'étroite collaboration* ». Selon Vachon et Coallier (1993 : 172), le partenariat est « *une action partagée entre différents acteurs qui interviennent selon une entente établie entre eux par la concertation* ». La coopération et le partenariat sont des relations de collaboration par lesquelles les acteurs s'associent entre eux. Ces interrelations permettent aux acteurs de mettre en commun des ressources afin d'atteindre les objectifs qu'ils poursuivent. Le partenariat constitue un stade plus avancé de collaboration entre les acteurs que la coopération.

1.4 L'originalité et les apports scientifiques de la thèse

Cette thèse s'intéresse à la transformation des espaces périurbains. Son originalité repose sur l'appréhension du projet comme un objet évolutif qui émane d'un système d'acteurs lui-même dynamique. Nous nous intéressons notamment aux représentations et aux pratiques des acteurs mobilisés par les projets. Ainsi, dans le cadre de cette thèse, nous soutenons que la définition et la réalisation d'un projet sont le résultat de l'interaction, conflictuelle et/ou coopérative, des acteurs. Plus spécifiquement, nous nous intéressons à la mise en place de projet dans le contexte périurbain

qui se caractérise par la densité et la diversité des acteurs et des enjeux et, comme nous pouvons le deviner, complexifie la dynamique actorielle.

Cette thèse focalise donc sur les contextes encadrants le jeu des acteurs. Elle se penche également sur la nature des intérêts et des objectifs poursuivis par les acteurs qui définiront leurs stratégies et leurs actions et leurs impacts sur le développement territorial. Elle étudie finalement les réseaux d'acteurs et les grands processus sociaux qui en résultent.

La contribution théorique de cette thèse concerne l'avancement du schéma conceptuel de la dynamique des localités. Dans un premier temps, nous chercherons à approfondir la notion de réseau d'acteurs à l'intérieur de la conceptualisation de la dynamique des localités. L'interaction entre les acteurs est souvent abordée en termes de relation de collaboration et de coopération qui permettent une mobilisation de ressources nécessaires à l'atteinte d'objectifs. Toutefois, d'autres types d'interactions caractérisent les relations entre les acteurs par exemple les relations d'affaires ou les conflits. Ces types de relations ont jusqu'à maintenant été assez peu fouillés à l'intérieur de la conceptualisation de la dynamique des localités et c'est ce que nous nous proposons de faire. Cette thèse cherche donc à appréhender les relations de nature diverse dans la mise en place de projets en milieu périurbain. Dans un deuxième temps, nous croyons que la notion de stratégie devrait également faire partie de la conceptualisation afin de parler de l'action organisée et réfléchie menée par les acteurs.

L'analyse montre que malgré d'importantes similitudes, les contextes français et québécois présentent un certain nombre de différences qui exercent une influence sur le jeu des acteurs dans les processus de mise en place de projets (voir chapitre 3). Une différence importante concerne la question agricole et la vision portée par les institutions publiques ainsi que les orientations que celles-ci cherchent à lui donner. Au Québec, si la Loi sur la protection du territoire agricole assure le maintien de l'usage agricole des terres zonées comme tel, il est fort probable qu'elle ne saurait faire preuve d'une souplesse suffisante pour accueillir un projet comme celui qui s'est mis en place au Mas Dieu. Toutefois, elle arrive en bonne partie à prévenir le recul des terres agricoles ce qui n'est pas le cas au Mas Dieu où le berger et les brebis des Quatre Pilas, un territoire adjacent au domaine du Mas Dieu, pourraient devoir céder leur place à un parc à thème.

Ensuite, l'analyse atteste de l'existence d'une grande diversité de préoccupations et de logiques d'action (voir chapitre 5). Ces logiques d'action découlent en grande partie des valeurs, des idéaux et des croyances des différents acteurs. Elles exercent une influence sur la définition, la construction et l'utilisation/fréquentation des territoires.

L'analyse démontre finalement que les épisodes exempts de relations conflictuelles sont plus efficaces que ceux qui sont marqués par les conflits, mais qu'il est possible de passer d'une dynamique conflictuelle à une dynamique coopérative, notamment en intégrant les acteurs non traditionnels de l'aménagement aux processus de décision (voir chapitre 6). Les résultats soulignent le contrôle exercé par les leaders traditionnels sur certains processus et, dans certains cas, leur résistance à faire une place aux acteurs émergents. Ils remettent ainsi en question l'orientation prise par des lois comme la Loi sur le ministère du Développement économique et régional (Loi 34) du gouvernement du Québec qui a remplacé les Conseils régionaux de développement (CRD) par les Conférences régionales des élus (CRÉ) laissant désormais libre arbitre aux élus locaux pour la participation de la société civile qui avait pourtant été au cœur des CRD (Poirier 2005).

1.5 Un survol de la structure de la thèse

La suite de la thèse s'articule autour de sept chapitres (voir figure 3). Le chapitre 2, *La démarche méthodologique*, expose en détail la méthodologie déployée afin de mener à bien notre recherche. Nous y expliciterons notre choix d'entrée par le projet. Nous exposerons ensuite les différents volets de la méthodologie en tant que telle avec la cueillette, la gestion et l'analyse de l'information.

Le chapitre 3, *Le découpage administratif et l'aménagement du territoire*, concerne les contextes des études de cas. Dans un premier temps, nous décrivons l'organisation territoriale de la France en passant en revue les différents découpages territoriaux ainsi que les rôles joués par chacun d'eux. Nous présenterons ensuite certains éléments pertinents du contexte législatif principalement des éléments concernant le schéma de cohérence territoriale (SCOT) et le plan local d'urbanisme (PLU), et les Sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural (SAFER), leurs rôles ainsi que leur droit de préemption, intimement liés au projet d'aménagement du Mas Dieu.

Nous verrons ensuite différents éléments contextuels pour le Québec. Nous décrivons brièvement certains aspects du contexte législatif dans lequel s'inscrivent l'aménagement et le développement territorial québécois. Deux lois importantes seront partiellement rapportées; la Loi sur la protection du territoire agricole, puis la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme qui a donné lieu aux municipalités régionales de comté (MRC). Nous ferons par la suite un court historique du mont Rigaud ainsi que des différentes initiatives de protection de la colline.

Le chapitre 4, *Les études de cas : l'aménagement du domaine du Mas Dieu et la mise en place d'une aire protégée sur le mont Rigaud*, entre au cœur du sujet avec une description détaillée des deux projets. D'abord, nous verrons le projet du Mas Dieu et les différents volets composant le site : le pastoralisme, l'activité agricole, le volet nature, le projet de parc récréatif et l'école de chasse.

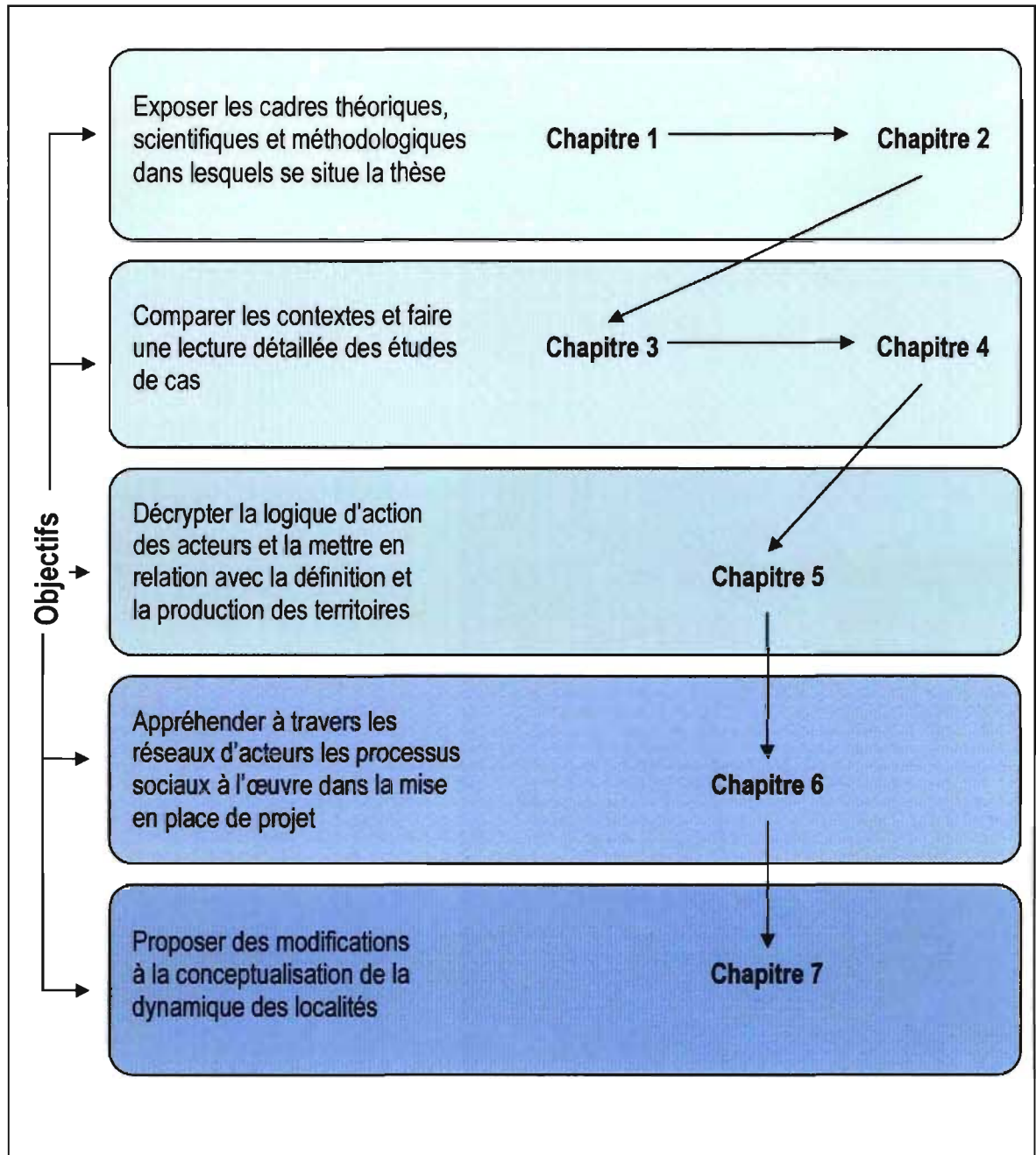
Ensuite, nous examinerons le cas du mont Rigaud. Nous présenterons l'Association de protection de l'environnement de Rigaud, une association dédiée à la création d'une aire protégée sur le mont Rigaud, principal porteur du projet. Nous retracerons ensuite le travail du Comité administratif élargi créé afin de faire des propositions quant au zonage du mont Rigaud et de modifier les différents documents d'aménagement concernés. Le travail concernant l'acquisition des terrains sur le mont sera ensuite relaté. Aussi, nous présenterons les événements relatifs à la mise en place d'un réseau de sentiers récréatifs. Finalement, nous verrons la décision rendue par rapport aux poursuites entamées dans le cadre de ce projet de création d'une aire protégée.

Le chapitre 5, *La logique d'action des acteurs et les orientations territoriales*, a pour but de préciser la vision et les objectifs défendus par les différents acteurs de chacun des projets. Certains de ces objectifs sont clairement affirmés, par exemple dans le cadre d'une charte pour une association, alors que d'autres sont difficiles à circonscrire avec certitude. Ainsi, nous décrirons quelles stratégies sont mises de l'avant par les acteurs. Nous montrerons comment celles-ci parfois évoluent, se modifient et/ou se précisent au fil du processus de mise en place du projet. Nous indiquerons les ressources ayant été mobilisées par les acteurs et de quelles façons les uns sont arrivés à exercer du pouvoir sur les autres. Nous tâcherons de déterminer l'influence de chacun d'eux sur la construction territoriale.

Dans le chapitre 6, *Les réseaux d'acteurs et le pouvoir*, nous nous intéresserons aux différentes modalités de coordination caractérisant les interactions entre les acteurs. Les réseaux d'acteurs témoignent des différents processus sociaux par exemple de solidarité, de contrôle, de régulation et de conflit à l'œuvre dans le cadre de la mise en place d'un projet. Ainsi, nous chercherons à mieux comprendre ces réseaux d'acteurs : la présence ou non de relations, la nature de ces relations, s'il y a lieu le sens et quelques fois leur évolution. Nous tâcherons également de comprendre les principaux jeux de pouvoir caractérisant ces réseaux.

Le chapitre 7, *Conclusion générale*, nous permettra de faire un retour sur l'objectif général et les objectifs spécifiques qui ont orienté cette recherche. Nous effectuerons un survol des principaux éléments qui ressortent de notre travail. Ensuite, nous soulignons les apports de la thèse notamment deux propositions de modification à la conceptualisation de la dynamique des localités. Finalement, nous tâcherons de démontrer comment les apports de cette thèse peuvent contribuer à faire avancer la recherche sur le jeu des acteurs et la construction des espaces, notamment les espaces périurbains.

Figure 3 L'organisation de la thèse en fonction des objectifs



Chapitre 2 La démarche méthodologique

Ce chapitre a pour but de présenter la démarche méthodologique ayant permis d'atteindre les objectifs que nous nous sommes fixés dans le cadre de cette thèse. Nous présentons et justifions dans un premier temps notre choix de porte d'entrée des études de cas, c'est-à-dire le projet. Ensuite, nous présentons notre démarche qui doit dans un premier temps nous permettre de dresser une reconstitution chronologique factuelle des projets, et plus exactement de préciser les épisodes et les actions menées par les acteurs dans chacune d'elles. Dans un second temps, la démarche doit nous permettre de comprendre la perception et la représentation que les acteurs se font des territoires à l'étude et/ou d'un projet, dépendamment d'où se situe leur action. Nous cherchons donc à comprendre les motivations réelles des acteurs. Cette information est quelquefois clairement exposée par exemple à travers une charte ou un discours officiel, toutefois, elle ne constitue bien souvent qu'une partie seulement de la logique d'action des acteurs puisque des intérêts et des objectifs plus ou moins affirmés, voire dissimulés, peuvent être à l'origine des actions entreprises par les acteurs privés, mais aussi publics. Finalement, nous présentons les territoires à l'étude.

2.1 Le projet comme porte d'entrée

Afin d'étudier le jeu des acteurs dans la construction de territoire, nous avons choisi comme porte d'entrée le projet, plutôt qu'une politique, un plan, une tendance (p. ex. l'étalement urbain) ou une activité (p. ex. l'agrotourisme). Souvent associé à un qualificatif (p. ex. projet urbain, projet de territoire, projet d'aménagement, gestion de projet) relevant d'une discipline ou d'une autre et revêtant parfois des sens particuliers, voire légaux comme c'est le cas du projet d'aménagement et de développement avec la Loi Voynet en France, nous avons volontairement choisi d'utiliser le terme de manière orpheline pour qu'il conserve son sens le plus commun. Ainsi, selon le Petit Robert (2007 : 2040), un projet est une « *image d'une situation, d'un état que l'on pense atteindre* ». Dans le cadre de cette recherche, il sera considéré comme une projection qu'un acteur ou un groupe d'acteurs se fait d'un territoire, l'objectif qu'il souhaite atteindre et les moyens par lesquels il prévoit y arriver.

Le projet se caractérise par un début annonçant généralement le commencement de l'action, et une fin, marquée par l'achèvement ou l'abandon du projet. Il a l'avantage d'être relativement circonscrit dans le temps et dans l'espace et peut être considéré comme un épisode plus ou moins long et inclusif d'un processus continu de construction territoriale. Ainsi, à l'instar de Deshaies (2006), nous croyons que le projet constitue un point de départ intéressant afin de comprendre la façon dont les acteurs transforment leur espace par les actions qu'ils entreprennent. L'échelle micro se révèle donc le principal niveau d'analyse. Elle permet de mettre en évidence des dynamiques à l'œuvre invisibles

aux autres échelles. L'échelle micro permet également de prendre en compte les échelles méso et macro en intégrant leurs cadres, par exemple législatifs, alors ces dernières n'intègrent pas nécessaire l'échelle micro (Gumuchian et coll. 2003).

Le projet nous paraît être une entrée d'autant plus pertinente pour l'étude de la dynamique actorielle du fait que celle-ci opère sur différentes scènes. Les visions défendues par les acteurs s'expriment sur une diversité d'espaces publics qui deviennent les lieux d'expression des conflictualités et des synergies entre les acteurs. Le glissement d'une scène à une autre permet aux acteurs de modifier le rapport de force qui a pu caractériser une phase antérieure du projet. Les dispositifs d'aménagement, les arènes judiciaires et la presse locale sont autant d'espaces témoin du jeu des acteurs et l'entrée par le projet permet de rendre compte et mettre à profit cette diversité en ne cantonnant pas le chercheur à l'analyse d'un seul média.

2.2 La cueillette d'information

La cueillette d'information peut être divisée selon deux grandes procédures soit la revue de la littérature, puis des entretiens avec des acteurs. La revue de la littérature comportait essentiellement deux volets soit la revue des journaux locaux, puis la revue des autres documents.

2.2.1 La revue de la littérature

Une revue des journaux locaux a été effectuée pour les deux projets. Dans le cas du projet d'aménagement au Mas Dieu, 71 articles ont été recensés dans le quotidien le *Midi Libre*, entre 1989 et juillet 2008. D'autres sources comme *Le magazine du Département de l'Hérault*, *Hérault Actualité* et *Espace rural* ont également fourni quelques articles. Dans le cas du mont Rigaud, quatre hebdomadaires ont été passés en revue :

- *L'étoile de l'Outaouais – St-Laurent* : 1986 à 2000, suivi de *L'étoile* (Vaudreuil – Dorion) : 2001 à juillet 2008.
- *1^{ière} Édition du Sud-Ouest* : 24 août 1986 au 4 octobre 1992, suivi de *1^{ière} Édition* : 11 octobre 1992 au 6 février 1999, suivi de *Première Édition* : 13 février 1999 à juillet 2008.
- *L'Écho* (Vaudreuil – Dorion) : 1986 au 11 juillet 1995 (fin).
- *The Lake of Two Mountains Gazette* : 1986 au 4 décembre 1996, suivi de *Hudson Gazette* : 11 décembre 1996 au 6 mars 2002, suivi de *Hudson / St-Lazare Gazette* : 13 mars 2002 à juillet 2008.

Environ 300 articles ont été recensés dans les quatre hebdomadaires. L'information recueillie a d'abord été dépouillée. Pour chaque article, une fiche d'analyse a été produite (voir figure 4).

L'information s'organise de cette façon pour chacun des articles. La numérotation ne provient pas de l'article lui-même, mais a plutôt été attribuée afin de le positionner dans l'ensemble de la chronologie (pour un exemple voir figure 5). Ces fiches ont toutes été regroupées dans un seul fichier Microsoft Word qui fait 60 pages.

Figure 4 Fiche de dépouillement des articles de journaux

Date :	Nom du journal (code) :	(Page(s) :)
Numéro d'article :	Titre de l'article :	(L'auteur :)
Résumé – Citations		

Figure 5 Exemple de dépouillement d'un article

14-01-1993 (* 5)
120- Mise en valeur de la montagne; Qu'en pensent Rigaud et Très-St-Rédempteur? (Francine Deschamps)
À Très-St-Rédempteur, on n'a pas encore décidé si on allait appuyer le mode A ou B. À Rigaud, les membres du conseil municipal se sont dits d'accord avec la proposition du 6 octobre. Toutefois, pour la ville de Rigaud, il n'y aura pas de choix à faire pour un ou l'autre des modes. En effet, 2 % de la montagne est située sur le territoire de la ville de Rigaud et cette portion de terrain est déjà lotie et subdivisée.

L'information recueillie a d'abord permis d'établir une chronologie des événements et déterminer différentes étapes ayant mené à la mise en place des projets. Elle a ensuite été organisée à l'intérieur d'une grille dont les composantes de la dynamique des localités (les acteurs, les objectifs et les intérêts, les actions, les réseaux, les organisations formelles et informelles, les orientations réelles et latentes et les contextes) servaient de guide à l'analyse.

La recension des journaux locaux comporte une part d'inconvénients, voire de risques, pour essentiellement deux raisons. D'abord, le biais journalistique est présent de manière plus ou moins importante. Au niveau local, le problème est d'autant plus réel dans la mesure où les journalistes eux-mêmes peuvent être interpellés dans le débat par exemple en étant appelés à voter en tant que citoyens d'une municipalité lors d'un référendum. Les journalistes peuvent même prendre une part active dans le processus en joignant un groupe de pression ou une association. À titre d'exemple, dans le cas de la création d'une aire protégée sur le mont Rigaud, un journaliste a couvert de 1986 à 1989 les enjeux associés au mont. En 1989, ce même journaliste a, avec d'autres personnes, fondé une association pour la protection du mont Rigaud (Anonyme 1989). Il maintiendra ce double statut

de journaliste et de militant pendant quelques mois. Ainsi, sa couverture des événements entourant l'avenir du mont Rigaud est possiblement, voire probablement, partielle. Aussi, l'information rapportée dans les journaux est parfois inexacte ou incomplète. Cette situation a pu être observée dans le cadre du tout dernier article concernant la création d'une aire protégée sur le mont Rigaud. Un journal rapporte l'issue d'un procès de manière très confuse à un point tel qu'on comprend que le demandeur a été débouté en cour (Desmarais 2003) alors qu'en réalité, celle-ci lui a donné raison!

Les journaux locaux nous semblent tout de même une source d'information très pertinente dans la mesure où ils constituent l'un des seuls matériaux rapportant le jeu de l'ensemble des acteurs et non seulement le jeu d'un acteur par rapport aux autres comme c'est le cas des procès-verbaux d'assemblées municipales qui ne concernent que les interactions entre la municipalité avec les autres acteurs. De plus, les journaux locaux sont riches en détails, en paroles rapportées et en photos, et la régularité de leur parution en fait une source d'information irremplaçable.

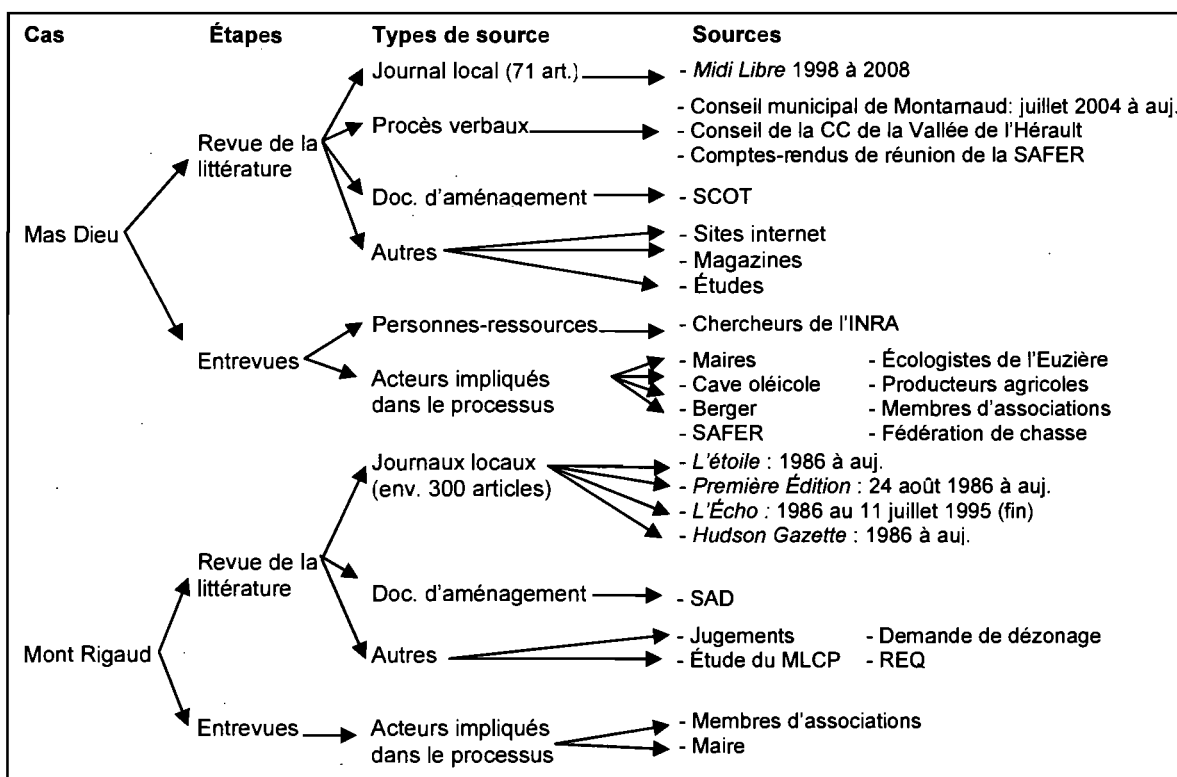
Sans entrer dans une analyse linguistique, on peut également affirmer que les mots utilisés dans le traitement journalistique peuvent être révélateurs du type de relation prévalant entre les acteurs en général ou au niveau d'un enjeu bien spécifique. Par exemple, dans le projet de création d'une aire protégée sur le mont Rigaud, le Hudson Gazette du 6 juillet 1994 rapporte la situation dans les termes suivants : « *Things are heating up in Ste-Marthe* », « *two by-laws which have created a controversy in the small rural municipality* », « *The war of words has begun* » (Hudson Gazette 1994a). Les termes employés d'échauffement (*heating up*), de controverse (*controversy*) et de guerre ((des mots) *war of words*) utilisés par le journaliste marquent bien la situation conflictuelle caractérisant la dynamique actorielle par rapport à cet enjeu précis.

Dans le cas du mont Rigaud finalement, l'existence de quatre journaux locaux permet de vérifier les différentes informations qui reviennent d'un journal à l'autre et ainsi confronter les sources entre elles. D'autres fois, les articles sont complémentaires.

Une recherche documentaire élargie à d'autres sources a également été menée. Parmi les autres sources d'information utilisées, des études entreprises par différents groupes, des procès-verbaux d'assemblées municipales (p. ex., les procès-verbaux des assemblées municipales de Montarnaud sont mis en ligne sur le site internet de la commune) et des intercommunalités (p. ex., les comptes-rendus, les délibérations des conseils communautaires et *Alentours, Le magazine de la communauté de communes de la Vallée de l'Hérault* se trouvent sur leur site internet), des documents issus des différentes procédures d'aménagement, des sites internet d'associations, des magazines, des jugements de cours, font partie des autres documents utilisés afin d'apprécier les différents événements. Ils ont permis de vérifier la plupart des informations, mais aussi de mettre en lumière

Les entretiens ont souvent confirmé l'information recueillie dans les journaux. D'autres fois tout de même, elles l'ont contredite. Lorsque les contradictions relevées au cours des entretiens étaient d'ordre factuel (p. ex. une chronologie des événements) et s'avéraient détachées de la personne interviewée, nous confrontions les deux informations en cours d'entretien. La majorité du temps, une explication logique était trouvée et nous pouvions savoir quelle information était juste et laquelle était fautive. Toutefois, lorsque les contradictions touchaient les motivations des acteurs, la confrontation s'avérait souvent plus délicate. Lorsque les contradictions étaient soulevées après l'entretien, soit nous questionnions les personnes suivantes, soit nous recontactions la personne interviewée. Souvent, d'autres documents très crédibles (p. ex. procès-verbal ou jugement de cours) permettaient de trancher. La plupart du temps, les informations se sont révélées complémentaires à celles amassées dans les journaux locaux.

Figure 6 Sources d'information pour chacune des études de cas



2.2.3 Des apprentissages méthodologiques

Certains apprentissages concernant des pièges à éviter avant et au cours des entretiens avec des acteurs dans le cadre de projets présentant des aspects conflictuels ont été faits suite au travail mené sur le terrain, et pourraient, à notre avis, être utiles à d'autres dans le cadre de leurs recherches. Ainsi, dans un premier temps, les acteurs ne sont pas tous « à l'aise » avec la notion de

conflit et ne reconnaissent pas nécessairement certaines de leurs relations avec d'autres acteurs comme tels. Toutefois, selon les définitions adoptées pour l'étude, ces relations ont bel et bien un caractère conflictuel. La notion de conflit semble revêtir pour certains acteurs quelque chose de très négatif (p. ex. conflit armé, violence) et ceux-ci n'associent pas la situation prévalant sur leur territoire au conflit. Pire encore, une personne rencontrée dans le cadre d'une autre étude niait carrément l'existence de certains aspects conflictuels ou de résistance (bien qu'elle l'ait involontairement reconnue au cours de la rencontre). Ainsi, en plus de ne pas « traiter » la situation conflictuelle, certains acteurs ne la reconnaissent pas. L'accent mis sur la coopération et la collaboration dans le discours public ainsi que le peu de travaux faisant référence aux épisodes plus difficiles de la mise en place de projet exercent peut-être une certaine pression sur les intervenants en développement territorial pour qu'ils aient eux aussi un projet empreint de collaboration et de bonne volonté. En entrevue, cette situation se répercute par un certain braquage de l'interviewé qui ne souhaite pas voir le projet sur lequel il travaille associé à la conflictualité. Pour cette raison, nous suggérons lorsque cela est possible de ne pas préciser cet aspect de la recherche, du moins, pour un premier contact visant notamment à obtenir une rencontre. Dans le cadre de cette recherche, nous avons présenté nos travaux comme portant sur le jeu des acteurs (p. ex. les objectifs qu'ils poursuivent, les actions qu'ils posent). L'inconfort avec la conflictualité semble plus important au Québec qu'en France. Des personnes rencontrées dans le cadre des entrevues en France ont affirmé que le fait d'avoir une opinion forte et de la défendre, et cela, même dans une situation plus conflictuelle peut être bien perçu, surtout dans le sud du pays.

Ensuite, au cours du premier terrain, celui du Mas Dieu en France, plusieurs fois les personnes rencontrées se sont informées, dès le début de la rencontre, des autres acteurs qui avaient été rencontrés. En apprenant que des opposants à leur projet (ou des porteurs de projet auquel ils s'opposent) avaient été rencontrés avant eux, les personnes interviewées ont adopté une attitude moins collaborative, voire de méfiance, ce qui a eu une incidence sur le déroulement des entrevues. Cela vient confirmer ce que Lazega (2007) indiquait par rapport au fait que les liens conflictuels étaient plus rarement inclus dû au manque de collaboration des acteurs interviewés. Pour le second terrain au mont Rigaud, nous avons donc tu cette information. Lorsque des personnes rencontrées se sont informées des autres acteurs rencontrés, nous avons expliqué que pour une question de méthodologie, il était préférable de passer sous silence ce genre d'information. Quelques fois tout de même, lorsque la personne ne semblait pas satisfaite de cette réponse, nous avons spécifié quel genre de personnes nous prévoyions rencontrer (p. ex. un représentant de la MRC) sans toutefois dire si cela avait été fait ou non.

Finalement, certains sujets sont plus délicats que d'autres à aborder et pour nous assurer d'aller chercher un maximum d'information dans le cadre de l'entrevue nous avons disposé stratégiquement

les questions. De plus, la revue des journaux locaux ainsi que les autres entrevues ont souvent permis d'identifier à l'avance des acteurs qui risquaient d'offrir une moins bonne collaboration. Ainsi, dans certains cas, les premières questions visaient essentiellement à établir le contact avec la personne tandis qu'à la toute fin du questionnaire étaient placées les questions qui pouvaient mettre fin à l'entrevue ou en changer radicalement les dispositions du répondant (p. ex., confronter la personne à un document qui confirme qu'elle ment).

2.2.4 L'analyse des cas et la perspective comparative

Les différentes composantes de la dynamique des localités ont servi de point d'ancrage à notre analyse et constituent les principales thématiques abordées. Elles font l'objet des différents chapitres, parfois seules, parfois regroupées. Ainsi, pour chacune des thématiques abordées, nous avons effectué une analyse approfondie de chacun des cas dont les principaux éléments et les résultats sont présentés dans la première partie des chapitres alors que les analyses comparatives des études de cas se font dans une section subséquente. La comparaison comme nous l'avons mentionné constitue avant tout un regard et ce regard permet de mettre en évidence des similitudes ainsi que des différences entre les cas. Le chapitre 4 échappe à cette logique vu sa nature descriptive des études de cas. C'est également le cas pour le chapitre 7 qui se veut avant tout théorique.

2.3 Les territoires à l'étude

2.3.1 Le domaine du Mas Dieu, France

Le domaine du Mas Dieu et du Mas de la Tour³ est localisé à douze kilomètres à l'ouest de Montpellier dans le département de l'Hérault, dans la région du Languedoc-Roussillon (voir carte 1). Le département et plus généralement la région enregistrent depuis plusieurs années une augmentation importante du nombre de leurs habitants. L'agglomération de Montpellier est la grande ville de France qui a connu la croissance démographique la plus importante avec 1,88 % de moyenne annuelle entre 1990 et 1999 (INSEE 2004). Les communes de Murviel-lès-Montpellier, Montarnaud, Saint-Paul-et-Valmalle et Saint-Georges-d'Orques, sur lesquelles se trouvent les 538 hectares du domaine du Mas Dieu n'ont pas échappé à la recomposition sociodémographique caractéristique de la région montpelliéraine. En effet, selon les chiffres de l'INSEE, la population de ces communes a, en moyenne, presque triplé (en moyenne 288 % d'augmentation (INSEE 2008b, 2008c, 2008d, 2008e)) entre 1968 et 2007. Ces dernières années, bien que le rythme ait ralenti pour

³ Ici, comme c'est également le cas dans plusieurs autres documents, l'appellation domaine du Mas Dieu sera utilisée pour parler du domaine du Mas Dieu et du Mas de la Tour.

certaines d'entre elles (p. ex. Montarnaud a enregistré une hausse démographique de 5 % entre 1999 et 2007 (INSEE 2008b)), d'autres connaissent une croissance fulgurante (p. ex. Murviel-lès-Montpellier a connu une augmentation démographique de 37 % pour la même période (INSEE 2008c)).

Le domaine du Mas Dieu est situé en pleine garrigue montpelliéraine. La garrigue est une « formation végétale plus ou moins ouverte, composée en grande partie d'arbustes, d'arbrisseaux et de sous-arbrisseaux, résultant de la régression de la forêt méditerranéenne, le plus souvent par incendie ou surpâturage, sur sol généralement non acide » (Delpech et coll. 1985 : 89). La garrigue montpelliéraine se compose de plateaux karstiques s'élevant entre 100 et 500 mètres d'altitude, en paliers successifs de plates-formes calcaires. Elle est un enchaînement de bassins, de vallées et de pentes, surplombée de crêtes pierreuses. La forêt méditerranéenne d'origine a subi « des actions de dégradation, efficaces et multipliées » (Dugrand 1964 : 198) et a cédé la place à une flore composée de buissons et d'arbustes, de chênes kermès, de genévriers recouvrant un sol calcaire.

Carte 1 Le domaine du Mas Dieu, France



L'économie traditionnelle de la garrigue de Montpellier est comparable à celle d'autres milieux secs à la mise en valeur difficile. Au 18^e siècle, le paysan y est à la fois agriculteur, viticulteur, pasteur et forestier. Aussi, au 19^e siècle, les paysans de toute la région, souhaitant profiter de la proximité de la

ville, se lancent dans la monoculture de la vigne. Le phylloxéra atteint les plateaux dès le milieu du siècle causant des ravages plus graves et plus difficiles encore à réprimer que dans la plaine. Entièrement détruit, le vignoble n'a été que tardivement et partiellement replanté (Dugrand 1964). Au début des années 1960, l'économie de la garrigue est en totale déprise. Peu à peu abandonné après avoir été pendant très longtemps un lieu de prospérité, cet espace se marginalise. Lieu de désolation, et parfois véritable désert humain, la garrigue est devenue une importante réserve foncière pouvant répondre aux demandes incessantes de la ville. Parallèlement, la beauté de ses paysages (voir photos 1, 2, 3 et 4) en a fait l'espace privilégié des citadins excursionnistes, un lieu de résidences secondaires et, de plus en plus, d'implantation de maisons individuelles. Ainsi, l'extension de l'agglomération montpelliéraine, après avoir initialement privilégié l'est et le sud, s'oriente à partir du milieu des années 1970, vers les zones de garrigue. Cette expansion périurbaine se poursuit, et s'amplifie même, dans les années 1980 et 1990. Aujourd'hui, le paysage entre collines et garrigue de Montpellier est particulièrement estimé et attire de nouveaux résidents plutôt aisés, à la recherche de vastes lotissements. La déprise de l'agriculture dans ces territoires à la mise en valeur difficile et la friche de maintes parcelles inexploitées, consentent des espaces considérables aux usages urbains (Valette 2003).

Photo 1 La garrigue montpelliéraine, Mas Dieu, été 2005



Photo 2 Le mas Dieu⁴ (le bâtiment, en rénovation), Mas Dieu, été 2005



L'intérêt du patrimoine naturel du domaine du Mas Dieu est reconnu par une désignation de zone naturelle d'intérêt écologique faunistique et floristique (ZNIEFF) des garrigues du Mas Dieu.

Au cours des années 1990, les terres du Mas Dieu appartenaient à un seul propriétaire privé. Celles-ci étaient louées à un berger qui y faisait paître ses brebis, des caussenardes des garrigues, race typique de la région, aujourd'hui rare. Le Mas Dieu sert également de lieu de promenade aux excursionnistes tant pour faire du vélo de montagne, de la cueillette que de la randonnée. Les terres

⁴ Dans ce texte, l'expression « mas Dieu » désigne le bâtiment lui-même tandis que « Mas Dieu » réfère à tout le domaine.

du Mas Dieu sont également le lieu de passage d'une ligne haute tension (voir photo 5) et, comme plusieurs espaces ouverts périurbains en France, de décharges sauvages (voir photo 6).

Photo 3 Le mas de la Tour, Mas Dieu, été 2005



Photo 4 Des murets de pierres, Mas Dieu, été 2005



Photo 5 La ligne haute tension, Mas Dieu, été 2005



Photo 6 Une décharge sauvage, Mas Dieu, été 2005



2.3.2 Le mont Rigaud, Québec

Le mont Rigaud est une colline de taille modeste à 25 kilomètres à l'ouest de l'île de Montréal dans la MRC de Vaudreuil-Soulanges (voir carte 2). Il ne culmine qu'à quelque 230 mètres, mais cette masse grossièrement ovale, se déploie sur huit kilomètres de longueur par cinq kilomètres de largeur et couvre 4300 hectares. Selon la MRC, cet ensemble physiographique constitue un élément distinctif de son territoire autant par son relief, l'importance de son couvert forestier, ses écosystèmes forestiers exceptionnels et la diversité des espèces fauniques et végétales (dont certaines sont menacées ou vulnérables) (MRC Vaudreuil-Soulanges 2005). Le mont appartient presque exclusivement à des propriétaires privés — des résidents, des agriculteurs, des promoteurs immobiliers, des entrepreneurs... La municipalité Rigaud possède elle, un terrain d'un peu plus de 900 mètres carrés autour de la croix du sommet.

Le mont Rigaud est à cheval sur quatre municipalités soit Sainte-Marthe, Sainte-Madeleine-de-Rigaud (fusionnée avec Rigaud en novembre 1995), Rigaud et Très-Saint-Rédempteur. Bien que situées en zone périurbaine de Montréal, ces municipalités ont connu une croissance démographique relativement faible au cours des 25 dernières années. En effet, selon les données de Statistique Canada de 1981 à 2006 la population de Très-Saint-Rédempteur a augmenté de 71 % pour passer de 435 à 745 habitants. Pour sa part, la municipalité de Rigaud incluant Sainte-Madeleine-de-Rigaud a connu une croissance démographique de 34 % pour passer de 4869 à 6548. Tandis que la population de Sainte-Marthe n'a pour ainsi dire pas bougé en passant de 1084 en 1981 à 1091 en 2006 (Statistique Canada 1986, 1991, 1996, 2001, 2006).

Carte 2 Le mont Rigaud, Québec



Au fil du temps, différents usages ont été faits du mont Rigaud. Dès le milieu du 19^e siècle, celui-ci était sillonné par des pèlerins qui se rendaient au sommet, où une croix a été érigée à la même époque (voir photo 7). Des droits de passage sur les terres privées avaient été concédés à la fabrique de Sainte-Madeleine-de-Rigaud afin d'assurer leur libre circulation. Encore aujourd'hui, le sommet de la croix attire pèlerins et randonneurs (voir photo 8), leur offrant un point de vue sur l'ensemble de la région. La colline a également une vocation d'enseignement depuis 1850, date de fondation du collège Bourget par les clercs de Saint-Viateur. C'est l'un de ces clercs qui, en 1874, en écho aux apparitions de Marie à Lourdes en France, a déposé une statuette de Marie dans la colline. Depuis, le culte à Marie s'est développé. Aujourd'hui, un sanctuaire en plein air a été aménagé et accueille annuellement 50 000 visiteurs (Commission de toponymie du Québec 2008) (voir photo 9).

Photo 7 La croix du mont Rigaud, (RAGAVS 2006)



Photo 8 Le sentier menant à la croix, mont Rigaud, automne 2008



Photo 9 Le sanctuaire, mont Rigaud, automne 2008



Au cours du siècle suivant, plus précisément de 1913 à 1932, le mont Rigaud fait l'objet d'une exploitation par la Rigaud Granite (voir photos 10). C'est le champ de guérets (également nommé le champ de patates ou le champ du diable⁵), un champ de pierres arrondies (voir photo 11), qui lui fournira sa matière première.

Photo 10 Un wagon utilisé pour l'exploitation du champ de guérets, mont Rigaud, automne 2008



Photo 11 Le champ de guérets, mont Rigaud, automne 2008



Plus tard, le mont Rigaud a attiré les scientifiques spécialistes géologues, biologistes notamment le frère Marie-Victorin, religieux, botaniste, intellectuel et écrivain. De nombreux amateurs y sont venus. Au fil des années, la colline a de moins en moins attiré pour des raisons religieuses et de plus en plus pour des raisons scientifiques ou de loisirs scientifiques. À partir des années 1960-1970

⁵ La légende veut qu'un cultivateur ayant labouré sa terre un dimanche fût puni. Les patates (pommes de terre) qu'il avait semées furent transformées en pierres. Le champ de guérets est en réalité une moraine de fond c'est-à-dire que des morceaux de roc ont été arrachés par un glacier à leur lit, le bouclier canadien. Ces morceaux ont ensuite été réduits et arrondis par le passage du glacier, et transportés dans cette cuvette, il y a quelques milliers d'années, à la fin de la glaciation du Wisconsin.

apparaît une certaine préoccupation pour la protection de la colline. Un premier projet de parc de conservation est couché sur papier par le père Louis Genest, clerc de Saint-Viateur et est envoyé au gouvernement (entrevue APER 1 : 2007). Il n'a toutefois pas eu de suite.

Aujourd'hui, le mont Rigaud accueille une grande diversité d'usages et d'activités notamment des activités agricoles (voir photo 12), religieuses, d'enseignement, de loisir, d'exploitation de matières premières et de développement domiciliaire. Au niveau agricole, on trouve plusieurs petites écuries (voir photos 13 et 14) ainsi que de nombreuses érablières (voir photos 15 et 16).

Photo 12 Un bâtiment agricole, mont Rigaud, automne 2008



Photo 13 Une écurie et des chevaux sur le mont Rigaud, automne 2008

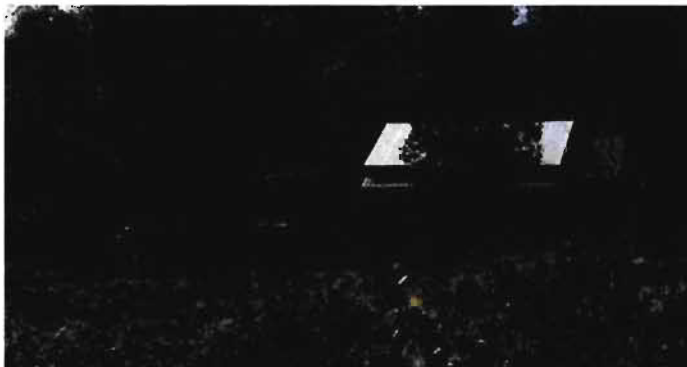


Photo 14 Une signalisation routière



Plusieurs activités récréatives comme la randonnée pédestre, à cheval ou à ski de fond l'hiver peuvent être pratiquées sur les 25 kilomètres de sentiers de l'Escapade (voir photo 17). On trouve un petit centre de ski alpin qui joue essentiellement un rôle d'initiation. Il y a également un parc de tyroliennes nommé Acrobranches (voir photo 19). D'autres activités, par exemple le club de tir à l'arc, Warzone (voir photo 18), Arbraska (voir photo 20) sont des loisirs auxquels on peut s'adonner sur le mont Rigaud.

Photo 15 et 16 La sucrerie des Gallant, mont Rigaud, automne 2008



Photo 17 Entrée des sentiers de l'Escapade, mont Rigaud, automne 2008



Photo 18 Warzone, mont Rigaud, automne 2008



Deux festivals, le Festival des couleurs (voir photo 21) qui a lieu tous les automnes depuis 1996 et le Festival des contes qui était à sa première édition en 2008, permettent de célébrer la colline en l'utilisant respectivement comme matière première et comme cadre.

Photo 19 Le centre de ski et Acrobranches, mont Rigaud, automne 2008



Photo 20 Arbraska, mont Rigaud, automne 2008



Photo 21 Le festival des couleurs, Rigaud, automne 2008



On trouve finalement sur le mont Rigaud, différentes installations comme une ligne de transport d'électricité (voir photo 22) et des tours de communications (voir photo 23), ainsi que des développements domiciliaires (voir photo 24).

Photo 22 Des pylônes, mont Rigaud, automne 2008



Photo 23 Une tour de transmission, mont Rigaud, automne 2008



Photo 24 Un développement domiciliaire, mont Rigaud, automne 2008



2.4 Les éléments de synthèse

Ce chapitre avait d'abord pour but de présenter la méthodologie utilisée afin d'atteindre nos objectifs. Pour les deux études de cas, nous avons d'abord fait la revue des journaux locaux ainsi que d'autres documents (p. ex. des procès-verbaux, des jugements, des plans). Cette étape nous a permis de prendre un premier contact avec les différents projets notamment la chronologie des événements, les acteurs, leurs objectifs, les actions et leurs intérêts. Plus particulièrement dans le cas de la création d'une aire protégée sur le mont Rigaud, la disponibilité de quatre journaux locaux a permis de faire une large couverture et de faire un *cross checking*, ou en français, un recoupement d'information, c'est-à-dire de vérifier les informations grâce à une seconde, voire une troisième source. La revue des journaux locaux a également permis de faire une « première sélection » d'acteurs à rencontrer.

Les entrevues avec les acteurs ont dans un premier temps servi à vérifier et compléter un certain nombre d'informations recueillies dans les journaux. Elles ont également permis de mieux comprendre et creuser davantage les objectifs et les intérêts des différents acteurs. Elles ont finalement aidé à identifier d'autres acteurs à rencontrer, par une stratégie de « boule de neige ». À

travers les questions posées, les acteurs rencontrés identifient d'autres acteurs qui permettaient d'aller chercher l'information manquante.

Nous avons vu que la revue des journaux comme les entrevues ont certains avantages et certaines limites et que si la faiblesse de la revue de la littérature peut en partie être compensée par davantage d'entrevues, l'interview des acteurs s'est tout de même avérée incontournable, dans le cadre de cette recherche, afin d'obtenir des informations qui n'apparaissaient pas dans le discours public. Certains apprentissages faits dans le cadre de nos travaux sur le terrain concernant des précautions à prendre et des pièges à éviter lorsque l'on mène des entrevues pour l'étude de projets revêtant des dimensions conflictuelles ont également été rapportés.

Finalement, le deuxième objectif de ce chapitre était de faire un survol des territoires à l'étude : la région rigaudienne et celle du domaine du Mas Dieu.

Chapitre 3 Le découpage et l'aménagement du territoire en France et au Québec

Le projet d'aménagement du domaine du Mas Dieu ainsi que celui de la mise en place d'une aire protégée sur le mont Rigaud ont cours dans des contextes « géoadministratifs » complexes et présentant des similitudes, mais aussi des dissemblances. Plusieurs étapes des projets se superposent aux démarches plus globales de planification et d'aménagement du territoire. Ces démarches de planification et d'aménagement, en France comme au Québec, sont encadrées par des lois et des réglementations qui définissent les responsabilités et les compétences de différents acteurs et parfois, les procédures à suivre. Les contextes réfèrent à la composante 7 du schéma conceptuel de la dynamique des localités qui, comme nous l'avons mentionné dans le chapitre 1, contiennent des cadres pour l'action, des contraintes, des opportunités, des procédures et des ressources.

L'objectif du présent chapitre est de faire un survol des principaux découpages territoriaux français et québécois afin de situer le contexte « géoadministratif » de chacune des études de cas. Ensuite, nous décrivons brièvement différentes lois et procédures régissant l'aménagement du territoire et qui sont pertinentes dans le cadre de nos études de cas. Nous montrons plus précisément comment s'organise chacun des territoires concernés. Cette section n'a donc pas la prétention de recenser l'ensemble des lois et de la réglementation en lien avec l'aménagement du territoire en France et au Québec. Elle ambitionne plutôt de présenter de manière générale les éléments contextuels en lien avec les études de cas, puis, lorsque cela s'avère pertinent, expliquer plus spécifiquement divers aspects réglementaires afin de permettre une meilleure compréhension de certaines parties des cas de figure.

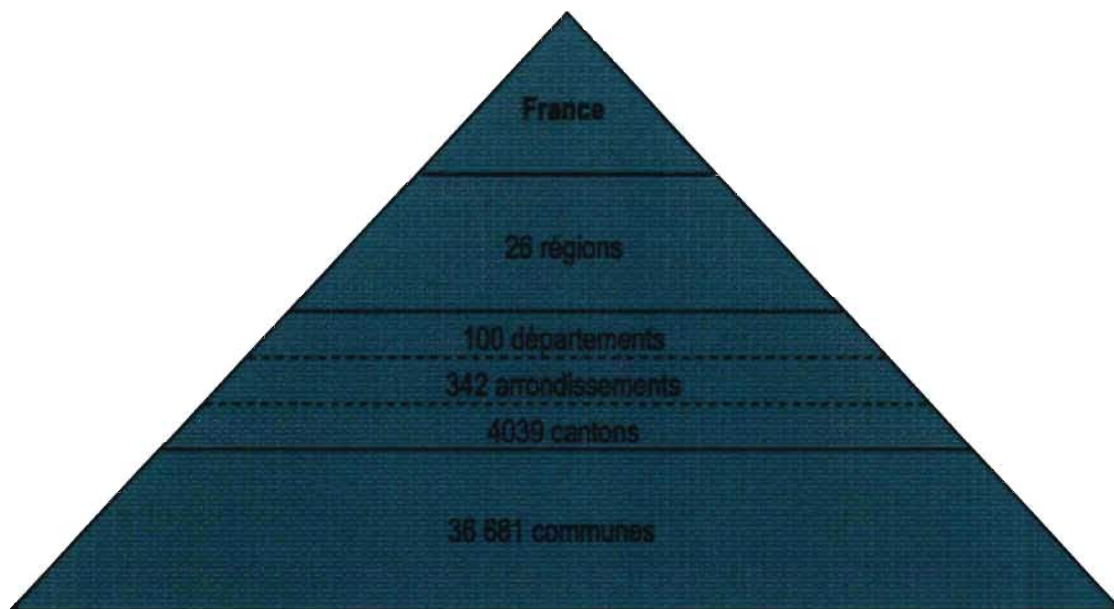
3.1 Les divisions territoriales françaises

Les principales subdivisions du territoire français sont, de la plus petite à la plus grande, la commune, le canton, l'arrondissement, le département et la région. La France étant un état unitaire, aucune de ces divisions administratives ne possède de compétence législative. Certaines d'entre elles sont des collectivités territoriales, c'est-à-dire qu'elles sont des administrations distinctes de l'État qui doivent prendre en charge certains intérêts de la population d'un territoire donné (INSEE 2008). D'autres subdivisions comme le canton et l'arrondissement sont respectivement des circonscriptions électorales et des circonscriptions administratives de l'État. La figure 7 résume l'organisation territoriale de la France.

La commune correspond généralement au territoire d'une ville ou d'un village. Sa superficie et surtout sa population peuvent varier considérablement. Le 1er mars 2008, on dénombrait 36 681 communes

sur le territoire français (INSEE 2008a). Chaque commune est gérée de manière autonome par un maire, ses adjoints et conseillers. Le champ d'intervention de la commune est vaste. Elle gère le domaine communal et sert d'intermédiaire entre le gouvernement central et le citoyen pour certaines procédures administratives. Plus spécifiquement, la commune dirige et planifie son urbanisme. Elle pilote le développement et l'aménagement de son territoire notamment à l'aide du PLU (Plan local d'urbanisme). Elle délivre des autorisations (p. ex. les permis de construction). Elle est propriétaire des biens du domaine public comme les rues, les trottoirs, les places et les parcs, et du domaine privé par exemple des terrains ou des immeubles. La commune fournit des services publics de proximité comme l'éclairage, la voirie, l'eau potable et l'enseignement. Elle peut également intervenir de manière complémentaire dans différents domaines comme l'aide sociale, l'économie locale ou l'animation de la vie sociale, sportive et culturelle (INSEE 2008).

Figure 7 Le découpage territorial français au 1er janvier 2008



Le canton quant à lui est une division territoriale dont le rôle est essentiellement électoral en étant la circonscription du conseiller général. Le canton sert de circonscription judiciaire en tant que siège du tribunal de première instance. Il accueille également certains services de l'État (p. ex. la gendarmerie). À une certaine époque, plusieurs services publics étaient organisés à l'échelle cantonale. Cette division territoriale est toutefois de moins en moins utilisée. Le canton est une subdivision de l'arrondissement (*idem.*).

L'arrondissement est une circonscription administrative de l'État. C'est la zone géographique dont le chef-lieu est la sous-préfecture. L'administration d'un arrondissement est confiée à un sous-préfet qui

assiste le préfet du département en assurant le contrôle administratif des communes de son arrondissement (*idem.*).

Quant au département, il est une collectivité territoriale, avec un organe délibérant et un exécutif élu. Il est géré par un conseil général élu au suffrage universel. Le département a de vastes compétences par exemple dans le domaine de l'action sociale, la construction et l'entretien des collèges, le remembrement rural et l'organisation des transports scolaires. De nombreux services publics sont organisés à l'échelle départementale, comme la direction départementale de l'équipement (DDE) ou la direction départementale des affaires sanitaires et sociales (DDASS). Depuis 1985, la France compte 100 départements (*idem.*).

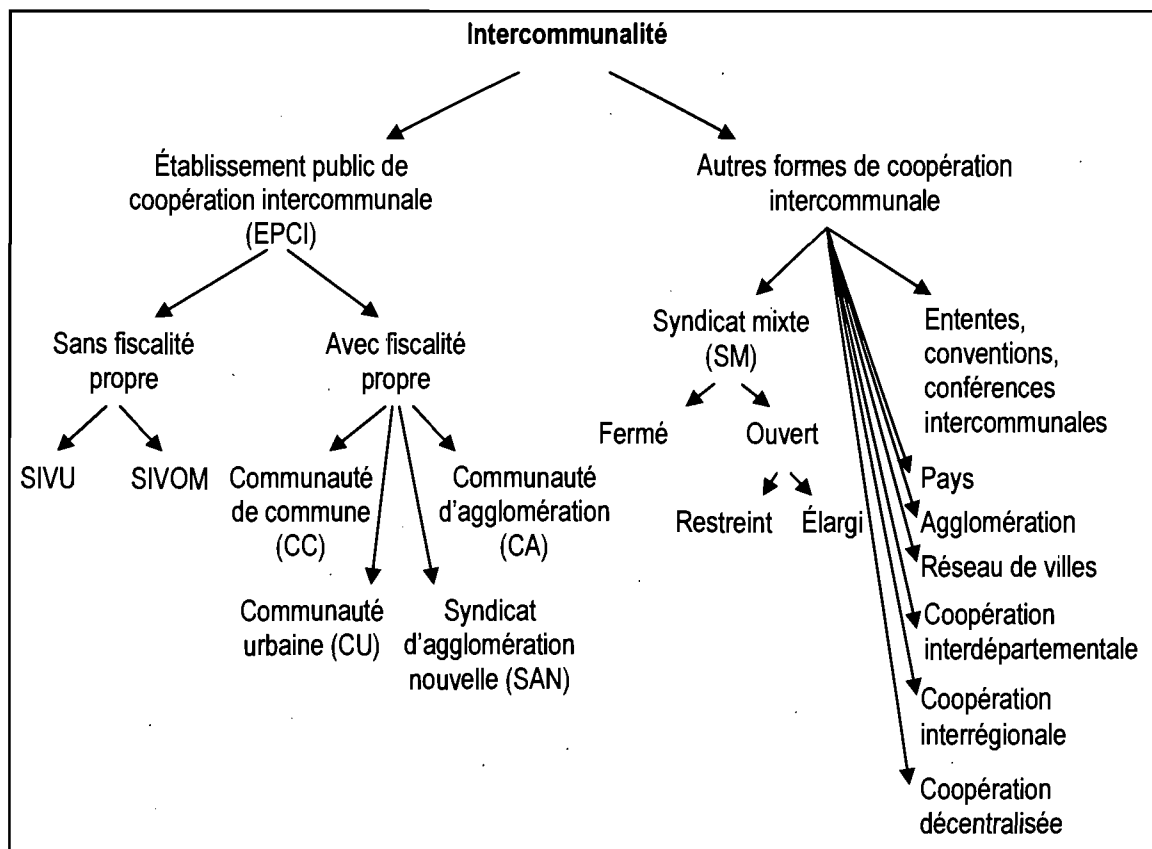
Puis, il y a la région qui constitue le plus haut niveau des divisions territoriales. Elle est également la plus récente. En effet, bien que l'essentiel du découpage ait été fait en 1956, la région a réellement été mise en œuvre à partir de 1982 (Noin 2006). La loi de 1982 a fait de la région une collectivité territoriale et gérée par un conseil régional et ses représentants élus au suffrage universel. Les compétences propres de la région concernent principalement l'aménagement du territoire, le développement économique, la formation professionnelle, la construction ou l'entretien des lycées, les transports ferroviaires de voyageurs. La France en compte vingt-six dont quatre outre-mer (INSEE 2008).

3.2 L'intercommunalité et la coopération intercommunale en France

Le terme « intercommunalité » désigne en France la possibilité pour les communes d'exercer en commun certaines compétences. Elle leur permet de se regrouper au sein d'un établissement public soit pour assurer certaines prestations (p. ex. le ramassage des ordures, l'assainissement des eaux, le transport), soit pour élaborer des projets de développement économique, d'aménagement ou d'urbanisme (*idem.*). Elle constitue une réponse à « l'émiettement communal » caractérisant la France. L'idée de regroupement communal a été lancée dès 1790 (Bisson 2006). On prévoyait alors de regrouper les communes comptant moins de 250 habitants, mais l'idée fut abandonnée. À partir du 19^e siècle, différentes lois, par exemple la loi du 22 mars 1890 instituant les syndicats intercommunaux à vocation unique (SIVU), ont lancé l'idée de coopération intercommunale. La dernière en lice est la Loi relative au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale du 12 juillet 1999, dite Loi Chevènement (pour un historique complet du développement de l'intercommunalité en France voir Bisson 2006). L'intercommunalité et plus généralement la coopération intercommunale en France est complexe et peut prendre différentes formes. La figure 8 résume cette information.

On distingue deux grands types d'établissement public de coopération intercommunale (EPCI). D'abord, il y a les syndicats intercommunaux, plus souples et sans fiscalité propre, c'est-à-dire que leur financement provient de contributions des communes membres. Les syndicats intercommunaux peuvent être à vocation unique (SIVU) ou à vocation multiple (SIVOM). Le nombre de syndicats intercommunaux est en diminution depuis quelques années. À la fin de l'année 2007, ils étaient au nombre de 13 389, soit une diminution de 260 par rapport à la rri 2006. Selon le ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du territoire (MIAT 2008), ce mouvement de dissolution et de regroupement au profit d'autres formes d'intercommunalité plus intégrées est appelé à s'accroître.

Figure 8 L'intercommunalité et la coopération intercommunale en France



Source : Selon MIAT et MINEFI 2006

Ensuite, il y a les intercommunalités à fiscalité propre, soit des établissements publics administratifs, c'est-à-dire qu'elles sont dotées d'une personnalité morale et d'une autonomie financière. Elles ont des moyens d'action. Elles sont administrées par des autorités qui lui sont propres. Les EPCI à fiscalité propre recrutent leur personnel et assurent la gestion de leurs services. Elles prennent des décisions qui sont des décisions administratives relevant du contrôle de légalité exercé par le préfet et de la juridiction administrative. Les travaux qu'elles réalisent sont des travaux publics (MIAT et MINEFI 2006). Les EPCI à fiscalité propre incluent des communautés urbaines (CU), des communautés d'agglomération (CA), des communautés de communes (CC), et des syndicats

d'agglomération nouvelle (SAN), un type de regroupement spécifique aux villes nouvelles et en voie de disparition progressive au profit des communautés d'agglomération. Au 1er janvier 2008, le nombre d'intercommunalités à fiscalité propre avait encore augmenté. À cette date, 92 % des communes et 87 % de la population appartenaient à un EPCI à fiscalité propre. Il subsistait donc 3047 communes isolées représentant 8,4 millions d'habitants (MIAT 2008).

Il existe également d'autres formes de coopération intercommunale par exemple les ententes, conventions et conférences intercommunales, les pays et les syndicats mixtes. Ces dernières sont des formes contractuelles de l'intercommunalité (DGCL 2008).

3.2.1 La communauté de communes

*« La communauté de communes (CC) est un établissement public de coopération intercommunale (EPCI) regroupant plusieurs communes d'un seul tenant et sans enclave. Elle a pour objet d'associer des communes au sein d'un espace de solidarité, en vue de l'élaboration d'un projet commun de développement et d'aménagement de l'espace »*⁶. Les communautés de communes ne sont pas soumises à un seuil minimum de population. La seule contrainte au regroupement est la continuité géographique. Les CC ont des compétences obligatoires soit le développement économique et l'aménagement de l'espace. Elles ont également des compétences au choix soit la protection et la mise en valeur de l'environnement; la politique du logement et du cadre de vie; la création, l'aménagement et l'entretien de la voirie; ou, la construction, l'entretien et le fonctionnement d'équipements culturels, sportifs et d'enseignement. Le conseil de communauté peut, s'il le souhaite, s'attribuer d'autres compétences (MIAT 2008).

3.2.2 La communauté d'agglomération

Les communautés d'agglomération (CA) ont été instituées en 1999 par la Loi relative au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale dite Loi Chevènement. Cette loi avait pour but de simplifier l'intercommunalité et d'inciter les communes à se regrouper. En règle générale, les élus concernés peuvent s'organiser en CA s'ils respectent trois conditions soit compter un minimum de 50 000 habitants, comprendre une commune d'au moins 15 000 habitants, ou le chef-lieu du département et être d'un seul tenant et sans enclave. La loi impose aux communautés d'agglomération l'exercice de certaines compétences comme le développement économique, le schéma directeur des transports, le programme local de l'habitat, et la politique de la ville. Elle accorde des compétences au choix comme la voirie, l'assainissement, l'eau potable, l'environnement et les déchets, et les équipements culturels et sportifs (MIAT 2008).

⁶ Code général des collectivités territoriales, art. L. 5214-1.

3.2.3 La communauté urbaine

La communauté urbaine (CU) est en France le plus haut niveau de coopération intercommunale, par laquelle différentes communes mettent en commun une partie de leur fonctionnement. La Loi Chevènement définit une communauté urbaine comme « *un établissement public de coopération intercommunale regroupant plusieurs communes d'un seul tenant et sans enclave qui forment, à la date de sa création, un ensemble de plus de 500 000 habitants et qui s'associent au sein d'un espace de solidarité, pour élaborer et conduire ensemble un projet commun de développement urbain et d'aménagement de leur territoire* »⁷. Toutefois, la plupart des communautés urbaines ont été fondées avant cette loi et leur statut est souvent quelque peu différent par exemple la majorité compte moins de 500 000 habitants. La CU doit comporter au moins une ville de plus de 50 000 habitants. À la différence des communautés d'agglomération et de communes, une commune ne peut se retirer librement d'une communauté urbaine (MIAT 2008).

3.2.4 Les syndicats mixtes

Le syndicat mixte (SM) a été créé par décret en 1935 pour donner aux collectivités la capacité de s'associer entre elles et/ou avec des établissements publics. Il existe différents types de syndicat mixte soit le syndicat mixte fermé qui sont composés uniquement de communes et leurs regroupements, le syndicat mixte ouvert restreint composé de différents échelons de collectivités territoriales, et le syndicat mixte ouvert élargi comprenant des collectivités territoriales et des établissements publics (p. ex. les chambres de commerce et d'industrie ou d'agriculture). Les syndicats mixtes exercent des responsabilités variées qui leur ont été transférées par les différentes communes membres. Ce sont les représentants élus par les conseils communaux qui conviennent des actions du syndicat par le biais du comité et de différentes commissions. Le regroupement au sein d'un syndicat mixte permet aux communes de bénéficier d'une meilleure position lorsqu'elles font appel aux services de l'État (MIAT et MINEFI 2006).

3.2.5 L'intercommunalité et la coopération intercommunale au Mas Dieu

Les quatre communes sur lesquelles est situé le Mas Dieu n'appartiennent pas au même établissement public de coopération intercommunale (EPCI). Les communes de Saint-Georges-d'Orques et de Murviel-lès-Montpellier appartiennent à la communauté d'agglomération de Montpellier (voir carte 3) qui regroupe 31 communes. Celle-ci a été créée le 1er août 2001 à partir de l'ancien District de Montpellier qui comprenait lui quinze communes.

⁷ *Idem.*

Les communes de Montarnaud et Saint-Paul-et-Valmalle se sont quant à elles jointes à la communauté de communes Vallée de l'Hérault (voir carte 4). La CC Vallée de l'Hérault a été créée en 1998. C'est en janvier 2001 que Saint-Paul-et-Valmalle s'y est joint, et c'est depuis janvier 2002 que l'ensemble des 28 communes des cantons de Gignac et d'Aniane en fait partie. Située au cœur du département de l'Hérault, adjacente à l'agglomération montpelliéraine et au croisement de deux autoroutes (A75 et A750), la CC Vallée de l'Hérault jouit d'une localisation avantageuse. Sa population qui connaît une forte augmentation s'élève aujourd'hui à plus de 30 000 habitants. Son territoire s'étend sur une superficie de 481 kilomètres carrés. Les compétences optionnelles choisies par les membres de la CC Vallée de l'Hérault sont la protection et la mise en valeur de l'environnement et le logement social d'intérêt communautaire (CC Vallée de l'Hérault 2008).

Carte 3 La communauté d'agglomération de Montpellier

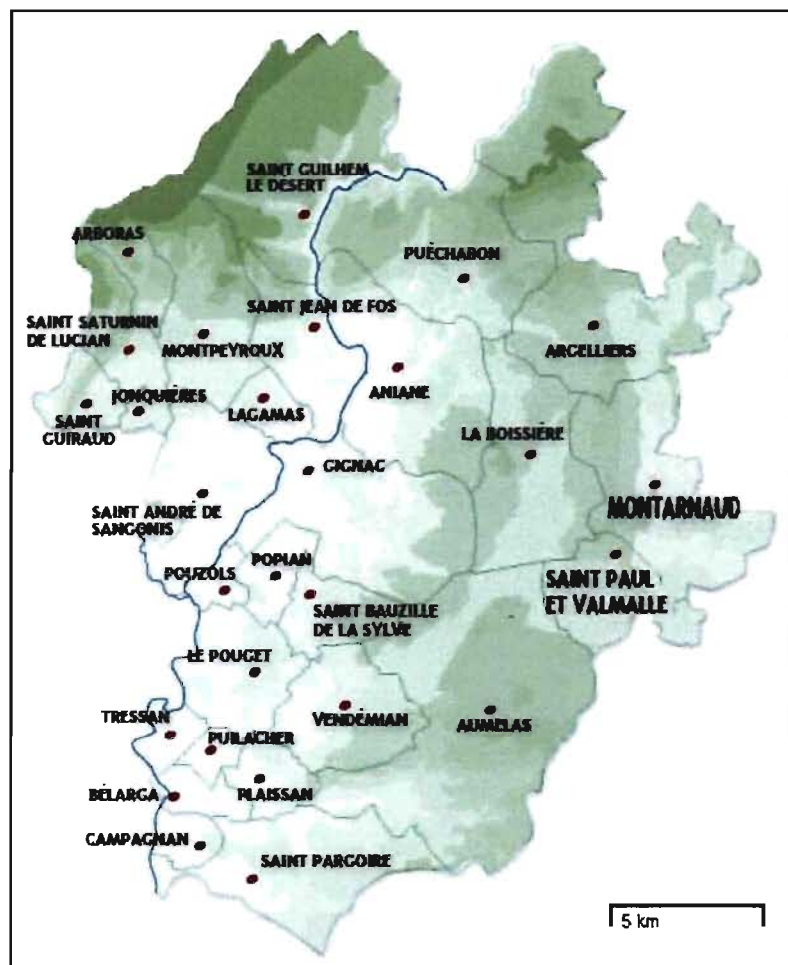


Afin de se regrouper, les communes de Montarnaud, de Murviel-lès-Montpellier, de Saint-Georges-d'Orques et de Saint-Paul-et-Valmalle ont opté pour un syndicat mixte. Ainsi, selon un arrêté préfectoral du 29 décembre 2005⁸, le département autorisait la création d'un syndicat mixte « à la carte » c'est-à-dire que chaque membre adhère aux vocations qui l'intéressent uniquement. Le SM nommé « *structure d'initiative pour l'aménagement et le développement de l'écosystème du Mas Dieu* »,

⁸ Arrêté préfectoral n° 2005-I-3341 du 29 décembre 2005.

ou SIADE du Mas Dieu, regroupe les quatre communes ainsi que la chambre de commerce et d'industrie (CCI) de Montpellier⁹.

Carte 4 La communauté de communes Vallée de l'Hérault



3.3 Les outils de l'aménagement du territoire en France

La présente section passe en revue quelques éléments législatifs de l'aménagement du territoire en France. Les deux principaux outils, le schéma de cohérence territoriale (SCOT) et le plan local

⁹ Les informations concernant le syndicat mixte du Mas Dieu diffèrent d'une source d'information à un autre. Par exemple, le site internet de la commune de Murviel-lès-Montpellier (<http://www.ville-murviel-les-montpellier.fr/frame.php?page=siade>) annonce qu'il existe effectivement un SIADE pour le Mas Dieu, mais que celui-ci se nomme le SIADE de Bel Air : « Le SIADE de Bel Air : Les nouveaux statuts du Syndicat mixte du Mas Dieu ouvert qui rassemble les communes de Murviel, Saint-Georges, Montarnaud et Saint-Paul définissent son objet : — permettre le renforcement des identités territoriales; — la conduite et la réalisation d'un projet d'écosite au Mas Dieu; et, la gestion économique du site. La chambre de commerce CCI de Montpellier a décidé d'y adhérer. » Le site internet de la commune de Saint-Georges-d'Orques (http://www.ville-st-georges-dorques.fr/page.php?id_rubrique=102) quant à lui, indique que la commune fait partie « du SIADE du Mas Dieu (avec Combaillaux, Murles, St-Paul-et-Valmalle, Montarnaud, Murviel-les-Montpellier et Vailhauquès) ». Nous avons toutefois privilégié l'information provenant du Conseil général, numérotée et datée, plutôt que celle fournie par d'autres sources qui pouvaient sembler moins fiables et précises.

d'urbanisme (PLU) seront brièvement présentés. Tous deux ont été institués par la Loi relative à la solidarité et au renouvellement urbains (SRU) du 13 décembre 2000. Les rôles de la Société d'aménagement foncier et d'établissement rural (SAFER) seront également succinctement décrits.

3.3.1 Le schéma de cohérence territoriale

Le schéma de cohérence territoriale (SCOT) est le principal outil d'aménagement du territoire à l'échelle des intercommunalités et remplace les anciens schémas directeurs d'aménagement et d'urbanisme. *« Les SCOT permettent aux communes appartenant à un même bassin de vie de mettre en cohérence, dans le respect du principe de subsidiarité, leurs politiques dans les domaines de l'urbanisme, de l'habitat, des implantations commerciales, des déplacements et de l'environnement. Il s'agit, par exemple de lier la réalisation des infrastructures de transports et les extensions urbaines »* (Agglomération lyonnaise <http://www.scot-agglolyon.com/fr/le-scot/demarche/quest-ce-quun-scot/index.html>). Un SCOT comprend trois documents : d'abord, un rapport de présentation qui constitue un diagnostic de l'environnement et des besoins de développement; ensuite, un projet d'aménagement et de développement durable (PADD) qui présente le projet partagé par les collectivités au niveau de l'aménagement et de la protection de l'environnement du territoire (il s'agit d'un document exposant les objectifs stratégiques retenus); puis, un document d'orientation qui précise les orientations d'aménagement permettant de réaliser le projet défini dans le PADD. Ces orientations doivent favoriser l'équilibre entre urbanisation et espaces naturels et agricoles, le logement, les implantations commerciales, les déplacements et l'environnement... (*Idem.*). Le SCOT assure une certaine cohérence entre le plan de déplacements urbains (PDU), le programme local de l'habitat (PLH) et les plans locaux d'urbanisme (PLU) qui sont eux, de compétence communale (CA de Montpellier 2006).

3.3.2 Le plan local d'urbanisme

Le plan local d'urbanisme (PLU), également créé par la Loi SRU du 13 décembre 2000, est venu remplacer les anciens plans d'occupation des sols (POS). La principale différence entre les deux documents est que le PLU doit comprendre un projet d'aménagement et de développement durable (PADD) qui présente le projet communal à partir d'un diagnostic. Le PLU est le principal outil de mise en œuvre des politiques urbaines à l'échelle communale. Il donne aux communes un cadre de cohérence opérationnelle pour les différentes actions et opérations, publiques et privées, et doit permettre d'assurer la diversité des fonctions urbaines prévues par la loi (DDE Loire-Atlantique 2004).

La démarche de planification dans le cadre d'un PLU se fait dans une perspective de développement durable, c'est-à-dire dans une recherche d'équilibre entre les différentes fonctions et les différents

espaces. « [I]l s'agit de mieux penser le développement de la ville afin qu'il consomme moins d'espace, qu'il produise moins de nuisances et qu'il soit plus solidaire en renversant les logiques de concurrence de territoires » (*idem.* : 1). Comparativement au POS, le PLU vise à favoriser la remise sur le marché de friches et terrains inexploités, la réhabilitation de quartiers anciens dégradés, mais aussi d'intégrer le traitement des espaces publics dans les démarches de planification. Comme le faisaient les POS, les PLU précisent le zonage du territoire (*idem.*).

3.3.3 L'enquête publique

Les PLU et les SCOT, tout comme d'autres documents d'aménagement, sont soumis à des enquêtes publiques. L'enquête publique est une étape de participation publique au cours de laquelle le public est invité à donner son avis sur un projet de règlement ou d'aménagement préparé par une collectivité publique, par une collectivité privée ou par l'État. Il a le double objectif d'informer et de recueillir les observations du public. La réalisation de certains ouvrages ou travaux doit en effet être précédée d'une enquête publique lorsque ceux-ci sont susceptibles d'affecter leur environnement. Un commissaire-enquêteur est chargé du dossier et a pour mission d'examiner les observations recueillies et de rendre un avis favorable ou non. Cet avis ne lie pas la collectivité, mais il est généralement suivi en étant intégré dans la version définitive du projet (CNDP http://www.debatpublic.fr/notions_generales/enquete_publice.html).

3.4 La Société d'aménagement foncier et d'établissement rural

C'est le Centre National des Jeunes Agriculteurs (CNJA)¹⁰ qui est à l'origine de la création des Sociétés d'aménagement foncier et de développement rural (SAFER). C'est lui qui, dès la fin des années 1950, a fait pression sur la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA), puis sur le gouvernement pour que soit mis en place, en complément de la politique des prix agricoles, une politique des structures afin que la modernisation de l'agriculture française se fasse sans drame humain tout en conciliant un accès démocratique au foncier et une logique du marché. Les SAFER furent et sont encore un outil de cette politique. C'est la Loi d'orientation agricole du 5 août 1960 qui a établi les bases juridiques des SAFER et la Loi complémentaire de 1962 qui les ont dotés d'un droit de préemption (SAFER <http://www.safer.fr/droit-de-preemption.asp>).

3.4.1 L'évolution du rôle des Sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural

Dès le début des années 1970, une vive concurrence s'est installée entre les besoins fonciers des agriculteurs et ceux des villes, des industries, des moyens de communication, du tourisme.

¹⁰ Jeunes Agriculteurs (JA) est l'appellation du Centre National des Jeunes Agriculteurs (CNJA) depuis 2002.

Parallèlement, les collectivités firent de plus en plus appel aux SAFER. Au fil du temps, le législateur leur a attribué de nouvelles compétences. Ainsi, depuis leur création en 1960, les pouvoirs publics ont élargi leur champ d'action à l'ensemble de l'aménagement foncier rural : les services des collectivités territoriales, les grands travaux et la protection de l'environnement. C'est la plus récente Loi d'orientation agricole du 9 juillet 1999 qui a confirmé le rôle d'aménageur de l'espace rural des SAFER. Avec le temps, elles sont devenues des lieux d'arbitrage entre les différents demandeurs de foncier. De plus en plus, les SAFER s'appliquent à prendre en compte les besoins fonciers des acteurs autres que les agriculteurs, entre autres ceux des collectivités territoriales. Tout en défendant les intérêts des agriculteurs, les SAFER travaillent à une gestion plus cohérente de l'espace rural tout en cherchant à éviter que cette gestion se fasse au détriment du monde agricole (Buchou et coll. 1999; SAFER <http://www.safer.fr/missions-safer.asp>). Elles sont aujourd'hui essentiellement investies de trois missions : 1) de dynamiser l'agriculture et les espaces forestiers, de favoriser l'installation des jeunes; 2) de protéger l'environnement, les paysages et les ressources naturelles; et 3) d'accompagner le développement de l'économie locale (*idem.*).

3.4.2 Le droit de préemption

C'est à partir du 8 août 1962, avec l'adoption de la Loi d'orientation agricole complémentaire, que les SAFER furent dotées d'un droit de préemption. Celui-ci permet aux SAFER de s'opposer à la réalisation d'opérations contraires aux orientations définies dans les plans d'orientation agricole. Les objectifs du droit de préemption sont l'installation, la réinstallation ou le maintien des agriculteurs, l'agrandissement et l'amélioration de la répartition parcellaire des exploitations existantes, le maintien de l'équilibre des exploitations lorsque compromis par la réalisation de travaux d'intérêt public, la sauvegarde du caractère familial des exploitations, la lutte contre la spéculation foncière et l'exécution de projets de mise en valeur paysagère et environnementale (SAFER <http://www.safer.fr/droit-de-preemption.asp>).

Selon la SAFER elle-même, le droit de préemption est un droit très peu exercé. À titre d'exemple, en 2002, le nombre de préemptions réellement engagées dans la région du Languedoc-Roussillon concerne moins de 0,5 % des transactions réalisées (SAFER 2007). C'est également un droit très encadré. En effet, il faut d'abord que le bien soit « préemptable ». De nombreuses exceptions existent par rapport à la nature des biens, ou la qualité des acheteurs ou de leur projet. Ces exceptions peuvent neutraliser toute initiative de préemption. Ensuite, la motivation de l'intervention doit correspondre au moins à un des objectifs du Code rural. Enfin, la procédure de préemption doit respecter un processus extrêmement rigoureux sous peine d'être invalidée. Non exclusif à l'agriculture, le droit de préemption s'applique désormais à la défense de l'environnement (*idem.*).

3.5 Les Zones naturelles d'intérêt écologique faunistique et floristique

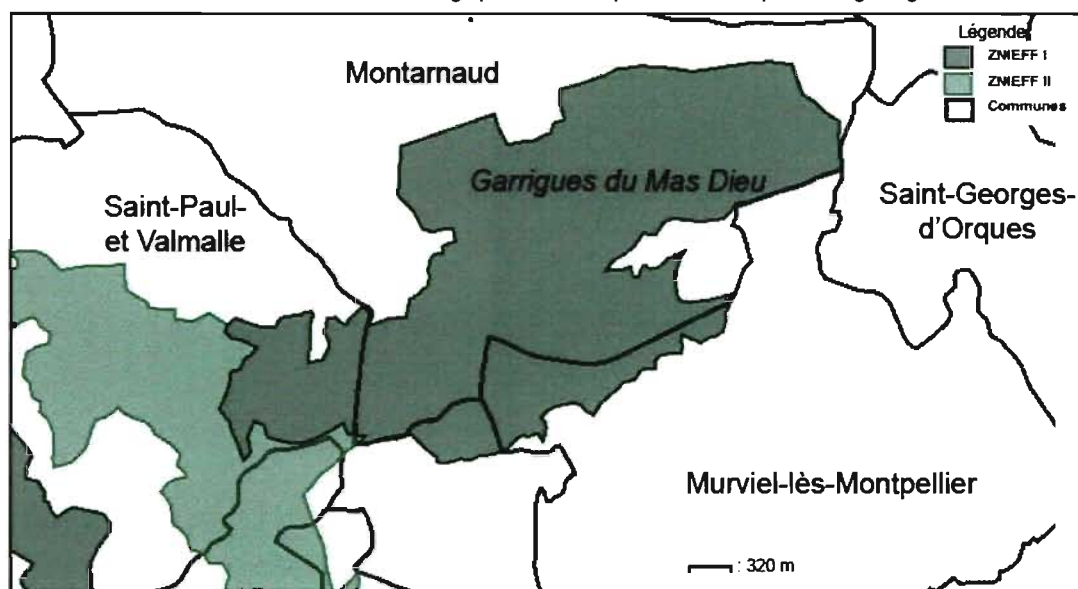
L'inventaire des Zones naturelles d'intérêt écologique faunistique et floristique (ZNIEFF), mené conjointement par le musée national d'histoire naturelle (MNHN) et le ministère de l'Écologie et du Développement durable (MEDD) depuis 1982, a pour objectif « *d'identifier et de décrire des secteurs présentant de fortes capacités biologiques et un bon état de conservation* » (INPN 2009). On distingue deux types de ZNIEFF : les ZNIEFF de type I qui sont des secteurs de grand intérêt biologique ou écologique et les ZNIEFF de type II qui sont de grands ensembles naturels riches et peu modifiés, offrant des potentialités biologiques importantes. Cet inventaire est aujourd'hui un des éléments majeurs de la politique de protection de la nature. Il doit être consulté dans le cadre de projets d'aménagement du territoire comme les documents d'urbanisme, pour la création d'espaces protégés ou pour l'élaboration de schémas départementaux de carrière. Toutefois, la désignation ZNIEFF n'a pas de portée légale et ne garantit aucune protection à un site.

Le domaine du Mas Dieu fait partie d'une zone d'intérêt écologique faunistique et floristique de type I appelée les Garrigues du Mas Dieu d'une superficie de 700 hectares (voir carte 5). Ce type de milieu, c'est-à-dire une garrigue ouverte et basse, bien qu'encore relativement commun en milieu méditerranéen, est en forte régression. L'abandon des pratiques agricoles traditionnelles d'élevage entraîne une fermeture progressive de ces espaces. Le principal atout des garrigues du Mas Dieu consiste en la présence de plusieurs espèces d'oiseaux rares au niveau national et européen (11 espèces recensées au total). En effet, ce milieu (ouvert méditerranéen) est propice à la nidification d'une avifaune spécifique. À une époque très répandue, ce biotope tend à disparaître, ce qui entraîne la raréfaction des espèces qui lui sont associées (Loupic <http://www.loupic.com/znieff-garrigue-du-Mas-Dieu.html>).

3.6 Le découpage administratif québécois

L'organisation territoriale du Québec a grandement évolué au fil du temps et tout particulièrement au cours des trois dernières décennies. Les fusions, les défusions, la création de nouvelles instances ont marqué la gestion du territoire québécois. Le nombre de municipalités a atteint son apogée en 1961 avec 1748 entités, puis leur nombre a lentement décliné au fil des fusions volontaires ou forcées. Les municipalités régionales de comté (MRC) ont également été créées. La structure régionale composée des régions administratives a été complètement réformée. Le projet de mise en place d'une aire protégée sur le mont Rigaud s'échelonnant de 1980 à 2000 est marqué par ces transformations. La section qui suit passe donc en revue l'organisation territoriale du Québec, de la fin des années 1970, marquées par la mise en place de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme et la Loi sur la protection du territoire agricole, jusqu'à aujourd'hui.

Carte 5 La Zone naturelle d'intérêt écologique faunistique et floristique des garrigues du Mas Dieu



Source : Muséum national d'histoire naturelle (Éd.) 2003-2006

L'organisation du territoire du Québec se fait essentiellement selon trois paliers (voir figure 9). Le niveau local composé de municipalités, d'agglomérations et d'arrondissements, offre aux citoyens des services de proximité notamment en matière d'aménagement et d'urbanisme, d'habitation, de voirie, de développement communautaire et culturel, de loisirs, de transport en commun et d'assainissement des eaux. Le niveau supralocal regroupant les municipalités régionales de comté (MRC) et les communautés métropolitaines a été créé essentiellement afin de relever des défis communs à différentes municipalités locales d'un même territoire et d'assurer une certaine cohérence régionale de cette réponse. Le palier régional, quant à lui, rassemble les régions administratives qui assurent la prestation de nombreux services du gouvernement du Québec, et les conseils régionaux des élus (CRÉ) qui sont essentiellement des instances régionales de développement et d'aménagement du territoire.

3.6.1 Le palier local

Le palier local de l'organisation territoriale du Québec est composé de municipalités locales pouvant être ou non organisées en agglomérations et subdivisées en arrondissements (ce dernier est parfois qualifié de niveau microlocal (Proulx 2002 : 130)). La municipalité locale est un palier de décision près des populations ayant reçu du législateur certains pouvoirs qui lui confèrent une autonomie politique et administrative. Elle est administrée par un conseil municipal. Depuis leur création, le rôle des municipalités s'est élargi. Elles contribuent notamment à la mise en place et au maintien des conditions propices à l'activité économique sur leur territoire et sur l'ensemble de leur région d'appartenance (MAMR 2008a). Au 1er janvier 2008, on dénombrait 1115 municipalités

locales sur le territoire québécois alors qu'en 1980 on en comptait 1531, en 1990 il y en avait 1490 et en 2000, 1349 (ENAP 2006 : 4).

L'agglomération, quant à elle, a récemment acquis sur le territoire québécois une signification administrative précise. En effet, en réponse aux fusions municipales de 2002 et aux défusions qui s'en sont suivies, des structures politico-administratives ont été créées afin de chapeauter les ensembles anciennement fusionnés. Les municipalités résultant d'une réorganisation demeurent ainsi liées entre elles de façon à préserver l'agglomération formée par le territoire d'avant la réorganisation. On compte onze agglomérations au Québec (MAMR 2008a).

Finalement, certaines municipalités sont divisées en arrondissements gérés par des conseils d'arrondissement. Le mandat des conseils d'arrondissement est d'administrer certains services locaux, de consulter la communauté sur les règlements d'urbanisme et de faire des recommandations pour l'arrondissement au conseil municipal. Au Québec, huit municipalités comportent des arrondissements, dont Montréal et Québec (*idem.*).

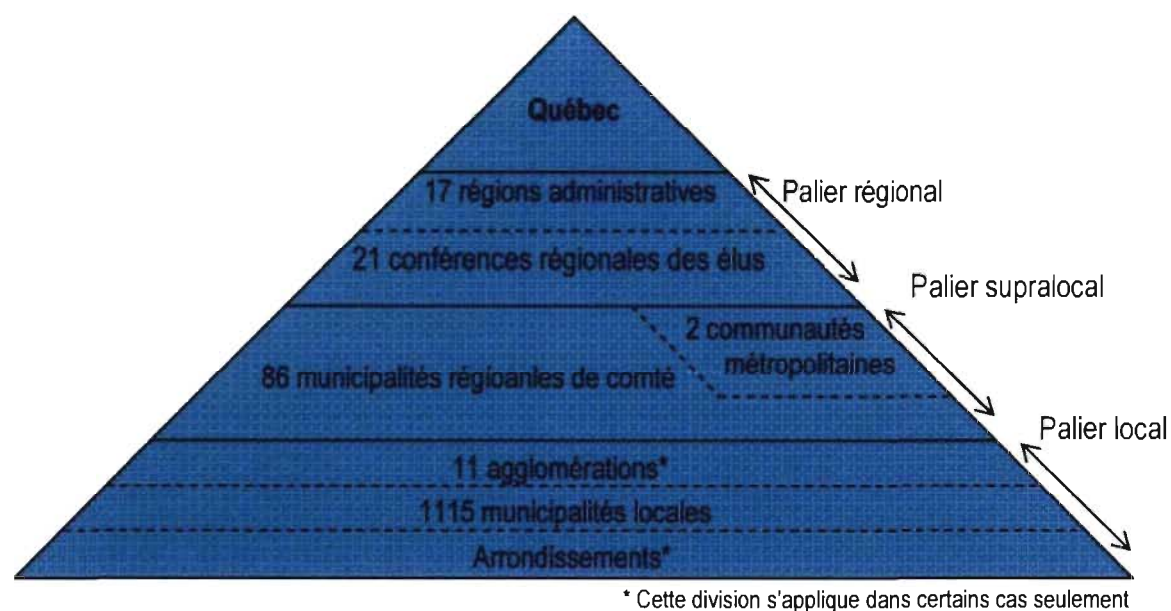
3.6.2 Le palier supralocal

L'organisation territoriale du Québec comprend un palier supralocal (Proulx (2002 : 130) parle d'échelle microrégionale) qui est composé de municipalités régionales de comté (MRC) et de communautés métropolitaines. Sans amoindrir l'autorité des municipalités locales sur leur territoire, certaines questions nécessitent une concertation entre les municipalités voisines. En effet, elles exigent une planification, une coordination et un partage du financement à l'échelle régionale ou métropolitaine. Initialement, la mission des entités supralocales concernait presque exclusivement l'aménagement et la planification territoriale ainsi que la prestation de certains services tels que le ramassage des ordures. Au fil du temps, les compétences des entités supralocales se sont élargies, les municipalités locales leur ayant cédé certaines responsabilités comme celles relatives au transport (MAMR 2008a).

Les MRC sont des regroupements obligatoires de municipalités. C'est entre 1980 et 1982 que le gouvernement, avec l'aide du milieu municipal, redéfinit les 72 anciens comtés municipaux pour les remplacer par 96 MRC. Les MRC sont des institutions supramunicipales qui regroupent des municipalités urbaines et rurales d'une même région d'appartenance. Le concept de région d'appartenance fait appel à des réalités concrètes et palpables sur le plan des sentiments, des gestes que l'on pose et des activités que l'on réalise. « *C'est la région où l'on circule et vit tous les jours* » (Gouvernement du Québec 2007). Plusieurs critères ont servi à délimiter le territoire des MRC entre autres les caractéristiques physiques et humaines, les échanges de services entre

municipalités ou la présence d'une ville importante offrant divers biens et services aux petites localités environnantes (MAMR 2008a). Son conseil est composé du maire de chacune des municipalités de son territoire et ceux-ci nomment parmi eux un préfet responsable de l'institution. Elles ont été créées en 1979 suite à l'adoption de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, mais n'ont été réellement opérationnelles qu'à partir de 1982 (Proulx 2002 : 147). Les territoires des anciennes communautés métropolitaines de Montréal et de Québec sont soustraits à ce découpage. Les MRC sont des sous-divisions des régions administratives (MAMR 2008a).

Figure 9 Le découpage territorial du Québec au 1er janvier 2008



Le Québec compte deux communautés métropolitaines : la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM) et la Communauté métropolitaine de Québec (CMQ). Elles ont été mises sur pied le 1er janvier 2001 pour assurer une plus grande cohérence dans la planification et la gestion du développement de ces régions métropolitaines. Elles ne sont pas des sous-divisions des régions administratives, elles ne prennent pas en considération les autres limites administratives. Par exemple, la CMM regroupe 82 municipalités locales, réparties sur quatorze MRC et cinq régions administratives (dont partiellement les Laurentides, Lanaudière et la Montérégie). Elle fait 4360 kilomètres carrés, dont 525 kilomètres carrés de surfaces aquatiques et 2218 kilomètres carrés de terres agricoles protégées. En 2008, elle comptait 3,6 millions d'habitants (CMM 2008). Les municipalités sur lesquelles se trouve le mont Rigaud sont situées aux portes de la CMM, mais n'en font toutefois pas partie.

3.6.3 Le palier régional

Le palier régional comprend essentiellement deux divisions soit la région administrative et la conférence régionale des élus. La première, la région administrative, a été créée afin de mettre un terme à la multiplication anarchique des découpages administratifs. Elle permet au gouvernement de se rapprocher de la population par une décentralisation de ses services administratifs et aux ministères et organismes gouvernementaux de coordonner plus efficacement leurs activités régionales. En 1966, une première division du territoire québécois en dix régions avait été approuvée. Puis, à la suite d'un moratoire de quelques mois en 1986 et d'une consultation auprès des milieux régionaux et des ministères concernés, un décret touchant la nouvelle carte des régions administratives a été adopté en décembre 1987 et a porté le nombre des régions à 16. Enfin, le 30 juillet 1997, un nouveau décret a reconnu la subdivision de la région Mauricie-Bois-Francs en deux régions administratives distinctes et autonomes soit la Mauricie et le Centre-du-Québec. Aujourd'hui, les régions administratives sont au nombre de 17 (Gouvernement du Québec 2007).

La seconde subdivision régionale, la conférence régionale des élus (CRÉ), a été instituée en vertu de la controversée Loi sur le ministère du Développement économique et régional et de la Recherche a été adoptée le 17 décembre 2003. Les CRÉ sont les interlocuteurs privilégiés du gouvernement pour les questions relatives au développement régional pour le territoire ou la communauté qu'elle représente. La CRÉ est une instance composée d'élus municipaux qui s'associent à différents représentants des secteurs socioéconomiques et des communautés autochtones afin de favoriser la concertation entre les principaux intervenants et assurer la planification du développement régional. Les CRÉ sont au nombre de 21 et leurs limites sont calquées sur celle de leur région administrative d'appartenance à l'exception de la Montérégie, la Côte-Nord et le nord du Québec dont le découpage a été adapté à certaines réalités sociogéographiques (MAMR 2008f).

3.6.4 L'organisation territoriale de la région du mont Rigaud

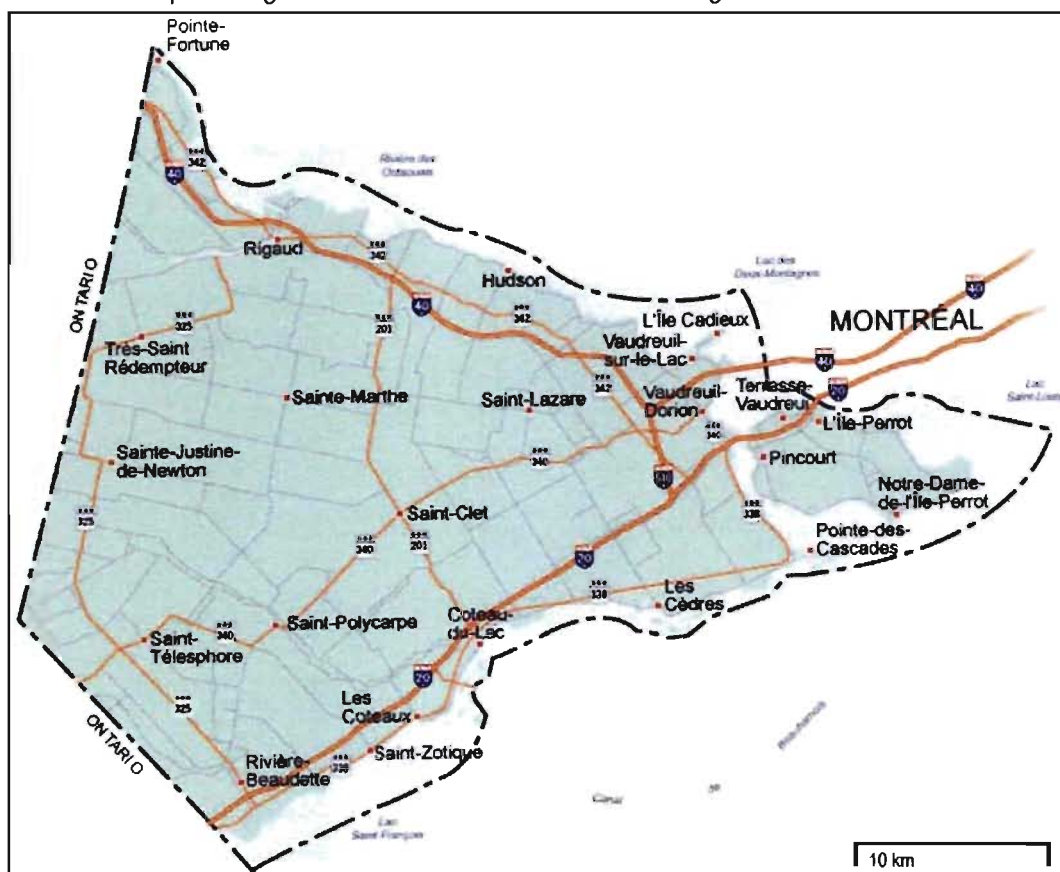
Le mont Rigaud fait partie de la région administrative de la Montérégie, située au sud et à l'ouest de l'île de Montréal. La région doit son nom aux petites collines, les montérégiennes, qui ponctuent sa plaine¹¹. C'est la seconde région administrative en importance au Québec sur le plan de la population après celle de Montréal. La Montérégie compte 1,4 million d'habitants et regroupe quatorze MRC, dont celle de Vaudreuil-Soulanges.

La MRC de Vaudreuil-Soulanges a été créée en 1982 par l'intégration des municipalités locales des deux municipalités de comté de Vaudreuil et de Soulanges. La MRC regroupe donc aujourd'hui les

¹¹ Le mont Rigaud n'est toutefois pas une montérégienne.

23 municipalités situées au confluent de la rivière Outaouais et du fleuve Saint-Laurent, à proximité des frontières ontarienne et américaine (voir carte 6).

Carte 6 La municipalité régionale de comté de Vaudreuil-Soulanges



Source : MRC Vaudreuil-Soulanges (<http://www.mrcvs.ca/102/102a.htm>)

Onze d'entre elles font partie de la Communauté métropolitaine de Montréal. Son territoire fait au total 855 kilomètres carrés. En 2006, sa population était d'un peu plus de 120 000 habitants, soit une augmentation de près de 18 % par rapport à 2001 (Statistique Canada 2006). Cette croissance est toutefois inégalement répartie sur le territoire. Le mont Rigaud est, comme nous l'avons mentionné précédemment, situé sur quatre municipalités locales de Rigaud, Sainte-Madeleine-de-Rigaud, Sainte-Marthe et Très-Saint-Rédempteur (voir carte 7).

Carte 7 L'emplacement géographique du mont Rigaud (avant la fusion municipale)



3.7 Le contexte légal québécois

Deux lois concernant l'aménagement et le développement du territoire, la Loi sur la protection du territoire agricole (Loi 90) et la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (Loi 125) sont des éléments contextuels importants ayant influencé de différentes façons l'ensemble du processus. La Loi sur la protection du territoire agricole (LPTAQ) est entrée en vigueur à la fin de l'année 1978. La Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (LAU) a créé les municipalités régionales de comté (MRC) entre 1979 et 1986. Ces dernières ont la responsabilité d'élaborer un schéma d'aménagement et de développement (SAD) à l'échelle régionale.

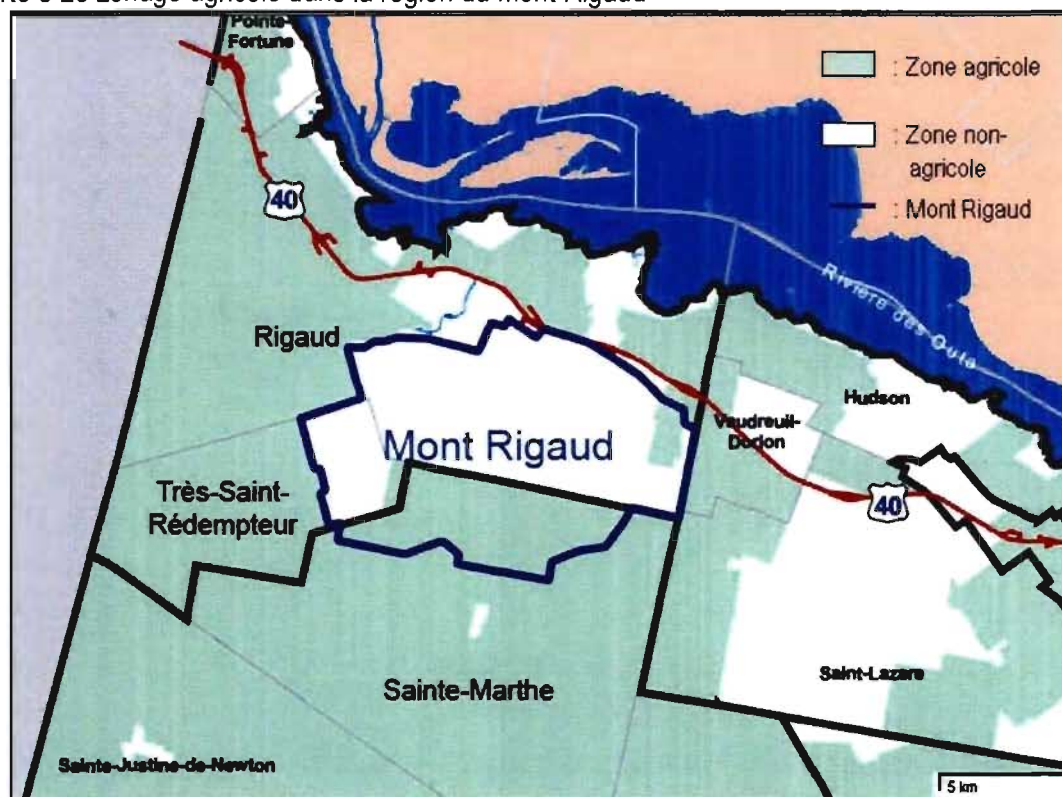
3.7.1 La Loi sur la protection du territoire agricole

La Loi sur la protection du territoire agricole (LPTAQ) fut créée suite au constat que le territoire agricole québécois déjà très restreint perdait en importance en raison de l'étalement urbain entre autres, dans la vallée du Saint-Laurent et dans la région montréalaise, et qu'il était en proie à une déstructuration due à la spéculation foncière. Le gouvernement du Québec est intervenu à la fin des années 1970 afin d'assurer sa protection. La Loi sur la protection du territoire agricole est entrée en vigueur le 9 novembre 1978 et visait la conservation des terres à des fins strictement agricoles. Une zone agricole permanente a donc été délimitée par une série de six décrets gouvernementaux. Elle couvre l'ensemble des territoires de la province situés au sud du 50^e parallèle et pouvant être mis en valeur par l'activité agricole. En 2006, la zone agricole s'étend sur plus de 63 000 kilomètres carrés,

sur le territoire de 955 municipalités situées dans les dix-sept régions administratives du Québec. Les terres faisant partie de la zone agricole se trouvent essentiellement dans le sud de la province, le long du fleuve Saint-Laurent et dans certaines régions périphériques, partout où le milieu biophysique est apte à la pratique d'activité agricole (CPTAQ 2006).

La région agricole de la MRC de Vaudreuil-Soulanges a été désignée par le tout premier décret couvrant les basses-terres du Saint-Laurent et l'Outaouais, soit celui du 9 novembre 1978. Le territoire de la MRC est touché dans une proportion de près de 76 % par la zone agricole. D'une superficie totale de 65 026 hectares, cette zone concerne dix-sept des 23 municipalités de la MRC. Grosso modo, le mont Rigaud a été découpé en deux grandes zones. Le versant nord, à Sainte-Madeleine-de-Rigaud, est essentiellement demeuré en zone blanche, ne présentant pas de potentiel agricole. Le versant sud quant à lui situé sur la municipalité de Sainte-Marthe, a entièrement été zoné agricole vu la présence d'ébalières et ainsi d'un potentiel acéricole. Sainte-Madeleine-de-Rigaud s'est ainsi retrouvé avec à peu près un quart de son territoire en zone verte, celui-ci n'étant pas situé sur la colline, tandis que Sainte-Marthe a 99,9 % de son territoire en zone agricole, seul le noyau villageois étant en zone blanche (voir carte 8).

Carte 8 Le zonage agricole dans la région du mont Rigaud



La Loi sur la protection du territoire agricole instituait également la Commission de protection du territoire agricole du Québec (CPTAQ) chargée d'administrer celle-ci et d'en surveiller l'application. La CPTAQ a donc pour mandat de rendre des décisions, de surveiller l'application de la loi, elle joue également un rôle conseil en émettant des avis à des questions relatives à la protection du territoire agricole, et finalement, elle négocie avec les municipalités et les MRC les limites de la zone agricole. Ainsi, la CPTAQ doit rendre des décisions, par exemple afin d'autoriser ou non, l'exclusion d'une parcelle de terrain de la zone agricole, suite à une demande (dézonage). En 2006, près de 80 % des demandes d'exclusion soumises à la commission provenaient des régions de la Montérégie et de Chaudière-Appalaches, soit près des grands centres urbains de la province. La commission qualifie ces demandes pour des terres agricoles de « *préoccupantes puisqu'elles se situent dans des régions où l'agriculture est diversifiée, dynamique et contribue activement à l'économie régionale* » (*idem.*).

En 1997, la loi fut modifiée et son nom fut changé pour devenir la Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles (LPTAAQ). Ces modifications appellent à un resserrement dans l'application de la loi, surtout dans les agglomérations urbaines. La loi introduit « *une réforme majeure du régime de protection du territoire et des activités agricoles, dans la perspective d'une implication accrue des instances municipales et d'une plus grande complémentarité entre le régime de protection du territoire et des activités agricoles et le régime d'aménagement prévu dans la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* » (CPTAQ 1998). La loi de 1979 sur la protection du territoire agricole avait prépondérance sur la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme. En effet, les terres faisant partie de la zone agricole devaient nécessairement être réservées aux usages agricoles, limitant ainsi les options d'aménagement des municipalités et des MRC. Les modifications apportées à la Loi sur la protection du territoire agricole en 1997 visaient entre autres une meilleure harmonisation avec la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme. Aussi, des comités consultatifs agricoles ont été mis sur pied afin de conseiller les aménagistes quant aux activités agricoles et leur cohabitation avec les autres usages de l'espace (Carrière et Tardif 2000).

Durant les premières années d'application de la LPTAQ, les critiques furent nombreuses. On s'entend généralement pour dire que les objectifs de consolidation et de protection ont été atteints (Bryant et Granjon 2007). Sur le plan de la superficie, la zone agricole s'est à peu près maintenue, par exemple, en 1998 elle était de 6 339 900 hectares (CPTAQ 1998) alors qu'en 2006 elle est de 6 305 000 hectares (CPTAQ 2007). De plus, elle a découragé la spéculation foncière, elle a consenti d'importants avantages aux producteurs en ce qui a trait aux taxes foncières, elle a mis un frein au développement à saut-mouton et elle a permis un accroissement de la production agricole (Tardif 2003).

Toutefois, la Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles n'a pas que des aspects positifs. Des 6,3 millions d'hectares zonés agricoles, 2,6 millions seulement sont classés comme de bons sols agricoles, c'est-à-dire que « 60 % de la zone agricole est impropre à l'agriculture » (*idem.*). Cette contrainte imposée à la mise en valeur de ces terres constitue un obstacle important au développement d'activités économiques et /ou résidentielles dans ces espaces. Les administrations municipales aussi considèrent que la Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles constitue une importante contrainte à leur développement. En effet, Dugas (2007) a interrogé plusieurs administrations municipales dont le territoire est soumis à un zonage agricole. Plusieurs inconvénients ont été soulignés par les municipalités dont la petitesse des périmètres d'urbanisation, l'augmentation du prix des terres à construire due à leur rareté, une sous-utilisation des ressources et des potentiels de développement des localités, une contribution au vieillissement de la population ainsi qu'au dépeuplement, une nuisance au développement d'entreprises et à leur expansion, et une entrave au développement de l'agriculture notamment au niveau de la relève et de la diversification des activités en empêchant le morcellement de terres.

Sans remettre en question la pertinence de la Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles, plusieurs auteurs soulignent l'importance de revoir l'approche et la façon de l'appliquer (p. ex. Tardif 2003; Dugas 2007; Vachon 2008). Comme le souligne Vachon (2008), 5000 à 6000 hectares de terres zonées agricoles font chaque année l'objet de dérogation. Selon lui, la persistance d'un modèle de développement résidentiel fondé sur la maison unifamiliale détachée, grande consommatrice d'espace, est le principal facteur expliquant ces dérogations. Il soutient que la CPTAQ devrait plutôt gérer la loi dans une « *perspective de densification des "zones blanches", voire de "verticalisation" de leur développement* » (*idem.* : 7). Il signale également que dans les communautés rurales des régions périphériques et intermédiaires désertées par l'agriculture et aux prises avec de déclin et dévitalisation, l'application rigoureuse de la loi entraîne des obstacles majeurs à la diversification économique. À l'instar de la Commission sur l'avenir de l'agriculture et l'agroalimentaire québécois (CAAAQ) (2008), il croit qu'une ouverture à la polyvalence et à la cohabitation des fonctions, à certaines conditions, pourrait assurer la pérennité de certaines communautés. Finalement, Tardif (2003) note qu'avec les années, une certaine distorsion s'est opérée dans la mission de la CPTAQ. « *Elle a pris l'allure tantôt d'une commission d'aménagement et d'urbanisme sans les outils nécessaires, tantôt d'une commission d'environnement. Considérant les critères sur lesquels elle se base pour rendre ses décisions, elle relèverait du ministère des Affaires municipales ou de celui de l'Environnement que ça ne changerait pas grand-chose* » (*idem.* : 7).

3.7.2 La Loi sur l'aménagement et l'urbanisme

Le Québec s'est doté en 1978 d'un système de planification territoriale devant permettre à différents acteurs (gouvernement, municipalités régionales de comté et municipalités locales) de collaborer et d'adopter une approche cohérente du développement du territoire. La Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (LAU) identifie et définit deux outils de planification territoriale, le schéma aménagement et de développement (SAD) et le plan d'urbanisme (PU) dont les MRC et municipalités sont respectivement responsables.

3.8 Les outils de l'aménagement au Québec

3.8.1 Le schéma d'aménagement et de développement

La responsabilité première confiée aux MRC fut celle d'élaborer un schéma d'aménagement. Le schéma d'aménagement et de développement (SAD) est un document de planification du territoire pour l'ensemble des ressources à l'échelle supralocale. Il constitue un outil de connaissances, accessible aux élus et aux citoyens, informant sur les problèmes particuliers et les principales caractéristiques socioéconomiques et physiques du territoire d'une MRC ou d'une communauté métropolitaine. Il est un instrument de concertation reflétant les discussions et les ententes entre les municipalités, la MRC ou la communauté métropolitaine et le gouvernement. Il constitue un moyen de mise en œuvre recensant les échéanciers, les partenaires et les diverses modalités de réalisation des projets privilégiés sur le plan régional (MAMR 2008b). Il est finalement un outil d'aide à la décision et son contenu est défini par la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme.

3.8.2 Le plan d'urbanisme

Les municipalités locales ont la responsabilité de mettre en œuvre les SAD par le biais de leur plan d'urbanisme (PU). Le PU est le document de planification qui établit les lignes directrices de l'organisation spatiale et physique d'une municipalité tout en présentant une vision d'ensemble de l'aménagement de son territoire. Les plans d'urbanisme contiennent obligatoirement les grandes orientations d'aménagement du territoire de la municipalité, les grandes affectations du sol et les densités de son occupation ainsi que les détails relatifs aux réseaux de transport (MAMR 2008c).

Le plan d'urbanisme est donc le pendant à l'échelle locale du schéma d'aménagement. Le plan d'urbanisme doit être élaboré en concordance avec les règlements du SAD. Il doit être au moins aussi restrictif que ce dernier. Ainsi, si le SAD d'une MRC établit une densité maximale pour le développement domiciliaire, par exemple de dix maisons à l'hectare, la municipalité doit adopter cette même densité, sinon être plus contraignante, par exemple de huit maisons à l'hectare.

3.8.2.1 Le comité consultatif d'urbanisme

Le comité consultatif d'urbanisme (CCU) est un groupe de travail mandaté par le conseil municipal pour donner des avis sur les demandes qui lui sont soumises en matière d'urbanisme et d'aménagement du territoire. Il est composé d'au moins un membre du conseil municipal et de résidents de la municipalité choisis par le conseil pour guider, orienter et soutenir son action en matière d'urbanisme. « *Bien que la loi n'établisse aucun autre critère légal pour guider le conseil quant à la nomination des membres du CCU, il serait sans doute contestable, autant sur le plan politique que sur les plans éthique et juridique, qu'un CCU puisse éventuellement n'être composé que d'élus* » (MAMR 2008d). Les recommandations et les avis du CCU permettent au CM de bénéficier de l'expérience d'élus et de citoyens qui eux, peuvent ainsi faire valoir des préoccupations spécifiques relatives à l'aménagement de leur territoire. Les élus et les citoyens peuvent également apporter une expertise ou refléter les intérêts particuliers de regroupements concernés par exemple par le développement commercial, la protection de l'environnement ou la conservation du patrimoine. Bien que le CCU n'ait aucun pouvoir décisionnel, il a un rôle à jouer dans la planification et l'administration municipale. En effet, le législateur prévoit que le conseil municipal doit avoir obtenu l'avis du CCU avant d'aller de l'avant avec des dérogations mineures, un plan d'aménagement d'ensemble (PAE), un plan d'implantation et d'intégration architecturale (PIIA) ou encore une demande d'autorisation d'un usage conditionnel ou d'un projet particulier de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (*idem.*).

3.8.3 La participation publique

La Loi sur l'aménagement et l'urbanisme a rendu les processus de consultation publique obligatoires pour certains types de travaux tant au niveau de la MRC qu'au niveau municipal. Le ministère des Affaires municipales et des Régions (MAMR)¹² est responsable, au nom du gouvernement, de l'application de la LAU. Le processus de consultation conduit par le MAMR invite les ministères et organismes participant à la révision des SAD à se prononcer sur les documents émis par les MRC. Une fois les commentaires émis sous forme de rapport ou de lettre, le MAMR vérifie et homogénéise le contenu de l'ensemble des documents reçus. Au final, le MAMR rédige un avis gouvernemental s'inscrivant dans l'esprit de la LAU (MAMR 2007).

La LAU ouvre également la consultation aux citoyens. Comme nous l'avons vu, ceux-ci peuvent jouer un rôle dans la vie municipale, par exemple à travers les comités consultatifs d'urbanisme, les consultations publiques ou les nombreux groupes d'intérêt et organismes communautaires. Les

¹² Aujourd'hui appelé le ministère des Affaires municipales, Régions et l'Occupation du territoire.

dispositifs de la LAU, prévoyant l'approbation préalable de certains règlements par les habitants touchés, imposent aux municipalités une participation citoyenne au processus décisionnel.

La participation publique se rapporte aux processus d'information, de consultation et de participation publique décisionnelle. L'information réfère aux renseignements et documents que l'administration fournit aux citoyens afin qu'ils puissent prendre connaissance des propositions sur lesquelles le conseil se penche. Elle se fait par la mise en disponibilité de documents et par la tenue de séance d'information. La consultation est la démarche qui permet aux citoyens, à titre personnel ou au nom d'un groupe ou d'un organisme, de poser des questions et d'exprimer des préoccupations, des attentes, des opinions ou formuler des commentaires sur les propositions que le conseil est en train d'examiner. La participation publique décisionnelle est, quant à elle, le recours qui permet aux citoyens d'accepter ou non les propositions de modification de certains règlements de zonage et de lotissement. Enfin, il y a la possibilité pour les citoyens de représenter le public dans certains comités consultatifs institués par les instances municipales (MAMR 2008e).

3.8.4 Le référendum décisionnel en urbanisme

Certains règlements municipaux, par exemple, relatifs au zonage ou au lotissement, après leur adoption, peuvent être soumis à l'approbation des personnes habilitées à voter. Ainsi, les citoyens ont le droit de se prononcer, dans le cadre d'un processus référendaire sur l'avenir de leur communauté locale. Cette procédure permet ainsi aux citoyens, au-delà des séances publiques d'information et de consultation, de participer au processus décisionnel. Le MAMR (*idem.*) définit le référendum décisionnel en urbanisme comme « *un recours légal qui permet aux citoyens d'accepter ou non les propositions de modification de certains objets des règlements de zonage et de lotissement...* ». Le processus est divisé de trois étapes :

- 1) la demande de participation à un référendum (sous forme de pétition par plus ou moins douze personnes habiles à voter) visant à mettre en œuvre un processus référendaire;
- 2) la tenue d'un registre (période d'enregistrement pour demander le scrutin référendaire) ;
- 3) le scrutin référendaire.

Si le nombre de personnes signant le registre est suffisant, soit 10 % de l'ensemble des personnes inscrites sur la liste référendaire, l'administration municipale dispose alors de trois options, soit elle soumet le projet à un référendum local dont le résultat liera le conseil municipal, soit elle modifie le projet afin de le rendre plus acceptable pour les citoyens et le soumet à nouveau à la consultation publique, soit elle le retire tout simplement. Si le nombre de personnes ayant signé le registre est insuffisant, le règlement est approuvé (*idem.*).

3.9 Les avant-projets

3.9.1 L'avant-projet d'aménagement du domaine du Mas Dieu, France

En 1989, le domaine du Mas Dieu est retenu par le District de Montpellier pour répondre au problème des déchets de Montpellier. On veut y implanter un centre de tri, une décharge et un incinérateur. Les populations locales contestent le projet. Les associations locales et régionales entreprennent de nombreuses actions notamment des séances d'information, des pétitions, des lettres ouvertes, des manifestations¹³ et des visites de décharges. Les élus des trois communes sur lesquelles se trouve le site, Montarnaud, Murviel-lès-Montpellier et Saint-Paul-et-Valmalle, ainsi que des communes limitrophes, entre autres celle de Saint-Georges-d'Orques, regroupées sous l'Association de défense du Mas Dieu¹⁴, organisent une contre-attaque. Elles demandent des expertises, rencontrent des membres du ministère de l'Environnement et proposent le premier projet alternatif à la décharge soit la création d'un espace sport-santé nommé Innopôle (Midi Libre 1990). Tous s'inquiètent de la pollution que générera le site d'enfouissement, plus particulièrement, au niveau du sol et de la nappe phréatique.

Le débat s'amorce pendant que de son côté, le District de Montpellier tente de se faire rassurant et engage une procédure afin d'obtenir une déclaration d'utilité publique (DUP). Les experts du District assurent qu'il n'y a pas d'eau sous le Mas Dieu et que la présence de marnes rend la pollution impossible. L'avis d'experts est alors demandé par les communes. Le District de Montpellier met d'abord en doute l'objectivité, puis la compétence des experts qui se prononcent. Toutefois, après quatre expertises affirmant qu'il y a de l'eau sous le Mas Dieu et le site n'est pas étanche, et que conséquemment il y a d'importants risques de pollution le District cesse ses argumentations. Le maire de Montarnaud annonce qu'il refusera de signer l'enquête d'utilité publique et évoque un argument précédemment utilisé par le maire de Lattes, une commune à proximité de Montpellier : « *jamais le district de Montpellier n'a délibéré pour étendre ses compétences au traitement des ordures* » (Midi Libre 1990a). Légalement donc, le District de Montpellier n'aurait pas la compétence et ainsi, son enquête d'utilité publique ne serait pas valable. Les commissaires enquêtant sur l'utilité publique n'en viennent étonnamment à aucune conclusion, favorable ou non à l'opération (M. J.-L. 1990). Le District de Montpellier décide de demander l'avis de la population par voie de référendum. Les communes concernées crient à l'injustice, les questions du référendum sont selon elles

¹³ La plus remarquable est sans doute le déversement de tonnes de détritus sur la place de la Comédie, espace public, commercial et touristique, au cœur de Montpellier.

¹⁴ Ces quatre communes sont celles qui ont entrepris la très grande majorité des actions et qui, par la suite, s'engageront financièrement, mais il faut tout de même souligner le rôle d'autres communes, notamment celle de Pignan, qui ont appuyé et travaillé avec les quatre principales communes pour contrer ce projet.

biaisées¹⁵. Certaines communes boycottent tout simplement le référendum, affirmant qu'elles ne veulent pas choisir entre deux mauvaises solutions d'emplacements. C'est finalement le Conseil d'État qui, en septembre 1990, clôt le débat entre Montpellier et les quatre communes en donnant raison au maire de Montarnaud et en déclarant le District de Montpellier incompétent pour le stockage et le traitement des ordures.

Une certaine période d'accalmie marque la décennie 1990 au Mas Dieu bien que différents projets aient été proposés. En effet, en 1993, la société américaine Taxi Way fait une offre d'achat pour le Mas Dieu pour y implanter un village aérodrome. La présence de lignes à haute tension fera avorter le projet. En janvier 1998, le Midi-Libre rapporte le projet du maire de Murviel-lès-Montpellier, la création d'un parc à thème nommé *Univers tropical* sur lequel ce dernier travaille depuis quatre ans.

En 1998, le groupe Vivendi, spécialisé dans la gestion des ordures, signe une promesse de vente du domaine du Mas Dieu valide jusqu'au 31 décembre 2000 avec le propriétaire. Le groupe a l'intention d'y créer une décharge et un centre de traitement des déchets¹⁶. Une association, le Collectif de défense de l'environnement, est créée le 8 juin 2000 et regroupe des associations communales de défense de l'environnement soit l'Association de préservation de l'environnement et du patrimoine (APEP) de Murviel-lès-Montpellier, l'Association de protection et de sauvegarde du patrimoine végétal (APSPV) de Saint-Georges-d'Orques et Environnement Montarnéen. En quelques mois, ce collectif distribue des tracts, organise quatre réunions d'information, recueille une pétition de près de 4500 noms et organise, à deux semaines de l'échéance de promesse de vente, une manifestation à la préfecture qui regroupe quelque 500 défenseurs du Mas Dieu.

Parallèlement, les élus des communes de Montarnaud, Murviel-lès-Montpellier, Saint-Paul-et-Valmalle et Saint-Georges-d'Orques signent une convention avec la SAFER¹⁷ et la mandatent d'une étude sur l'aménagement global du Mas Dieu qui devrait servir de base à une préemption en cas d'achat par Vivendi, sinon de base de travail pour l'aménagement du site. Finalement, Vivendi se retire et la SAFER rachète le domaine.

¹⁵ La première concerne le procédé (tri sélectif ou incinération), l'autre le site (l'actuelle décharge du Thôt ou le Mas Dieu).

¹⁶ Certaines informations ont circulé selon lesquelles il n'y avait pas eu véritablement de promesse de vente signée entre le propriétaire du Mas Dieu, M. Poujol, et Vivendi. Amélie Genge (2003: 43) affirme « [O]n sait aujourd'hui que la promesse de vente au groupe Vivendi n'a pas été signée ».

¹⁷ Ladite convention fut signée le 31 août 2000, mais la population en est informée le 9 novembre 2000 au cours une réunion organisée en réaction à l'annonce du rachat du Mas Dieu par Vivendi (Charcellay 2000).

3.9.2 La création d'une aire protégée sur le mont Rigaud, Québec

Au cours des années 1970, le gouvernement du Québec lance l'idée d'un projet de parc provincial sur le mont Rigaud, à l'image du parc du mont Saint-Bruno sur la rive sud de Montréal qui lui sera créé en 1984. On procède alors à la création d'une réserve foncière pour une durée de deux ans, gelant ainsi à peu près tout projet sur le territoire de la colline. Pendant ces deux années, le gouvernement cherche à établir l'intérêt écologique du territoire et ainsi déterminer si la création d'un parc est justifiée. Le territoire à l'étude couvre presque la totalité du mont Rigaud, déborde vers le sud sur les terres agricoles et se prolonge en appendice vers le nord le long de la rivière à la Raquette jusqu'au bord du lac des Deux Montagnes pour une superficie totale de 48 kilomètres carrés.

L'étude du ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche, *Projet de parc du mont Rigaud*, est déposée en mars 1981, et démontre effectivement l'intérêt écologique de la colline. On y souligne entre autres, la présence de phénomènes géologiques particuliers pour la région, voire rares, tels que « *des falaises escarpées, des crêtes rocheuses arrondies, des dépôts de pierres complètement délavés de particules fines et exempts de végétation, de même que des dépôts de plages marines comportant des sables fossilifères* » (MLCP 1981 : iii). On signale également sa très grande diversité végétale avec la présence de 44 groupements végétaux et une flore comptant plus de 750 taxons dont certains sont très rares au Québec notamment une fougère (le *Dryopteris fragrans remotiuscula*) et une orchidée (le *Cypripedium reginae*). L'étude indique par ailleurs l'importance du potentiel faunique. En effet, c'est sur le versant sud du mont Rigaud qu'on retrouve l'unique ravin de cerf de Virginie de la presqu'île de Vaudreuil-Soulanges, des colonies de castors, l'une des rares populations d'écureuils noirs au Québec ainsi que 227 espèces d'oiseaux recensés¹⁸. Finalement, l'étude signale l'important potentiel récréotouristique du mont Rigaud. Les limites du territoire retenu ont toutefois été redessinées pour exclure l'appendice se prolongeant jusqu'au lac des Deux Montagnes. Suite à l'étude, le territoire suggéré pour la création d'un parc sur le mont Rigaud était de 35 kilomètres carrés.

Le début des années 1980 est toutefois marqué par un ralentissement économique qui perdure toute la première moitié de la décennie. C'est aussi le début d'une ère néolibérale. On parle de plus en plus du rôle du secteur privé, la pression de la concurrence internationale et la crise budgétaire. On insiste sur la nécessité d'assainir les dépenses publiques (Canet 2007). C'est dans cette perspective qu'en 1986, le ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche a décrété un moratoire sur la création de nouveaux parcs dans le sud du Québec. L'argument le plus souvent invoqué pour justifier ce

¹⁸ On dénombre aujourd'hui 243 espèces d'oiseaux sur le mont Rigaud (Municipalité de Rigaud 2007). Le 13 octobre 1998, le conseil municipal de Rigaud adoptait à l'unanimité la résolution déclarant la municipalité capitale ornithologique du Québec (Gagnon 1998).

moratoire est le manque de budget pour aménager ces espaces et pour les rendre accessibles au public (Zinger 1991).

À la suite du moratoire du MLPC sur la création de parc, des initiatives sont entreprises par des résidents de la région, mais de manière désorganisée, afin de garder vivant le projet de parc du mont Rigaud. Par exemple en avril 1987, un journaliste intitule un article *Y a-t-il des aires de protection sur la montagne?* (D'Aoust 1987) afin d'attirer l'attention de la population sur le fait que le mont Rigaud est un espace appartenant à différents propriétaires privés et qu'il ne bénéficie d'aucune protection. Pendant deux ans, le même journaliste signe différents textes concernant différents enjeux relatifs au mont Rigaud, par exemple la chasse (D'Aoust 1988), le rachat d'une importante partie de la colline par un promoteur immobilier (D'Aoust 1987a), la biodiversité (D'Aoust 1988a) et la géologie (D'Aoust 1988b). Des initiatives seront entreprises par d'autres individus et groupes, comme cette lettre ouverte intitulée « *Lettre au ministre de l'Environnement; M. Lincoln, sauvez la montagne de Rigaud!* », écrite par un résident de Rigaud (Coupal 1987) au nom d'un regroupement de citoyens. Ce n'est qu'en 1989 que débute véritablement le projet de création d'une aire protégée sur le mont Rigaud qui fait l'objet de notre attention dans le cadre de cette thèse.

3.10 La comparaison

Certains rapprochements, mais aussi plusieurs distinctions peuvent être faits par rapport au découpage et à l'aménagement du territoire en France et au Québec. Le tableau I résume cette comparaison.

3.10.1 L'organisation du territoire

D'abord, en ce qui concerne le découpage territorial, on note certaines ressemblances dans l'organisation du territoire. Les municipalités et les communes jouent des rôles semblables dans la gestion publique. Toutefois, la France se caractérise par un très grand nombre de divisions communales, alors que pour le Québec, le nombre de ces divisions est plus réduit. À titre comparatif, en 2008, la France comptait 59 communes par 100 000 habitants¹⁹, alors que cette proportion pour le Québec n'atteignait que 14,4 (voir tableau 2).

¹⁹ En 1990, ce ratio était le plus élevé d'Europe (Proulx 2002).

Tableau I La comparaison des éléments contextuels

	France	Québec
Les divisions territoriales	Nombre élevé de divisions communales	Divisions municipales beaucoup moins nombreuses et tendance à la diminution due aux fusions
	Départements et régions sont financés par le gouvernement central et ne dépendent pas des communes de leur territoire	Région : division administrative et non une collectivité territoriale. Les CRÉ n'existaient pas au moment du projet
	Certaine indépendance des différents paliers entre eux	Beaucoup de pouvoir entre les mains des élus municipaux : MRC et CRÉ
La coopération intercommunale	Très développée, très souple. Peut inclure des acteurs autres que les collectivités territoriales; complexe	Les ententes intermunicipales; exclusives aux municipalités; formes limitées, mais ayant l'avantage d'être simple
Les outils de l'aménagement	Les documents de l'aménagement sont semblables	
	Enquête publique est menée par un tiers	Commission consultative est formée des membres du conseil qui sont désignés par celui-ci
		Référendum décisionnel en urbanisme
La question agricole	SAFER : Rôle élargi, détient certains pouvoirs légaux notamment de préemption	Loi sur la protection du territoire agricole régie par CPTAQ
Le zonage environnemental	ZNIEFF	Aucun

Tableau II Le découpage municipal en France et au Québec (2008)

	France			Québec	
	Nombre	Par 100 000 hab.		Nombre	Par 100 000 hab.
Communes	36 681	59,1	Municipalités	1115	14,4

En raison de la nature de ses compétences et du nombre de municipalités qu'elle regroupe, la MRC se rapproche davantage de la CC ou de la CA que du département. Les CC et les CA sont toutefois des regroupements volontaires alors que les MRC sont des regroupements obligatoires. Une autre distinction concerne le pouvoir de taxation. Les CC et les CA sont des organismes à fiscalité propre tandis que les MRC sont financées par les municipalités membres. Toutes deux sont gérées par les élus des municipalités membres.

Les régions du Québec ne correspondent pas non plus aux départements ou aux régions françaises. En France, ces deux entités sont des collectivités territoriales alors qu'au Québec, la région est une division territoriale à l'échelle de laquelle certains ministères et organismes offrent des services (p. ex., le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec (MAPAQ) a des divisions régionales pour la plupart des régions administratives de la province). Ce sont les CRÉ qui constituent les entités politico-administratives chargées des questions de développement à l'échelle régionale. Toutefois, le conseil d'une CRÉ est majoritairement composé d'élus municipaux et des préfets des MRC contrairement au Conseil général et au Conseil régional dont les administrateurs sont élus au suffrage universel.

3.10.2 La coopération intercommunale

La coopération intercommunale est plus développée en France qu'elle ne l'est au Québec. Au Québec, on trouve des regroupements obligatoires et permanents de municipalités, les MRC. À partir de 1988, la loi 88 a permis aux MRC d'acquérir des compétences à l'égard des municipalités locales, avec droit de retrait de celles-ci, pour la fourniture de différents services (MAMR 2007). Les municipalités peuvent également s'associer grâce à des ententes intermunicipales, pour mettre en commun des biens et des services, ainsi que pour réaliser des travaux. Toutefois, les formes que peuvent prendre ces ententes intermunicipales sont limitées à trois (la fourniture de service, la délégation de compétence et la création d'une régie intermunicipale). Les ententes intermunicipales ne permettent pas d'inclure des acteurs autres que les municipalités. En France, plusieurs types d'associations intercommunales formelles sont possibles. Une commune peut faire partie d'aucune ou de plusieurs structures coopératives. Certaines structures permettent la participation d'acteurs autres que les collectivités territoriales. L'absence de certaines formes de structure formelle n'empêche toutefois pas les ententes informelles entre les municipalités et/ou d'autres acteurs.

3.10.3 Les outils de l'aménagement et les zonages

Les outils de l'aménagement du territoire de la France et du Québec sont assez semblables. Les municipalités sont responsables d'un plan d'urbanisme qui doit être conforme à un schéma supralocal. Les principales distinctions concernent la procédure de consultation publique. En France, l'enquête publique est menée par un commissaire-enquêteur. Au Québec, c'est la municipalité et la MRC qui mènent les consultations pour les documents qu'elles ont elles-mêmes produits. Bien que les conclusions du commissaire-enquêteur ne lient pas la collectivité territoriale, à notre avis, le processus de consultation gagne en crédibilité par l'intervention d'un tiers indépendant.

Le contexte entourant la gestion du territoire agricole au Québec et en France est fort différent. Le Québec dispose d'une Loi sur la protection du territoire agricole qui, si elle avait existé en France, aurait probablement prévenu les projets de décharge et tout autre projet de nature non agricole au Mas Dieu. En effet, la LPTAQ vise à assurer, grâce à un zonage, une utilisation agricole aux terres qui en ont le potentiel. Certaines modifications de zonage sont possibles et c'est la CPTAQ qui autorise ou non les inclusions et exclusions de la zone agricole ainsi que les demandes de dérogations de toute sorte (p. ex. pour construire une maison sur une terre) à ceux qui en font la demande.

Toutefois, la Loi sur la protection du territoire agricole, si elle avait existé en France, n'aurait fort probablement pas autorisé la mise en place du projet au Mas Dieu. D'abord parce que certains volets du projet ne sont pas de nature agricole. Ensuite, la CPTAQ ne permet habituellement pas la fragmentation des terres agricoles (surtout pas en aussi petites parcelles!). Le législateur a effectivement placé « *des obstacles au morcellement des terres* » (CAAAQ 2008 : 205). Ainsi, « (...) la CPTAQ accueille avec prudence les demandes formulées par les porteurs de projets d'une agriculture différente qui, généralement, n'a pas fait ses preuves et dont la réalisation nécessite parfois un certain morcellement d'une terre agricole existante » (*idem.* 206). De plus, une personne rencontrée en entrevue nous soulignait les difficultés rencontrées pour procéder à la vente d'une terre agricole d'une superficie importante (entrevue ex-maire de Sainte-Marthe 2008). On peut donc se demander si la LPTAQ ne génère pas des contraintes suffisamment importantes pour les propriétaires et leurs terres que les premiers en viennent à souhaiter un dézonage. Ainsi, si la LPTAQ peut d'une certaine façon favoriser le maintien de l'utilisation agricole des territoires, elle contribue également une certaine inertie.

La France, quant à elle, mise sur d'autres types de mécanismes afin de privilégier une utilisation agricole des terres. La SAFER notamment, grâce à son droit de préemption, peut soustraire un espace agricole d'un projet non agricole si un producteur ou une collectivité territoriale en fait la demande. Ceci permet de prioriser l'agriculture sans toutefois contraindre l'usage agricole comme c'est le cas au Québec.

La SAFER joue également un rôle dans l'aménagement du foncier rural. Ses compétences et sa mission élargie par les récentes lois amènent aujourd'hui la Société à prendre en compte les besoins des autres acteurs. Les lois, les outils et les règlements entourant la gestion agricole adoptés en France jouent davantage un rôle d'accompagnement des agriculteurs et des collectivités territoriales tandis qu'au Québec, la CPTAQ a le mandat d'appliquer une loi. Il apparaît de plus en plus manifeste que la Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles, bien que réformée en 1997, est plus ou moins inadaptée dans certaines situations et impose d'importantes contraintes au développement

des communautés locales. Le gouvernement du Québec gagnerait à revoir le rôle et les outils pour la protection du territoire agricole. Il apparaît essentiel de maintenir une certaine réglementation et conséquemment des outils législatifs d'intervention, surtout en périphérie des grandes agglomérations où l'on trouve les meilleures terres agricoles du Québec et où la pression urbaine est la plus forte. Dans le contexte périurbain tout particulièrement, la Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles apparaît pertinente, mais doit trouver le moyen de relever les nouveaux défis qui se posent à elle et éviter de constituer un obstacle au développement des communautés.

La France de son côté gagnerait sans doute à trouver un moyen d'assurer une certaine protection des terres agricoles en milieu périurbain qui accuse un incessant recul pour faire place à l'urbanisation, au mitage et aux infrastructures. Kayser (1993 : 10) mentionne que cette « *propension des schémas directeurs d'aménagement et d'urbanisme (SDAU), ou de ce qui en tient lieu, à asservir cet espace [ouvert] aux besoins de la grande ville, y compris en y ménageant des zones vertes et de loisir, repousse toujours plus loin les exploitations* ». Ainsi, une certaine protection, mais pas à l'image de la Loi sur la protection du territoire agricole du Québec qui comporte des aspects négatifs importants et peut-être davantage inspirée du Greenbelt londonien ou de la Ceinture de verdure d'Ottawa contribuerait à la protection des espaces périurbains français.

Tardif (2003) souligne que de plus en plus souvent les arguments énoncés par la CPTAQ dans ses décisions relèvent davantage d'un souci de protection de l'environnement ou de l'aménagement et de l'urbanisme. Cet élargissement spontané du rôle de la CPTAQ peut à notre avis être considéré comme étant symptomatique d'une carence et/ou d'une absence de recours dans d'autres domaines. Ces nouveaux rôles pourraient être confirmés par le législateur comme ce fut le cas pour la SAFER dont le mandat a été élargi à la fin des années 1990 à l'aménagement du foncier rural. Ceci permettrait de doter la CPTAQ de nouveaux outils d'intervention, plus souples et plus adaptés. La CPTAQ gagnerait également à élargir sa conception de l'activité agricole aux activités qui n'entrent pas nécessairement dans un modèle productiviste tel que promu pendant plusieurs années et qui favoriserait notamment le maintien d'un milieu rural habité, des activités économiques et un paysage agricole.

Les cadres contextuels touchant la reconnaissance de l'intérêt écologique entre le Québec et la France sont complètement différents. Au Québec, la reconnaissance écologique d'un site se fait presque exclusivement grâce à des désignations légales, c'est-à-dire par la mise en place de réserves, publiques ou privées, ou de parcs. Ces désignations impliquent que certaines activités sont autorisées sur le site et d'autres pas. Par exemple, sur une réserve faunique, on pratique la chasse, la pêche et même des coupes forestières alors que dans un parc, ces activités sont interdites. Il existe également quelques réserves privées comme c'est le cas de la réserve Gault au mont Saint-

Hilaire qui appartient à l'université McGill. À notre connaissance, il n'existe au Québec aucun inventaire des sites écologiques d'intérêts (comparable à celui de la France) qui doit être pris en considération dans la production de plans d'aménagement. Ce type de désignation conférerait une reconnaissance à certains espaces et pourrait aider les collectivités locales à faire certains choix dans leur élaboration de documents d'aménagement et à justifier ces zonages.

3.11 Les éléments de synthèse

Le présent chapitre poursuivait essentiellement deux objectifs. D'abord, nous voulions rendre compte des cadres généraux dans lesquels s'inscrivent les projets de développement territorial sur lesquels nous nous penchons plus spécifiquement dans le prochain chapitre. Nous avons d'abord vu que le territoire français est divisé et subdivisé encore et que chacune des entités possède des compétences particulières. Ces entités sont, de la plus petite à la plus grande, la commune, le canton, l'arrondissement, le département puis la région. Nous avons également survolé différents types d'organisations intercommunales qui permettent aux communes d'assurer ensemble la prestation de certains services et de se pencher sur différentes questions de développement territorial qu'elles ont en commun. Nous avons par la suite parcouru les principaux outils de l'aménagement en France soit le schéma de cohérence territoriale, le plan local d'urbanisme et l'enquête publique. Nous avons également résumé les missions et les droits des Sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural.

Un compte rendu semblable a été fait pour le Québec. Nous avons ainsi vu que l'organisation territoriale québécoise s'était grandement modifiée au fil du temps, notamment au cours des trente dernières années. Nous avons donc survolé son évolution depuis la fin des années 1970 jusqu'à aujourd'hui. Nous avons vu que l'organisation territoriale s'articule selon trois paliers : le palier local avec les arrondissements, les municipalités locales et les agglomérations; le palier supralocal avec les municipalités régionales de comté et les communautés métropolitaines; puis, le palier régional avec les régions administratives et les conférences régionales des élus. Nous avons par la suite rapidement exposé deux lois encadrant l'aménagement et le développement territorial québécois : la Loi sur la protection du territoire agricole devenue la Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles et la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme. Nous avons finalement vu les principaux outils de l'aménagement au Québec soit le schéma d'aménagement et de développement, le plan d'urbanisme, le comité consultatif d'urbanisme, la participation publique puis le référendum décisionnel en urbanisme.

Nous pouvons déjà à ce stade apprécier, en partie du moins, l'importance des éléments contextuels dans la mise en place d'un projet de développement en milieu périurbain. Ceux-ci abondent en

contraintes et en procédures régulant le jeu des acteurs. Ils contiennent également plusieurs ressources et outils pouvant être utilisés par les acteurs afin d'atteindre les objectifs qu'ils se sont fixés. Les éléments contextuels, notamment les lois, règlements et procédures sont complexes et le fait de les connaître et de les maîtriser peut constituer pour un acteur un avantage important. Le Québec gagnerait à s'inspirer du rôle des SAFER et à reconnaître d'autres compétences à la CPTAQ par exemple pour l'aménagement du foncier rural, sans nécessairement mettre de côté la législation concernant à tout le moins une partie du territoire agricole notamment dans la zone périurbaine de Montréal où les pressions sont fortes et les terres agricoles d'une qualité rare. Le Québec aurait également avantage à ce qu'un tiers soit mandaté de la consultation publique en matière d'aménagement du territoire. L'actuelle procédure octroyant à la même entité le statut de producteur (p. ex. du SAD) et de juge apparaît plus ou moins crédible. Finalement, le Québec devrait procéder au recensement des espaces écologiquement riches ce qui aiderait les collectivités territoriales à orienter leur choix notamment en matière de zonage.

Le second objectif était de présenter certains éléments plus propres aux territoires étudiés. Nous nous sommes d'abord penchés sur des événements ayant précédé le projet d'aménagement global du domaine du Mas Dieu. Nous avons donc vu qu'une double menace de mise en place d'une décharge a amené différents acteurs à s'interroger sur l'avenir de ce bout de terrain, mais aussi à entreprendre différentes actions afin de l'y soustraire. Nous nous sommes ensuite intéressés aux différentes initiatives pour protéger le mont Rigaud. Nous avons vu que le projet avorté du gouvernement du Québec de faire de la colline un parc provincial ainsi que l'adoption du SAD sans protection pour le mont Rigaud et l'acquisition par Ma Baie de terrains, ont conduit des résidents de la région à entreprendre des actions et porter leur propre projet afin de protéger et mettre en valeur cet espace.

Ce chapitre précise donc les cadres dans lesquels se situent les études de cas. Il permettra une meilleure compréhension du déroulement de chacune d'elles. Différentes actions entreprises par les acteurs s'inscrivent dans un certain détail procédural qu'il nous semblait pertinent de présenter pour que le lecteur puisse comprendre, mais également apprécier la logique de pensée et d'action des différents acteurs.

Les premières informations concernant les études de cas permettent d'ores et déjà de voir que certaines procédures formelles, que ce soit une déclaration d'utilité publique pour installer une décharge ou encore la création d'une réserve foncière pour mettre en place un parc, sont complexifiées par la présence d'une diversité d'acteurs poursuivant des intérêts différents, voire divergents.

Chapitre 4 Les études de cas : l'aménagement du domaine du Mas Dieu et la mise en place d'une aire protégée sur le mont Rigaud

Le présent chapitre propose une lecture détaillée de chacune des études de cas. Dans un premier temps, nous nous penchons sur le projet d'aménagement global du Mas Dieu. Nous voyons d'abord comment la SAFER a permis d'enclencher la mise en place de ce projet en élaborant, à la demande des quatre communes et en collaboration avec différents partenaires, un plan d'aménagement global du domaine du Mas Dieu. Cette partie traite donc de l'avancement global du projet Mas Dieu. Le plan d'aménagement du domaine comporte plusieurs volets notamment pastoral, agricole, cynégétique, nature et touristico-économique, et chacun d'eux sera présenté en détail.

Dans un deuxième temps, nous relatons de façon précise les divers épisodes et événements ayant marqué le processus de la mise en place d'une aire protégée sur le mont Rigaud. D'abord, nous présentons différentes actions entreprises par l'Association de protection de l'environnement de Rigaud (APER) afin de sensibiliser le public et les autorités à l'importance de protéger la colline. Nous voyons ensuite l'exercice entrepris par un groupe d'étude, le Comité administratif élargi (CAE), qui avait pour mandat de déterminer des aires d'affectation pour l'ensemble du mont Rigaud. Ensuite, nous considérons les actions menées par l'APER pour acquérir une partie du territoire de la colline. Finalement, nous voyons différentes interventions, plus ponctuelles, ayant été menées pour protéger le mont Rigaud. Cette reconstitution des événements est le résultat de l'étude des différents documents réunis notamment les articles des journaux locaux, ainsi que l'analyse des entrevues faites avec les différents acteurs.

4.1 L'aménagement du domaine du Mas Dieu, France

Le domaine du Mas Dieu a échappé à la fin des années 1980 et au début des années 2000 à des projets de mise en place d'une décharge. La population, les autorités et le milieu associatif se sont mobilisés afin de s'opposer à leur création. Des manifestations et des pétitions ont été entreprises et des études ont été menées afin de démontrer les risques que comportaient ces projets. En août 2000, les quatre communes sur lesquelles se trouve le domaine du Mas Dieu demandent à la SAFER d'élaborer un plan d'aménagement qui servira de base à la préemption si le promoteur de décharge, le groupe Vivendi, va de l'avant avec son projet. Si le groupe se retire, le plan développé par la SAFER sera tout de même réalisé, sans toutefois qu'il soit nécessaire de préempter, afin de soustraire définitivement le territoire du Mas Dieu à des projets jugés malvenus. Le mandat de la SAFER est plus spécifiquement d'élaborer *« un schéma de vocation de l'espace concerné et établir des propositions d'aménagement concerté de ce domaine, puis de mettre en œuvre l'opération foncière : l'acquisition du domaine, tout en précisant le montage financier, juridique et technique de*

l'ensemble du dossier, et revente en fonction des projets » (SAFER http://www.safer.fr/3-prestations/banque-experiences/fiche-MasDieu/fichecomplete_masdieu.htm#Territoire%20concerné).

Les principaux enjeux par rapport à cet espace concernent le maintien sur les lieux d'un éleveur de moutons, la préservation du milieu naturel et de la qualité des paysages, le développement d'activités agricoles et l'organisation de l'accès à cet espace pour la population de l'agglomération montpelliéraine (SAFER <http://www.saferlr.com/spip.php?article114>). Vivendi n'achète finalement pas le domaine du Mas Dieu et, à la fin de décembre 2000, le contrat liant le propriétaire au groupe prend fin.

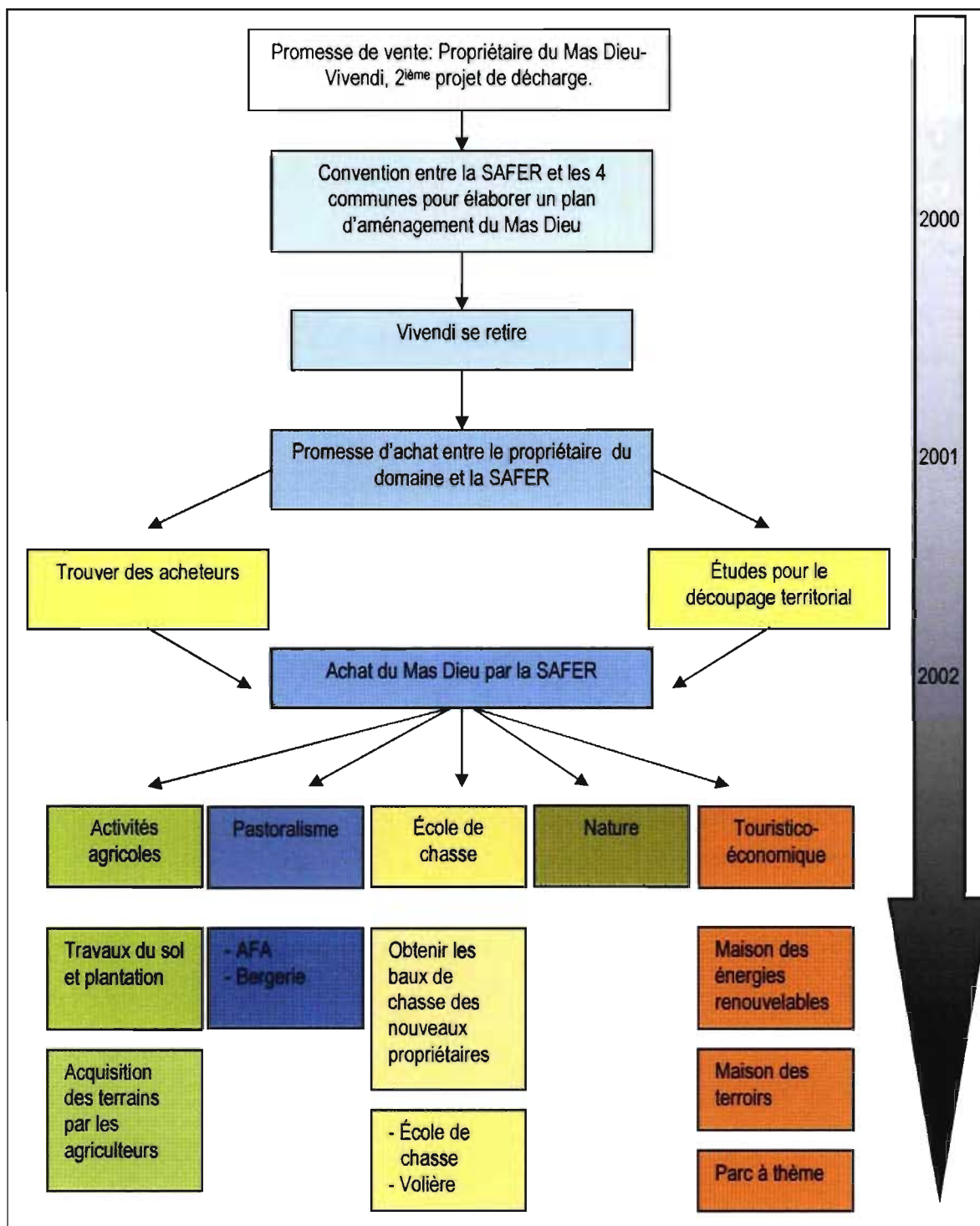
4.1.1 L'élaboration du projet d'aménagement et l'achat du domaine du Mas Dieu

Le 4 janvier 2001, la SAFER signe une promesse d'achat avec le propriétaire pour l'ensemble du domaine²⁰ (voir figure 10). La Société doit trouver des acheteurs à qui rétrocéder le territoire. Toutefois, le prix de vente du domaine, qui a été fixé par la promesse de vente signée entre Vivendi et le propriétaire, est de 4573 euros l'hectare (Alinat et Carrie 2003), ce qui ne reflète pas la valeur marchande du moment. Le prix de vente est jugé trop élevé par les viticulteurs, les oléiculteurs et le Conseil général qui refusent cette transaction. En avril 2001, les communes acquièrent une centaine d'hectares et qu'elles paient près de deux fois son prix soit 137 hectares pour 900 000 euros (6570 euros l'hectare). Ce surcoût payé par les communes permet de diminuer le prix à l'hectare pour le reste du domaine. Différents acheteurs se sont alors montrés intéressés à l'achat du reste du territoire du domaine. À titre comparatif, le Conseil général achète 242 hectares pour la somme de 500 000 euros (2065 euros l'hectare) (Lefebvre 2002).

L'inventaire écologique du domaine fait par les Écologistes de l'Euzière se déroule sur plusieurs mois. Les résultats sont progressivement intégrés au plan d'aménagement global du Mas Dieu. De manière générale, l'étude démontre que le statut de Zone naturelle d'intérêt écologique faunistique et floristique (ZNIEFF) est largement justifié sur une bonne partie du territoire, mais que certains pans du domaine, moins intéressants d'un point de vue écologique, peuvent faire l'objet d'une mise en valeur agricole (Écologistes de l'Euzière 2001). L'étude indique également la nécessité de maintenir l'activité pastorale afin de préserver certains habitats écologiques notamment une formation végétale remarquable (voir carte 9), la pelouse à brachypode rameux (voir photo 25) communément appelée l'herbe à mouton, car elle a besoin pour se maintenir, d'être broutée par les moutons.

²⁰ Le propriétaire veut vendre le domaine en un seul morceau.

Figure 10 Synthèse de l'aménagement global du Mas Dieu



Plusieurs fois reportée, la vente a finalement lieu le 7 février 2002 (SAFER Languedoc-Roussillon <http://www.saferr.com/spip.php?article114>). Les 538 hectares du Mas Dieu sont finalement partagés de la façon suivante : 137 hectares sont achetés par les quatre communes, 242 hectares sont acquis par le Conseil général et serviront de pâturage aux brebis, 145 hectares sont mis à la disposition

d'agriculteurs (50 hectares d'oliviers, 80 hectares de vignes, treize hectares de chênes truffiers, deux hectares pour l'apiculture) et quatorze hectares sont vendus avec les deux mas languedociens se trouvant sur le domaine. De cette façon, cet espace demeurera majoritairement agricole. L'aménagement prévoit également un volet récréotouristique et pédagogique avec la création d'un parc à thème et d'un volet nature (voir carte 10). Finalement, un projet cynégétique est porté par la Fédération départementale des chasseurs de l'Hérault. Chacun de ces volets fera l'objet d'une description plus détaillée dans la section suivante.

Carte 9 Les éléments remarquables du patrimoine biologique du Mas Dieu et du Mas de la Tour



0 1 km

© Les Ecologistes de l'Euzière — oct 2001

Habitats remarquables

Mare temporaire
Pelouse à brachypode rameux
Boisement de chênes blancs

Autres habitats (de moindre intérêt)

Maquis
Pelouse à brachypode Phénicie
Pelouse à brome dressé
Talweg à paliure

Station botanique

Station ornithologique

Limite de la zone d'étude

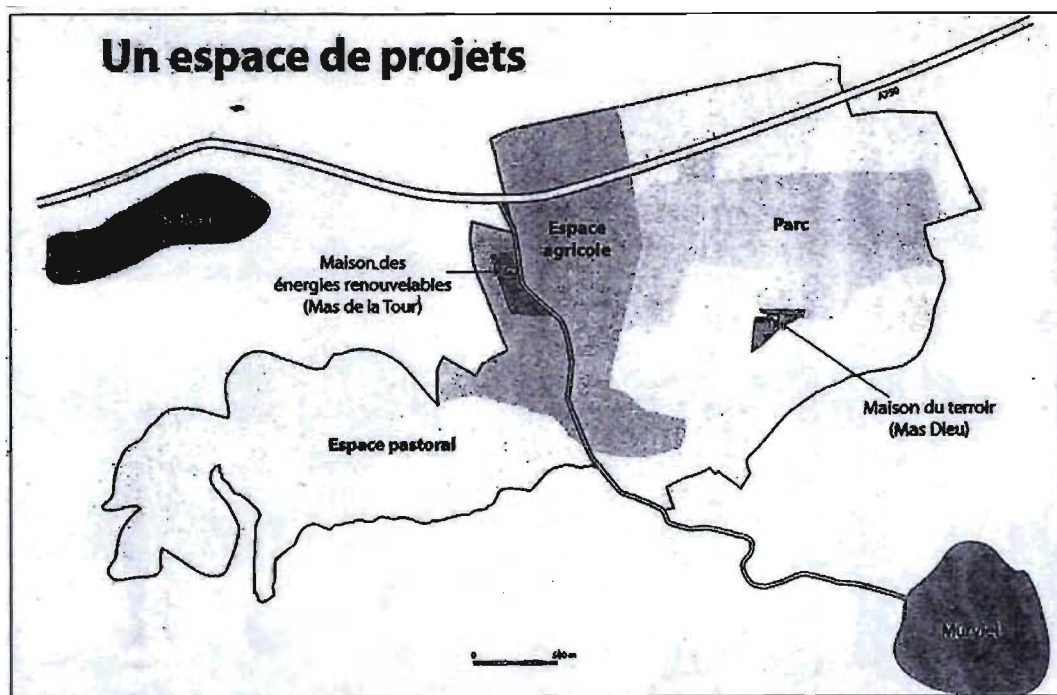
Limite "souhaitée" de la zone Natura 2000



Photo 25 Brachypode rameux, Mas Dieu, été 2005



Carte 10 Le projet d'aménagement du Mas Dieu tel que présenté par le Midi-Libre en février 2002



Source: Midi Libre 6 février 2002

Au cours du processus d'élaboration du projet du Mas Dieu, l'appellation écosite a été discutée. Un écosite est « *un espace permettant de regrouper les conditions et les moyens de la mise en œuvre de projets régionaux visant la protection des écosystèmes et l'enrichissement du patrimoine par la valorisation des ressources naturelles, scientifiques, techniques, économiques, sociales et culturelles, pour un développement viable et vivable* » (SIADE du Mas Dieu 2005). À la demande des quatre communes, la CC Vallée de l'Hérault élabore un programme opérationnel de développement du Mas Dieu ainsi qu'une charte de développement durable et d'éthique, afin d'accompagner les projets et de garantir le respect de certaines pratiques agricoles, touristiques et économiques. « Elle

[la charte] se décline aujourd'hui autour de trois axes : un axe transversal, s'appliquant à tous, définissant des règles génériques simples d'objectifs et de comportements (principes des aménagements, accueil du public et des scientifiques, organisation de la concertation, communication); un axe thématique, abordant les critères des activités spécifiques (espaces agricoles, gestion des amendements des sols, valorisation des produits agricoles); un axe coopératif s'intéressant aux aspects communs à plusieurs activités ou à la gestion des espaces plurifonctionnels (corridor pastoral, mares et lavognes, chasse, protection du troupeau, hameau agricole) » (CC Vallée de l'Hérault 2006)²¹.

4.1.2 Le projet d'aménagement global du domaine du Mas Dieu

Le travail de la SAFER se poursuit. Au cours des années 2002 et 2003, elle continue à travailler en concertation avec les collectivités concernées en animant une cellule technique chargée du suivi et de la mise en œuvre de la phase opérationnelle agricole et environnementale. Ainsi, la SAFER s'assure de l'ensemble des partenariats : avec le SIME pour le pastoralisme, avec la Compagnie Bas-Rhône Languedoc (BRL) pour la constitution d'une Association foncière agricole (AFA), avec les Écologistes de l'Euzière pour la problématique environnementale et avec la Chambre d'agriculture pour les aspects juridiques. Elle coordonne également la sous-traitance avec l'Association de gestion et d'économie rurale agréée de l'Hérault (AGERA 34) pour la fiscalité et les partenariats non conventionnés avec l'Écosite de Mèze pour la réalisation d'une charte de développement durable, avec la Société centrale d'équipement technique (SCET)²² pour la prise en compte du projet de parc à thème et la Fédération départementale des chasseurs de l'Hérault (FDCH) pour la gestion cynégétique du territoire (SAFER <http://www.saferr.com/spip.php?article114>). En juillet 2002, l'Association climatologique de l'Hérault remet les résultats de l'étude qu'elle a menée sur le domaine. Ces résultats permettent de déterminer les espaces les plus propices à l'olivier et à la vigne en fonction entre autres des risques de gel pour les oliviers. En décembre 2002, les Écologistes de l'Euzière remettent leur rapport final sur le Mas Dieu. Leurs conclusions serviront notamment à soustraire des travaux du sol certains îlots particulièrement intéressants d'un point de vue écologique.

L'activité agricole : l'oléiculture, la viticulture et la trufficulture

Les trois productions agricoles qui occuperont le territoire du Mas Dieu sont des cultures typiquement méditerranéennes. La viticulture et, dans une moindre mesure la trufficulture sont traditionnelles à la

²¹ Tout de même, la charte elle-même est introuvable. À noter que la charte ne mentionne pas le projet de parc.

²² La SCET est une entité du Groupe SNI au sein de la Caisse des Dépôts et Consignations. Depuis 50 ans, la SCET développe une activité de conseil auprès des collectivités territoriales dans les métiers de l'aménagement, de la gestion des services et de l'immobilier.

région. Dans le cas de l'olive, la production a été fragilisée. En effet, pendant longtemps, l'oléiculture a été une activité importante pour l'économie de la région. Au début des années 1950, la coopération oléicole intercommunale de Pignan, fondée en 1939, collectait annuellement 950 tonnes d'olives. En 1956, un gel détruisit la grande majorité des oliviers assenant un dur coup à l'industrie oléicole de la région et mettant fin aux activités du moulin de Pignan. En 2002, la coopérative ne collectait plus que 70 tonnes d'olives. Mais depuis le début des années 1990, une dizaine d'hectares d'oliviers sont replantés annuellement remettant lentement sur rail la filière oléicole. L'aménagement du Mas Dieu offrait ainsi une occasion de consolider la culture de l'olive dans la région et même de relancer des variétés traditionnelles (Lefebvre 2002).

Avant d'acquérir le domaine du Mas Dieu, la SAFER devait s'assurer de trouver preneur pour des terres à vocation agricole. La Société s'est donc adressée à deux structures coopératives locales de producteurs afin de trouver des partenaires. C'est la Coopérative oléicole intercommunale de Pignan qui a été mandatée de trouver des gens prêts à acquérir et investir dans la mise en place d'une oliveraie de 50 hectares (travail du sol et la plantation). L'Union des caves de la région des collines de la Moure quant à elle, a trouvé preneur pour 80 hectares de terre aussi à travailler et à planter en vigne²³. Une fois les ententes prises, un contrat de vente a été signé avec chacun des 23 agriculteurs acquéreurs des 145 hectares. Ce contrat de vente inclut une close concernant le maintien de l'activité agricole sur la parcelle acquise pour dix ans, afin d'éviter la spéculation foncière, à court terme du moins. Le contrat fait également référence à une charte écologique dans le contexte d'un écosite tel que précédemment défini.

La SAFER est mandatée par les oléiculteurs et les viticulteurs pour être maître d'ouvrage pour le travail du sol. Les travaux du sol ont lieu de l'été 2003 jusqu'au printemps 2004. Dans un souci de protection écologique et paysagère, certains îlots de végétation comprenant des espèces remarquables ont été préservés. De plus, les blocs calcaires qui résultent habituellement de ce genre de travaux ont été broyés afin d'éviter les amoncellements de blocs (voir photo 26). Les plantations ont débuté en février 2004 (voir photo 27).

²³ Dans le cas de la vigne, les acquéreurs devaient détenir des droits de plantation de vignes. « *Au sein de l'Union Européenne, il n'est possible de planter une vigne à raisin de cuve (c'est-à-dire apte à produire du vin) qu'à condition de disposer d'un droit de plantation de vigne. Les viticulteurs peuvent disposer de deux types de droits de plantation : i) les droits qui leur ont été octroyés à la suite d'un arrachage de vigne ou droits de replantation; ii) les droits ne provenant pas de l'arrachage d'une superficie équivalente de vigne, droits de plantation nouvelle et droits prélevés sur une réserve* » (Onivins <http://www.onivins.fr/EspacePro/Mesures/PlantationIndex.asp>).

Photo 26 Des blocs calcaires résultant d'un travail du sol traditionnel, Mas Dieu, été 2005



Photo 27 Le sol travaillé et la plantation de vigne, Mas Dieu, été 2005



Aujourd'hui, les 50 hectares d'un seul tenant, appartenant à onze pluriactifs, ont été plantés de 14 000 oliviers de variétés locales comme la lucque, la violette de Montpellier, la picholine, la bouteillan et la verdale. Ce qui est devenu la plus grande oliveraie de France produira vers 2012-2013 environ 400 tonnes d'olives. Des projets complémentaires se sont greffés à celui de la production. Les oléiculteurs souhaitent entre autres organiser des visites pédagogiques de l'oliveraie et mettre en place un hameau agricole comprenant notamment un moulin créant ainsi une vingtaine d'emplois (Claudel 2006). D'autres ont proposé d'enherber le verger une fois celui-ci arrivé à maturité et y faire paître les brebis. On prévoit également un travail paysager avec la plantation d'arbres de la région (p. ex. cerisiers, lauriers roses) et de haies. Ce projet paysager sera dirigé par les Écologistes de l'Euzière. Au niveau de la viticulture, les objectifs poursuivis sont généralement plus individuels et visent une augmentation de la production ou une amélioration de la qualité des parcelles.

Le pastoralisme

Sur le domaine du Mas Dieu, depuis 1995, un berger fait paître ses 680 brebis, des caussenardes des garrigues, une race locale rare (voir photo 28). Initialement, il a, avec le propriétaire du domaine,

un contrat écrit, plus exactement une vente d'herbe²⁴. Il utilise le mas de la Tour comme bergerie. Son troupeau est transhumant c'est-à-dire que pour la période estivale, il le mène vers les montagnes pour soulager l'exploitation agricole du pâturage et ainsi assurer une repousse pour l'année suivante. L'activité pastorale n'est pas nouvelle sur le territoire du Mas Dieu. Il fut une époque où la garrigue montpelliéraine accueillait en grand nombre les brebis. En effet, en 1950, on estime qu'il y avait 400 000 brebis alors qu'en 2002, on en comptait à peine plus de 34 000 (Lefebvre 2002).

Photo 28 Des caussenardes des garrigues, Mas Dieu, été 2005



Le maintien de l'activité pastorale est l'un des enjeux centraux du projet d'aménagement du Mas Dieu. L'activité pastorale a permis de mobiliser plusieurs acteurs qui voyaient différentes raisons pour s'investir dans sa sauvegarde. La SAFER, dont la mission de conforter l'activité agricole, s'est associée au projet notamment pour assurer son maintien. Le Département y voyait un intérêt notamment pour protéger les caussenardes de garrigues, une espèce en voie de disparition. L'activité pastorale assurait également l'entretien des sous-bois et limitait ainsi les risques d'incendie (Conseil général de l'Hérault 2004). Pour d'autres, notamment les Écologistes de l'Euzière, le maintien du pastoralisme assure la préservation d'un certain type de végétation. Le pâturage intense des années 1950 avait donné lieu à des pelouses qui sont aujourd'hui en forte régression et envahies par les arbustes puis les arbres.

Deux principales actions ont été entreprises pour assurer le maintien de l'activité pastorale au Mas Dieu. D'abord, le Conseil général a fait l'acquisition au coût de 500 000 euros de 242 hectares qui sont loués au berger dans le cadre d'un bail rural de 25 ans (SAFER 2002). De nouveaux pâturages ont également dû être trouvés afin de compenser les 145 hectares qui lui ont été soustraits pour la mise en place des autres volets du projet. C'est donc dans le cadre d'une association foncière

²⁴ Après cinq ans, une vente d'herbe équivaut à un bail (entrevue berger 2005).

agricole (AFA) que 117 hectares ont été récupérés. 73 autres hectares l'ont été dans le cadre d'accords verbaux (*idem.*).

Il fallait également, pour conforter l'activité du berger, reloger son troupeau. En effet, le mas de la Tour ayant été vendu à un promoteur privé, une nouvelle bergerie a dû être construite. Le financement de la bergerie a été assuré en grande partie par le Conseil général de l'Hérault et le Conseil régional du Languedoc-Roussillon (voir tableau 3). La commune de Montarnaud en a été le maître d'ouvrage. Le projet de bergerie a été mis en chantier à l'été 2002. Celle-ci devait initialement être livrée avant juin 2003. Elle a finalement été livrée en septembre 2005 (Architecture et agriculture 2006) après de nombreux reports. Le choix de la construction s'est finalement arrêté sur une bergerie répondant aux normes Haute qualité environnementale (HQE), c'est-à-dire une bergerie intégrée au site, faite de matériaux sains, utilisant des énergies renouvelables (p. ex. énergie solaire, récupération des eaux de pluie) et minimisant ses impacts sur l'environnement extérieur (p. ex. pollution réduite de l'eau, de l'air, du sol).

Tableau III Le financement de la bergerie haute qualité environnementale au Mas Dieu

Conseil régional du Languedoc-Roussillon	52 500 €
Conseil général de l'Hérault	101 771 €
Communauté de communes Vallée de l'Hérault	7000 €
Société encouragement élevage	7811 €
SAFER	5000 €
Autre	74 300 €
Total	248 382 €

Source : Communauté de communes Vallée de l'Hérault 2005

L'école de chasse

L'école de chasse est un projet relevant de la Fédération départementale des chasseurs de l'Hérault (FDCH) en collaboration avec les associations de chasse des communes de Montarnaud, Murviel-lès-Montpellier, Saint-Paul-et-Valmalle et Saint-Georges-d'Orques. Le projet a pour objectif de mettre en place un modèle de gestion du patrimoine cynégétique, former les futurs chasseurs et sensibiliser le public aux activités et aux rôles de la chasse dans l'équilibre des écosystèmes.

En 2005, plusieurs agriculteurs ne souhaitaient pas céder leurs droits de chasse de leurs parcelles. À cette époque, la FDCH affirmait que huit d'entre eux n'avaient pas donné de réponse quant à cette cession de droits (entrevue FDCH 2005). À la lecture d'un document publié par la FDCH en 2007, on

comprend que l'ensemble des droits de chasse pour le Mas Dieu ne lui a pas été cédé. « *Le Conseil Général, les collectivités territoriales et **certains**²⁵ propriétaires ont cédé l'ensemble des baux de chasse du site à la FDCH qui souhaite faire de ce site une vitrine pour la chasse, la gestion du petit gibier et l'aménagement du territoire à travers la formation et la communication* » (FDCH 2007 : 174).

Aujourd'hui, les premiers aménagements sont en place, avec notamment une volière anglaise. 400 faisandeaux de souche sauvage ont été introduits et constitueront un fond de population. Un parc à lapins à vocation expérimentale a également été mis en place. En novembre 2007, l'école de chasse au petit gibier a également commencé ses formations destinées aux nouveaux chasseurs (FDCH 2007a).

Le volet nature

Le volet nature prévoit un parc public et des sentiers de promenades et de découvertes. L'espace d'une centaine d'hectares appartenant aux quatre communes accueillera un parc et un lac. Ce parc sera ouvert à tous, gratuitement, toutefois des activités payantes pourront y être aménagées. Il sera également le point de départ des sentiers de promenade et de découvertes — à pied, en véhicule tout terrain (VTT), à cheval — des espaces préservés, mais aussi des secteurs d'exploitation viticole et oléicole du site et des alentours. Une grande attention sera portée à toutes les activités à caractère pédagogique pour les adultes et les enfants (p. ex. des journées découvertes, des stages) (Murviel-lès-Montpellier <http://www.ville-murviel-les-montpellier.fr/frame.php?page=projetmas>). Des promenades découvertes sont déjà organisées par les Écologistes de l'Euzière.

Le volet touristique-économique

Le volet touristique-économique est composé de trois projets. D'abord, il y a deux projets de mise en valeur des mas languedociens par la création de maisons thématiques développées par des porteurs de projet privés. Aussi, on cherche à mettre en place un parc à thème.

Les bâtiments : le mas Dieu et le mas de la Tour

L'acquéreur du mas de la Tour a un projet de maison des énergies renouvelables visant à sensibiliser et éduquer le public au respect de l'environnement et la valorisation des ressources naturelles en général, mais plus particulièrement à l'utilisation des énergies renouvelables. L'établissement accueillera entre autres des groupes scolaires. Le nouveau propriétaire du mas de

²⁵ Accent mis par l'auteure de la thèse.

la Tour n'a pris possession du bâtiment qu'au printemps 2004 à la suite de plusieurs retards dans la construction de la bergerie.

Au mas Dieu, on planifie la mise en place d'une maison des terroirs qui se voudrait une vitrine pour les produits de la région. On y ferait connaître les productions du Mas Dieu, l'huile d'olive et le vin entre autres. Une première manifestation a eu lieu le 12 novembre 2004 et se concentrait sur les huiles d'olive françaises. Toutefois, la fréquentation du site devait normalement aller de pair avec celle de l'ensemble du site et notamment du parc à thème dont la réalisation a été plusieurs fois remise.

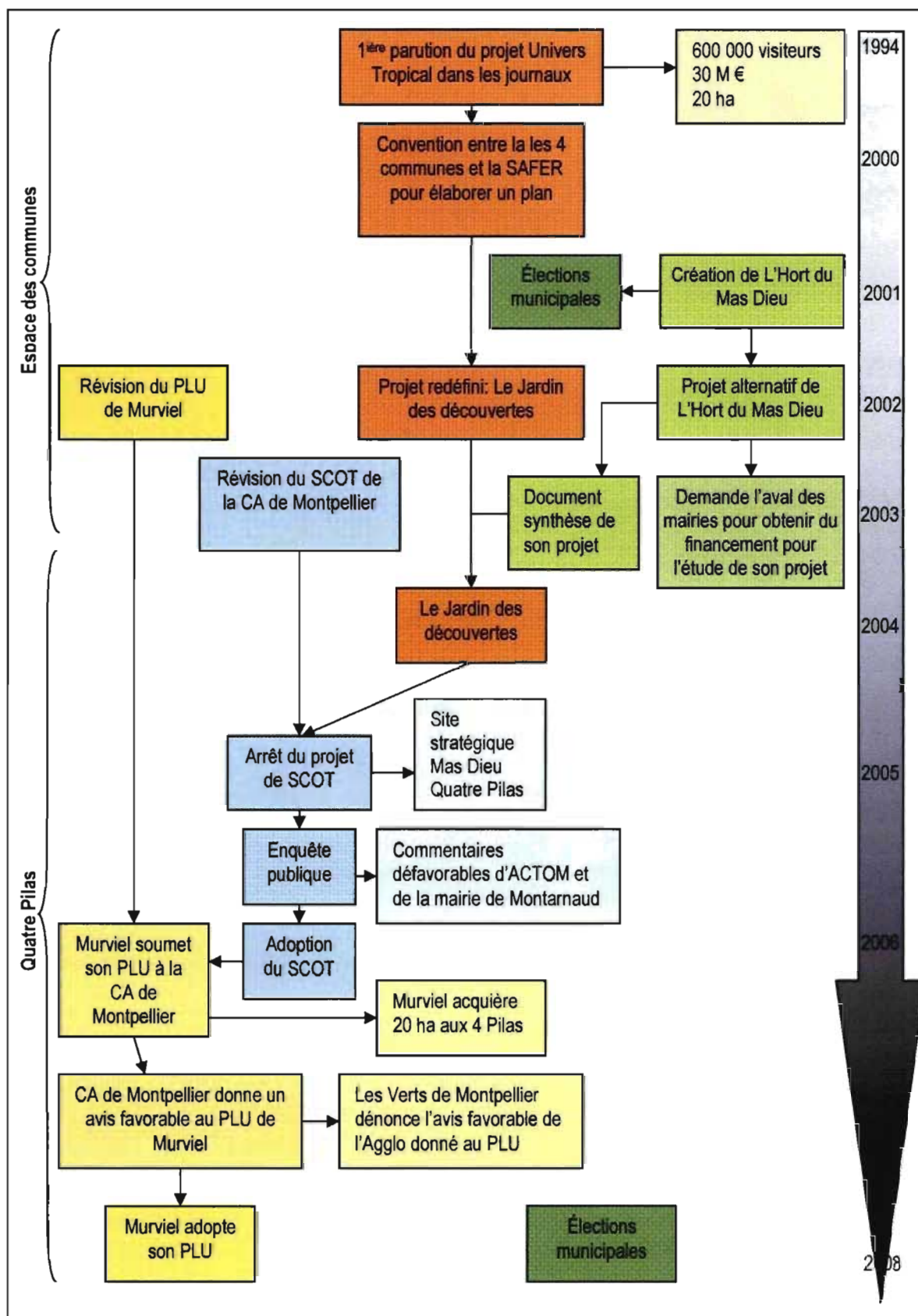
Aujourd'hui, et en attendant que la situation se régularise, le mas se spécialise dans l'accueil pour des réceptions, des mariages, des colloques. Dans une lettre ouverte publiée en mars 2008 dans le cadre des élections municipales, le promoteur du mas Dieu rappelle les engagements municipaux au moment de son achat et presse le prochain maire de leurs réalisations. Il parle notamment de « *la mise en place des règles d'urbanisme qui permettront de réaliser notre projet du Domaine Mas Dieu* », de « *la réalisation sur l'espace foncier appartenant aux quatre communes, d'un aménagement cohérent et dynamique dans la plaine du Mas Dieu, comme il nous a été présenté, en 2000 pour motiver nos candidatures et nos engagements financiers* », de « *la réalisation du hameau agricole* », d'un « *éclaircissement sur l'organisation des compétences* » et des « *relations avec l'Agglomération de Montpellier* » (Mayenobe 2008).

Le parc à thème

En janvier 1998, le Midi Libre rend public le projet de parc à thème *Univers tropical*, sur lequel le maire de Murviel-lès-Montpellier travaille depuis quatre ans (voir figure 11). Ce projet vise la création de villages de pays tropicaux notamment d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine. Le coût annoncé du projet est de 30 millions d'euros et 600 000 visiteurs sont attendus annuellement. L'étude préopérationnelle pour la mise en valeur et la gestion du site du Mas Dieu menée par la SAFER à partir d'août 2000 intègre le projet de parc à thème (Badrignans 2000).

Toutefois, le projet de parc ne fait pas l'unanimité. Dès janvier 2001, le Collectif des associations de préservation de l'environnement à l'ouest de Montpellier, qui soutient toutefois le volet agricole, s'inquiète : « *nous sommes sceptiques sur la nécessité d'y associer le volet "parc tropical", tel qu'il a été trop succinctement présenté à ce jour à la population, et qui apparaît un peu comme un fourre-tout pour raccrocher un concept tropical un peu artificiel au projet de réhabilitation de la garrigue* » (Midi Libre 2001).

Figure 11 Synthèse du projet de parc à thème



En mai 2001, une association, L'Hort du Mas Dieu, est créée afin de regrouper des opposants au projet de parc²⁶. L'association s'est plus précisément constituée autour de la question de l'aménagement de l'espace acquis par les communes de Murviel-lès-Montpellier, de Saint-Georges-d'Orques, de Saint-Paul-et-Valmalle et de Montarnaud au sein du domaine du Mas Dieu. Elle appuie les autres dimensions de ce projet. L'Hort du Mas Dieu propose avant tout de soutenir tout projet qui préserverait l'intégrité du site, qui favoriserait le développement de ce « *poumon vert à l'ouest de Montpellier* », qui conforterait l'identité méditerranéenne, qui respecterait les villages riverains et qui s'inscrirait dans un développement solidaire. L'Hort du Mas Dieu travaille en collaboration avec d'autres acteurs notamment quatre associations locales, Lou Taban de Murviel²⁷, LAMA²⁸, Action citoyenne des territoires de l'ouest de Montpellier²⁹ (ACTOM) et Environnement Montarnéen, et entretient également certaines relations avec la section locale du Parti socialiste (PS).

L'association propose un projet alternatif de culture de plantes aromatiques et médicinales, un espace potager biologique et des sentiers de découvertes. L'Hort du Mas Dieu croit que la maîtrise du Mas Dieu ne passe pas nécessairement par l'installation d'activités économiques tout en ne s'y opposant pas. Surtout, elle s'interroge sur la façon de définir cette viabilité économique et croit qu'il faut également tenir compte des impacts non marchands. L'association Terres Vivantes 34, une association qui œuvre à la création d'activités agricoles en milieu rural affirmait être intéressée à devenir partenaire si cet espace prenait la tangente proposée par L'Hort du Mas Dieu (entrevue Association Terres Vivantes 34 2005). L'Association pour la réalisation du parc à thème affirme que le projet de L'Hort du Mas Dieu n'est pas viable et ne constitue pas une alternative intéressante au projet de parc (entrevue mairie de Murviel-lès-Montpellier 2005).

En 2001, une candidate associée à L'Hort du Mas Dieu se présente aux élections municipales contre le principal porteur de projet de parc, le maire sortant. La campagne de cette candidate porte presque exclusivement sur la création du parc Univers Tropical au Mas Dieu. La candidate associée au projet de L'Hort du Mas Dieu est défaite, mais obtient tout de même 20 % des voix (entrevue

²⁶ À titre indicatif, à sa première année, L'Hort du Mas Dieu compte environ 25 membres (entrevue L'Hort du Mas Dieu 1 2005).

²⁷ L'association s'intéresse « à la qualité de la vie au village, à son patrimoine culturel, à son environnement, à sa gestion; être un lieu de réflexion sur ces questions, un outil d'information et/ou d'animation du débat public » (Tout pour les associations 2006).

²⁸ L'association Murviel Autrement est « un lieu d'information et de débats libres et constructifs sur toutes les questions concernant la vie à Murviel, la gestion des affaires du village et la vision de son avenir » (Murviel-lès-Montpellier 2006).

²⁹ ACTOM a été créée à l'occasion de la bataille contre le projet de centre d'enfouissement de déchets situé entre les communes de Murviel-lès-Montpellier et de Saint-Georges-d'Orques en 2002. Elle a depuis poursuivi ses actions pour la protection du territoire dans sa zone d'influence (ouest de Montpellier) et s'est donnée pour buts de sensibiliser et d'informer les habitants de l'ouest de l'agglomération de Montpellier sur les questions d'aménagement du territoire, d'environnement, et de gestion des déchets, d'être force de propositions auprès des décideurs sur ces questions, et de promouvoir la participation citoyenne dans les instances compétentes, de conduire des actions concrètes (p. ex. culturelles, pédagogiques) participant à la protection de l'environnement et à une gestion raisonnée et raisonnable des déchets (*idem.*).

L'Hort du Mas Dieu 1 2005). L'association considère ce pourcentage significatif sur le plan de l'opposition au projet de parc à thème (entrevue L'Hort du Mas Dieu 1 2005; entrevue L'Hort du Mas Dieu 2 2005).

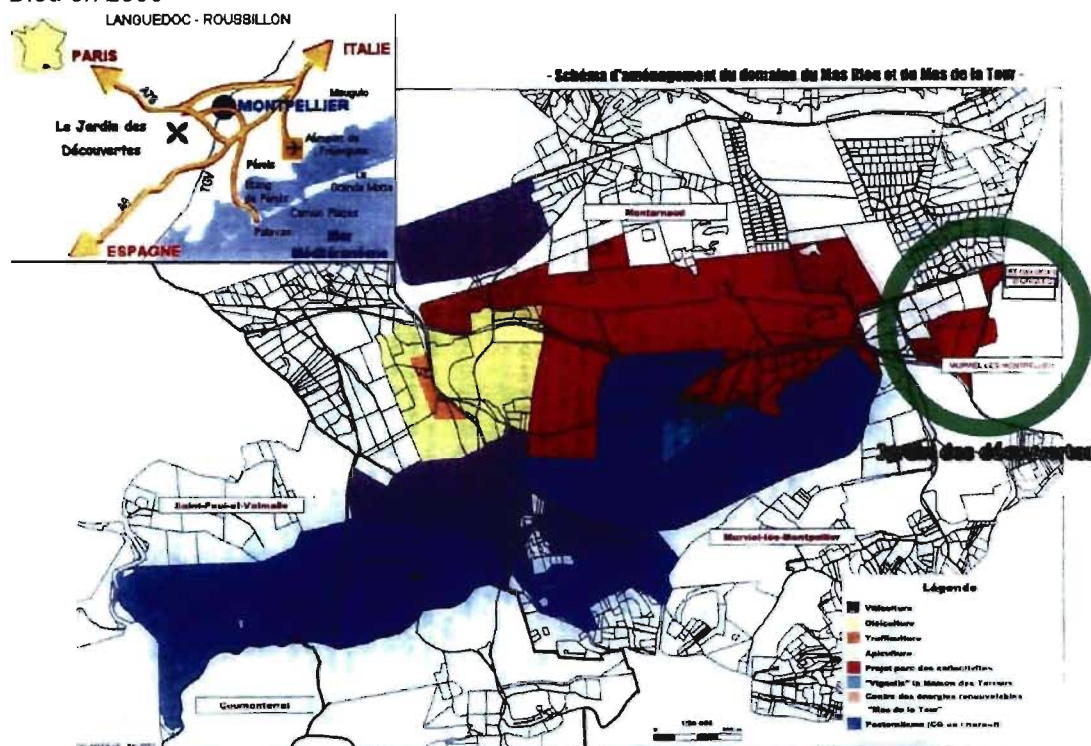
En 2002, la CA de Montpellier entame la révision de son SCOT, et Murviel-lès-Montpellier, de son PLU. Les conclusions de l'étude de la SCET pour la réalisation du parc Univers Tropical sont rendues. En août 2002, un document *Le Jardin des Découvertes & Le Mas Dieu*, « *Un rêve partagé* » fait état de l'évolution du projet de parc (Anonyme 2002). Globalement, le Jardin des découvertes est un parc récréo-pédagogique qui vise à démontrer les apports des pays du sud dans l'agriculture et l'alimentation des pays du nord ainsi qu'à mettre en scène les aventures d'explorateurs montpelliérains ou ayant séjourné à Montpellier. On prévoit d'aménager sur une vingtaine d'hectares, différents villages (p. ex. indien et latino-américain) disposés autour d'un lac de huit hectares, avec des attractions comme un écran d'eau, une serre biologique, un labyrinthe, une route des épices, des spectacles de rue et un espace sur le café et le chocolat. Le nombre de visiteurs projeté est de 300 000 (à 600 000 selon la source) et les investissements nécessaires sont de 40 millions d'euros (Soun 2004). Le nombre de visiteurs et les détails du projet évoluent constamment. Le projet de parc, « *dont le concept s'est affiné* », ne sera toutefois rapporté dans les journaux locaux qu'au début de l'année 2004 (Midi Libre 2004). Au début de 2004, on apprend que la CA de Montpellier soutient financièrement l'étude du projet (*idem.*) moins de deux ans après avoir renoncé au site du Mas Dieu pour le traitement de ses ordures. Par ce projet de parc, on souhaite occuper l'espace racheté par les communes et mettre en place une activité économique viable afin de le protéger d'autres projets malvenus. On cherche également à créer des emplois, 250 directs et 400 induits (Jones 2004), dans la région, tout en finançant le rachat des 137 hectares par les communes.

En février 2003, L'Hort du Mas Dieu qui a besoin d'obtenir l'aval des mairies pour aller chercher un éventuel financement des collectivités territoriales pour mener une étude de faisabilité de son projet fait parvenir aux maires une requête d'appui. Celui-ci vise la valorisation du patrimoine, des paysages et de l'histoire, une fréquentation raisonnable et une finalité pédagogique, de détente et d'insertion. L'association n'aura pas de réponse des mairies. Toutefois, des rencontres entre l'association et le principal porteur de projet ont lieu afin que l'association puisse expliciter son projet et un document de synthèse est réclamé par le maire de Murviel-lès-Montpellier afin, mentionne-t-il, de les associer au projet du Mas Dieu. Ces documents ont été fournis par ACTOM et L'Hort du Mas Dieu en mai 2003 (L'Hort du Mas Dieu 2003).

En mars 2005, le SIADE du Mas Dieu publie un document d'informations intitulé *L'écosite : du Mas Dieu au Quatre Pilas « Jardin des découvertes »*. Ce document localise le projet du Jardin des

découvertes sur un territoire adjacent au territoire du Mas Dieu, le lieudit des Quatre Pilas (voir carte 11). Ce site avait été mentionné à quelques reprises comme emplacement pressenti pour accueillir le parc (p. ex. Midi Libre 2000). Les Quatre Pilas disposent d'une meilleure accessibilité que le Mas Dieu. Ce territoire est également situé sur la commune de Murviel-lès-Montpellier, conséquemment sur le territoire de la CA de Montpellier, et non sur Montarnaud sur le territoire de la CC Vallée de l'Hérault, comme le sont les 137 hectares rachetés par les quatre communes. Le maire de Montarnaud expliquait en entrevue que lorsqu'il avait entrepris la défense du Mas Dieu, il avait sollicité l'appui de la population communale. Il s'était en contrepartie engagé à ne pas imposer sur cet espace, de projets qui iraient à l'encontre de la volonté des citoyens (entrevue mairie de Montarnaud 2005).

Carte 11 Le plan d'aménagement du domaine du Mas Dieu tel que présenté par le SIADE du Mas Dieu en 2005



Source : Murviel-lès-Montpellier http://www.ville-murviel-les-montpellier.fr/mairie/masdieu_aménagement.jpg

Le 21 juillet 2005, le conseil de la CA de Montpellier arrête son projet de SCOT. Le plan d'aménagement et de développement durable (PADD) définit onze sites de projets potentiels (ou sites stratégiques du projet d'aménagement et de développement durable). L'un de ces sites est le Mas Dieu – Quatre Pilas.

Du 27 octobre au 29 novembre 2005 a lieu l'enquête publique du SCOT. Dans le rapport d'enquête, deux avis sont publiés concernant l'écoparc du Mas Dieu – Quatre Pilas. D'abord, ACTOM affirme qu'« *après avoir pris connaissance du projet "Mas Dieu – Quatre Pilas" [l'association], estime dommageable de vouloir ajouter aux projets de réhabilitation des mas, de replantations et d'aménagements légers, un parc touristique incluant des parkings, des infrastructures hôtelières, etc. Cela ajouterait une "tache" d'urbanisation dans une zone naturelle qui mérite d'être préservée* » (Serene et coll. 2005 : 24).

Le second commentaire a été émis par le maire de Montarnaud. Selon lui, la terminologie « *Mas Dieu - Quatre Pilas* » devrait être revue, car celle-ci est susceptible d'avoir des incidences sur l'aménagement des terrains situés sur la commune de Montarnaud qui jouxte le territoire de la communauté d'agglomération de Montpellier. Aussi, selon lui toujours, la terminologie utilisée « *Ecoparc et projet culturel, scientifique et environnemental* » ne semble pas représentative du projet dans sa globalité qui vise plus largement la mise en pratique du concept de développement durable sous tous ses aspects, y compris économique. Le commissaire-enquêteur conclut « *que ce projet devrait concilier les intérêts de toutes les communes concernées, à ce titre, il nous paraît souhaitable que l'appellation "Ecoparc" soit provisoirement mise en sommeil dans l'attente d'une concertation positive entre les deux parties* » (idem. : 52).

Au cours de l'enquête publique en novembre 2005, la CA de Montpellier lance un appel d'offres pour une étude de faisabilité de l'« *écoparc* » du Mas Dieu – Quatre Pilas. Cette « *étude financée par l'agglomération de Montpellier réalisée par le bureau d'étude OSTY étudiée, en partenariat avec les maires des quatre villages concernés, les projets et les infrastructures (réseaux) à prévoir au Mas Dieu - 4 Pilas* » (Murviel-lès-Montpellier 2006a : 2).

Le 17 février 2006, le SCOT est adopté à l'unanimité. Selon le Document d'orientation générale du SCOT de Montpellier, le site du Mas Dieu – Quatre Pilas fait l'objet d'un projet de développement et de mise en valeur de type écoparc dont les études en cours préciseront le contenu et la programmation. « *Sur les territoires de la Communauté d'agglomération de Montpellier (commune de Murviel-lès-Montpellier) et de la Communauté de communes de la vallée de l'Hérault (communes de Montarnaud et Saint-Paul-et-Valmalle), les garrigues du Mas Dieu sont le support d'un projet "d'écoparc" visant à mettre en valeur, sur près de 500 hectares, le patrimoine écologique et les savoir-faire agronomiques locaux. Le projet prévoit d'y développer des activités agricoles méditerranéennes traditionnelles (vigne, olivier, pastoralisme) et de mettre en valeur des espaces naturels et un patrimoine bâti remarquables (garrigues, mas). L'ouverture au public de cet écoparc vise à promouvoir, de manière concrète, la sensibilisation aux enjeux du développement durable (promotion des énergies renouvelables notamment) et la découverte pédagogique et historique des*

écoles botaniques et agronomiques de Montpellier. Projet culturel, scientifique et environnemental, l'écoparc du Mas Dieu prend appui sur une part du territoire de la commune de Murviel-lès-Montpellier (au lieu-dit les Quatre Pilas) sur laquelle pourront être développées, une fois établi un projet d'aménagement d'ensemble, des installations destinées à l'accueil du public et à la promotion touristique du site. Ces aménagements (accès, aires de stationnement, structures d'accueil, bâtiments agricoles, infrastructures et réseaux d'énergie) feront l'objet d'une démarche ambitieuse de "haute qualité environnementale" et participeront, par leur dimensionnement mesuré et leur intégration, à la valorisation du grand paysage » (CA de Montpellier 2006 : 124).

En juillet 2006, la mairie de Murviel-lès-Montpellier, via le Murviel en Brèves, un feuillet d'information communal, annonce que la commune a acquis 20 hectares aux Quatre Pilas qui appartenaient à un éleveur de moutons, ce qui, avise-t-elle, mène à 30 hectares la maîtrise de la commune. Dans ce même communiqué, la mairie rappelle que cet espace fait partie d'une future zone à aménager prévue par le SCOT de l'Agglo de Montpellier (Murviel-lès-Montpellier 2006a).

Les Verts de Montpellier tiennent, le 28 mars 2007, une conférence de presse au sujet de PLU de communes de la CA de Montpellier non conformes au SCOT. Ils souhaitent ainsi dénoncer les « *arrangements en coulisse* » et ils demandent au conseil de la CA de Montpellier de modifier la délibération et d'émettre un avis défavorable aux PLU de Saint-Jean-de-Védas et de Murviel-lès-Montpellier. « (...) *sur la commune de Murviel-lès-Montpellier même si c'est dans une moindre proportion [que pour Saint-Jean-de-Védas], on peut relever des contradictions avec le SCOT. (...) Et le site des Quatre Pilas qui apparaît en zone AU0 (à urbaniser) alors que le SCOT prévoit une zone naturelle* » (Les Verts de Montpellier 2007).

En 2008, les résultats de l'étude pour la réalisation d'un écoparc sont connus et ils préconisent sa mise en place sur le site des Quatre Pilas. Le premier vice-président de l'Agglo affirme que l'aménagement du site va respecter le cadre originel du Mas Dieu : « *[O]n va privilégier l'agriculture, mais également planter un Jardin des découvertes* » (Guipponi 2008). En février 2008, Murviel-lès-Montpellier adopte son nouveau PLU. Le mois suivant, le principal porteur du projet de parc à thème et maire sortant de Murviel-lès-Montpellier ne se représente pas aux élections municipales. Une nouvelle équipe, dont certains font partie d'associations s'opposant à la création du parc, prend le relais à la mairie.

4.2 La création d'une aire protégée au mont Rigaud, Québec

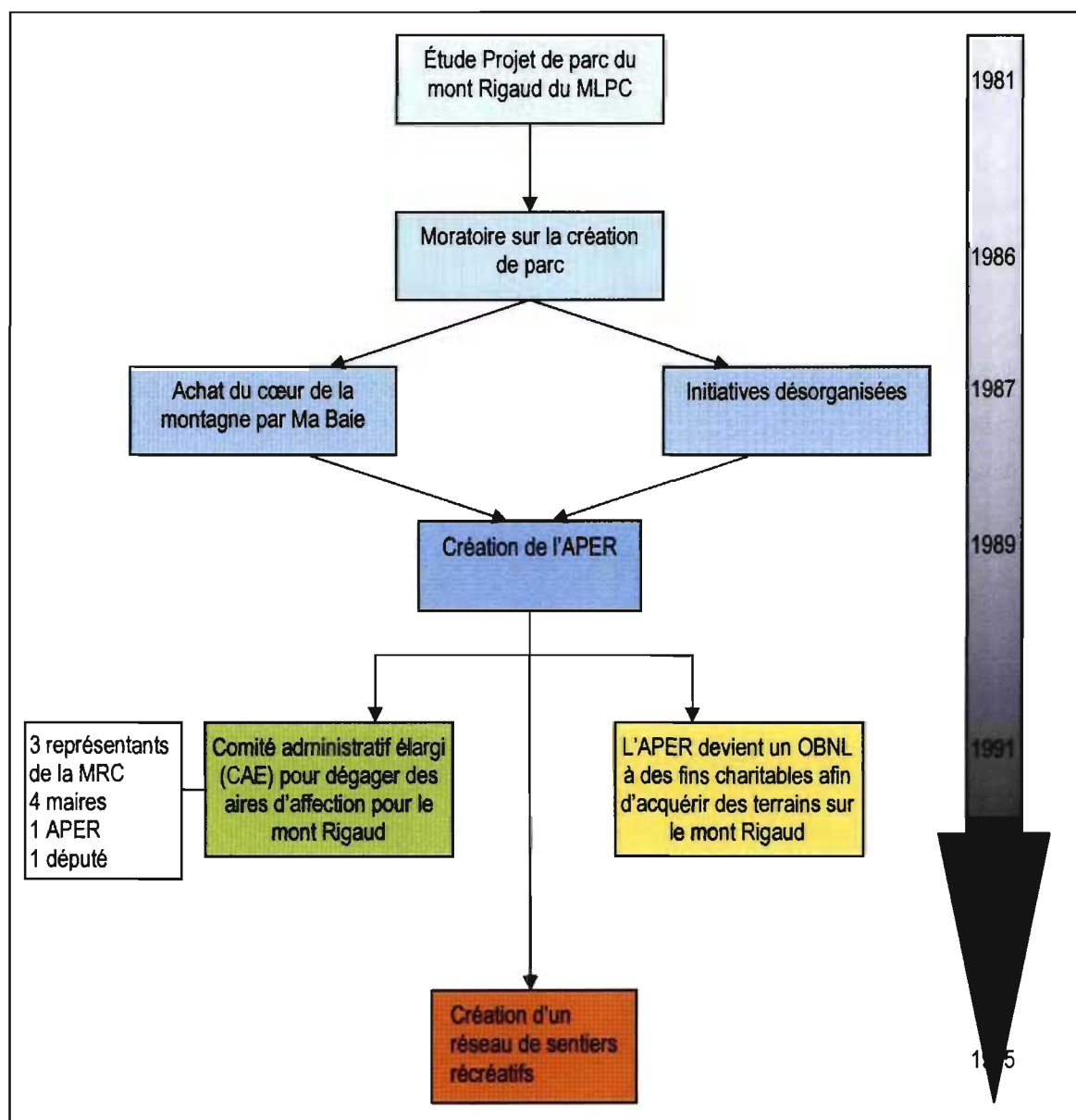
En 1989 est créée l'Association de la Protection de l'Environnement de Rigaud (APER), un collectif regroupant des citoyens³⁰ de la région qui souhaitent que se réalise le projet d'aire protégée initié par le ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche (MLCP), et qui sont inquiets de voir les menaces planer sur leur environnement et d'assister à sa dégradation. Entre autres menaces, il y a l'acquisition par Ma Baie, une société commerciale spécialisée dans l'achat et la vente de terrains aux fins de développement résidentiel, de l'ancienne seigneurie de Léry située au cœur de la colline. Depuis septembre 1987, l'entreprise est en effet propriétaire d'un ensemble de terrains contigus situés sur la partie nord-ouest du mont Rigaud, sur le territoire de la municipalité de Sainte-Madeleine-de-Rigaud. Lors de l'achat de ces terrains, en 1987, le règlement de zonage en vigueur permet une utilisation à des fins de développement résidentiel.

L'objectif initial de l'APER était qu'une zone de protection écologique et patrimoniale soit identifiée dans le schéma d'aménagement de la MRC (Hudson Gazette 1989). Au départ, l'APER entreprend essentiellement des activités de sensibilisation et d'information soit des conférences, une pétition, une rencontre d'étudiants, des expositions, des excursions. Elle cherche également à sensibiliser les élus, d'abord le député de Vaudreuil-Soulanges, puis le ministre de l'Environnement du Québec, aux menaces planant sur le mont Rigaud, et aux incertitudes quant à son avenir. Les différentes démarches entreprises par l'APER amènent le député local à créer, en 1991, un comité ayant pour mission de dégager de grandes orientations d'aménagement afin d'encadrer le développement sur le mont Rigaud.

Au cours de la même année, l'APER met en place sa propre stratégie, c'est-à-dire faire l'acquisition des terrains du mont Rigaud dont la biodiversité est remarquable. Pour ce faire, l'APER va chercher une subvention du MLCP afin de mener une étude de faisabilité. Une fois les résultats de cette étude en main, l'association œuvre à réunir les sommes nécessaires afin d'acheter les 332 hectares convoités. Ainsi, l'étude de cas est subdivisée d'après les deux grandes actions ayant été menées afin de créer une aire protégée sur le mont Rigaud. La première se penche sur les travaux du Comité administratif élargi, dont l'APER a fait partie, qui modifieront le SAD et les PU, ainsi que l'ensemble des événements entourant l'adoption de ces modifications. La seconde traite de la démarche entreprise par l'APER afin d'acquérir ces terrains sur le mont Rigaud, en commençant par l'étude de faisabilité du projet (voir figure 12).

³⁰ À titre indicatif, en 1992, l'APER compte une centaine de membres.

Figure 12 Synthèse de l'avant-projet de création d'une aire protégée au mont Rigaud



4.2.1 L'étude du Comité administratif élargi

Au printemps 1991, le député local dégager un montant d'argent afin de créer un comité d'étude, le Comité administratif élargi (CAE), formé de différents intervenants du milieu soit un représentant du député, le préfet de la MRC, les maires (ou leur représentant) des quatre municipalités concernées (Sainte-Marthe, Sainte-Madeleine-de-Rigaud, Très-Saint-Rédempteur et Rigaud), un délégué de l'APER et trois membres du conseil administratif de la MRC (voir figure 13). Le CAE se donne comme mandat d'étudier le mont Rigaud et d'en dégager des aires d'affectation. Le CAE souhaite donc proposer un zonage qui soit en concordance avec la réalité du massif et les besoins du milieu.

En mai 1991, le conseil municipal de Sainte-Marthe adopte une résolution interdisant au maire de signer une entente avec le CAE. Le conseil affirme que ses positions concernant le territoire du mont Rigaud sont déjà définies dans son plan d'urbanisme. Le conseil revient sur sa décision à la suite d'une rencontre avec des représentants de la MRC. Ce schéma directeur d'intervention sur le massif du mont Rigaud viendra modifier le schéma d'aménagement de la MRC et, conséquemment, les plans d'urbanisme des quatre municipalités concernées. Le CAE mandate la firme d'urbaniste Consaur de la réalisation du plan.

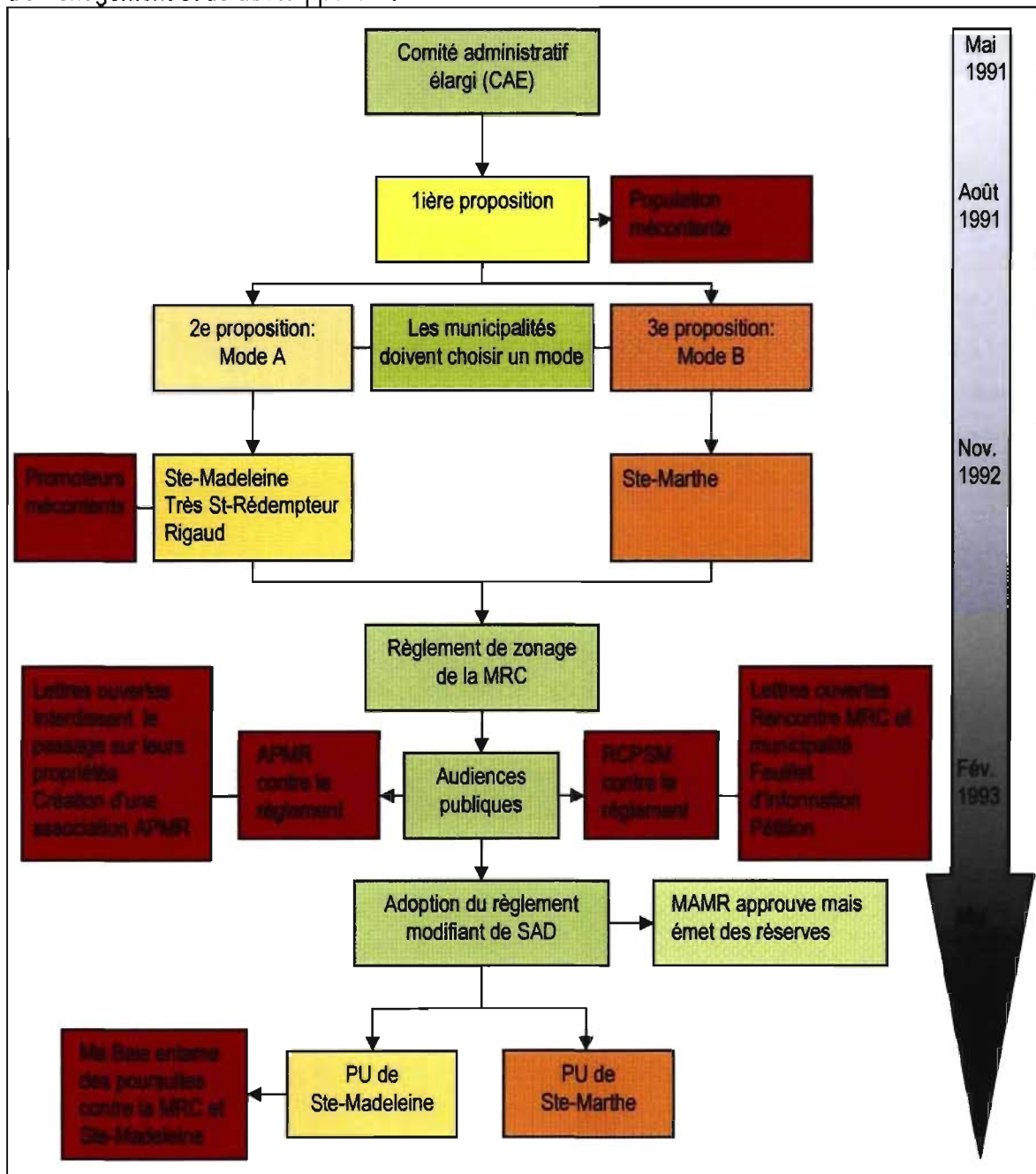
Le 15 août 1991, Consaur présente un premier rapport d'étape dans lequel on traite des différents enjeux du dossier. La firme a notamment travaillé à partir de la loi 15 concernant la protection des habitats fauniques. Ainsi, la présence d'un ravin de cerfs de Virginie d'une superficie de 2176 hectares (pour une superficie totale pour le mont de 4724 hectares) a servi à délimiter la zone à protéger. De ce fait, la quasi-totalité du versant sud situé à Sainte-Marthe fait partie de la zone désignée dans ce premier rapport d'étape de Consaur. Plusieurs résidents de cette zone manifestent vivement leur mécontentement lors d'une rencontre organisée par la municipalité de Sainte-Marthe le 27 août 1991. Ils affirment que tout ceci a l'apparence d'une expropriation déguisée ou d'un gel des terres. Dans un communiqué de presse, l'APER annonce que dès l'automne, sa priorité pour la prochaine année sera de faire l'acquisition de terrains aux fins de parc (APER 1991).

Le CAE se réunit de nouveau en septembre et en octobre 1991, puis les travaux du comité s'arrêtent. En effet, bien que les membres se soient entendus quant aux principes de base et aux orientations spécifiques pour l'intervention sur le mont Rigaud, les divers partis ne s'entendent pas quant à la proposition d'aménagement globale présentée par Consaur.

Le 5 août 1992, l'APER demande que les travaux du CAE reprennent, le comité s'étant réuni pour la dernière fois le 23 octobre 1991. Pour l'APER, il est urgent que les travaux recommencent, car la date d'échéance pour la production des plans d'urbanisme des municipalités approche à grands pas et la MRC n'a toujours pas adopté son règlement d'aménagement pour la colline. Le 6 octobre 1992, une version modifiée des recommandations de Consaur est adoptée à l'unanimité. Toutefois, le 12 novembre 1992, la MRC présente au CAE une proposition de modification au plan de mise en valeur stratégique qui avait été adoptée le 6 octobre 1992. Les représentants de l'APER demandent à ce que la proposition soit retirée puisqu'il y avait consensus sur la proposition du 6 octobre (mode A). La comparaison des deux propositions indique que la proposition du 12 novembre (mode B) est beaucoup plus permissive au niveau du développement domiciliaire en autorisant une densité maximale de 1,25 unité à l'hectare (tandis que la proposition du 6 octobre permettait une unité à l'hectare) et permet une occupation de 75 % du territoire (tandis que la première proposition

autorisait 50 % seulement). Les deux modes impliquent que 10 % de tout terrain devra au besoin être cédé aux fins de parc. Ce que Sainte-Marthe négocie également dans ce nouveau règlement c'est l'abandon par la MRC de son règlement concernant l'interdiction de construire en zone verte même si la CPTAQ l'autorise. La MRC cède et retire son règlement interdisant la construction en zone verte (entrevue APER 2007).

Figure 13 Synthèse de l'adoption du règlement de zonage du mont Rigaud pour le schéma d'aménagement et de développement



Dans le cadre des travaux sur leur plan d'urbanisme, les municipalités doivent se positionner quant aux deux modes d'aménagement proposés. Ainsi, la seconde proposition d'aménagement (mode B) fait l'unanimité chez les membres du conseil de Sainte-Marthe. Le 26 novembre 1992, Sainte-Madeleine-de-Rigaud tient une réunion spéciale avec le CAE où les conseillers sont rencontrés pour l'adoption de certaines propositions. Des membres de l'APER et des promoteurs immobiliers se sont joints à l'assemblée. Ces derniers ont indiqué qu'ils n'approuvaient ni le mode A, ni le mode B. Des promoteurs et propriétaires de terrains sur la colline demandent toujours une réglementation moins contraignante. Ils souhaitent que l'endroit demeure constructible à 90 %, et que 10 % soit réservé pour des parcs (tels que la réglementation le prévoyait avant le CAE). Le 28 novembre, malgré l'opposition, le conseil municipal de Sainte-Madeleine-de-Rigaud opte à l'unanimité pour le mode A, le mode d'aménagement plus restrictif³¹. À l'instar de Sainte-Madeleine-de-Rigaud, Très-Saint-Rédempteur et Rigaud soutiennent le mode A, bien que dans le cas de Rigaud, cela ne modifie en rien son plan d'urbanisme, le territoire de la colline situé sur la ville de Rigaud étant déjà loti.

D'autres actions seront entreprises par les promoteurs pour manifester leur opposition au projet. D'abord, une lettre ouverte du président de Ma Baie au conseil de Sainte-Madeleine-de-Rigaud est publiée dans un journal local le 14 janvier 1993 (Gervais 1993). Dans sa lettre, Ma Baie souligne l'absence de consultation des propriétaires terriens. Le promoteur indique que dorénavant, il n'autoriserait plus le passage sur sa propriété et qu'il veillerait à ce que cela soit respecté. Il avertit finalement que la légalité de la procédure sera étudiée et, dans le cas échéant, des actions en justice seront entamées. L'Association des propriétaires de la montagne de Rigaud (APMR)³² se réunit en assemblée le 20 janvier 1993. Il est alors décidé de mandater une firme d'arpenteur-géomètre de préparer un plan de développement touchant la plus importante partie de la colline. L'association souligne que le plan sera élaboré « *en concentrant les espaces verts de façon à répondre aux attentes de l'APER et de la majorité des citoyens* » (Deschamps 1993).

La MRC rédige son projet de règlement. Le schéma directeur divise le mont Rigaud et ses environs en sept zones d'utilisation du sol. À Sainte-Madeleine-de-Rigaud et Très-Saint-Rédempteur se trouvent les aires 5 et 7 permettant la construction de maisons unifamiliales ainsi que l'aire 6 zonée espace vert et activités récréotouristiques. À Sainte-Marthe, les aires 1 et 2 autorisent une maison par hectare (ou 18 unités par lot original) pour un maximum de 80 % d'occupation du lot original, 10 % cédés à la municipalité et 10 % pour un réseau de sentiers cédé à la municipalité. Le projet, conformément à la procédure, est amené en audiences publiques le 11 février 1993. Lors de la

³¹ Le maire de Sainte-Madeleine-de-Rigaud a pris en compte l'impact qu'aura le développement du mont Rigaud sur les propriétaires privés et a résolu de demander un avis concernant la légalité du projet de développement du mont Rigaud que la MRC de Vaudreuil-Soulanges propose d'inclure dans son SAD.

³² C'est le journal local L'Écho du 30 janvier 1993 qui mentionne pour la première fois l'Association des propriétaires de la montagne de Rigaud (APMR), toutefois, le Registraire des entreprises du Québec (REQ) révèle que l'association a été enregistrée le 20 mai 1992. L'association a été radiée d'office le 17 juillet 1997.

consultation, l'APMR manifeste une fois de plus son opposition au règlement. Des résidents organisés en association, le Regroupement de citoyens et propriétaires de Sainte-Marthe (RCPSM)³³, s'opposent également au projet et déposent un mémoire lors de la consultation publique. Des lettres ouvertes (p. ex. Deschamps R. 1993; Leduc et Carrière 1993) signées par des membres du regroupement paraissent dans les journaux locaux. Cette nouvelle association fait une proposition alternative soit de maintenir le développement domiciliaire le long des chemins existants. Le RCPSM souhaite ainsi maintenir et protéger le caractère rural de cet espace. Le 12 mars 1993, le RCPSM rencontrait la MRC et le 15 mars la municipalité de Sainte-Marthe pour leur faire part de leur objection. Le 17 mars 1993, la MRC modifie son schéma d'aménagement par l'adoption du règlement numéro 66 concernant la mise en valeur stratégique du mont Rigaud. Le RCPSM tentera tout de même de faire modifier le règlement de la MRC qui, selon le regroupement, garantirait une plus grande sécurité; le palier supralocal assurant une plus grande stabilité. Le regroupement produit des feuillets d'information sur les enjeux que comporte la nouvelle réglementation pour Sainte-Marthe. Le RCPSM fait également circuler une pétition. Il signe d'autres lettres ouvertes (RCPSM 1993, 1993a).

Dans une lettre qu'il faisait parvenir à la MRC le 18 mai 1993, le ministre des Affaires municipales approuve le nouveau règlement de la MRC. Il émet tout de même quelques réserves. Selon le ministre « *[C]e règlement ne respecte pas l'orientation générale véhiculée par le MAPAQ pour l'ensemble du territoire agricole québécois en matière de limitation des pratiques et usages agricoles* » (Deschamps 1993a). Le ministre s'interroge également sur le développement résidentiel autorisé par le règlement, le qualifiant de « *difficilement conciliable avec ses objectifs de protection faunique* ». Il ajoute qu'« *[U]n développement limité aux routes existantes dans les affectations MTR1 et 2 où se retrouve la majeure partie des peuplements forestiers servant d'abri d'hiver aurait été plus adéquat* » (*idem.*). Dans cette même lettre, le ministre parle de l'importance de tenir compte de l'habitat faunique du cerf de Virginie au moment de concevoir des projets.

En mai 1993, les travaux sur le nouveau PU de Sainte-Marthe débutent. Le plan doit être conforme au SAD. Ainsi, les municipalités peuvent soit adopter des normes équivalentes au règlement de la MRC, soit être plus sévères encore. Le 31 mai 1993, le RCPSM demande au conseil municipal de permettre à deux de leurs représentants de participer aux réunions et aux discussions du comité consultatif d'urbanisme (CCU). À l'unanimité, le 9 juin 1993, le conseil rejette la demande arguant que le CCU est complet et qu'« *il y a lieu d'éviter l'apport d'élément à tendance partisane au sein d'un comité qui se doit d'être neutre et impartial* » (Deschamps 1993b). Le maire de Sainte-Marthe

³³ Le Regroupement des citoyens et propriétaires de Sainte-Marthe (RCPSM) n'est pas une association officiellement enregistrée auprès du Registraire des entreprises du Québec (REQ). Toutefois, le regroupement est très actif et plusieurs membres sont identifiés. Plusieurs membres du RCPSM ont participé aux réunions de l'APER. Cette dernière n'appuyait pas le choix fait par le conseil municipal de Sainte-Marthe. Toutefois, l'association ne se sentait pas à l'aise d'intervenir sur la scène municipale d'autant plus que son nom rappelait davantage les municipalités de Sainte-Madeleine-de-Rigaud et de Rigaud.

assure connaître les revendications du RCPSM, mais affirme que d'autres citoyens réunis sous le Regroupement des contribuables de Sainte-Marthe³⁴ souhaiteraient un développement domiciliaire assez important qui aiderait la municipalité en amenant des contribuables et des consommateurs dans les commerces de Sainte-Marthe. Le 6 juillet 1993, le RCPSM remet au conseil municipal une pétition³⁵ signée par 110 citoyens de Sainte-Marthe (Deschamps 1993d).

Le 12 juillet 1993, le RCPSM réitère sa demande de participer aux travaux sur le plan d'urbanisme auprès du conseil municipal de Sainte-Marthe, considérant que la précédente demande avait été interprétée trop largement. Le RCPSM souligne que sa demande consistait et consiste toujours en une seule rencontre de travail avec les membres du conseil pour discuter du contenu du plan d'urbanisme. Cette nouvelle demande est également rejetée par le conseil. Le 5 octobre 1993, le conseil municipal de Sainte-Marthe approuve le règlement municipal qui limite la construction dans une seule des huit zones du mont Rigaud.

Le 27 octobre 1993, le conseil municipal de Sainte-Marthe présente son projet de plan d'urbanisme dans le cadre d'une séance de consultation publique obligatoire. Celui-ci est plus restrictif que ce qu'autorisait le schéma de la MRC. En effet, le règlement de la MRC permet jusqu'à environ 1200 nouvelles maisons dans le secteur de Sainte-Marthe alors que le PU de la localité autorise un maximum de 640 nouvelles unités. Le règlement ne restreint pas la construction domiciliaire le long des chemins existants comme le demandait le RCPSM et comme le suggérait le ministre des Affaires municipales. 150 personnes ont participé à la séance de consultation publique³⁶. Le 7 décembre 1993, le conseil de Sainte-Marthe adopte son plan d'urbanisme. Le 8 décembre 1993, le RCPSM demande au conseil municipal et au ministre des Affaires municipales que le plan soit soumis à un référendum. Le conseil refuse³⁷.

Le 14 décembre 1993, la municipalité de Sainte-Madeleine-de-Rigaud adopte son plan d'urbanisme ainsi que le plan directeur du réseau récréatif du mont Rigaud. Un mois plus tard, le 13 janvier 1994, elle édicte le règlement de zonage, lequel prévoit que la zone dans laquelle se trouve la propriété de Ma Baie est assujettie au groupe d'usages exclusifs communautaires. Les seuls usages permis dans cette zone sont le récréotourisme, les parcs et les terrains de jeux et la conservation. Ma Baie

³⁴ Le Regroupement des contribuables de Sainte-Marthe est mentionné par le journal L'Écho (Deschamps 1993c) qui rapporte les propos du maire de Sainte-Marthe. Ce regroupement n'est pas enregistré au Registraire des entreprises du Québec. Aucun nom ni action n'a pu être associé au regroupement. Aucun autre article recensé n'en fait mention.

³⁵ « *Pour préserver le caractère rural de Ste-Marthe et le versant sud du mont Rigaud, nous soussignés, propriétaires et citoyens de Ste-Marthe, demandons au conseil municipal de maintenir les limites actuelles de développement dans St-Henri le long des chemins existants* » (Deschamps 1993d).

³⁶ Lors de l'assemblée de consultation publique, le conseil municipal a limité les interventions des citoyens à trois minutes chacune pour une durée maximale de la séance de 45 minutes.

³⁷ La procédure exige de soumettre le plan d'urbanisme à des audiences publiques. Toutefois, les plans d'urbanisme ne sont pas soumis à des référendums. Selon le maire de Sainte-Marthe, cela aurait créé un précédent au Québec.

entame des poursuites contre la municipalité de Sainte-Madeleine-de-Rigaud et de la MRC de Vaudreuil-Soulanges.

Le 23 mars 1994 a lieu l'assemblée de consultation publique sur les projets de règlements d'urbanisme de Sainte-Marthe. Deux voitures de la Sûreté du Québec se trouvent dans le stationnement de la salle du conseil³⁸. Le RCPSM remet un mémoire au cours des consultations publiques. Le 13 avril 1994, Sainte-Marthe adopte ses règlements d'urbanisme. Le 26 avril 1994, il y a ouverture des registres pour les citoyens désireux de demander la tenue d'un référendum au sujet de certains règlements du plan d'urbanisme. En effet, seuls les règlements numéro 68 sur le lotissement et numéro 70 sur le zonage peuvent faire l'objet d'une consultation. 246 personnes signent et ainsi demandent la tenue d'un référendum³⁹. Se met en place une campagne référendaire avec un comité du « non », essentiellement représenté par le RCPSM et un comité du « oui », distribuant des bulletins d'information. Le conseil municipal affirme qu'il est neutre et distribue lui aussi un bulletin d'information. À la suite du décompte, 50,8 % sont pour le règlement sur le lotissement (numéro 68) pour onze voix de majorité pour le « oui ». Dans le cas du règlement sur le zonage (numéro 70), à la suite d'un recomptage judiciaire le « oui » l'emporte avec 50,4 % des voix⁴⁰ (voir figure 14).

En août 1994, le RCPSM annonce que la bataille se poursuivra aux élections municipales de novembre (voir figure 15). Le regroupement estime que l'opinion est partagée à Sainte-Marthe et que les gens ayant voté contre les règlements d'urbanisme devraient avoir une voix au conseil. Le 22 septembre 1994, un journal local publie une lettre ouverte du candidat à la mairie⁴¹ s'opposant au RCPSM. Celui-ci informe que dans le but d'éviter un deuxième affrontement qui avait divisé la population (c'est-à-dire le référendum sur les deux règlements et plus tard les élections municipales), le conseil municipal a offert les deux sièges qui se libéraient à des représentants du RCPSM et les membres du conseil municipal n'auraient pas porté opposition. En contrepartie, les membres du conseil qui souhaitent rester en place s'attendaient à autant en ce qui concerne les autres sièges. Selon l'auteur, « *cet arrangement aurait eu l'avantage d'éviter un gaspillage d'énergie et d'argent [les élections municipales]* ». « *Après plus d'un mois d'attente et plusieurs appels téléphoniques restés sans réponse, M. (...) (du RCPSM) rencontré de façon fortuite nous déclarait avec beaucoup de réticence que le regroupement refusait toute forme d'entente* » (Desrochers 1994).

³⁸ « *They apparently had been called in by municipal authorities in case of trouble* » (Hudson Gazette 1994).

³⁹ 104 signatures étaient nécessaires pour aller en référendum.

⁴⁰ À noter que contrairement aux élections, la loi prévoit, dans le cadre des référendums décisionnels en urbanisme, que les personnes morales sont habilitées à voter. Ainsi, une personne peut voter autant de fois qu'elle possède de compagnies. Selon le RCPSM, toutes les compagnies de la municipalité ont voté. Le RCPSM affirme que sept membres du conseil municipal et du comité d'urbanisme ont des compagnies (Deschamps 1994a).

⁴¹ Le maire sortant ne se représente pas aux élections.

Figure 14 Synthèse de l'adoption du plan d'urbanisme de Sainte-Marthe

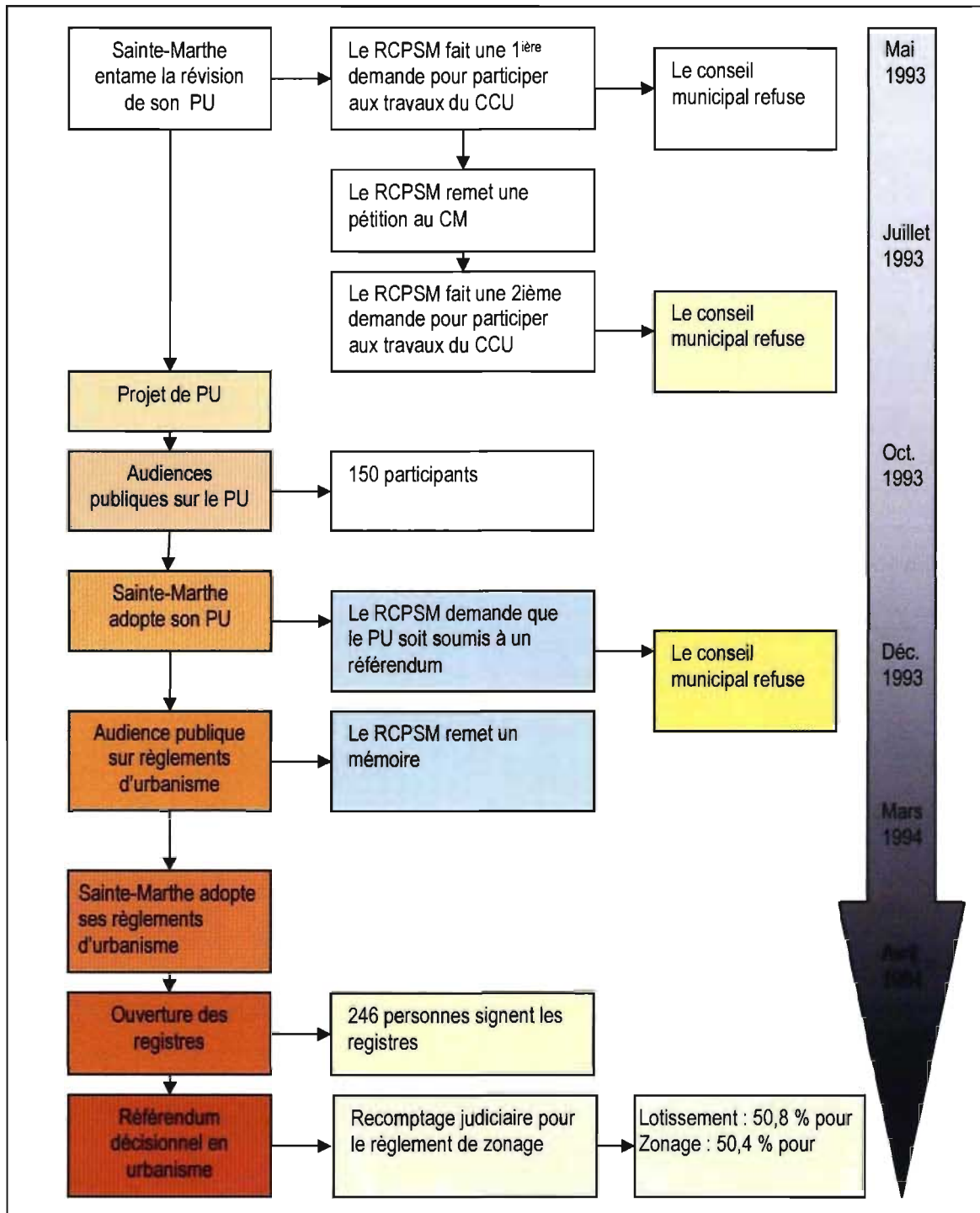
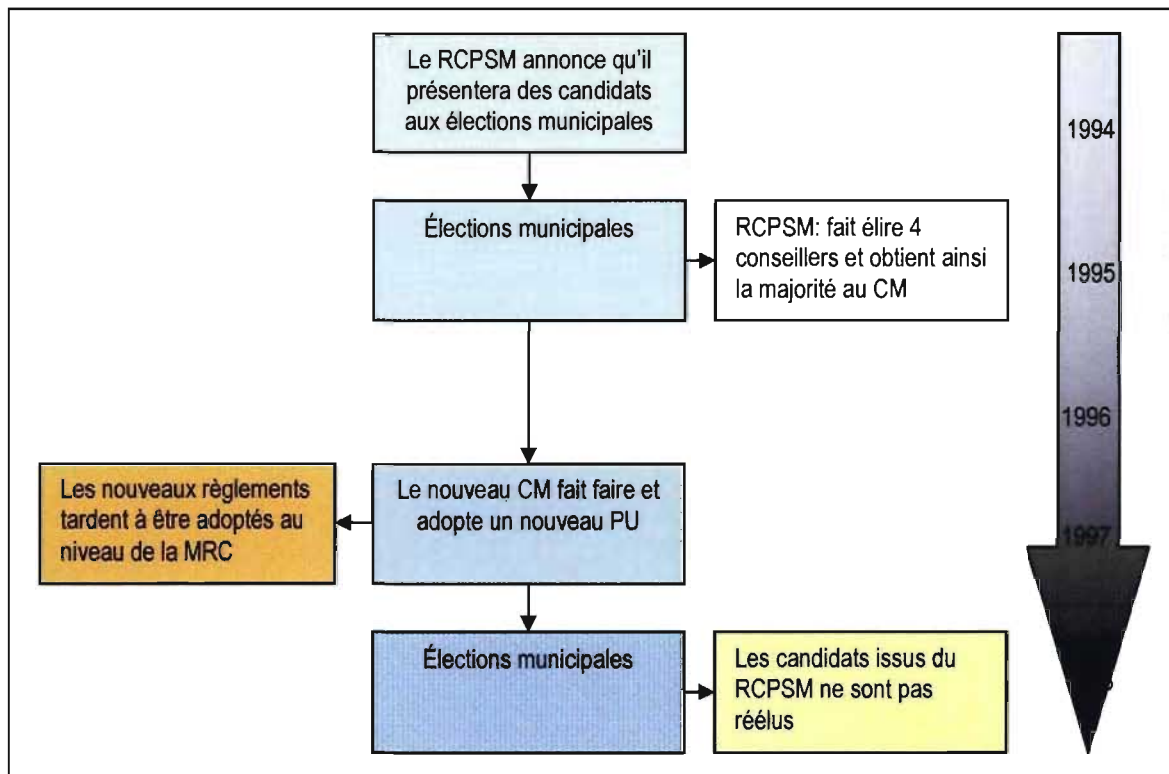


Figure 15 Synthèse des élections municipales de Sainte-Marthe



Aux élections municipales de Sainte-Marthe de novembre 1994, quatre citoyens issus (ou soutenant) le RCPSM se portent candidats. Ils sont tous élus. Un candidat issu du conseil sortant est quant à lui élu maire ainsi que deux des candidats avec qui il faisait campagne. En détenant la majorité au conseil municipal⁴², les candidats issus du RCPSM demandent à ce que le PU de la municipalité soit refait en conformité avec les positions défendues par le regroupement. Le nouveau plan d'urbanisme est adopté par le conseil. Les choses traînent toutefois en longueur et les nouveaux règlements ne seront pas intégrés au SAD de la MRC avant la tenue des élections municipales de 1998. D'autres enjeux occupent alors la scène politique municipale et les candidats issus du RCPSM ne sont pas réélus.

Le 29 novembre 1995, Sainte-Madeleine-de-Rigaud et Rigaud fusionnent pour devenir Rigaud. Les poursuites entamées par Ma Baie contre Sainte-Madeleine-de-Rigaud sont transférées contre Rigaud.

⁴² Ce sont les conseillers qui prennent les décisions. Le maire intervient uniquement en cas d'indécision. Il doit porter la décision prise par le conseil.

4.2.2 Le réseau de sentiers

Souhaitant profiter d'un arrêté municipal prévoyant que 10 % de tout terrain sur le mont Rigaud soit conservé afin de permettre le maintien ou le prolongement de parcs linéaires (D'Aoust 1987), la municipalité de Sainte-Madeleine-de-Rigaud amorce en 1995 des travaux de prolongement du réseau de sentiers de randonnée. Plusieurs demandes d'expropriation sont faites par la municipalité. Celle-ci trouve des règlements à l'amiable avec l'ensemble des propriétaires sauf avec Ma Baie (Anonyme 2000) qui entame des procédures en justice contre la municipalité. Les sentiers sont réalisés grâce à une subvention de 100 000 dollars du Fonds de développement économique de Rigaud, du Centre d'emplois du Canada et une contribution de Sainte-Madeleine-de-Rigaud (Gagnon 1995). En novembre 1995, la municipalité de Sainte-Madeleine-de-Rigaud procède à l'ouverture officielle du réseau de sentiers de seize kilomètres qu'elle nomme L'Escapade. En 1996, Ma Baie entame des procédures en justice contre la municipalité de Rigaud concernant les compensations pour les expropriations pour les sentiers récréatifs. En mars 2000, le Tribunal administratif du Québec (TAQ) tranche et établit le montant compensatoire à l'expropriation que doit payer Rigaud à Ma Baie (voir figure 16).

4.2.3 L'acquisition de terrains sur le mont Rigaud

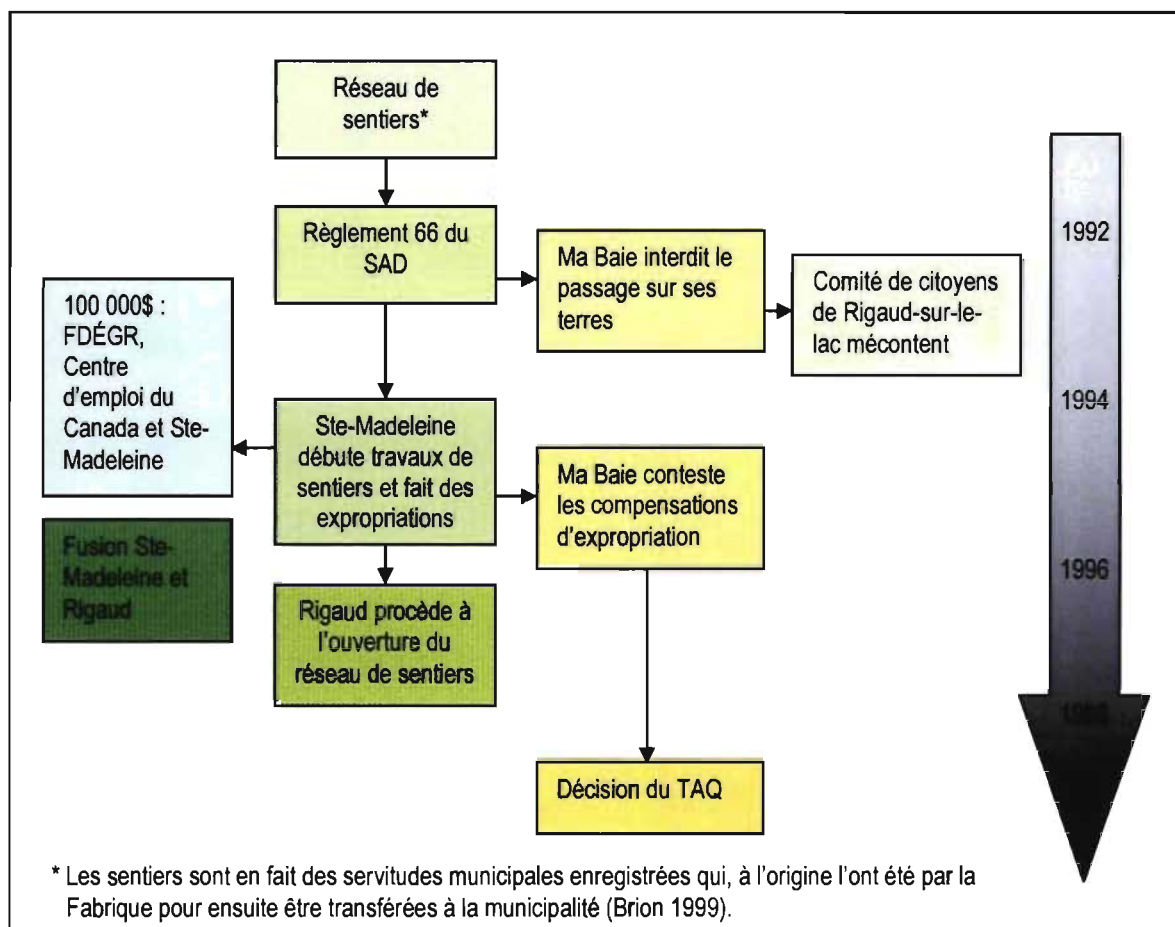
En juin 1992, l'APER rencontre le président de Ma Baie. L'association désire entreprendre des démarches pour trouver des organismes donateurs qui financeraient l'achat des terrains sur la colline. Avant d'entreprendre une pareille démarche, l'APER entend s'assurer que Ma Baie est effectivement prête à vendre ses terrains. L'économie tourne au ralenti et les banquiers de Ma Baie font pression pour que le promoteur se défasse de certaines propriétés⁴³. Lors de la rencontre, Ma Baie ne ferme pas la porte à la vente. Le promoteur invite les représentants de l'APER à trouver les fonds et leur suggère de revenir une fois le financement trouvé. À la fin de l'année 1992, l'APER modifie ses lettres patentes et devient un organisme à but non lucratif (OBNL) à des fins charitables. En mars 1993, l'APER lance officiellement son projet de site protégé.

En mai 1993, l'APER obtient l'aide du MLCP et se voit octroyer une subvention de 25 000 dollars afin de réaliser l'étude de faisabilité de son projet de site protégé nécessaire pour convaincre les donateurs. L'APER cherche d'abord à démontrer la valeur écologique du mont Rigaud. L'étude commandée par le MLCP ayant maintenant dix ans, elle doit être remise à jour avec les nouvelles lois, notamment celle des espèces menacées. L'APER dresse la liste des plantes rares et menacées tant au niveau provincial (p. ex. le cypripède royal), qu'au niveau fédéral, sur trouvant sur le mont

⁴³ *Ma Baie inc. c. Rigaud (Municipalité de)*, Beauharnois, n° 760-05-000330-942, 10 juillet 2003, j. Grenier, en ligne sur : <http://www.jugements.qc.ca>

Rigaud. L'APER révèle ainsi la présence d'associations végétales rares au Québec notamment une pessière rouge et blanche. L'association met en évidence la valeur entomologique du mont Rigaud. En effet, le phénomène de *hill topping* ou de regroupement sexué est facilement observable au sommet du massif. Ce phénomène a lieu sur toutes les montagnes, mais il est rarement observable compte tenu de l'étendue des sommets et de la végétation. Le sommet du mont Rigaud étant très petit et la végétation rabougrie, le *hill topping* peut facilement être observé. Finalement, l'étude souligne la présence de phénomènes géologiques particuliers pour la région comme des escarpements, des crêtes rocheuses, des dépôts de pierres arrondies exempts de végétation ainsi que des dépôts de plages marines (Le groupe Dryade 1981).

Figure 16 Synthèse de la mise en place du réseau de sentiers



En août 1994, soit deux ans après avoir rencontré le président de Ma Baie et s'être assurée que ses terres sur le mont Rigaud était possiblement à vendre, les résultats de l'étude de faisabilité en main, l'APER débute sa campagne de sollicitation de fonds afin d'acquérir une partie de la colline. Elle obtient des résolutions d'appui à son projet et, à l'été 1995, elle a réuni des promesses d'aide financière totalisant 500 000 dollars, soit 100 000 dollars de la MRC de Vaudreuil-Soulanges, 50 000 dollars de la municipalité de Rigaud, 100 000 dollars de la municipalité de Sainte-Madeleine-

de-Rigaud, 150 000 dollars des Fonds de développement économique du Grand Rigaud et 100 000 dollars de la Fondation de la faune du Québec.

Le 29 novembre 1995, Sainte-Madeleine-de-Rigaud et Rigaud fusionnent.

À l'automne 1996, une proposition d'achat faite par l'APER est refusée par Ma Baie. Toutefois, au printemps 1997, Ma Baie informe l'association qu'elle serait disposée à vendre le terrain convoité pour 1,3 million de dollars. Un expert mandaté par l'APER pour évaluer les terrains estime alors la valeur marchande à 714 000 dollars.

En 1998, l'APER procède à une série de rencontres avec d'éventuels partenaires financiers avant de présenter une offre formelle à Ma Baie. Le 27 mars 1998, elle dépose une offre de 725 000 dollars conditionnelle à ce que le financement soit complété dans un délai de 60 jours. Le 3 avril 1998, Ma Baie accepte à la condition que le délai de 60 jours soit écarté. En effet, à la même époque, Ma Baie était impliquée dans différents litiges avec la municipalité de Rigaud et des sommes avaient déjà été engagées. Les organismes donateurs avaient rendu leur participation financière conditionnelle à ce que Ma Baie mette terme aux poursuites qu'elle avait entamées contre la municipalité de Rigaud. Ma Baie donne son accord à la condition que les frais encourus dans cette poursuite lui soient remboursés.

Le 17 septembre 1998, la municipalité de Rigaud informe l'APER qu'elle n'a pas l'intention d'avancer des fonds supérieurs au 150 000 dollars déjà proposé. L'APER n'ayant pas réussi à réunir les fonds nécessaires pour financer son projet d'acquisition, c'est-à-dire 900 000 dollars⁴⁴, et le dossier des poursuites n'étant toujours pas réglé, le projet est dans une impasse. Il manque 400 000 dollars et l'APER n'a pas de solution de rechange.

En 1999, à la demande de la municipalité de Rigaud, l'APER entreprend une consultation publique sous forme de sondage auprès de la population de Rigaud afin de vérifier si les contribuables sont d'accord pour que la municipalité contracte un emprunt de 425 000 dollars pour seconder l'APER dans son projet d'acquisition. Les avis sont partagés et le résultat est de 405 citoyens « pour », 361 « contre ».

Compte tenu de l'importance du financement qu'elle s'apprête à faire, la municipalité de Rigaud exige de devenir propriétaire des terrains. Le 13 septembre 1999, elle adopte un règlement d'emprunt et, par la même occasion, offre à Ma Baie d'acquérir ses terrains pour 725 000 dollars. Un registre est

⁴⁴ Ce montant inclut les frais afférents.

ouvert suite à l'adoption du règlement⁴⁵. Des actions sont entreprises par la population pour exprimer leur appui ou leur opposition au projet (p. ex. voir photo 29).

Photo 29 « La montagne c'est non, allez signer »

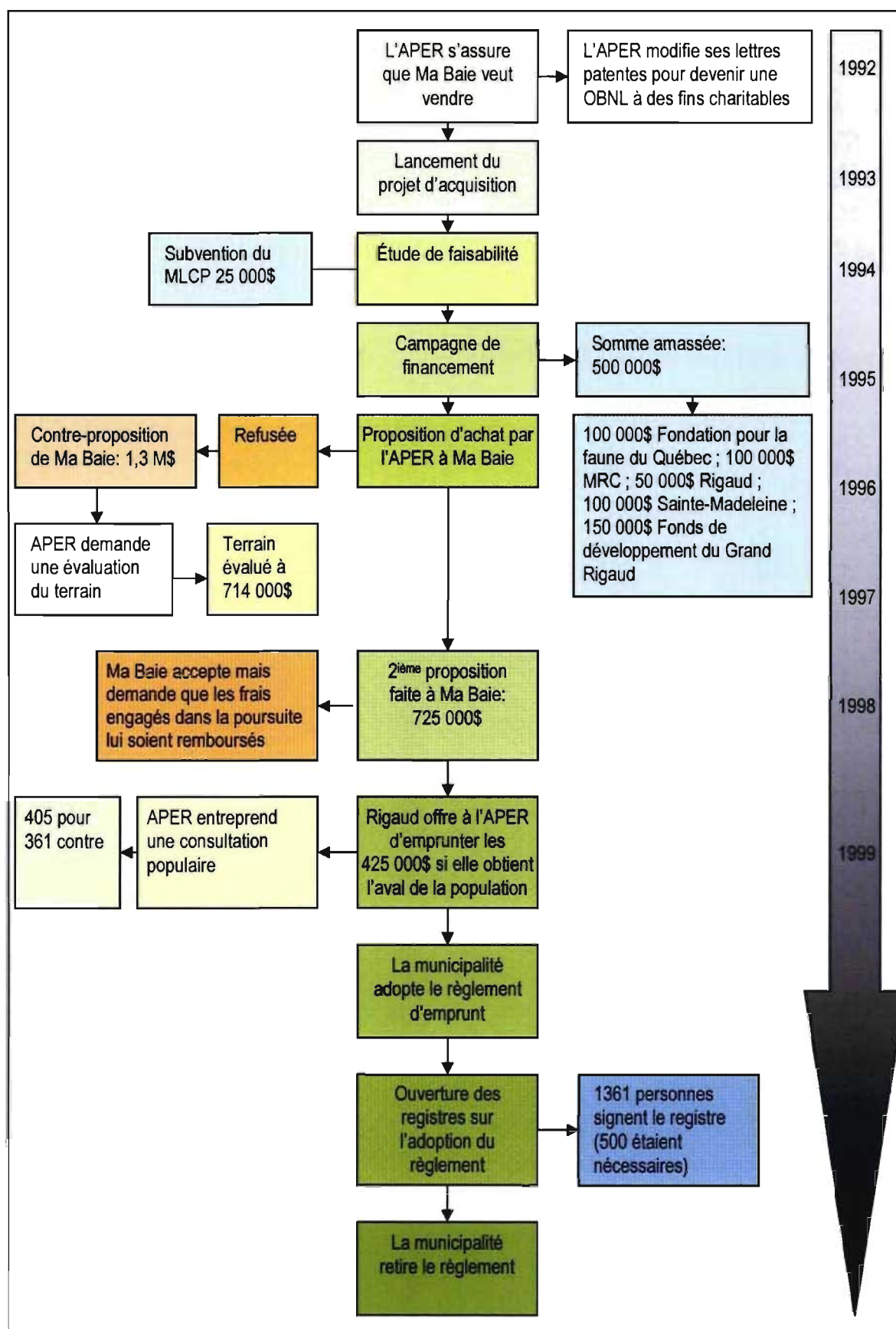


Source: Hudson Gazette, 6 octobre 1999 : 9

- Le 29 septembre 1999, 1361 citoyens viennent signer le registre alors que 500 signatures sont nécessaires. La municipalité a le choix d'aller en référendum, de modifier son règlement ou de le retirer. Elle choisit de retirer le projet de règlement d'emprunt (voir figure 17). Cette volteface sonne le glas du projet de l'APER. L'association est dissoute le 30 avril 2001.

⁴⁵ Si plus de 25 % du remboursement de l'emprunt est à la charge de l'ensemble des personnes habiles à voter de la municipalité, l'avis public doit être adressé aux personnes habiles à voter de la municipalité (articles 1084, 1084.1, 1084.3 du Code municipal du Québec et 561, 561.1, 561.3 de la Loi sur les cités et villes).

Figure 17 Synthèse de l'acquisition des terrains par l'APER



Ma Baie contre Rigaud et la municipalité régionale de comté de Vaudreuil-Soulanges : la décision

Dans son règlement numéro 66 intitulé « *Document complémentaire portant sur les normes générales du Mont Rigaud* », la MRC prescrit les dispositions générales applicables à toutes les aires d'affectation de la colline. À l'intérieur des zones de contraintes particulières identifiées, sont prohibés tous les ouvrages, usages et constructions, à quelques exceptions près par exemple des voies de circulation récréatives, des parcs, les travaux ayant pour but de réduire l'érosion ou les risques de mouvements de terrain, les bâtiments sur un terrain loti à la date d'entrée en vigueur du présent règlement. Le document complémentaire sur les normes générales du mont Rigaud indique que 80 % de la propriété de Ma Baie fait partie de l'une de ces zones soumises à des contraintes particulières. La MRC a invoqué des contraintes topographiques qui menaceraient la sécurité publique afin de justifier ce zonage. Or, il semble qu'aucune analyse de pentes n'ait été faite afin de démontrer ladite contrainte topographique. De plus, « *les témoins qui ont été entendus sur cette question ont fait référence à des degrés de pente, des escarpements, des affleurements rocheux; personne n'a sérieusement prétendu que l'existence de ces phénomènes naturels affectait la sécurité publique ou empêchait la construction domiciliaire. (...) Tous, sans exception, ont semblé étonnés et mal à l'aise devant l'évidence. Les terrains de Ma Baie ne sont pas affectés de contraintes particulières. Par contre, les mêmes témoins ont reconnu que ces terrains ont une valeur écologique qu'il est important de préserver dans l'intérêt de la communauté* »⁴⁶.

Ainsi, en juillet 2003 est déclaré nul le règlement numéro 66 du schéma d'aménagement de la MRC Vaudreuil-Soulanges. La juge déclare également que « *malgré les réactions négatives de certaines personnes vis-à-vis le projet d'acquisition de l'APER et, par la suite, à l'égard du projet de règlement d'emprunt de la Municipalité, les citoyens de Rigaud considèrent que le massif est un actif important pour leur communauté, mais ils ne sont pas disposés à en assumer le coût. Ils réclament la conservation de la montagne dans son état naturel, la protection de l'environnement, le maintien des sentiers de randonnée pédestre, des parcours de ski de fond, du festival des couleurs, des lieux de pèlerinage, etc. La montagne est donc au cœur de leurs préoccupations et les terrains de Ma Baie sont situés en périphérie de l'endroit privilégié par l'APER et ses membres comme constituant le secteur le plus important de cette montagne, le Sommet de la croix* » (idem.).

4.2.3 D'autres actions pour la protection du mont Rigaud

En juillet 1990, la CPTAQ approuve le dézonage de 88 hectares dans le secteur du chemin Saint-Henri, à Sainte-Marthe, pour la mise en place d'un terrain de golf. L'APER avait manifesté son

⁴⁶ *Ma Baie inc. c. Rigaud (Municipalité de)*, Beauharnois, n° 760-05-000330-942, 10 juillet 2003, j. Grenier, en ligne sur : <http://www.jugements.gc.ca>

opposition au dézonage de ces terres notamment par des lettres ouvertes (p. ex. APER 1990, APER 1990a). En octobre 1990, l'association en appelle de la décision de la CPTAQ. Le groupe demande les services d'un ingénieur forestier. Celui-ci insiste auprès de la commission sur le besoin de préserver l'homogénéité du milieu agricole et protéger le potentiel acéricole de la zone. Le 7 juillet 1995, le tribunal d'appel infirme la décision et maintient le zonage agricole sur les 88 hectares (Hudson Gazette 1995).

En décembre 1995, le ministère de l'Environnement et de la Faune du Québec (MEFQ) annonce que, pour donner suite à une série de consultations, un plan de gestion du cerf de Virginie sera mis en place et que celui-ci entrera en vigueur à l'automne 1996. Le plan vise à réduire la population de cerfs de Virginie dans la partie nord de la région de Montréal dont fait partie le mont Rigaud. Or, le mont Rigaud, bien qu'inclus dans cette zone, n'a pas ce problème de surpeuplement, au contraire, le cheptel est menacé d'extinction. Jusque-là, seule la chasse à l'arc était permise sur le mont Rigaud. Cette annonce provoque en février 1996 une levée de boucliers orchestrée par l'APER mobilisant élus municipaux, chasseurs et archers de Vaudreuil-Soulanges ainsi que les résidents de la colline. En septembre 1996, un journal local annonce que le MEFQ a décrété l'interdiction d'utiliser des armes à poudre noire pour la chasse aux cerfs de Virginie sur le mont Rigaud. Seule la chasse à l'arc est autorisée par la nouvelle loi. La période de chasse est toutefois prolongée d'une semaine (Lalonde 1995).

4.3 Les éléments de synthèse

Ce chapitre avait pour objectif de présenter de manière détaillée la nature et le déroulement des deux projets sur lesquels nous nous penchons dans le cadre de cette thèse, l'aménagement global du domaine du Mas Dieu et la mise en place d'une aire protégée sur le mont Rigaud. Ces reconstitutions ont été faites à partir des articles de journaux et autres documents obtenus, ainsi qu'à l'aide des entrevues menées avec les différents acteurs.

Dans la première étude de cas, nous avons vu qu'après avoir échappé à deux projets de décharge, le domaine du Mas Dieu est racheté par la SAFER qui a été mandatée par les quatre communes d'élaborer un plan d'aménagement global du site. Ce plan se base sur différents enjeux propres à ce territoire notamment de conforter l'activité d'un éleveur de moutons, de préserver le milieu naturel et la qualité des paysages, de développer l'activité agricole et d'organiser l'accès à cet espace pour la population de Montpellier. L'aménagement du site se divise selon différents volets : l'agriculture, le pastoralisme, l'école de chasse, la nature et l'activité récréative. Chacun de ces volets a une dynamique qui lui est propre en faisant intervenir des acteurs spécifiques souvent sur une partie seulement du Mas Dieu. Il existe également une dynamique plus globale qui s'installe avec des

projets qui se déroulent sur l'ensemble du territoire et qui passent par une collaboration, voire une concertation entre les acteurs. C'est notamment le cas du projet d'écosite dont le but est d'établir, à travers une charte, certains objectifs communs et façons de faire à respecter sur l'ensemble du territoire. C'est également le cas, mais dans une moindre mesure, du projet cynégétique qui requiert l'appui des propriétaires fonciers en raison des droits de chasse qu'ils détiennent. Aujourd'hui, on remarque que l'avancement des projets est variable. Si certains sont pour ainsi dire achevés, la réalisation d'autres volets a été plusieurs fois remise.

Dans le cas de la création d'une aire protégée sur le mont Rigaud, c'est l'abandon d'un projet de parc porté par le ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche qui incite des résidents de la région à créer une association et revendiquer une plus grande protection pour le mont Rigaud. Deux grandes stratégies sont mises en place. La première est menée par le Comité administratif élargi et cherche essentiellement à déterminer des aires d'affectation du mont Rigaud. Leurs conclusions viennent modifier le schéma d'aménagement et de développement de la MRC, et les plans d'urbanisme des municipalités concernées. La MRC de Vaudreuil-Soulanges et la municipalité de Rigaud voient leurs règlements annulés à la suite des poursuites intentées par un promoteur immobilier tandis que la municipalité de Sainte-Marthe devient le théâtre d'une lutte entre le conseil municipal et un regroupement de citoyens opposés aux orientations d'aménagement privilégiées par la municipalité. La seconde stratégie, menée par l'Association de protection de l'environnement de Rigaud, est de faire l'acquisition des terrains les plus remarquables d'un point de vue écologique. Pour ce faire, l'APER modifie, trois ans après sa création, la nature de son association et devient un OBNL à des fins charitables. Elle mène ensuite une étude de faisabilité de son projet et va chercher des appuis financiers afin d'acquérir des terrains appartenant à un promoteur immobilier. Après une longue campagne de financement, la municipalité de Rigaud offre à l'APER d'élaborer un règlement d'emprunt et de fournir l'argent manquant si l'aval de la population est obtenu. Finalement, l'achat des terrains échoue suite à la décision du conseil municipal de Rigaud de retirer un règlement d'emprunt. D'autres actions ont été entreprises par l'APER notamment la contestation d'un important dézonage sur le territoire de Sainte-Marthe afin d'aménager un terrain de golf et l'orchestration d'une opposition à un plan du ministère de l'Environnement et de la Faune du Québec s'appliquant à tout le territoire au nord de Montréal, incluant le mont Rigaud, et visant une diminution de la population de cerfs de Virginie.

Pour faire suite à la lecture de ces deux études de cas, quelques observations préliminaires en lien avec la dynamique des localités peuvent être faites. D'abord, on note la présence d'une grande diversité d'acteurs issus de tous les milieux (p. ex. gouvernemental, associatif, privé). Ces acteurs poursuivent des objectifs qu'ils partagent quelques fois avec d'autres. Ces objectifs relèvent d'une compréhension des choses, une vision d'un espace propre à chacun des acteurs. Ils sont parfois

incompatibles, voire carrément contradictoires, et s'installe ainsi une dynamique conflictuelle. D'autres fois, ils permettent de réunir des acteurs et de les faire travailler ensemble vers un but partagé. Les acteurs mettent en place des stratégies et entreprennent des actions afin d'atteindre les objectifs qu'ils se sont fixés. À ce niveau, plusieurs similitudes ont été observées entre les deux études de cas par exemple au niveau des associations de protection de l'environnement qui entreprennent des pétitions, élaborent des projets alternatifs ou se saisissent des élections municipales afin que soit considéré leur point de vue. Les acteurs disposent de moyens variés tant au niveau de leurs compétences, des financements dont ils disposent, de leurs droits et la connaissance de ces droits, ou encore des appuis que leur projet suscite. On note finalement l'importance des contextes dans lesquels s'inscrivent les projets. Le contexte légal, notamment au niveau de l'aménagement du territoire, encadre étroitement l'action des acteurs et contraint ou autorise certaines actions en leur fournissant parfois des outils, par exemple les modes de participation publique prévus par les lois d'aménagement du territoire. Le contexte électoral permet également, dans les deux études de cas, à des groupes d'amener leur cause au cœur du débat municipal. Ces premières observations feront l'objet d'une analyse plus poussée dans les chapitres à venir.

Chapitre 5 La logique d'action des acteurs et les orientations territoriales

Par logique d'action, nous entendons les valeurs, les intérêts, les objectifs, les stratégies ainsi que les actions menées par les acteurs. Ainsi, l'objectif de ce chapitre est de mettre en relation la logique d'action des principaux acteurs mobilisés dans le cadre des projets à l'étude (essentiellement les éléments 1, 2 et 3 de la conceptualisation de la dynamique des localités) et les orientations découlant de la définition et la production des espaces (principalement l'élément 6 de la conceptualisation de la dynamique des localités).

Dans le cadre de la mise en place d'un projet, les acteurs se mobilisent autour d'enjeux qui les interpellent. Ils poursuivent des objectifs et défendent leurs intérêts. Les objectifs poursuivis et les intérêts défendus par les acteurs peuvent être clairement énoncés; d'autres fois, ils sont moins franchement exprimés, voire parfois carrément cachés. Si le discours officiel constitue un bon point de départ de l'analyse, il est apparu comme insuffisant pour comprendre toute la complexité de la logique d'action de certains acteurs. En effet, certaines incohérences et discontinuités ont pu être mises en évidence par l'analyse des documents. Certains changements de stratégies plus ou moins expliqués ou encore des contradictions dans la logique d'action de certains acteurs peuvent être considérés comme des témoins silencieux de la poursuite d'autres objectifs que ceux officiellement formulés ou d'une incohérence conséquente de la défense d'intérêts multiples. La mise en évidence de ces discontinuités nous a poussés à investiguer davantage et a parfois permis de trouver de nouvelles informations qui ont contribué à une meilleure compréhension de la logique d'action de certains acteurs. Plus souvent tout de même, ce sont les personnes interviewées qui ont permis de mettre en évidence la poursuite d'objectifs ou la défense d'intérêts non dits. Ainsi, dans le cadre de cette analyse, les objectifs et les intérêts exposés par une association ou un acteur public côtoient parfois des éléments d'une logique d'action qui ne font pas partie du discours public. Ceci s'inscrit donc en conformité avec la définition donnée par Lahire (1998) rapportée au chapitre 1 qui présente l'acteur comme étant multirationnel.

Ces objectifs relèvent d'une logique propre à chaque acteur. Ils représentent les conséquences de leur propre perception de la situation, de la vision qu'ils ont d'un espace, de leurs valeurs et de leurs idéologies. Toutefois, ils n'émanent pas nécessairement de l'acteur lui-même. En effet, plusieurs d'entre eux s'approprient le ou les objectif(s) énoncé(s) par d'autres. Quoi qu'il en soit, ces objectifs donnent lieu dans bien des cas à la mise en place de stratégies, c'est-à-dire de moyens déployés et des actions entreprises de manière coordonnée et planifiée pour atteindre un but. Ces stratégies peuvent être uniques ou multiples. D'autres acteurs agissent quelquefois sans véritablement adopter de stratégie.

Par la vision qu'il défend, les objectifs qu'il poursuit (les siens ou ceux qu'il s'est appropriés), les stratégies qu'il met en place et les actions qu'il mène, l'acteur contribue à la construction des territoires. Sa vision peut se concrétiser telle qu'initialement « imaginée », mais souvent, elle se transforme au contact de celle des autres acteurs. La vision portée par un acteur peut également contribuer à l'émergence d'autres visions et à la mise en place d'actions par d'autres acteurs.

Le questionnement entourant le présent chapitre concerne l'incidence des logiques d'actions des acteurs sur les transformations de l'espace, ce que Di Méo (2008 : 20) a énoncé dans ces termes : « [L]e traitement de ces deux domaines de la connaissance et de la praxis [les représentations sociales et l'action] permet une meilleure compréhension des processus géographiques, qu'il s'agisse de la construction des lieux, des territoires et des paysages, de leur gestion, de leur aménagement et (parfois) de leur développement, plus largement de leur mobilisation identitaire, politique, économique et sociale dans toute une série d'événements et de phénomènes concernant les sociétés et leurs enjeux contemporains ».

Dans ce chapitre, nous décrivons donc dans un premier temps les intérêts, les objectifs ainsi que les stratégies et les actions entreprises par chacun des principaux acteurs mobilisés dans le cadre de l'aménagement global du domaine du Mas Dieu et la mise en place d'une aire protégée sur le mont Rigaud. Nous cherchons ensuite à mettre en relation cette logique d'action et la nouvelle géographie de territoires à l'étude. Les actions des acteurs ont différents impacts sur la transformation du territoire par exemple le paysage, les activités, la fréquentation des lieux, les infrastructures, mais aussi sur la définition ainsi que l'encadrement du développement territorial à travers les plans, et c'est ce que nous mettons en évidence dans ce chapitre.

5.1 Les logiques d'action des acteurs

Les acteurs ayant influencé la construction des deux territoires sont très nombreux. Afin de restreindre notre analyse, nous nous sommes limités aux principaux acteurs et avons écarté ceux dont l'action est ponctuelle et/ou indirecte (p. ex. certains services publics) et ont contribué de manière plus limitée à la définition et la construction de ces territoires. Les acteurs inclus dans l'analyse ont été classifiés en deux catégories : les acteurs de premier et de second plan. La distinction entre ces deux types d'acteurs est basée sur des critères de participation à la dynamique actorielle relative à chacun des projets. Ainsi, en fonction de s'ils sont ou non porteur d'une vision précise pour ce territoire, de leur rôle (p. ex. un service-conseil versus un groupe de pression), de l'aspect proactif ou non de leur démarche et de leur niveau d'engagement (en termes de durée et d'intensité), les acteurs ont été placés dans l'une ou l'autre des catégories. Les acteurs de premier plan sont habituellement porteurs d'une vision forte pour leur territoire respectif, ils sont très engagés

et leur démarche pourrait être qualifiée de proactive et très dynamique. Ils ont contribué (ou ont tenté de contribuer) à la définition, mais aussi à la réalisation d'une ou des orientation(s) empruntée(s) par le territoire. Ces acteurs ne poursuivent pas nécessairement leurs propres objectifs : certains s'approprient, ouvertement ou non, les objectifs définis par d'autres.

Pour ces acteurs de premier plan, des schémas ont été réalisés afin de comprendre et visualiser leur logique d'action. Les schémas sont tous construits de la même façon : ce sont les croyances, les idéologies et les intérêts qui sont à la base des objectifs. Afin d'atteindre ces objectifs, les acteurs mettent en place une ou des stratégies et entreprennent des actions. Pour les acteurs de second plan, nous avons cherché à comprendre de quelles façons ils ont contribué à la construction des territoires en poursuivant des objectifs et des actions sans pour autant détailler et schématiser leur démarche.

5.1.1 L'aménagement du domaine du Mas Dieu

Comme nous l'avons vu dans le chapitre précédent, de très nombreux acteurs interviennent dans la construction du projet d'aménagement global du Mas Dieu. Selon leur vision et leur engagement, sept d'entre eux ont été identifiés comme étant des acteurs de premier plan soit la SAFER Languedoc-Roussillon, le porteur du projet de parc à thème (maire de Murviel-lès-Montpellier), L'Hort du Mas Dieu, la Fédération départementale des chasseurs de l'Hérault (FCDH), le promoteur du mas Dieu (le bâtiment), les viticulteurs puis les oléiculteurs. Les acteurs considérés comme de second plan sont la population, le berger, le promoteur du mas de la tour, les trois autres communes et les Écologistes de l'Euzière.

5.1.1.1 Les acteurs de premier plan

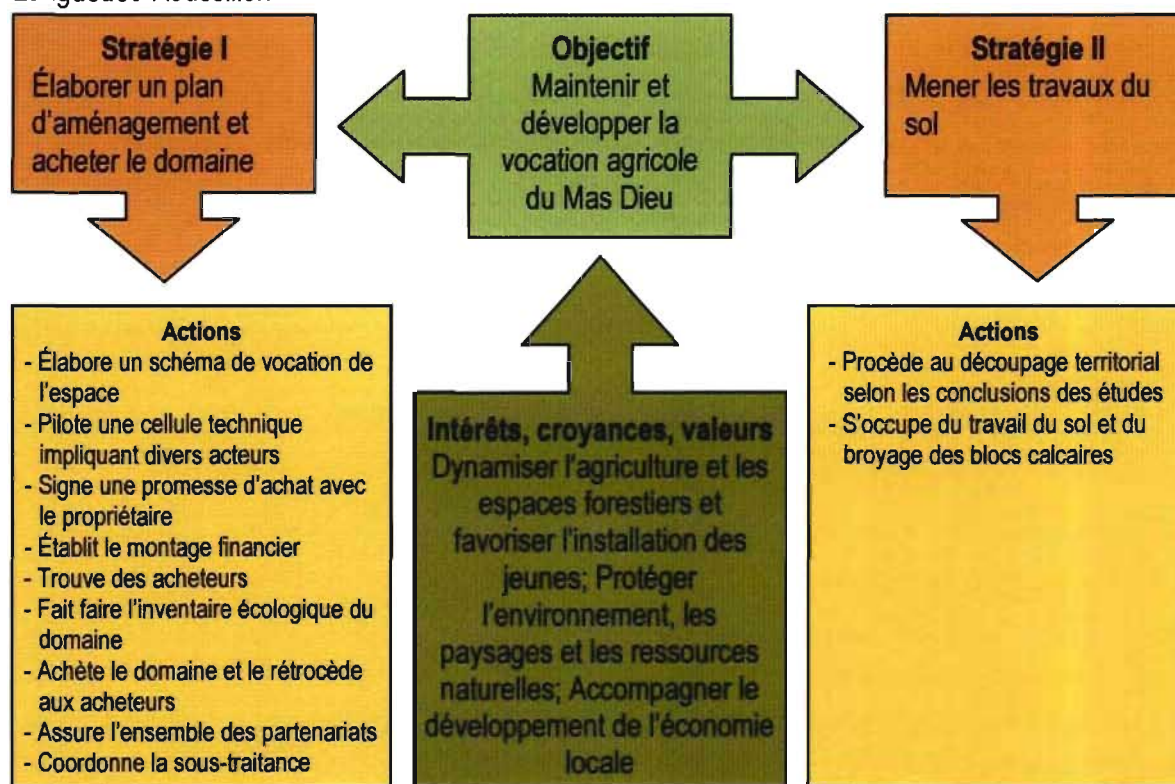
La Société d'aménagement foncier et d'établissement rural Languedoc-Roussillon

Les activités des Sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural (SAFER) s'inscrivent dans une mission officielle décrite au chapitre 3. Dans le cadre du projet de l'aménagement du Mas Dieu, l'objectif de la SAFER Languedoc-Roussillon est de maintenir et de développer l'activité agricole (voir figure 17). Cet objectif n'est toutefois pas une initiative de la Société. Elle accompagne, à leur demande, des acteurs locaux et fait siens leurs objectifs puisque ceux-ci cadrent avec sa mission. Au cours du processus, deux mandats ont été confiés à la SAFER. D'abord, à la demande des communes de Montarnaud, de Murviel-lès-Montpellier, de Saint-Georges-d'Orques et de Saint-Paul-et-Valmalle, elle élabore un plan d'aménagement et acquiert le domaine du Mas Dieu pour ensuite le rétrocéder aux nouveaux propriétaires. Plusieurs actions sont entreprises dans le cadre de cet

objectif tant par rapport au montage financier que par rapport au découpage général du territoire. Son second mandat octroyé, cette fois par les oléiculteurs et les viticulteurs, est d'effectuer le travail du sol, étape préalable à la plantation des vignes et des oliviers.

La SAFER Languedoc-Roussillon, en adhérant à la vision que se font les collectivités du domaine du Mas Dieu et en s'associant au projet agricole, participe à la définition et à la construction de cet espace. D'abord, la Société collabore à conforter l'activité pastorale. Elle favorise ensuite un renouvellement de l'activité agricole grâce à la viticulture et l'oléiculture. Finalement, elle assure un maintien à long terme de l'activité agricole sur cet espace en mettant de l'avant des cultures pérennes. La SAFER contribue conséquemment à la métamorphose paysagère du domaine en le faisant passer d'un espace plutôt naturel et de pâturage à un espace de production plus intensive et de plantation.

Figure 18 La logique d'action de la Société d'aménagement foncier et d'établissement rural du Languedoc-Roussillon

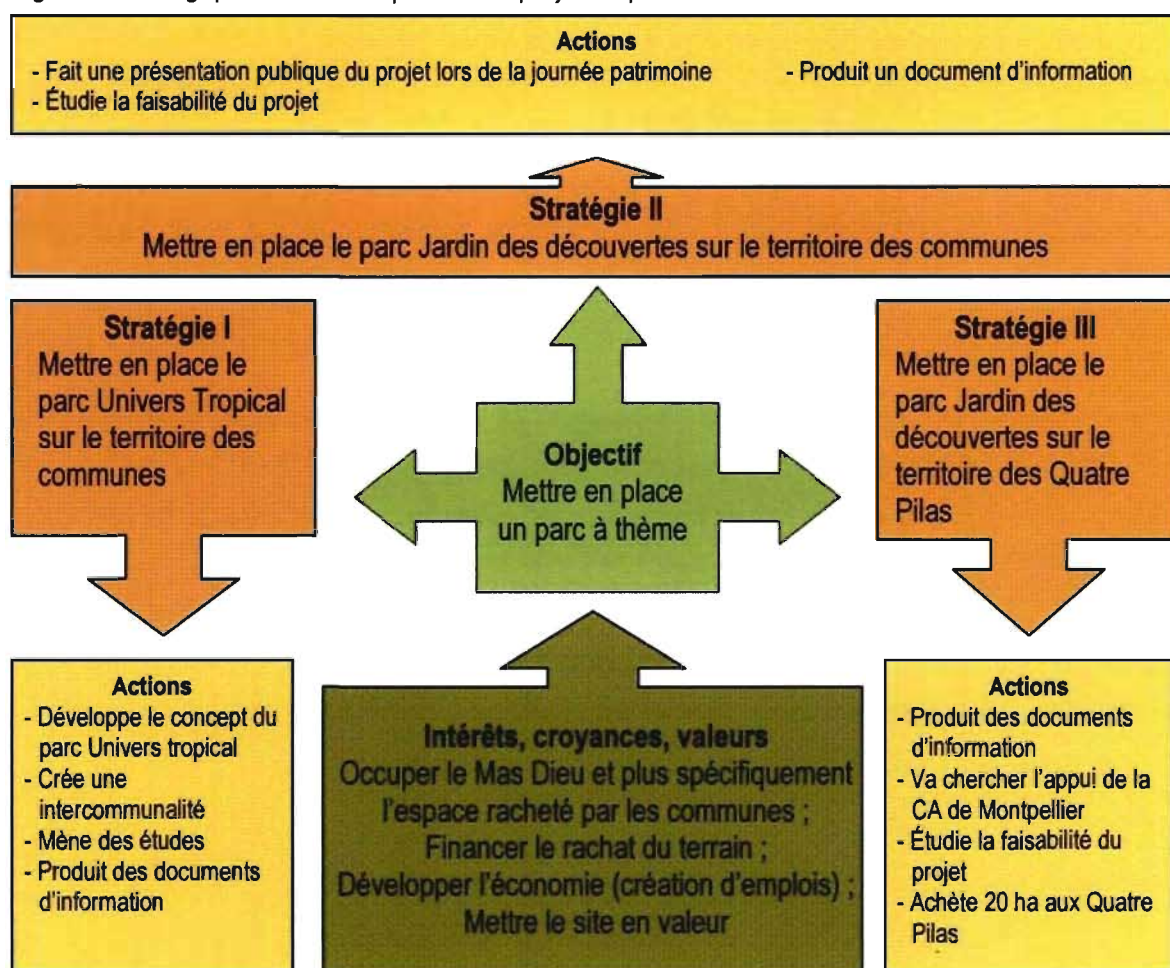


Le porteur du projet de parc à thème

L'objectif de mise en place du parc à thème se base essentiellement sur l'idée d'occupation et de mise en valeur du territoire acquis par les quatre communes (voir figure 18). Le porteur du projet, également maire de la commune de Murviel-lès-Montpellier, cherche en outre à engendrer des

activités économiques qui permettraient de financer l'achat des terrains et de créer de l'emploi dans les communes. Il met essentiellement en place trois stratégies. D'abord, il cherche à aménager un parc nommé Univers tropical sur le terrain des quatre communes. L'accueil plutôt froid de la population, des associations locales ainsi que les prises de position publiques de politiciens de la région (entrevue L'Hort du Mas Dieu 1 2005) et l'absence d'investisseur l'amènent toutefois à réviser la nature et l'ampleur du projet de parc. Le projet révisé concerne la création du Jardin des découvertes, toujours sur le territoire acquis par les quatre communes. Les associations continuent de le décrier et le peu de soutien des trois autres communes se fait de plus en plus évident. Le porteur de projet de parc met alors en œuvre une troisième stratégie : l'aménagement du Jardin des découvertes sur le site des Quatre Pilas, un espace adjacent au domaine du Mas Dieu, mais qui se trouve sur le territoire de Murviel-lès-Montpellier.

Figure 19 La logique d'action du porteur du projet de parc à thème



Cette troisième stratégie marque jusqu'à un certain point un décalage avec les préoccupations formulées initialement. En effet, en changeant le projet de site, les arguments en lien avec

l'occupation et la mise en valeur du terrain acquis par les communes, raisons d'être du projet, ne tiennent plus.

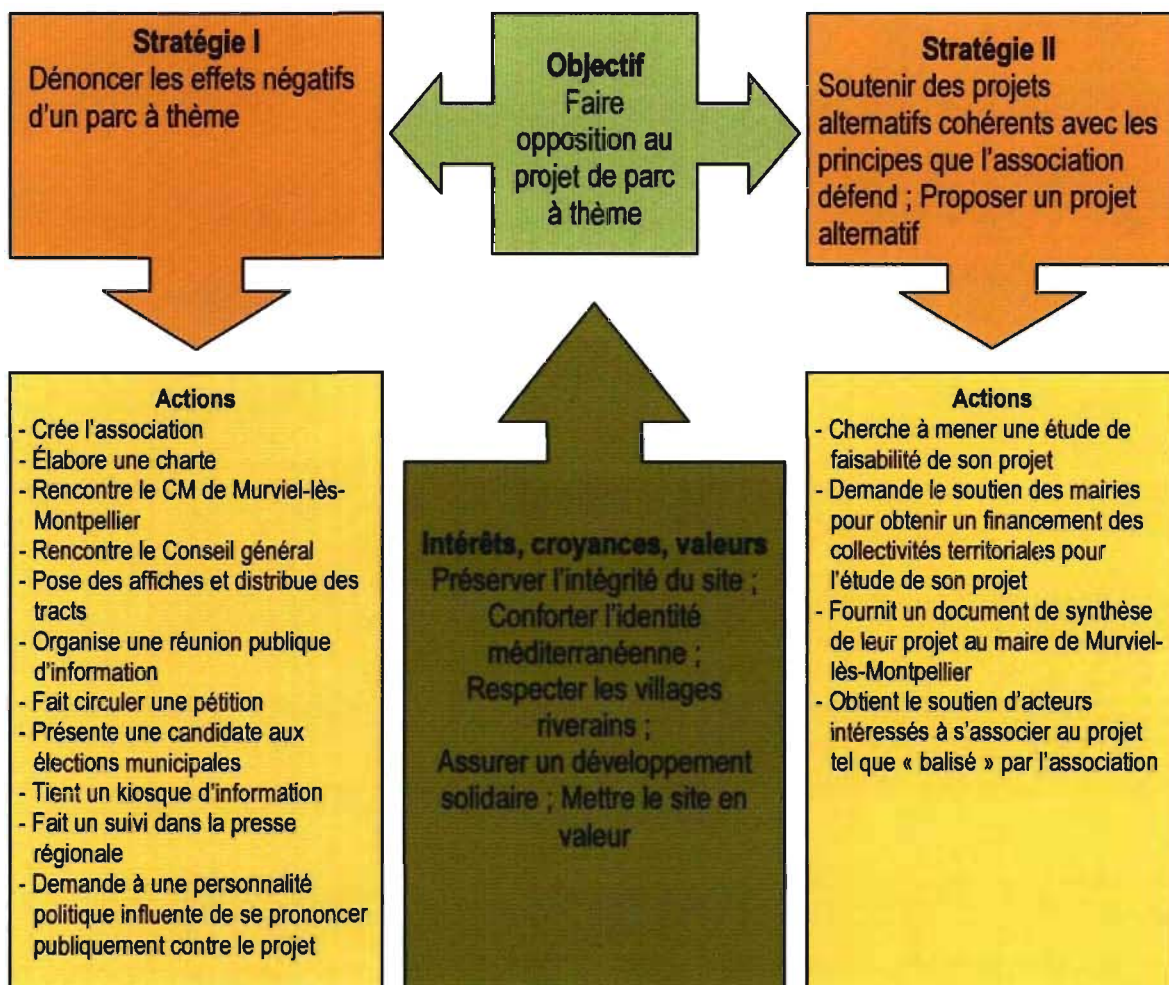
Si la vision du porteur de projet de parc à thème se concrétise, elle contribuera à la mise en place d'une orientation récréo-pédagogique de masse sur le territoire du Mas Dieu. Elle concourra également à urbaniser le site (p. ex. les stationnements, les infrastructures, les attractions), à la création d'emplois et à la fréquentation massive de cet espace. Jusqu'à maintenant toutefois, cette vision a surtout favorisé l'émergence et l'affirmation de préoccupations en lien avec la protection du territoire et le développement à l'échelle humaine en réaction au projet de parc à thème.

L'Hort du Mas Dieu

La vision portée par L'Hort du Mas Dieu est essentiellement définie dans la charte que l'association s'est donnée (voir figure 19). Les valeurs et les intérêts sur lesquels s'appuie l'objectif de l'association concernent la mise en valeur du site dans le respect du lieu, du contexte géographique et des populations à proximité. Le projet de parc à thème ne cadre pas avec les valeurs et les intérêts de l'association et pour cette raison, elle s'efforce de lui faire obstacle. Elle s'oppose tant à la nature du projet qu'à son ampleur. Son action s'articule essentiellement autour de deux stratégies : d'abord, elle dénonce les impacts négatifs anticipés du projet de parc, puis soutient tout autre projet cohérent avec les principes qu'elle défend et propose elle-même un projet alternatif.

Concrètement, en promouvant une vision de protection du territoire et de développement à l'échelle humaine, L'Hort du Mas Dieu a, dans un premier temps, contribué à la redéfinition du projet de parc à thème. Ainsi, la nature et l'ampleur du nouveau projet de parc ne sont pas étrangères aux actions menées par l'association bien qu'elles n'en soient pas les seules responsables. L'association de citoyens a également contribué à expulser le projet de parc à thème du domaine du Mas Dieu. Ainsi, l'association a jusqu'à maintenant surtout aidé au maintien d'un espace ouvert, de pâturage et de balades, sans toutefois avoir elle-même réellement pris part à l'implantation d'un projet.

Figure 20 La logique d'action de L'Hort du Mas Dieu



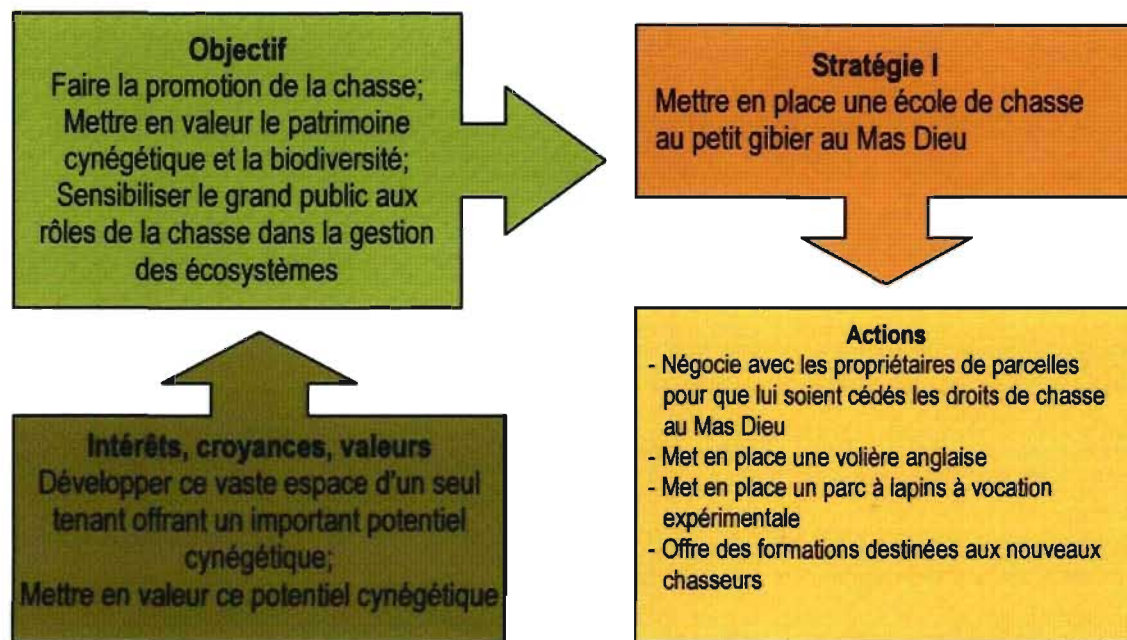
La Fédération départementale des chasseurs de l'Hérault et les associations communales de chasse

L'objectif poursuivi par la Fédération départementale des chasseurs de l'Hérault (FDCH), en collaboration avec les quatre associations communales de chasse, s'inscrit dans la mission officielle de l'organisation et dans l'intérêt des chasseurs de l'Hérault (voir figure 20). Le domaine du Mas Dieu constitue pour la Fédération un endroit remarquable à mettre en valeur au niveau cynégétique en raison de l'étendue de son territoire, du potentiel faunique et de son emplacement périurbain. La proximité d'un important bassin de population peut en effet aider à attirer une plus importante fréquentation de l'école de chasse.

La FDCH, avec la collaboration des associations communales de chasse, a permis d'accentuer les orientations cynégétique et pédagogique du territoire qui étaient jusqu'alors quasi inexistantes. La FDCH a ainsi participé à la définition et la production de ce territoire notamment par la mise en place

d'équipements (p. ex. une volière), par l'introduction de spécimens indigènes et par l'induction de nouvelles fréquentations notamment des instructeurs et des élèves.

Figure 21 La logique d'action de la Fédération départementale des chasseurs de l'Hérault



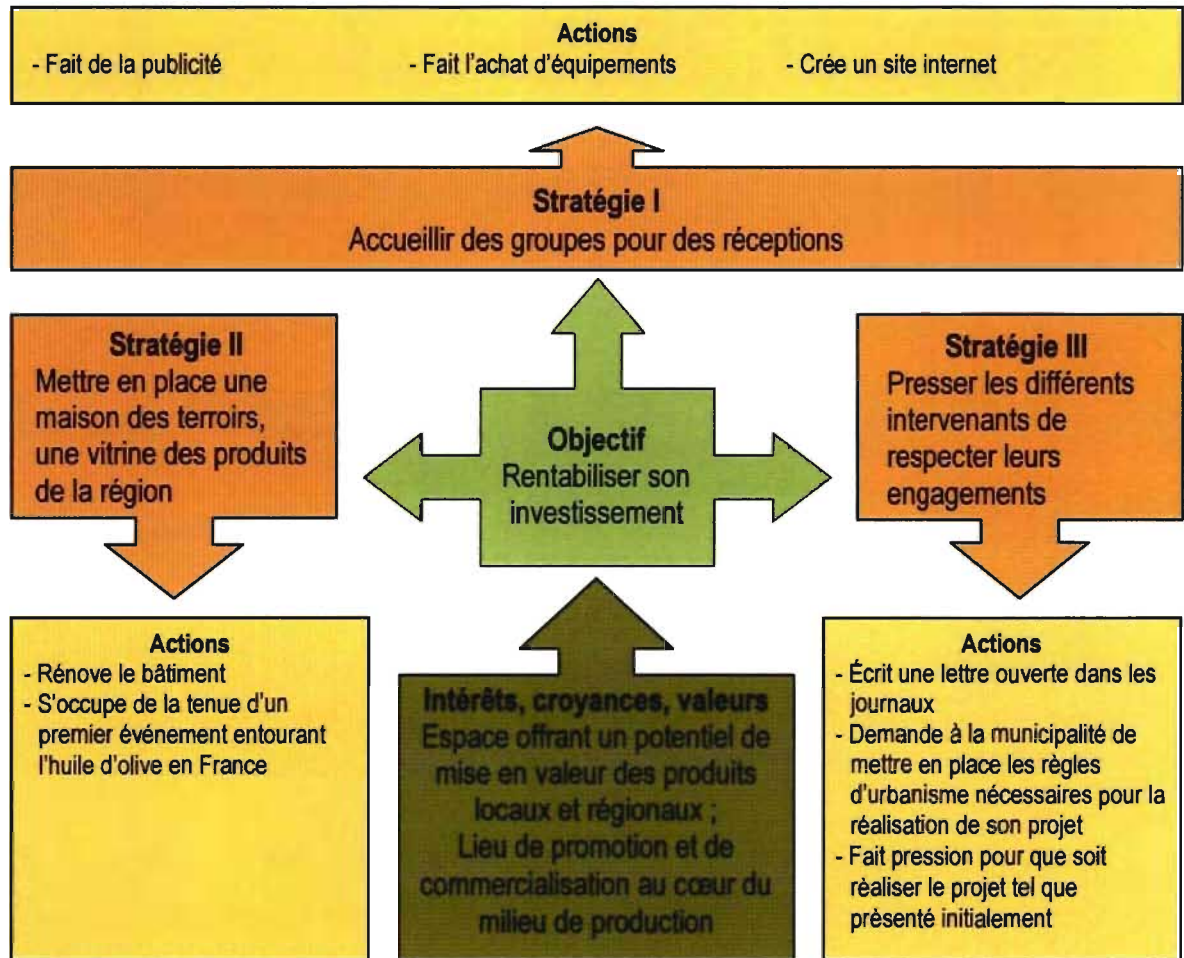
Le promoteur du mas Dieu (bâtiment)

Le promoteur du mas Dieu, le bâtiment, est devenu partenaire du projet d'aménagement global du domaine du même nom parce que le site offre un cadre remarquable convenant à un projet de mise en valeur des produits locaux (voir figure 21). Comme tout investisseur, son objectif premier est de rentabiliser son investissement. Les actions menées par le propriétaire du mas s'articulent autour de trois stratégies. Il souhaite initialement installer une maison des terroirs pour faire la promotion des produits locaux, en particulier les productions faites sur le domaine du Mas Dieu, par exemple le vin et l'huile d'olive. Des travaux sont entrepris pour remettre le bâtiment en état. Toutefois, la fréquentation de la maison des terroirs devait aller de pair avec les autres projets sur le domaine notamment celui du parc à thème. Comme leur réalisation est retardée, le promoteur du mas Dieu s'oriente en attendant vers la réception de groupes. Finalement, le promoteur du mas Dieu profite des élections municipales pour faire pression sur les initiateurs du projet d'aménagement du domaine et, par une lettre ouverte, presse les différents intervenants responsables de l'aménagement du domaine de respecter leurs engagements.

Le promoteur du mas Dieu a, par ses actions, contribué à la réhabilitation et la valorisation d'un patrimoine bâti traditionnel de la région, un des deux mas languedociens du domaine. Il contribue

également à l'orientation récréotouristique et conséquemment à la fréquentation du site. Si le projet initial du promoteur se matérialise, il contribuera à la valorisation des produits du terroir, tout particulièrement ceux cultivés et transformés sur le territoire du domaine.

Figure 22 La logique d'action du promoteur du mas Dieu (bâtiment)



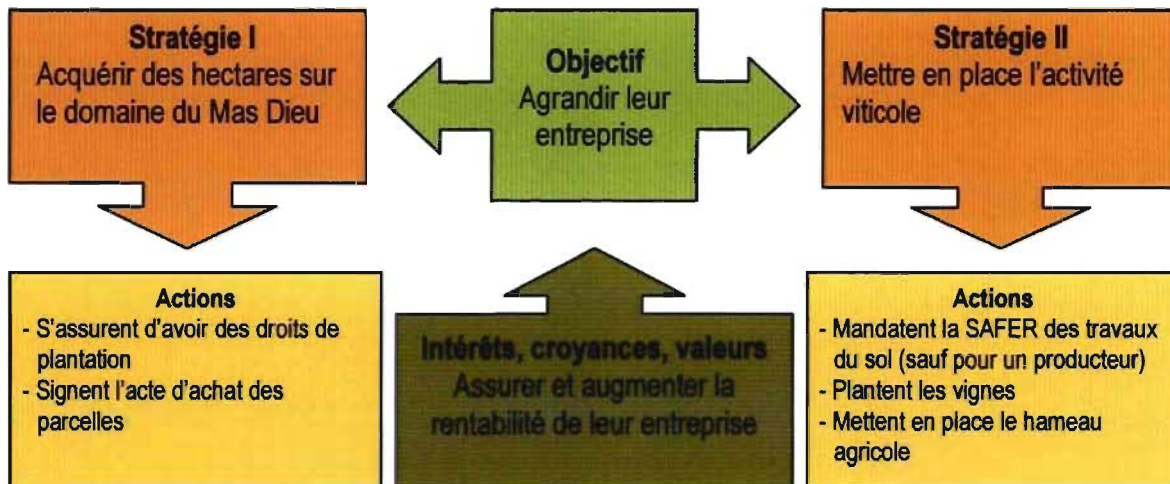
Les viticulteurs

Les viticulteurs qui ont acquis des parcelles sur le domaine du Mas Dieu sont tous des individus dont la culture de la vigne est la principale activité économique. Ils ont choisi d'acheter des parcelles au Mas Dieu afin d'agrandir leur entreprise qui comprend d'autres parcelles ailleurs dans la région (voir figure 22). Ils ont dans un premier temps acquis les terres. Ensuite, ils ont procédé au travail du sol et confié à la SAFER la plantation des vignes. Bien qu'ils aient effectué les premières étapes en commun, les viticulteurs travaillent surtout selon une logique individuelle.

Ainsi, par leurs actions, les viticulteurs implantent une nouvelle activité sur le domaine et assurent le maintien à moyen et long termes de l'orientation agricole grâce à l'introduction de cultures pérennes.

Ils participent également à la mise en place d'infrastructures comme le hameau agricole. Par toutes ces actions, les viticulteurs contribuent à la transformation paysagère du site, particulièrement au passage d'un pâturage à un espace viticole dynamique.

Figure 23 La logique d'action des viticulteurs

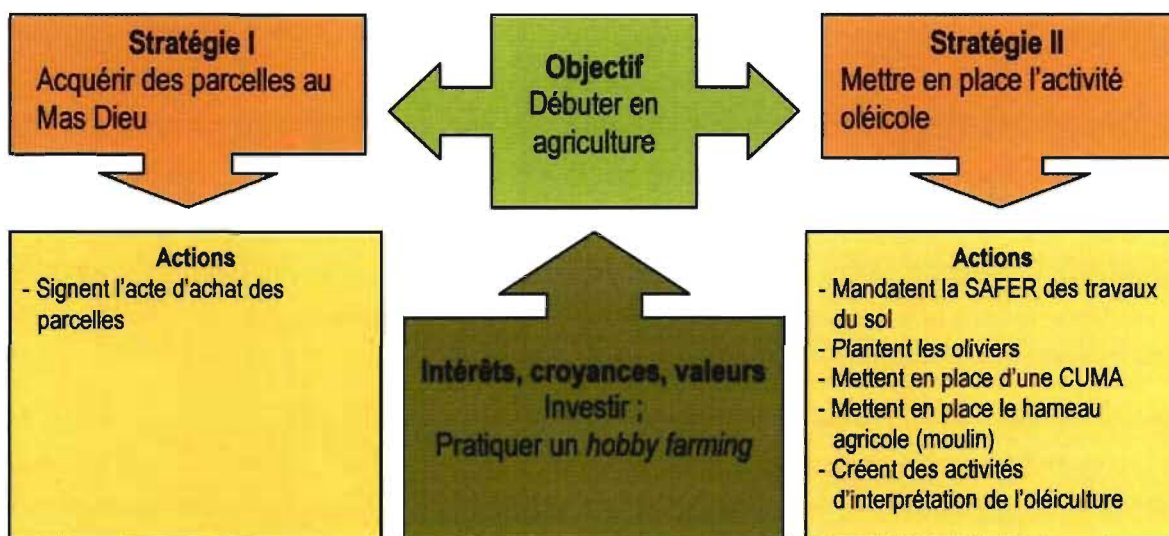


Les oléiculteurs

Aucun des individus ayant acquis des parcelles pour la culture d'oliviers n'est au départ oléiculteur. Ils ont pour la plupart un emploi dans un secteur autre qu'agricole ou sont retraités et voient dans l'oléiculture une opportunité d'investissement (voir figure 23). Certains considèrent également leur acquisition comme une seconde carrière ou du *hobby farming*. Ainsi, la première stratégie déployée a été l'acquisition des parcelles au Mas Dieu. Ensuite, ils ont mandaté la SAFER des travaux du sol. Les oléiculteurs ont une approche différente de celle des viticulteurs. Bien qu'il y ait onze propriétaires, les différentes parcelles sont exploitées comme une seule et même oliveraie. Ils ont formé une coopérative d'utilisation du matériel agricole (CUMA) et ont ensemble embauché un technicien pour les conseiller et les épauler dans la mise en place de leur projet.

Les oléiculteurs ont introduit la culture de l'olive sur le site et l'ont confortée dans la région. En choisissant des variétés locales, ils revalorisent le patrimoine agricole. À l'instar des viticulteurs, ils pérennisent l'orientation agricole sur le domaine par la plantation d'oliviers. Ils opèrent également une importante transformation paysagère. La création d'un hameau agricole, en outre d'un moulin, permettra la transformation de la matière première en plus de créer des emplois. Ils favorisent ainsi le développement économique sur le domaine. Les oléiculteurs prévoient finalement développer des activités récréo-pédagogiques d'interprétation de l'oléiculture et ainsi contribuer au développement de l'orientation récréotouristique sur le domaine.

Figure 24 La logique d'action des oléiculteurs



5.1.1.2 Les acteurs de second plan

La population

Dans le cadre de l'aménagement du domaine du Mas Dieu, les collectivités territoriales, en particulier les communes de Montarnaud, de Murviel-lès-Montpellier, de Saint-Georges-d'Orques et de Saint-Paul-et-Valmalle ont initialement travaillé en collaboration avec la population afin de contrer le projet de décharge. Une fois la menace écartée et suite au rachat par la SAFER et à la rétrocession aux différents partenaires, l'avenir du territoire racheté par les quatre communes reste à déterminer. La mobilisation de la population a eu un impact sur l'abandon du projet de décharge. Toutefois, la population a assez peu ouvertement manifesté son opinion par rapport au projet d'aménagement du Mas Dieu. L'occasion lui a d'ailleurs plus ou moins été donnée de le faire. On sait a priori que c'est un espace qu'elle utilise pour des balades à pied ou en vélo, mais aussi un espace de cueillette par exemple de champignons et d'asperges sauvages (entrevue L'Hort du Mas Dieu 1 2005). La population aurait également fait part de certaines appréhensions par rapport au projet de parc à thème (entrevue mairie de Montarnaud 2005; entrevue mairie de Saint-Paul-et-Valmalle 2005). Finalement, les citoyens de Murviel-lès-Montpellier ont dans une certaine mesure pu se prononcer sur le projet au cours des élections municipales puisque la campagne électorale d'une candidate tournait autour de cet enjeu.

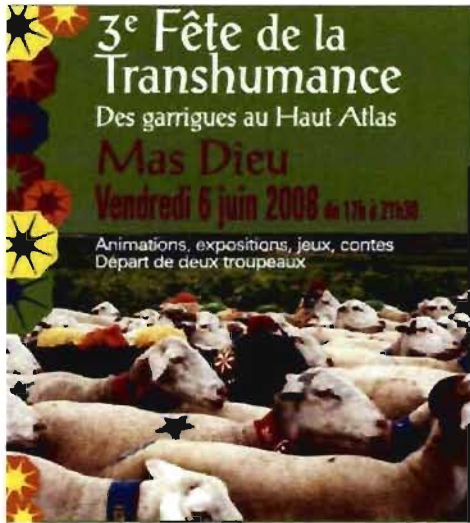
Le berger

L'objectif du berger est de maintenir son activité. Il n'est pas propriétaire de la bergerie, ni des terrains sur lesquels il fait paître ses brebis, mais il a un contrat avec le propriétaire du domaine. Il

entreprend assez peu d'action lui-même. Il n'est pas en mesure de mettre lui-même en place les stratégies, ni de mener les actions nécessaires faute des ressources requises, notamment financières et les compétences. Ce sont les acteurs qui s'approprient son objectif qui lui permettent de l'atteindre. Toutefois, il collabore aux actions initiées par d'autres acteurs par exemple à des réunions organisées par la SAFER, à la mise en place d'une association foncière agricole (AFA), au transfert vers une nouvelle bergerie et à la mise en place d'une école de chasse par la FDCH. L'activité du berger est centrale dans le projet au Mas Dieu. Elle mobilise de nombreux acteurs et ressources, et est à la base de plusieurs actions entreprises par d'autres acteurs.

Malgré un recul des superficies de pâturage sur le Mas Dieu, l'activité pastorale a été réaffirmée sur le domaine, notamment grâce à la mise en place de la bergerie, mais aussi aux alentours du Mas Dieu avec la mise en place d'une AFA. Le berger conforte donc l'orientation agricole du territoire par son activité, même s'il n'a pas participé à la définition ni à la production du projet territorial. Il assure avec son troupeau l'entretien du site, limite les risques d'incendie et aide au maintien d'une formation végétale en régression - la pelouse à brachypode rameux -, et favorise la sauvegarde d'un paysage ouvert. Le berger contribue finalement au développement de l'orientation récréotouristique, de façon ponctuelle, en participant à la fête de la transhumance dont il est, avec son troupeau, l'élément central (voir photos 30 et 31).

Photo 30 et 31 La fête de la transhumance au Mas Dieu



Source : Conseil général de l'Hérault 2008

Le promoteur du mas de la tour

L'un des principaux objectifs de l'acquéreur du mas de la tour est d'assurer la rentabilité de son investissement. Le promoteur prévoit prendre part au déploiement de l'orientation récréopédagogique au Mas Dieu en portant un projet de maison des énergies renouvelables. Celui-ci ne

semble toutefois pas pour l'instant avoir dépassé le stade de projet, d'abord parce que l'acheteur n'a pris possession du mas que lorsque la nouvelle bergerie a été construite (ce qui inclut d'importants délais de livraison), et puis parce que, à l'instar de la maison des terroirs au mas dieu, la maison des énergies renouvelables devrait bénéficier de l'affluence au parc à thème pour assurer sa fréquentation.

Jusqu'à présent, l'acheteur du mas de la tour a surtout contribué à la remise en valeur du patrimoine bâti typique de la région, le second mas languedocien du domaine. Si son projet se réalise, il contribuera au développement de l'orientation récréotouristique et à la fréquentation du site en attirant des visiteurs.

Les trois autres communes

Les communes de Montarnaud, de Saint-Georges-d'Orques et de Saint-Paul-et-Valmalle, avec Murviel-lès-Montpellier, ont fait l'acquisition de 137 hectares sur le domaine du Mas Dieu. Si au départ elles ne souhaitaient que mettre fin au projet de décharge, une fois acquis, elles s'entendent sur la nécessité de valoriser le site par la mise en place d'un projet. Toutefois, le projet de parc à thème semble plus ou moins enthousiasmer les communes de Montarnaud, de Saint-Georges-d'Orques et de Saint-Paul-et-Valmalle même si publiquement, elles explicitent très peu leur point de vue par rapport à ce projet. « *Les autres maires ne soutiennent pas le projet de parc mais vu la personnalité de (...) [le porteur de projet] les maires n'osent pas s'opposer* » (entrevue L'Hort du Mas Dieu 1 2005). Elles font tout de même partie de l'association pour la mise en place du parc à thème puis du SIADE du Mas Dieu lorsque cela est de leur ressort. Elles ne veulent toutefois pas impliquer de nouvelles ressources financières et encore moins dans un projet de parc à thème qui leur apparaît comme un gouffre à fond public. Les trois communes collaborent toutefois aux autres aspects du projet d'aménagement du domaine du Mas Dieu par exemple, par la révision des PU pour s'assurer de leur conformité, en cédant leurs droits de chasse et en mettant en place la fête de la transhumance. Elles soutiennent ainsi le déploiement d'une diversité d'orientations et d'activités sur le territoire du Mas Dieu.

Les Écologistes de l'Euzière

Les Écologistes de l'Euzière se sont impliqués dans le projet d'aménagement global du Mas Dieu dans le cadre de leur mission officielle et le mandat qui leur a été confié était de réaliser une étude scientifique et de proposer un plan de mise en valeur du site à la demande des collectivités locales. Ils ont notamment identifié des zones moins intéressantes d'un point de vue écologique afin qu'elles soient mises en valeur par d'autres usages, ici par l'activité agricole, et des espaces riches au niveau

écologique dans le but de les préserver. Un travail paysager est également prévu notamment par la plantation d'essences régionales. Ainsi, ils ont collaboré à la définition et la production du territoire par la protection et la mise en valeur des espaces écologiques riches. Ils contribuent aujourd'hui à la fréquentation du site en animant les sorties de loisir scientifique.

Le Conseil général de l'Hérault

Le Conseil général (CG) de l'Hérault a offert une collaboration financière importante au projet d'aménagement du Mas Dieu. Dès le départ, il a participé au financement d'études. Pour le CG, cet investissement s'inscrit dans une politique d'aménagement plus vaste dont le Mas Dieu constituerait le premier maillon d'un arc vert protégé entre mondes rural et urbain (Durand 2001). Cette préoccupation pour le maintien des espaces ouverts en périphérie de l'agglomération montpelliéraine se substitue par exemple à une loi de protection du territoire agricole à l'échelle nationale. Le projet de ceinture verte, à l'étude au moment de l'investissement au Mas Dieu (*idem.*), a amené le Conseil général à s'associer à l'objectif de maintien de l'espace agricole et de l'activité pastorale. Ceci permet de protéger les caussenardes des garrigues, une race de mouton menacée de disparition. L'activité pastorale assure l'entretien des sous-bois et limite les risques d'incendie (Conseil général de l'Hérault 2004). Ainsi, le département a acheté une superficie de 242 hectares sur le domaine aux fins de pâturage. Il constitue également le principal bailleur de fonds pour la construction de la nouvelle bergerie. Le CG collabore ainsi au maintien de l'activité pastorale par l'achat de terrain et la mise en place d'équipement (la bergerie), contribuant ainsi à la sauvegarde d'un paysage ouvert en régression dans la région. Il est à l'origine, une fois l'an, d'une fréquentation récréotouristique en organisant la fête de la transhumance. Il collabore finalement de manière indirecte à l'orientation cynégétique en ayant cédé les droits de chasse sur les territoires acquis.

Le Conseil régional du Languedoc-Roussillon

Le Conseil régional (CR) du Languedoc-Roussillon, à l'instar du CG, s'est approprié certains objectifs des collectivités territoriales, mais aussi d'autres acteurs en prenant part au financement des études et de la bergerie et en octroyant des aides pour la mise en place des activités agricoles. Le CR favorise donc la mise en place de nouvelles activités agricoles et le maintien du pastoralisme, notamment par son apport dans la construction de la bergerie.

La communauté de communes Vallée de l'Hérault

La communauté de communes (CC) Vallée de l'Hérault s'est également approprié les objectifs des communes notamment par l'élaboration de la charte d'écosite et en devenant le maître d'ouvrage du hameau agricole. Elle participe ainsi à l'aménagement des infrastructures agricoles.

5.1.2 La création d'une aire protégée au mont Rigaud

Au mont Rigaud, un nombre plus limité d'acteurs sont intervenus dans la définition et la production des espaces. Cinq acteurs de premier plan ont été identifiés soit l'Association pour la protection de l'environnement de Rigaud (APER), Ma Baie, le conseil municipal de Rigaud (incluant Sainte-Madeleine-de-Rigaud), le conseil municipal de Sainte-Marthe et le Regroupement des citoyens et propriétaires de Sainte-Marthe (RCPSM). Des acteurs de second plan ont été désignés soit la MRC Vaudreuil-Soulanges, la population et les propriétaires, les récréotouristes et le ministère de l'Environnement et de la Faune du Québec (MEFQ).

5.1.2.1 Les acteurs de premier plan

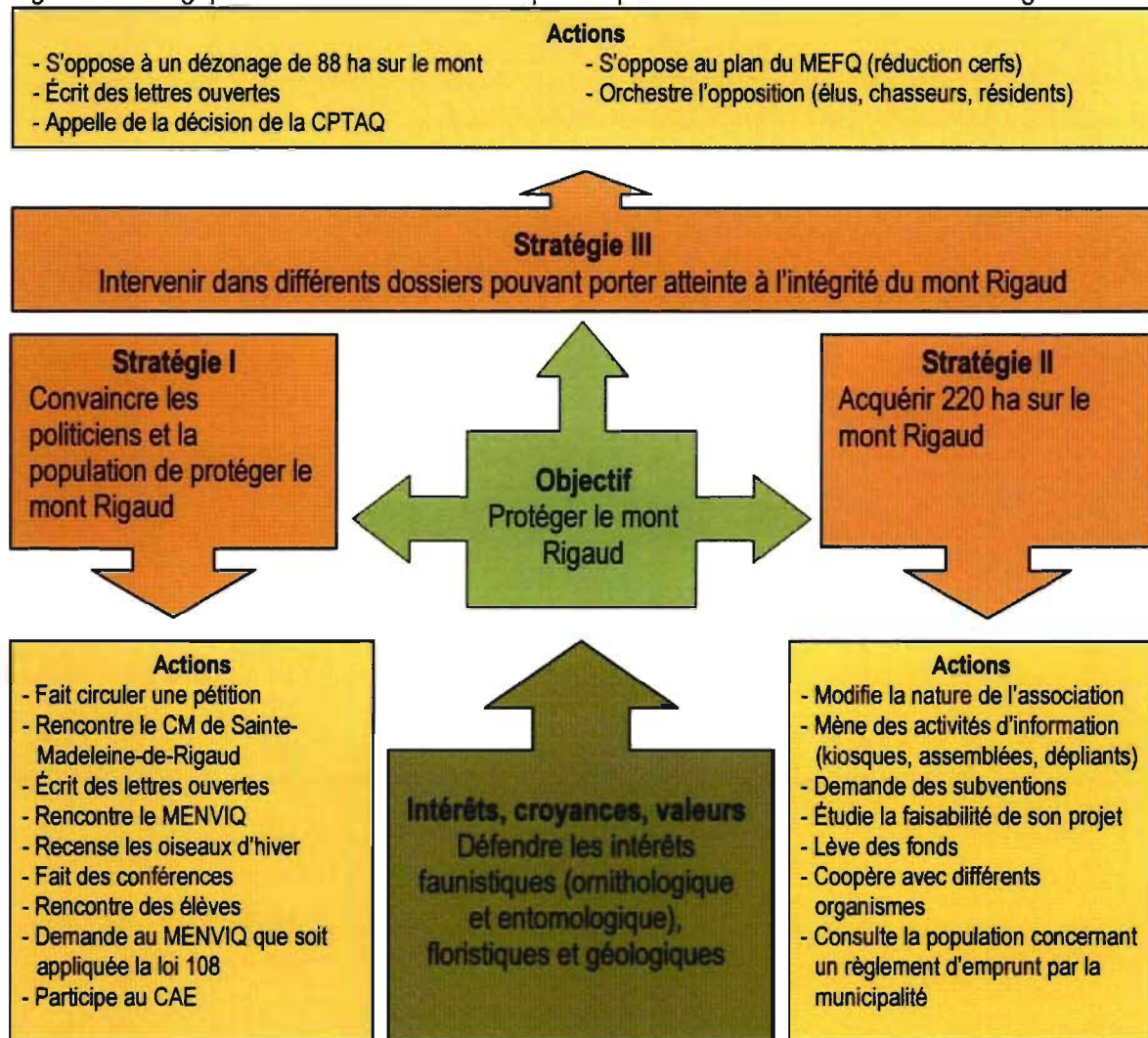
L'Association pour la protection de l'environnement de Rigaud

Comme son nom l'indique, l'Association pour la protection de l'environnement de Rigaud (APER) est une association dont les objectifs et les actions sont sous-tendus par des préoccupations environnementales (voir figure 24). L'association considère que le mont Rigaud est intéressant d'un point de vue écologique et se donne pour objectif de le protéger. Pour ce faire, elle déploie essentiellement trois stratégies.

Au départ, en juin 1989, l'APER tente essentiellement de sensibiliser et de convaincre les politiciens municipaux et régionaux que le mont Rigaud doit être reconnu comme une zone écologique protégée (Hudson Gazette 1989). Elle cherche avant tout à obtenir l'appui du milieu (Hudson Gazette 1990). L'APER entreprend plusieurs actions afin d'informer et de sensibiliser les citoyens et les élus. Ces activités de sensibilisation amènent ces derniers à se pencher sur la question dans le cadre du Comité administratif élargi (CAE) auquel l'APER est invitée à participer. Rapidement, c'est-à-dire dès mars 1990, l'APER précise sa stratégie. À partir de ce moment, elle cherche à faire l'acquisition de 220 hectares sur le mont appartenant en partie à la société immobilière Ma Baie. Ainsi l'APER travaille toujours à convaincre les élus ainsi que d'autres acteurs de l'importance de protéger la colline, notamment dans le cadre de sa participation au CAE, dans le but qu'ils s'impliquent

financièrement dans le projet d'acquisition portée par l'association. Finalement, l'APER intervient de manière plus ponctuelle sur d'autres enjeux relatifs à la protection de la colline, tel que les questions relatives au cerf de Virginie et au zonage agricole.

Figure 25 La logique d'action de l'Association pour la protection de l'environnement de Rigaud

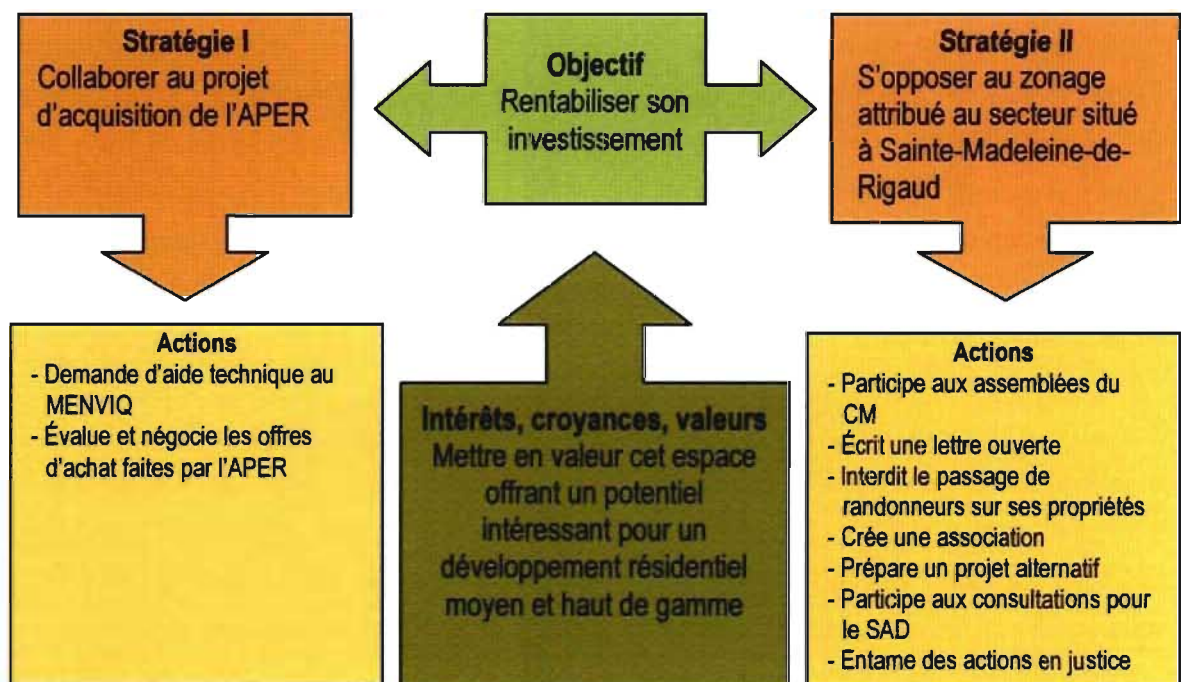


Le projet de parc de l'APER ne s'est pas concrétisé, mais l'action de l'association a tout de même permis une certaine protection de la colline à travers l'adoption de règlements au niveau du Schéma d'aménagement et de développement (SAD) et des plans d'urbanisme (PU) encadrant le développement du territoire. Aujourd'hui encore, le schéma en préparation tient compte des principaux éléments à protéger (entrevue APER 2 2008). En contestant le dézonage de 88 hectares accordé par la Commission de protection du territoire agricole du Québec (CPTAQ) sur le versant sud de la colline, l'association a contribué à la préservation du milieu et à la protection de l'orientation agricole en prévenant la déstructuration du territoire agricole. Elle a également participé à la protection de la faune en contestant le plan initial de gestion du cerf de Virginie du MEFQ.

Ma Baie

Ma Baie est une entreprise spécialisée dans le développement résidentiel. En 1987, l'entreprise fait l'acquisition d'environ 200 hectares sur le mont Rigaud, situés sur le territoire de la municipalité de Sainte-Madeleine-de-Rigaud. Les terrains sont, au moment de l'acquisition, en zone blanche et le schéma d'aménagement de la MRC et le plan d'urbanisme de la municipalité ne posent pas vraiment de contrainte pour un éventuel développement résidentiel. Pour Ma Baie, l'espace acquis sur la colline constitue un milieu remarquable pour le développement résidentiel (voir figure 25). Le principal objectif de Ma Baie est d'assurer la rentabilité de cet investissement, par la mise en place d'un développement résidentiel ou encore la revente des terrains. Elle collabore ainsi au projet d'acquisition de l'APER. Toutefois, l'adoption par la MRC et plus tard par la municipalité de Sainte-Madeleine-de-Rigaud, d'un zonage contraignant les possibilités de construction domiciliaire ne fait pas l'affaire de l'entrepreneur et celui-ci s'oppose au projet de zonage qui vient modifier le SAD et le PU. Ma Baie et un autre promoteur immobilier ont manifesté leur opposition à cette décision à différentes occasions au cours du processus de révision du SAD et du PU de Sainte-Madeleine-de-Rigaud.

Figure 26 La logique d'action de Ma Baie



Jusqu'à maintenant, Ma Baie a eu assez peu d'impact sur le développement du mont Rigaud. Elle a tout de même contribué à sonner l'alarme par rapport à l'importance de protéger la colline en faisant l'acquisition d'un terrain d'une superficie considérable. Elle a également limité la préservation du

versant nord de la colline en contestant et en entamant différentes actions en justice. Ma Baie a également favorisé une hausse importante des prix des terrains sur le mont Rigaud. Si son projet se matérialise, Ma Baie contribuera à la création de nouveaux développements domiciliaires et donc, à conforter l'orientation résidentielle sur la colline.

Les conseils municipaux de Sainte-Madeleine-de-Rigaud et de Rigaud

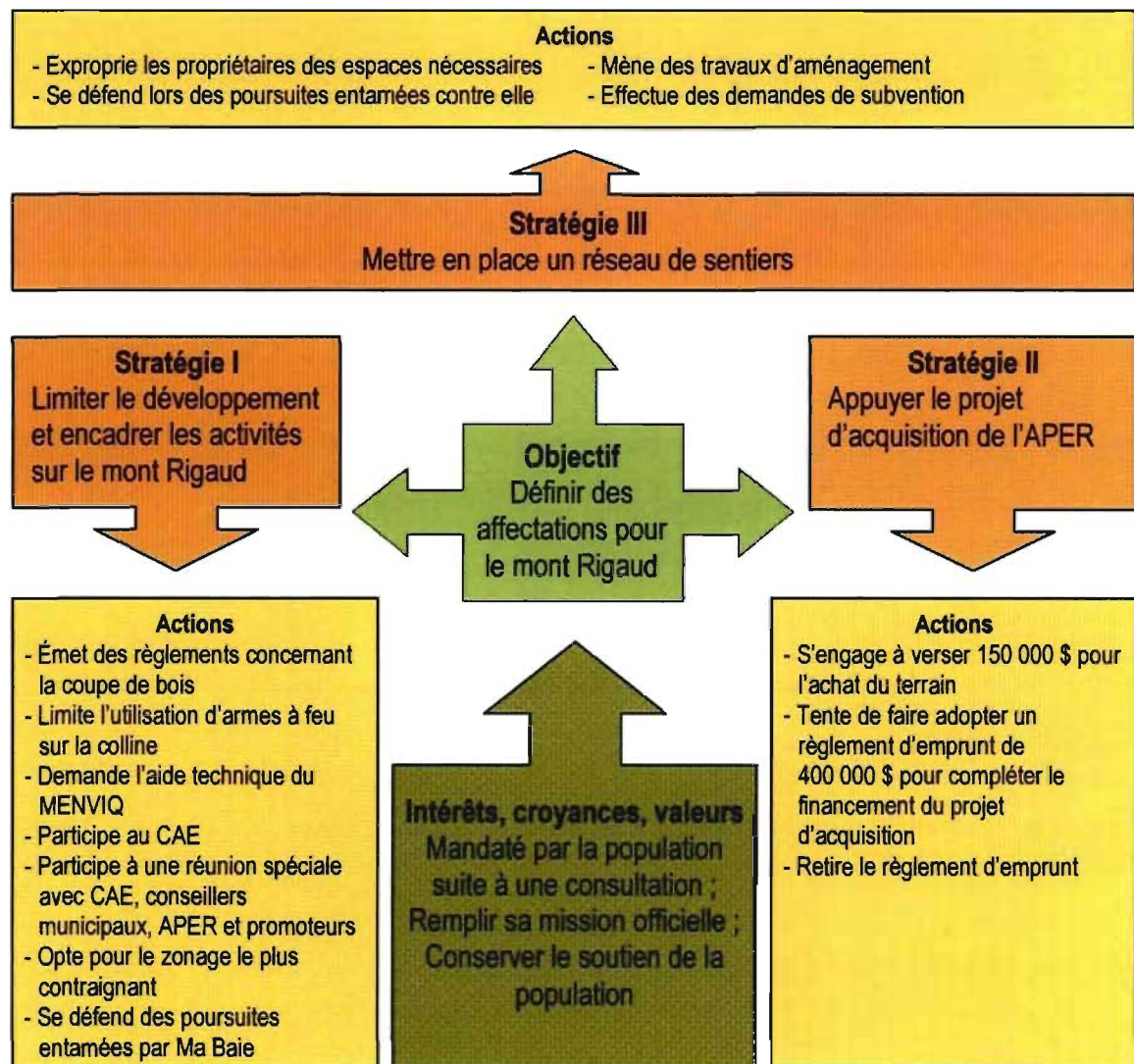
La logique d'action des conseils municipaux de Sainte-Madeleine-de-Rigaud et de Rigaud apparaît comme étant en grande partie motivée par leur mission officielle de gestion et d'aménagement du territoire. La grande majorité du territoire de la municipalité de Sainte-Madeleine-de-Rigaud, y compris tout le versant nord de la colline, est située en zone blanche. Au milieu des années 1980, à la suite d'une consultation populaire en vue de l'élaboration du PU, la municipalité s'oriente vers une limitation des utilisations du territoire de la colline (voir figure 26). Ainsi, par différentes mesures et différents règlements, Sainte-Madeleine-de-Rigaud limite et encadre le développement de la colline. Elle participe notamment au CAE pour l'élaboration d'un zonage pour le mont Rigaud et opte pour un règlement limitant la construction résidentielle. Les municipalités de Sainte-Madeleine-de-Rigaud et Rigaud donnent également leur appui au projet de l'APER.

Une seconde stratégie, que le conseil ne maintient toutefois pas jusqu'à la fin, est de collaborer au projet d'acquisition de terrains sur la colline porté par l'APER. La municipalité s'est initialement engagée à soutenir le projet de parc avec une aide de 150 000 dollars. L'association n'arrivant toutefois pas à réunir la somme nécessaire, la municipalité propose de fournir le montant manquant à condition de devenir propriétaire des terrains. Le CM recule toutefois à la suite d'un accueil mitigé de cette proposition par la population et retire son règlement d'emprunt. Le maire explique sa décision ainsi : « [L]a population s'est exprimée très clairement. (...) Avec le résultat de mercredi, moi, personnellement, je ne crois pas qu'il faille aller en référendum » (Cyr 1999).

Une troisième stratégie concernant la gestion du territoire du mont Rigaud est de créer un réseau de sentiers de randonnée. Un arrêté municipal autorise la municipalité à prélever 10 % de chaque terrain pour mettre en place un parc. Plusieurs actions sont entreprises par la municipalité pour assurer sa réalisation notamment l'expropriation des propriétaires des territoires en question. Cette infrastructure contribue à l'orientation récréotouristique en liant différents produits et services (p. ex., le réseau de sentiers passe par une auberge et des cabanes à sucre). Elle sert également l'orientation agricole plus spécifiquement l'établissement de petites écuries sur la colline en autorisant la randonnée à cheval.

La logique d'action du CM de Rigaud s'appuie sur la mission officielle de la municipalité, soit l'aménagement et la gestion du territoire, mais les stratégies semblent évoluer au gré de l'opinion de la population. Plusieurs actions entreprises vont dans le sens de la protection de la colline (p. ex. l'appui au règlement le plus contraignant pour la construction résidentielle et son engagement à financer le projet d'acquisition). Toutefois, le CM de Rigaud nuit parfois à l'avancement du projet (p. ex. en ne défendant pas le projet d'acquisition de l'APER auprès de la MRC bien qu'il se soit engagé à le faire (entrevue APER 2 2008) et en retirant le règlement d'emprunt avant d'aller en référendum). Des acteurs rencontrés (entrevue APER 1 2007; entrevue APER 2 2008) ont affirmé que les actions du maire en place ont en grande partie été motivées par le risque politique que chacune des décisions impliquait.

Figure 27 La logique d'action des conseils municipaux de Sainte-Madeleine-de-Rigaud et Rigaud



Les conseils municipaux de Sainte-Madeleine-de-Rigaud et de Rigaud, par l'adoption de règlements de zonage limitant la construction domiciliaire sur le mont Rigaud, aident à freiner le déboisement de certains secteurs de la colline. Toutefois, la municipalité à travers ses règlements conforte également la construction domiciliaire dans d'autres secteurs de la colline. Les municipalités ont aussi participé à l'orientation récréotouristique en mettant en place un réseau de sentiers. Ainsi, les CM contribuent à une nouvelle fréquentation de la colline par l'offre d'une nouvelle infrastructure de loisir.

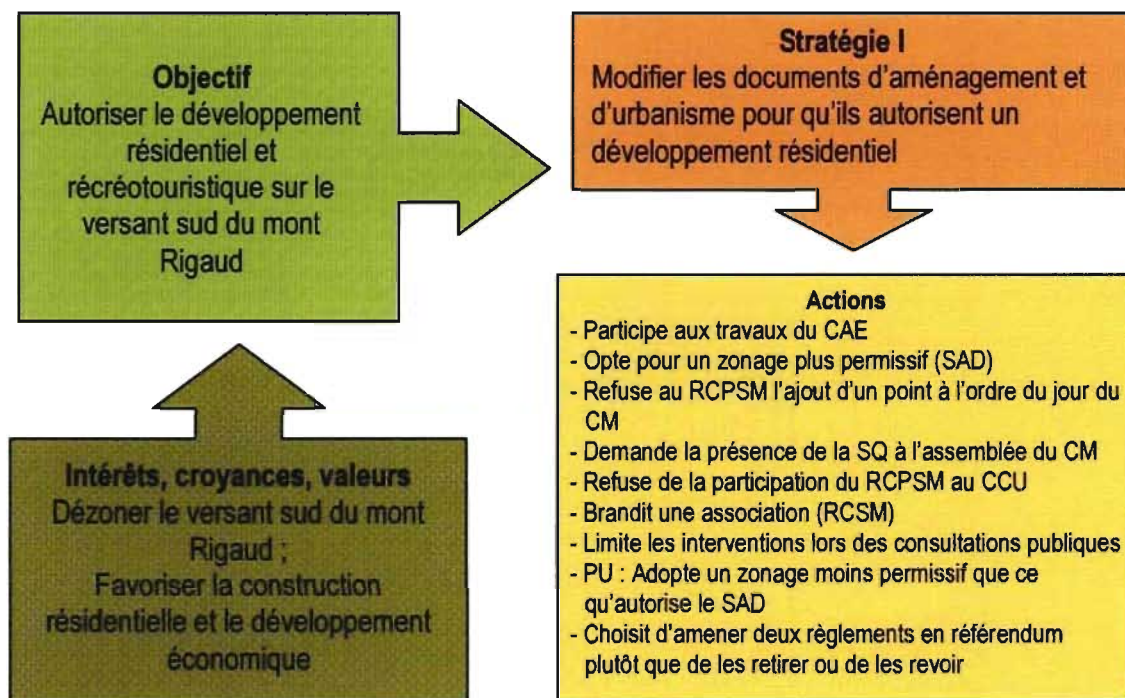
Le conseil municipal de Sainte-Marthe

L'objectif poursuivi par le conseil municipal de Sainte-Marthe est énoncé plus ou moins clairement (voir figure 27). Le CM souhaite que le versant sud du mont Rigaud fasse, en tout ou en partie, l'objet d'un développement résidentiel. À l'instar d'autres conseils de municipalités du Québec et d'ailleurs, il considère la construction résidentielle et la croissance démographique comme positives pour la municipalité. Celles-ci sont présentées par le conseil municipal comme un moyen de faire rouler les commerces locaux et régionaux, d'assurer le maintien de services, d'apporter de nouvelles entrées d'argent pour la municipalité ainsi que de diminuer les taxes payées par les producteurs agricoles dans la plaine. La situation périurbaine de la municipalité fait donc miroiter qu'elle aussi peut attirer de nouveaux résidents et connaître une croissance démographique. Toutefois, son territoire est presque entièrement zoné agricole. La municipalité a donc peu de marge de manœuvre pour faire du développement résidentiel. Les demandes d'autorisation d'usage non agricole faites à la CPTAQ pour les terres du mont Rigaud à Sainte-Marthe témoignent de cette volonté de plusieurs propriétaires privés de faire du développement domiciliaire sur le versant sud de la colline. En effet, plusieurs demandes ont été faites par des compagnies de lotissement, de construction, de développement immobilier et de gestion de portefeuilles appuyées par le conseil municipal afin que certains secteurs du versant sud du mont puissent être lotis (SOQUIJ et Justice Québec 2009).

Afin de mettre en place des développements résidentiels sur le versant sud du mont Rigaud, le CM doit adopter une réglementation municipale qui autorise la construction puis refouler les opposants à ce projet. Le conseil municipal arrive à faire adopter les règlements permettant le lotissement et la construction résidentielle. Toutefois, le zonage municipal n'a pas prépondérance sur le zonage agricole provincial. Des personnes rencontrées ont affirmé que cette réglementation, si elle avait effectivement donné lieu à une construction domiciliaire, aurait servi les intérêts de nombreux propriétaires de lots, incluant des membres du conseil municipal (entrevue APER 1 2007; entrevue APER 2 2008; entrevue RCPSM 1 2008; entrevue RCPSM 2 2008). Les objectifs poursuivis semblent donc se justifier par une combinaison d'intérêts publics et personnels. Les règlements du PU ont été revus par le CM suivant.

Le CM de Sainte-Marthe a ouvert la porte au lotissement sur le versant sud du mont Rigaud en adoptant des règlements allant en ce sens dans son PU et le SAD. Toutefois, le CM suivant, formé en partie de représentants du RCPSM, a modifié les règlements à l'échelle de la municipalité locale. Le zonage agricole, ayant prépondérance sur le zonage municipal, limitait de toute façon l'usage possible de cet espace.

Figure 28 La logique d'action du conseil municipal de Sainte-Marthe

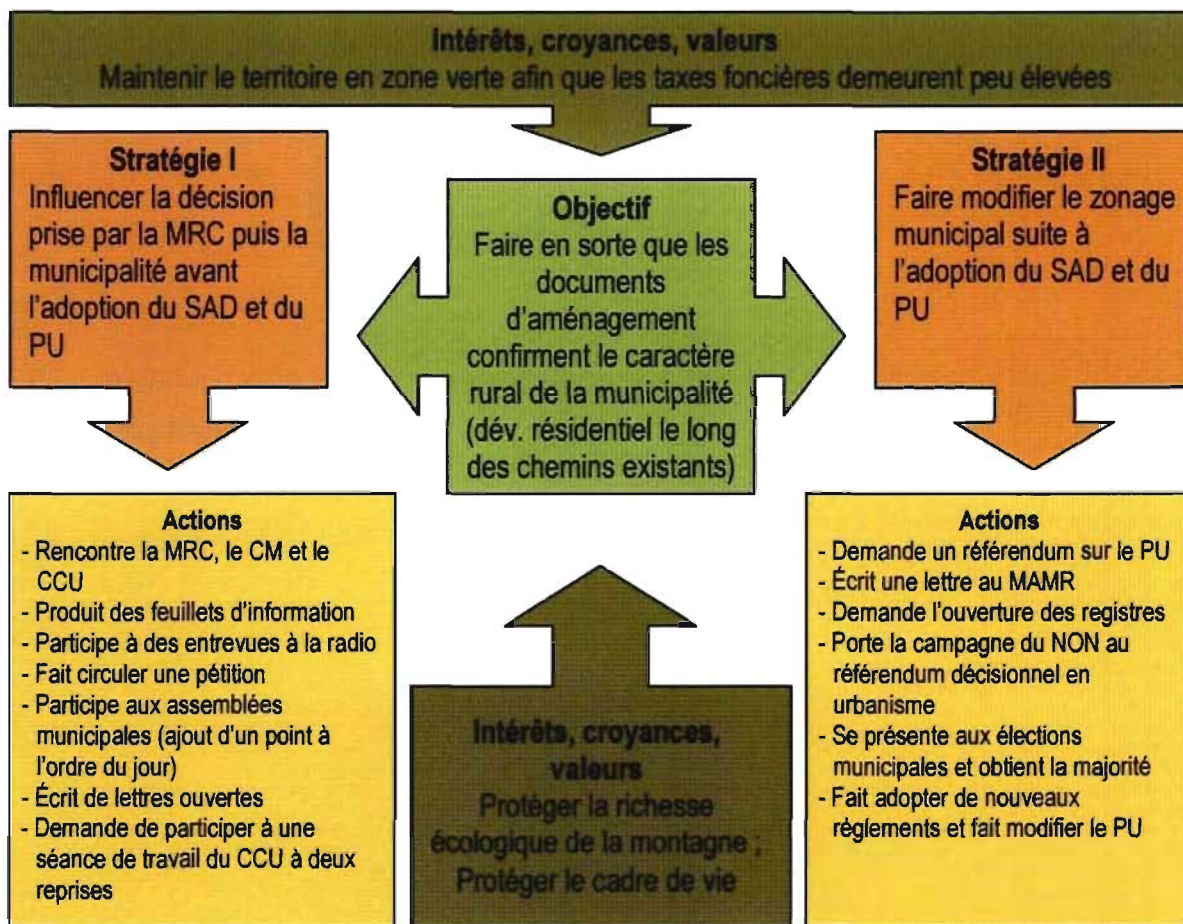


Le Regroupement des citoyens et propriétaires de Sainte-Marthe

Le Regroupement des citoyens et propriétaires de Sainte-Marthe (RCPSM) est un collectif créé au cours du processus de révision du SAD de la MRC de Vaudreuil-Soulanges ainsi que du PU de Sainte-Marthe et qui s'oppose au projet de modification de zonage mené par le conseil municipal (voir figure 28). Le regroupement souhaite que les documents d'aménagement confirment le caractère rural de la municipalité, évitent la dispersion du développement résidentiel, renforcent le noyau villageois actuel et la cohésion de la communauté, préservent le cachet agroforestier du mont Rigaud, assurent la mise en valeur du potentiel acéricole du massif et privilégient le développement le long des chemins existants. Il sollicite des règlements municipaux en ce sens. L'argumentaire développé par le RCPSM mobilise les thèmes de la ruralité, plus spécifiquement un espace habité, mais à faible densité avec une mise en valeur par des activités économiques agricoles et forestières. Certains membres du regroupement cherchent avant tout à maintenir le zonage agricole du versant sud du mont Rigaud. Ce zonage qui limite les possibilités de développement, notamment de

lotissement, et le niveau de taxes foncières permet aux propriétaires de poursuivre leurs activités d'exploitation agroforestière de façon rentable. D'autres sympathisants du RCPSM ont plutôt des préoccupations de protection pour ce milieu riche aux niveaux faunistique et floristique et ne sont que plus ou moins interpellés par les enjeux de taxation. Malgré des préoccupations complètement différentes, ces individus se mobilisent autour d'un objectif commun soit la limitation du développement résidentiel et récréotouristique le long des chemins existants qui permet de rencontrer les différents intérêts des membres du RCPSM.

Figure 29 La logique d'action du Regroupement des citoyens et propriétaires de Sainte-Marthe



La stratégie première du RCPSM est de faire modifier la réglementation limitant la construction résidentielle (règlement numéro 66 du schéma d'aménagement et de développement de la MRC). Le collectif considère que les règlements à l'échelle de la MRC offrent davantage de stabilité que les règlements municipaux. Le regroupement cherche également à ce que le PU aille également dans ce sens. Plusieurs actions sont entreprises par le RCPSM afin d'influencer l'orientation prise par les documents d'aménagement. Toutefois, en réponse à l'adoption des règlements de zonage par la MRC et la municipalité, le regroupement met en œuvre une nouvelle stratégie qui vise cette fois à annuler ou les modifier. Différentes actions sont entreprises, mais ce sont les élections municipales

qui permettent finalement au regroupement d'aller chercher l'autorité nécessaire pour réviser les règlements.

Le RCPSM, par ses actions, a favorisé le maintien de la nature agroforestière du versant sud de la colline et l'activité sylvicole. Le regroupement a conséquemment contribué à la protection du cerf de Virginie. En se faisant élire au conseil municipal de Sainte-Marthe, des membres du regroupement ont pu modifier le PU qui encadre le développement sur le territoire. Il a également contribué au maintien du paysage rural forestier et des activités d'exploitation.

5.1.2.2 Les acteurs de second plan

La municipalité régionale de comté de Vaudreuil-Soulanges

La municipalité régionale de comté (MRC) ne poursuit pas d'objectif en tant que tel sinon celui de réviser son SAD. Lorsqu'en 1989 le projet de parc est ravivé, la MRC de Vaudreuil-Soulanges en est aux dernières étapes de son processus de révision du schéma d'aménagement. C'est à l'initiative du député qu'un comité administratif élargi, piloté par la MRC, a été mis en place afin d'établir un zonage du mont Rigaud qui pourrait satisfaire les différents intérêts en place. Le nouveau zonage devait modifier le schéma d'aménagement adopté en 1989. Dans le cadre du projet, la MRC agit comme tiers acteur dans la mesure où elle doit gérer le fait que des groupes de citoyens perçoivent le potentiel récréotouristique de la colline et veulent le protéger, d'autres veulent préserver la nature, les promoteurs immobiliers y voient un site exceptionnel pour le développement résidentiel et le gouvernement pressent un espace intéressant pour mettre en place un parc provincial. La MRC cherche donc à élaborer un règlement prenant en compte ces différents intérêts tout en respectant la volonté de chacune des municipalités concernées. Le règlement de la MRC pour le mont Rigaud se veut donc davantage un assemble des visions des différentes municipalités qu'une vision d'ensemble. C'est dans le cadre de sa mission officielle que la MRC doit établir des règles quant à l'aménagement de son territoire. Pour la MRC, le règlement d'aménagement adopté constitue un équilibre entre la conservation, la construction résidentielle et le développement récréotouristique. Ainsi, à travers son SAD, la MRC contribue à ces trois orientations sur le territoire de la colline.

La population et les propriétaires

Au cours des processus de révision du schéma d'aménagement et des plans d'urbanisme ainsi que des démarches entourant le projet d'acquisition de terres sur le mont Rigaud, la population — riverains, résidents, propriétaires ou citoyens — non regroupée en association, a entrepris un certain nombre d'actions. Elle a notamment participé aux différentes activités de consultation, a signé des

pétitions et s'est spontanément exprimée à travers des lettres ouvertes dans les journaux locaux. Les préoccupations exprimées sont diverses et concernent autant la nature des règlements que la méthode d'adoption de ces règlements. Dans le cadre des consultations pour le règlement du mont Rigaud du schéma d'aménagement, la propriétaire d'une terre a ainsi dit que selon elle, sa propriété était mise en valeur par ce règlement protégeant les espaces verts. Un participant a quant à lui souligné le peu de temps que la population avait pour se faire une opinion et écrire un mémoire. Des lettres ouvertes dans les journaux témoignent d'un éventail encore plus important des perceptions qu'a la population de ce projet. Par exemple, pour un auteur, le règlement numéro 66 est « *une vaste opération d'expropriation déguisée du mont Rigaud, sans compensation, au profit de toutes les municipalités environnantes et au détriment de Sainte-Madeleine et de Sainte-Marthe. Ils [les résidents des autres municipalités de la MRC] sont en train de s'octroyer un grand "Jardin des Merveilles" comme parc régional, en confiant cependant la gestion, le développement et l'entretien à nos deux municipalités* » (Cantin 1993 : 24). Un autre finalement dénonce le règlement numéro 66 qui, croit-il, en rendant 50 % de l'espace constructible, va engendrer des pressions sur les propriétaires pour qu'ils vendent leurs terres pour du lotissement.

D'autres propriétaires cherchent quant à eux à faire modifier le zonage agricole de leur terrain. C'est notamment le cas d'un propriétaire de Sainte-Marthe qui avait obtenu un dézonage pour la mise en place d'un terrain de golf, mais qui a dû revoir ses plans à la suite de l'appel de l'APER qui a fait revenir la CPTAQ sur sa décision. Plusieurs autres demandes pour du lotissement ont également été faites comme en témoignent les décisions rendues par la CPTAQ.

Les citoyens et propriétaires non organisés ne peuvent être associés précisément à une orientation de développement ou une autre. Ils contribuent plutôt individuellement à l'une et à l'autre.

Les récréotouristes

Un certain nombre d'usagers du mont Rigaud se sont manifestés à différents moments et par divers moyens au cours de ce projet de création d'un parc et de mise en place de sentiers. Les récréotouristes, à l'instar de la population, ne forment pas un groupe homogène et organisé. Parfois seuls, mais parfois rassemblés au sein d'associations, ils ont généralement réclamé l'accès et/ou la protection de la ressource nécessaire à la pratique de leur activité. Par exemple, les archers et les chasseurs de Vaudreuil-Soulanges se sont opposés en 1995 au plan de gestion du cerf de Virginie du MEFQ qui projetait un certain relâchement des règles en vigueur pour la chasse sur le mont Rigaud et qui mettait en péril le renouvellement de la ressource, le cerf de Virginie, et conséquemment, de leur activité. Le Comité de citoyens de Rigaud-sur-le-Lac s'est pour sa part adressé à la municipalité de Sainte-Madeleine-de-Rigaud à travers une lettre ouverte dans un journal

local pour réclamer la création d'un réseau de sentiers. « *Suite à la fermeture de sentier de ski de fond et de ski-doo sur le mont Rigaud par certains propriétaires promoteurs en guise de représailles contre le règlement numéro 66 visant la protection de la montagne, le Comité des citoyens de Rigaud-sur-le-lac vous demande instamment de prendre vos dispositions afin d'aménager des sentiers sur les territoires propriétés de la municipalité (10 % prélevé pour fin de parc). Nous vous demandons de vous prévaloir des droits prévus dans la législation afin d'en accélérer l'acquisition. Il est inconcevable que toute une population soit privée de sentiers de loisir auxquels elle a été habituée et auxquels elle a droit* » (Dupuis 1993 : 12).

Un article publié dans un autre journal local rapporte que le Club de randonnée équestre du mont Rigaud souhaite protéger le lac des Castors, situé sur la colline, lors de l'aménagement des sentiers récréatifs de l'Escapade sur la colline. Pour ce club, l'environnement du lac représente un potentiel intéressant en raison de la diversité de sa faune et de sa flore. Le club de randonnée équestre a pour mandat de mettre en place des infrastructures de sentiers tout en protégeant l'environnement (Gagnon 1999).

C'est en 1995 qu'est officiellement ouvert le réseau de sentiers, *L'Escapade*, d'une longueur de 25 kilomètres, uniquement accessible aux marcheurs, skieurs et cavaliers. Celui-ci ne fait pas l'unanimité; pour les uns, les sentiers devraient être ouverts à d'autres activités, entre autres le vélo de montagne (Hudson Gazette 2000), alors que pour d'autres qui le qualifient de « *tranchée en ligne droite* » (Béland 2000), les sentiers et les activités récréotouristiques détruisent la nature.

Les récréotouristes ont pu avoir un impact sur la mise en place de l'orientation récréotouristique. Ils ont fait pression pour la mise en place d'infrastructures notamment le réseau de sentiers. Toutefois, l'absence de stratégie, c'est-à-dire d'une planification et d'une coordination d'actions afin d'atteindre un but précis, fait plutôt des récréotouristes un acteur assez peu influent. Aujourd'hui tout de même ils contribuent au dynamisme de l'orientation récréotouristique notamment par la fréquentation de la colline.

Le ministère de l'Environnement et de la Faune du Québec

L'objectif poursuivi par le ministère de l'Environnement et de la Faune du Québec (MEFQ) est conséquent de sa mission officielle concernant la chasse c'est-à-dire assurer la gestion des stocks pour les différents territoires. Le MEFQ, en réglementant la chasse, contribue à définir le territoire du mont Rigaud. Par l'adoption de son plan de gestion du cerf de Virginie, le ministère encadre certains aspects de l'activité cynégétique, et ainsi, influence la fréquentation de la colline. Il assure donc une certaine protection faunistique en circonscrivant l'activité.

5.2 Les observations et la comparaison

L'analyse de la logique des acteurs et de leur influence sur les grandes orientations de développement territorial des deux études de cas nous amène à formuler quelques constats, tant au niveau de la construction des territoires, des intérêts, des croyances, des valeurs et des objectifs, que des stratégies, des actions et des grandes orientations territoriales. Certaines distinctions entre les deux études de cas peuvent également être faites.

5.2.1 Les intérêts, les croyances, les valeurs et les objectifs

D'abord, en ce qui concerne les intérêts, les croyances, les valeurs et les objectifs, on note que les acteurs qui poursuivent le même objectif ont habituellement des intérêts qui se rejoignent. Ainsi, un acteur porteur d'une vision et d'un objectif peut être rejoint par d'autres qui partagent et s'approprient cet objectif, car ses croyances, valeurs et intérêts sont identiques. Mais les individus composant un même acteur collectif n'ont pas tous des intérêts communs. Par exemple, dans le cas du RCPSM (voir figure 28) des individus regroupés au sein de la même association défendent des intérêts différents, sans toutefois être incompatibles, mais ils poursuivent le même objectif, ont les mêmes stratégies et mènent des actions ensemble.

Ensuite, on observe que par rapport à un enjeu précis, des acteurs peuvent s'entendre sur le fond, c'est-à-dire qu'ils peuvent partager certaines préoccupations et des intérêts similaires, mais ne s'accordent pas, voire s'opposent, quant à la démarche à suivre. C'est par exemple en partie le cas du promoteur du parc à thème et de L'Hort du Mas Dieu qui affirment tous deux que le site appartenant aux communes doit être mis en valeur pour éviter que des projets malvenus s'y implantent (voir figures 18 et 19). Toutefois, leur façon de concevoir cette mise en valeur est diamétralement opposée.

Les objectifs des acteurs sur chacun des territoires sont divers et les amènent souvent à entrer en concurrence les uns avec les autres. Les acteurs poursuivent des objectifs en fonction d'une pluralité de logiques et les missions officielles n'expliquent qu'une partie de l'intervention de certains d'entre eux. Les objectifs poursuivis par les individus composant un acteur collectif ne relèvent pas uniquement de la position défendue par leur groupe. Selon la situation (p. ex. la mobilisation d'intérêts personnels), l'individu peut entreprendre des actions en fonction de la marge de manœuvre dont il dispose. Le contraire est également vrai. Les acteurs individuels défendent des intérêts personnels, mais peuvent se sentir interpellés par la position défendue par un groupe (p. ex. une association environnementale) (Gumuchian et coll. 2003 : 80-82).

Un constat semblable peut être fait pour les acteurs publics et les acteurs privés. Si les objectifs personnels influencent la démarche entreprise par les individus, ils peuvent également infléchir le positionnement, les stratégies et les actions et même les moyens déployés par les acteurs publics en fonction de l'importance de l'individu au sein de cet acteur collectif. C'est en tout cas ce qui peut être observé au mont Rigaud. En effet, des membres du CM de Sainte-Marthe étaient propriétaires d'importants terrains sur la colline et auraient pu tirer des bénéfices financiers substantiels s'ils avaient pu les faire lotir. Ainsi, le discours et les arguments déployés par le CM selon lesquels le développement résidentiel et la croissance démographique seraient bénéfiques pour l'ensemble de la communauté en amenant de nouveaux contribuables, en favorisant les commerces locaux et en allégeant le fardeau fiscal des producteurs agricoles⁴⁷ sont partiels et, en réalité, les intérêts personnels sous-jacents sont tout aussi importants, sinon davantage. Dans le cas du règlement de zonage de Sainte-Marthe, ces intérêts personnels, sans être niés, sont complètement soustraits du discours et de l'argumentaire. Ainsi, comme Gumuchian et coll. (2003 : 85) l'affirment, « *[L]e discours est "l'outil" privilégié de l'acteur territorialisé, qu'il en soit le producteur, l'initiateur ou le "pirate"... en lui permettant d'agir ou de poursuivre d'autres fins que celles explicitement énoncées!* ».

L'analyse de la logique des acteurs dans les présentes études de cas a montré que les objectifs poursuivis et les stratégies mises en œuvre ne sont pas toujours cohérents avec les intérêts officiellement énoncés par les acteurs. On observe ce type de décalage dans la logique d'action du porteur de projet de parc à thème au Mas Dieu. En effet, la troisième stratégie semble aller à l'encontre des intérêts définis initialement par cet acteur, c'est-à-dire d'occuper le territoire des communes et de mettre en valeur ce site. Il va également à l'encontre d'une partie de la logique d'intervention sur le domaine du Mas Dieu soit la protection du troupeau de brebis à l'origine d'une formation végétale rare, d'un paysage ouvert, de l'entretien de l'espace et de la limitation du risque d'incendie, puisque le projet de parc, en s'établissant aux Quatre Pilas, prend la place d'un éleveur de brebis. Or, au Mas Dieu, il fallait tout faire pour maintenir en place le troupeau. Ainsi, il semble y avoir deux poids deux mesures en ce qui concerne les enjeux du Mas Dieu et ceux des Quatre Pilas. Toutefois, cette situation ne semble pas découler de la poursuite d'intérêt personnel par exemple financier, mais plutôt de l'absence de volonté de remise en question ou de réévaluation du projet.

Finalement, l'intervention d'un acteur peut davantage relever d'une réaction à une situation mobilisant ses convictions, ses valeurs et les idéologies qu'il défend plutôt que d'un réel objectif qu'il poursuit. C'est le cas par exemple de l'APER qui en cours de processus, bien que son objectif fût la création d'une aire protégée sur le mont Rigaud, est intervenue dans d'autres dossiers concernant plus généralement la protection du mont. Par exemple, l'APER a mis en garde le milieu local de la

⁴⁷ Cet argument ne tient pas dans la mesure où le MAPAQ avait déjà, à cette date, adopté son programme de remboursement de taxes foncières ayant pour but d'indemniser les producteurs pour une partie des taxes municipales et scolaires qu'ils doivent payer à l'égard de leurs bâtiments et de leurs terres agricoles.

destruction de boisés à Rigaud. L'association est également intervenue pour contester une décision rendue par la CPTAQ qui autorisait le dézonage de 88 hectares sur le mont Rigaud pour aménager un terrain de golf. Elle s'est également opposé, avec plusieurs acteurs locaux, notamment les élus municipaux, les chasseurs et archers de Vaudreuil-Soulanges ainsi que les résidents de la colline, à un nouveau plan de gestion du cerf de Virginie qui autorisait la chasse à la poudre noire. Ainsi, l'intervention de l'APER n'est pas uniquement motivée par l'objectif spécifique de création d'une aire protégée. Elle s'inscrit également dans une logique plus large de protection de la colline, dans le leitmotiv de l'association.

Cette analyse des logiques d'actions des acteurs permet de constater la difficulté de cerner la volonté ou l'objectif de la population. Celle-ci constitue, comme Chalot (2000 : 85) l'indique, un interlocuteur « *flou et mouvant* ». Ceci complexifie et même désoriente les acteurs qui cherchent à obtenir son soutien. On peut considérer que l'APER a d'une certaine façon fait les frais de cet acteur flou. En effet, des signaux contradictoires comme un important soutien individuel témoigné à l'association (entrevue APER 1 2007; entrevue APER 2 2008) et en parallèle des pancartes contre le projet d'emprunt installées la veille du référendum ne permettent pas d'associer la population de Rigaud à un objectif précis, elle est divisée. De plus, la participation assez importante à la signature du registre demandant la tenue d'un référendum sur le règlement d'emprunt peut faire l'objet de différentes interprétations⁴⁸, n'aidant pas à cerner la position de la population.

L'analyse de la logique des acteurs a permis de mettre en évidence l'existence d'intérêts et d'objectifs moins clairement affirmés, voire dissimulés par les acteurs. En effet, des intérêts et des objectifs autres que ceux exposés à l'intérieur du discours public de certains d'entre eux ont été mentionnés par d'autres acteurs. Par exemple, des intérêts financiers et des visées politiques ont été portés à notre attention par des individus rencontrés pour expliquer les actions et les décisions d'autres acteurs. Ceci met en évidence que le discours public ne permet pas de comprendre l'ensemble de la dynamique des acteurs et vient conforter notre choix de démarche méthodologique qui consistait dans un premier temps à faire une revue de la littérature multipliant les sources documentaires et dans un second temps de mener des entrevues avec des individus en tant qu'acteur des processus de développement étudiés, mais aussi en tant que témoin de ces processus et plus largement des dynamiques locales.

⁴⁸ Les deux ex-membres de l'APER rencontrés n'avaient pas exactement la même interprétation des résultats de ce référendum. Selon le premier, les résultats signifiaient que la population souhaitait voir le projet d'emprunt soumis au vote populaire. De plus, pour cette personne, bien que 1361 personnes aient signé le registre (alors qu'il en fallait au minimum 500 pour obliger la municipalité à agir), environ 3500 personnes ne sont pas allées signer. Pour la deuxième personne rencontrée, le résultat devait être interprété comme l'expression d'une opposition.

Toutefois, si les groupes de défense de l'environnement sont souvent accusés d'avoir comme leitmotiv réel le NIMBY (Not in my backyard, Pas dans ma cour) dissimulé derrière un discours « vert » qui se voudrait en fait une montée en généralité, ceci est plus ou moins observé dans les deux présentes études de cas. Dans le cas de l'APER (voir figure 24), une partie importante des membres n'habitaient pas les municipalités sur lesquelles se trouve le mont Rigaud et demeuraient plutôt dans d'autres municipalités de la région. De plus, les espaces visés par le projet d'acquisition sont inhabités. Dans le cas du RCPSM (voir figure 28) qui se veut un regroupement spécifiquement local de par son appellation (Regroupement des citoyens et propriétaires de Sainte-Marthe), la plupart des membres n'habitaient pas sur la colline et pour cette raison ont parfois même été discrédités. Par exemple, suite au référendum consultatif en urbanisme concernant les règlements de zonage à Sainte-Marthe, un journal local rapporte ceci : « (...) [le maire] a précisé que les citoyens du secteur du boisé et du village, "les plus concernés par le règlement", dit-il auraient été nombreux à voter en faveur de celui-ci alors que les voix pour le NON proviendrait en majorité des résidents de la plaine, moins touchés par celui-ci » (Deschamps 1994b : 3). Dans le cas de L'Hort du Mas Dieu (voir figure 19), sans constituer l'élément central du discours de l'association, la prise en compte des populations résidentes et le respect des villages limitrophes font partie de l'argumentaire développé. Ainsi, la démarche des deux premiers acteurs peut difficilement être associée à des objectifs non dits de protection du cadre de vie ou de NIMBY. En ce qui concerne le discours officiel de L'Hort du Mas Dieu (charte), on observe une juxtaposition d'arguments en faveur de la protection du cadre de vie, mais aussi de l'environnement. On ne peut donc pas non plus parler d'objectifs et d'intérêts dissimulés comme c'est le cas pour d'autres acteurs.

5.2.2 Les stratégies

Les stratégies sont composées d'actions et supposent une planification ainsi qu'une démarche active de coordination des actions afin d'atteindre un objectif. Elles peuvent constituer des étapes ou des sous-objectifs d'un objectif plus général. Elles font habituellement appel à une diversité de moyens et d'outils. Elles s'opposent aux actions improvisées et/ou désorganisées. Certains acteurs mettent en place une, voire plusieurs stratégie(s) (p. ex. le RCPSM, L'Hort du Mas Dieu), alors que d'autres n'en ont pas (p. ex. le berger, les récréotouristes au mont Rigaud). La prise en compte de la notion de stratégie met en évidence l'aspect évolutif et la multidimensionnalité du jeu des acteurs.

Les acteurs peuvent déployer une stratégie multiple pour différentes raisons. Ces stratégies peuvent être successives ou parallèles les unes aux autres. Les stratégies successives sont mises en place les unes après les autres, c'est-à-dire que la première stratégie est abandonnée pour laisser place à la seconde. Elles peuvent également être menées simultanément. Les stratégies des acteurs peuvent également être qualifiées de complémentaires ou de substitution. Les stratégies

complémentaires s'additionnent les unes autres aux autres tandis que les stratégies substitutives viennent remplacer une première stratégie qui, pour une raison ou une autre, est devenue caduque. Elle constitue un plan B.

Dans le tableau IV, nous avons classifié les principaux acteurs ayant déployé plus d'une stratégie. Ce tableau qualifie le rapport entre deux stratégies. Les stratégies mises en place par le RCPSM (influencer la mise en place des règlements et modifier les règlements) sont successives-substitutives, car elles ont lieu l'une à la suite de l'autre; la première étant devenue caduque, une seconde stratégie est venue la remplacer. Le promoteur du mas Dieu et la municipalité de Sainte-Madeleine-de-Rigaud se trouvent toutefois dans deux catégories. Dans le cas du promoteur du mas Dieu, la première (maison des terroirs) et la seconde stratégie (accueillir des groupes) sont successives-substitutives et la troisième stratégie (pressions exercées sur les intervenants) est plutôt parallèle et complémentaire à la seconde. Dans le cas de Sainte-Madeleine-de-Rigaud, la stratégie de limiter le développement sur le territoire et celle d'acquisition (approprié de l'APER) sont complémentaires-successives tandis que la stratégie de mise en place d'un réseau de sentiers est plutôt complémentaire-parallèle par rapport aux deux autres. Seule Ma Baie met en place des stratégies parallèles-substitutives c'est-à-dire que l'entreprise ne limite pas ses options en cours de route et envisage les différentes possibilités qui s'offrent à elle en défendant son droit de construire et en étudiant les offres l'APER.

Tableau IV Classement des acteurs ayant des stratégies multiples

	Successive	Parallèle
Complémentaire	Sainte-Madeleine-de-Rigaud SAFER	APER Sainte-Madeleine-de-Rigaud L'Hort du Mas Dieu Promoteur du Mas Dieu
Substitutive	RCPSM Promoteur du Mas Dieu Porteur du projet de parc à thème	Ma Baie

5.2.3 Les actions

Les acteurs interviennent sur différents registres : politique, légal, financier, communicationnel et informationnel. Toutefois, les actions diffèrent d'un type d'acteur à l'autre, car ceux-ci ne disposent pas des mêmes ressources ni des mêmes compétences. On remarque que les associations de citoyens s'opposant à un projet, tant en France qu'au Québec, mènent des actions très semblables sur le plan de l'information (études et réunions d'information) et de la communication (presse, radio, télévision, tracts, affiches), de la recherche d'appui (pétitions, contacts), de la recherche de moyens

financiers (demandes de subvention) et au niveau politique (participation aux assemblées municipales, élections).

Les acteurs publics, tant dans le cas du Mas Dieu que du mont Rigaud, interviennent au niveau financier (p. ex. des aides, des subventions, des investissements) avec du capital humain (p. ex. un biologiste) et des compétences (p. ex. la réglementation municipale). Les promoteurs privés interviennent eux aussi à plusieurs niveaux, mais plus souvent que les autres, leurs actions concernent la mise en valeur d'un droit (p. ex. droit de chasse, droit de propriétaire, droit d'exploitant).

Lorsqu'il y a collaboration des acteurs publics, les choses vont rondement. Toutefois, l'ensemble des promoteurs privés des études de cas sont apparus à quelques reprises comme pris en otage par les collectivités territoriales (MRC, municipalités, CC, communes). La lenteur des procédures, les changements de zonage et même, semble-t-il quelques fois, un manque de bonne volonté (entrevue viticulteur 2005; entrevue oléiculteur 2005), sont à l'origine de contraintes ou de retards dans la réalisation de leur projet. Les changements de zonage et les expropriations nuisent ainsi à Ma Baie, la lenteur des procédures et la rigidité de la commune par rapport au tracé des chemins communaux ralentissent les projets des viticulteurs et oléiculteurs, la lenteur avec laquelle la commune de Montarnaud ajuste les règlements de son PU et tarde à électrifier le site retardent le projet du promoteur du mas Dieu.

On observe également certaines différences entre le cas français et le cas québécois. La première concerne un plus grand recours aux actions en justice par les acteurs du mont Rigaud. Ma Baie entreprend des actions contre Sainte-Madeleine-de-Rigaud et Rigaud devant le Tribunal administratif du Québec concernant des dédommagements pour des expropriations faites pour la création du réseau de sentiers. Elle conteste également la légalité des règlements de zonage du PU de Sainte-Madeleine-de-Rigaud et de la MRC de Vaudreuil-Soulanges. L'APER conteste un dézonage accordé par la CPTAQ. D'autres aspects légaux sont également mobilisés. Par exemple, le RCPSM se saisit d'un règlement de la LAU afin de contraindre la municipalité de Sainte-Marthe à soumettre son règlement à un référendum décisionnel en urbanisme (à moins qu'elle eût décidé de revoir ou retirer son règlement). Au Mas Dieu, les outils légaux sont également mobilisés par certains acteurs. Le projet d'aménagement global du domaine du Mas Dieu débute réellement lorsque les quatre communes demandent à la SAFER de faire valoir son droit de préemption. Toutefois, la Société n'a pas eu à le faire puisque le promoteur de la décharge s'est retiré.

Plusieurs éléments peuvent contribuer à expliquer cette mobilisation plus importante des outils légaux au Québec. D'abord, au mont Rigaud, les terres sont dès le départ du domaine privé et les

collectivités territoriales entreprennent des actions qui ont un impact significatif sur la superficie – les expropriations - et sur l'usage possible – les règlements de zonage – de celles-ci. C'est afin de protéger ses terres (et particulièrement la valeur de celles-ci) que Ma Baie a entrepris toutes ces actions en justice. Au Mas Dieu, le projet est en bonne partie défini avant que les individus acquièrent les terres donc les contraintes sont connues à l'avance et si elles avaient risqué de faire avorter un projet personnel, les futurs acheteurs auraient pu se retirer. Ensuite, les recours à la Loi sur la protection du territoire et de l'activité agricole sont relativement accessibles, c'est ce qui explique qu'une association comme l'APER ait pu contester une décision rendue par la commission. Aussi, en ce qui concerne le référendum décisionnel en urbanisme, il semble qu'il n'y ait pas d'équivalent en France.

La seconde différence concerne le plus grand nombre d'actions entreprises, et conséquemment de ressources et de moyens déployés, par les acteurs du projet d'aménagement du Mas Dieu pour réaliser des études. Par exemple, l'Association climatique de l'Hérault et les Écologistes de l'Euzière ont mené des études qui ont servi de base au découpage territorial à des fins agricoles et de protection écologique. La SAFER et les communes ont également mené des études (ou elles ont mandaté d'autres acteurs de la/les faire). D'autres acteurs ont financé ces études notamment le Conseil général de l'Hérault et le Conseil régional du Languedoc-Roussillon. Au Québec, seule l'APER a mené des études pour démontrer l'intérêt écologique de la colline ainsi que la faisabilité de son projet⁴⁹. Toutefois, une année complète a été nécessaire afin qu'elle trouve les fonds nécessaires pour mener ces études. C'est finalement le ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche (MLCP) qui octroie une subvention à cette fin.

Il serait toutefois faux de croire que les résultats des études sont toujours utilisés de manière objective et que les décisions prises par les acteurs reposent presque exclusivement sur leurs conclusions. En effet, l'information peut servir à appuyer la vision portée par un acteur si celle-ci va dans le même sens que son argumentation (p. ex. présence d'espèces menacées). Toutefois, lorsque les résultats d'une étude vont à l'encontre de la position défendue par un acteur, celui-ci peut simplement choisir de la taire, et c'est ce qu'il fait bien souvent lorsque cela est dans son intérêt. Dans l'une des études de cas, nous avons eu accès à de l'information privilégiée qui émettait de sérieux doutes quant à la pertinence et la faisabilité d'un projet. Cette information n'a toutefois pas été rendue publique. Ainsi, l'information est souvent manipulée par les acteurs et les informations tues peuvent être plus intéressantes que les informations révélées.

⁴⁹ Le peu, voire le manque, d'études dans le cas du mont Rigaud atteint son paroxysme lorsque le règlement numéro 66 de la MRC Vaudreuil-Soulanges concernant le zonage au mont Rigaud est cassé puisqu'il fait référence à des degrés de pente rendant le territoire risqué pour la construction résidentielle. Or, après les témoignages du directeur général, du préfet et de l'urbaniste de la MRC, et après avoir consulté différents documents, la juge qui entendait la cause opposant Ma Baie à la MRC de Vaudreuil-Soulanges et à la municipalité de Rigaud en vient à la conclusion qu'aucune étude de pente n'a été faite.

5.2.4 La définition, la construction et l'usage des territoires à l'étude

On constate évidemment d'importantes similitudes dans les grandes orientations empruntées par chacun des sites à l'étude. Évidemment, car c'est en grande partie ces similitudes qui ont justifié l'emprunt d'une perspective comparative que nous souhaitons donner à cette thèse. Ainsi, la protection des territoires (les richesses floristique et faunistique), l'agriculture et le récréotourisme sont des orientations mises de l'avant sur chacun de ces espaces. Plusieurs acteurs contribuent à chacune de ces orientations dont les visions et les logiques d'action diffèrent les unes des autres.

Ces visions sont parfois compatibles entre elles et même complémentaires. C'est le cas au Mas Dieu où la production agricole fournit le produit de base aux activités récréotouristiques. C'est aussi le cas au mont Rigaud où le réseau de sentiers intègre des sites récréotouristiques (p. ex. des cabanes à sucre, une auberge). D'autres fois, les visions sont incompatibles, ou perçues comme telles. C'est le cas par exemple du lotissement et du maintien du couvert agroforestier sur le versant sud du mont Rigaud. Sur les deux territoires, des acteurs appréhendent des menaces d'urbanisation. Sur le domaine du Mas Dieu, cette menace prend pour certains acteurs la forme d'un parc à thème qui amènerait une fréquentation massive de récréotouristes ainsi que des aménagements de type urbain comme des routes et des stationnements. Sur le mont Rigaud, la menace perçue par certains vient essentiellement des risques liés au lotissement et la construction résidentielle qui induirait un développement de type semi-urbain dans cet espace naturel et agricole.

Les acteurs contribuent de différentes façons à la construction territoriale. Certains acteurs ne prennent part qu'à la définition du territoire, par exemple un acteur public à travers une loi ou un règlement (p. ex. le MEFQ et son plan de gestion du cerf de Virginie) ou un acteur privé en élaborant son projet. D'autres interviennent davantage sur la production du territoire (p. ex. la SAFER en menant les travaux du sol). D'autres encore entrent en scène pour l'utilisation (p. ex. le berger) ou la fréquentation (p. ex. les récréotouristes) du territoire et ainsi produisent et reproduisent le territoire au quotidien. La plupart des acteurs interviennent à plus d'un niveau, et parfois même à tous les niveaux comme c'est le cas des Écologistes de l'Euzière qui ont étudié le territoire et participé au découpage de l'espace, mené des travaux paysagers et aujourd'hui organisent des sorties de loisir scientifique sur le domaine du Mas Dieu.

5.2.5 Les territoires construits

5.2.5.1 *Le domaine du Mas Dieu*

De manière générale, l'analyse des logiques d'action des acteurs du Mas Dieu révèle une dynamisation du site et une intensification des activités sur le domaine. On observe une juxtaposition des usages et une superposition des activités comme la chasse, la promenade, le récréotourisme, la pédagogie, la production, la transformation et même la distribution de productions du Mas Dieu, qui contribue à l'augmentation de la fréquentation du lieu par des chasseurs, des récréotouristes et des producteurs agricoles.

Les orientations de développement privilégiées concernent surtout la production agricole (l'olive, le raisin, l'agneau, le miel), et plus généralement l'agroalimentaire par la transformation (huile d'olive) et la mise en place d'équipements nécessaires (la bergerie, le hameau agricole, le moulin), la vente directe et le développement de produits dérivés (visite pédagogique des lieux). Le projet a également privilégié la remise en état du patrimoine bâti (les mas), la mise en valeur du patrimoine naturel (la végétation, les écosystèmes) ainsi que la promotion d'un patrimoine agricole (les brebis, les variétés d'olives). On assiste ainsi à une réaffirmation identitaire à travers la mise en place de ce projet sans toutefois tomber dans la patrimonialisation : une agriculture moderne de produits traditionnels a été encouragée impliquant des choix comme passer la garrigue au concasseur (Caudel, 2006). Le projet a été l'occasion d'un important déploiement de l'orientation récréotouristique « organisée » sur le territoire et l'offre de produits touristiques.

5.2.5.2 *Le mont Rigaud*

Les événements au mont Rigaud n'ont pas vraiment donné lieu à de nouvelles orientations de développement pour le territoire, sinon une préoccupation plus marquée pour la protection. Mais le projet a surtout été l'occasion d'une réaffirmation et une officialisation de différentes orientations déjà en place, notamment l'agroforesterie ainsi que le récréotourisme, et le rejet d'autres, dans certains secteurs de la colline du moins, comme le lotissement aux fins de développement résidentiel. Le mouvement initié par l'APER, la première à soulever des préoccupations par rapport à l'absence de zonage et de protection pour la colline, a permis la mise en place d'une certaine réflexion/débat autour des enjeux territoriaux et la mise en évidence de l'existence d'une grande diversité de visions pour le territoire de la colline. Ceci a été l'occasion pour les collectivités territoriales d'asseoir leur maîtrise de cet espace par l'élaboration de schéma et de plans de gestion et d'aménagement du territoire. Celles-ci ont influencé de manière importante les orientations de développement

empruntées par leur municipalité par la mise en place de règlements en favorisant certaines et en freinant d'autres.

Du côté de Sainte-Marthe, la démarche a surtout permis une réaffirmation de l'orientation agroforestière, tant sylvicole qu'acéricole, comme prévu par la Loi sur la protection du territoire et de l'activité agricole. Ainsi, la confirmation des activités économiques et d'exploitation, la sauvegarde du ravage de cerfs de Virginie et le maintien du paysage forestier confortent cette orientation. L'exploitation de quelques cabanes à sucre commerciales entraîne également un flux de récréotouristes au printemps. Le lotissement et le développement résidentiel ont finalement été rejetés du moins dans la réglementation municipale après que des membres du RCPSM soient parvenus à se faire élire et aient modifié les règlements adoptés par le premier conseil municipal.

Du côté de Rigaud, le développement résidentiel gagne de plus en plus du terrain. Ainsi, malgré une volonté plus affirmée dans le cadre du SAD de protéger certains espaces, la protection réelle du versant nord du mont Rigaud se concrétise plus ou moins.

Sur l'ensemble du mont Rigaud, mais surtout sur le versant nord, l'orientation récréotouristique est celle qui s'est le plus développée avec notamment la mise en place d'infrastructures récréatives. Les collectivités territoriales ont fait une place importante aux sentiers de randonnée et ont officialisé leur existence. Cés infrastructures entraînent une fréquentation à l'année par les récréotouristes. Des événements ayant pour cadre le mont Rigaud ont également été créés comme le Festival des couleurs et le Festival des contes qui attirent chaque année des festivaliers. La présence de ces sentiers accessibles aux cavaliers influence également l'orientation agricole. En effet, on observe depuis quelques années à Sainte-Marthe l'établissement de nombreuses petites écuries et la municipalité a réglementé afin d'encourager, mais aussi d'encadrer cette orientation.

5.3 Les limites de l'analyse des logiques d'acteurs

Il existe principalement deux limites à la présente étude. D'abord, malgré que nous ayons multiplié les sources documentaires, que nous ayons porté une attention toute particulière à la concordance entre le discours des acteurs et leurs actions réelles et que nous ayons montré dans certains cas la présence de logiques d'action parallèles, entre autres en allant chercher les informations auprès des acteurs des processus de développement qui constituent également des témoins de l'action des autres acteurs, nous sommes conscients que certains intérêts et objectifs dissimulés ont pu échapper à notre attention ou ont pu être volontairement passés sous silence par certains acteurs. Cette limite n'est toutefois pas propre à cette thèse dans la mesure où l'ensemble des études portant

sur les individus et la société doivent gérer le fait que le sujet ne peut être contraint de divulguer l'information qu'il détient, ni de dire la vérité.

Une seconde limite concerne l'impossibilité pour nous de présenter dans le cadre d'un document public l'ensemble des informations qui auraient pu contribuer à une meilleure compréhension de la logique d'action de certains acteurs. En effet, des comportements, mais aussi des documents, auraient apporté certains éléments qui seraient venus compléter des explications. Toutefois, ces informations ne constituent pas des éléments centraux de l'analyse, mais auraient tout de même permis d'apporter certaines précisions.

5.4 Les éléments de synthèse

Dans ce chapitre, nous souhaitons mettre en relation la logique d'action des principaux acteurs mobilisés dans le cadre des projets à l'étude et les grandes orientations de développement territorial découlant de la définition et la production des espaces. Grâce à des schémas, nous avons résumé la logique d'action de chacun des acteurs « de premier plan », c'est-à-dire ceux qui sont porteurs d'une vision pour le territoire, dont le niveau d'engagement est substantiel et qui adoptent un comportement proactif. Ces schémas ont mis en évidence la grande diversité des intérêts, des objectifs, des stratégies ainsi que des actions entreprises par les acteurs. La logique d'action des acteurs « de second plan » a également fait l'objet d'une analyse, mais plus superficielle et exempte de schématisation. Nous avons ensuite cherché à comprendre l'impact de chacun d'eux sur le développement des espaces tant au niveau de la définition que de la production et de l'utilisation.

En ce qui concerne le projet d'aménagement global du domaine du Mas Dieu, nous avons constaté de manière générale une dynamisation et une intensification de l'utilisation du territoire conséquentes à une juxtaposition et une superposition des usages. Nous avons vu qu'il existe une grande diversité d'objectifs poursuivis par les acteurs, mais que ceux-ci sont plutôt compatibles, voire complémentaires. Quelques fois tout de même, les objectifs poursuivis par différents acteurs entrent en concurrence pour des ressources, notamment l'espace. Au mont Rigaud, les événements ont permis aux différents acteurs de s'interroger par rapport aux enjeux de cet espace et de mettre en place des cadres de développement (p. ex. SAD, PU, plan de gestion). Les orientations agroforestière et récréotouristique ont été confortées et une plus grande attention a été portée à la protection des espaces. L'orientation résidentielle tend quant à elle à gagner du terrain. On constate au mont Rigaud beaucoup d'incompatibilité entre les objectifs poursuivis par les acteurs, notamment entre les orientations de développement résidentiel et de protection.

Cette étude a permis de révéler que la logique d'action des acteurs privés, mais aussi parfois celle des acteurs publics, est influencée par des intérêts personnels. D'autres fois, nous avons vu qu'il pouvait y avoir un décalage entre les intérêts énoncés et les stratégies mises en place. Ces deux constats font donc ressortir que le discours officiel ne suffit pas pour comprendre les motivations réelles des acteurs. Ensuite, cette analyse a permis de montrer qu'un acteur mène des actions pour atteindre ses objectifs, mais aussi en réaction à l'action d'autres qui met en jeu ses convictions. Finalement, nous avons constaté, dans les deux cas, la difficulté de cerner l'objectif et/ou la volonté de la population et que celle-ci est un acteur flou, parfois difficile à saisir.

Au niveau des stratégies, on remarque que certains acteurs mettent en place plusieurs stratégies alors que d'autres n'en ont pas (p. ex. le berger). Nous avons proposé une typologie des stratégies multiples mises en place par les acteurs. Temporellement, les stratégies peuvent être parallèles ou consécutives. En ce qui a trait à la finalité, elles peuvent être substitutives ou complémentaires.

En ce qui concerne les actions, les deux études de cas témoignent de la diversité des registres sur lesquels interviennent les acteurs. Toutefois, les acteurs disposent de ressources et de moyens différents, ce qui interfère sur les actions qu'ils mettent en place. En effet, nous avons pu noter qu'il existe d'importantes similitudes entre la France et le Québec au niveau des actions entreprises par certains types d'acteurs comme les associations, les collectivités territoriales et les promoteurs privés.

Nous avons également noté certaines différences entre les deux études de cas. Nous avons vu qu'au mont Rigaud, les acteurs ont davantage recours à des actions en justice pour défendre leurs convictions et intérêts. Au Mas Dieu, on mobilise davantage l'information, notamment en menant des études pour convaincre, démontrer, dissuader ou encore contester un aspect ou un autre d'un projet. Bien qu'en théorie cette méthode confère une certaine objectivité aux décisions prises, en réalité l'information produite et les résultats des études sont bien souvent utilisés de façon à appuyer la position défendue par les acteurs les ayant commandés. Il y a donc manipulation de l'information et du discours.

Finalement, deux limites ont été mises en évidence par rapport à cette analyse de la logique des acteurs. D'abord, malgré une attention spéciale portée dès le départ à la probable existence d'objectifs plus ou moins affirmés et d'intérêts plus personnels dissimulés derrière le discours public, il est fort probable qu'il existe d'autres intérêts et objectifs que ceux rapportés dans le cadre de cette analyse, mais que ceux-ci ont échappé à notre attention. De plus, certaines informations privilégiées n'ont pu être divulguées dans le cadre d'un document public. Elles auraient quelques fois permis une

meilleure compréhension de la logique d'action de certains acteurs sans toutefois les modifier fondamentalement.

Chapitre 6 Les réseaux d'acteurs et le pouvoir

L'analyse des réseaux d'acteurs constitue un moyen pour appréhender les processus sociaux à l'œuvre au cours des différents épisodes. Elle permet de constater les structures de relations, c'est-à-dire la présence ou l'absence d'interaction entre deux ou plusieurs acteurs, et d'apprécier la nature de ces relations. L'étude des réseaux contribue également à une meilleure compréhension de l'évolution des relations entre les acteurs. *« Elle fait partie de l'étude de comportements et de processus sociaux que les chercheurs veulent contextualiser. (...) En ce sens, l'observation d'un réseau spécifique doit avoir une signification du point de vue des comportements et des processus que l'on cherche à décrire et à expliquer »* (Lazega 2007 : 21).

Dans le cadre de ce chapitre, nous nous intéressons aux interactions entre les différents acteurs et cherchons à comprendre comment celles-ci influencent la trajectoire empruntée par les territoires à l'étude. Nous supposons qu'un ensemble presque infiniment grand de relations a pu avoir une influence sur le déroulement des projets à l'étude. Les relations d'amitié, de famille, de voisinage et de travail ont sans aucun doute marqué le cours des choses. Cependant, pour des considérations pratiques, c'est-à-dire de réduire le nombre d'acteurs à inclure dans l'étude, notre analyse se limitera aux relations entre les acteurs clairement impliqués dans ces projets et d'ores et déjà identifiés lors des précédentes étapes de notre analyse et/ou par la documentation et les entrevues. La « frontière » entre les acteurs à inclure et ceux à exclure de l'analyse n'est pas toujours claire et surtout, elle est changeante. Aussi, est-il nécessaire de faire preuve d'une certaine flexibilité. Selon Lazega (2007 : 22), « [L]e choix de ces frontières est fonction du processus que l'on cherche à examiner in fine ». Ainsi, nous verrons dans les épisodes pour lesquels plus d'un graphe a été produit, l'entrée en scène et le départ d'acteurs ce qui vient démontrer cette nécessaire flexibilité.

Les relations entre les acteurs sont marquées par des jeux de pouvoir. Aussi, dans le cadre de ce chapitre, nous cherchons à mieux comprendre la nature de ces pouvoirs et les diverses façons de se manifester à travers les relations entre les acteurs. Une fois de plus, nous nous limiterons aux expressions de pouvoir les plus marquantes dans le cadre de la mise en place des projets à l'étude. Nous identifierons lorsque cela s'avère pertinent, les relations ayant permis de mobiliser des ressources, d'autoriser, de contraindre ou d'imposer et ainsi d'avoir une influence sur les projets de développement à l'étude. Tous les acteurs peuvent exercer, à travers leurs relations, un certain degré de pouvoir. Cependant, seules les relations de pouvoir les plus significatives, c'est-à-dire celles qui ont produit un résultat, retiendront notre attention.

Ainsi, l'objectif de ce chapitre est d'appréhender à travers les réseaux d'acteurs, les grands processus sociaux à l'œuvre dans la construction des territoires. La conceptualisation de la

dynamique des localités intègre la notion de réseau qui est essentiellement définie comme un ensemble de relations sociales permettant aux acteurs de mobiliser des ressources leur permettant d'atteindre leurs objectifs ou ceux qu'ils se sont appropriés. La notion de réseau d'acteurs y a revêtu jusqu'à présent une dimension plutôt positive de mise en commun et de coopération. Nous appréhendons dans ce chapitre les désharmonies sociales, et les interactions plus neutres comme faisant également partie des réseaux d'acteurs. Nous postulons donc que des relations de différentes natures sont parties prenantes des réseaux d'acteurs et que toutes contribuent à la dynamique actorielle et conséquemment, à l'architecture des territoires. Les interactions entre les acteurs sont ainsi à l'origine des grands processus sociaux de solidarité, de contrôles, de régulation ou de conflit au cœur de la construction territoriale.

Nous nous proposons alors, dans un premier temps, d'élargir l'étude des réseaux d'acteurs aux relations de nature diverse. Pour ce faire, nous illustrons les réseaux d'acteurs à l'aide de graphes et démontrons comment la structure des réseaux a eu une influence sur la trajectoire empruntée par les projets à l'étude. Nous identifierons également quelques relations qui apparaissent plus significatives dans un réseau d'acteurs en raison de leur influence, leur capacité à produire des résultats. Dans un deuxième temps, nous nous intéressons plus en détail à la nature des relations entre les acteurs, à la forme des réseaux et aux jeux de pouvoir caractérisant les relations. Troisièmement, nous nous penchons sur la comparaison entre les deux études de cas. Finalement, nous discuterons des quatre principales limites identifiées de cette analyse des réseaux d'acteurs.

6.1 La configuration des réseaux sociaux

Dans cette partie, nous illustrons par des graphes, les réseaux d'acteurs pour différents épisodes des projets à l'étude. Chacun des graphes identifie les acteurs impliqués au cours d'une période de temps ou d'un volet spécifique et les met ou non en relation entre eux. Nous avons identifié, lorsque cela s'avérait possible et pertinent, le sens de la relation entre les acteurs. La nature des relations entre les acteurs est également qualifiée.

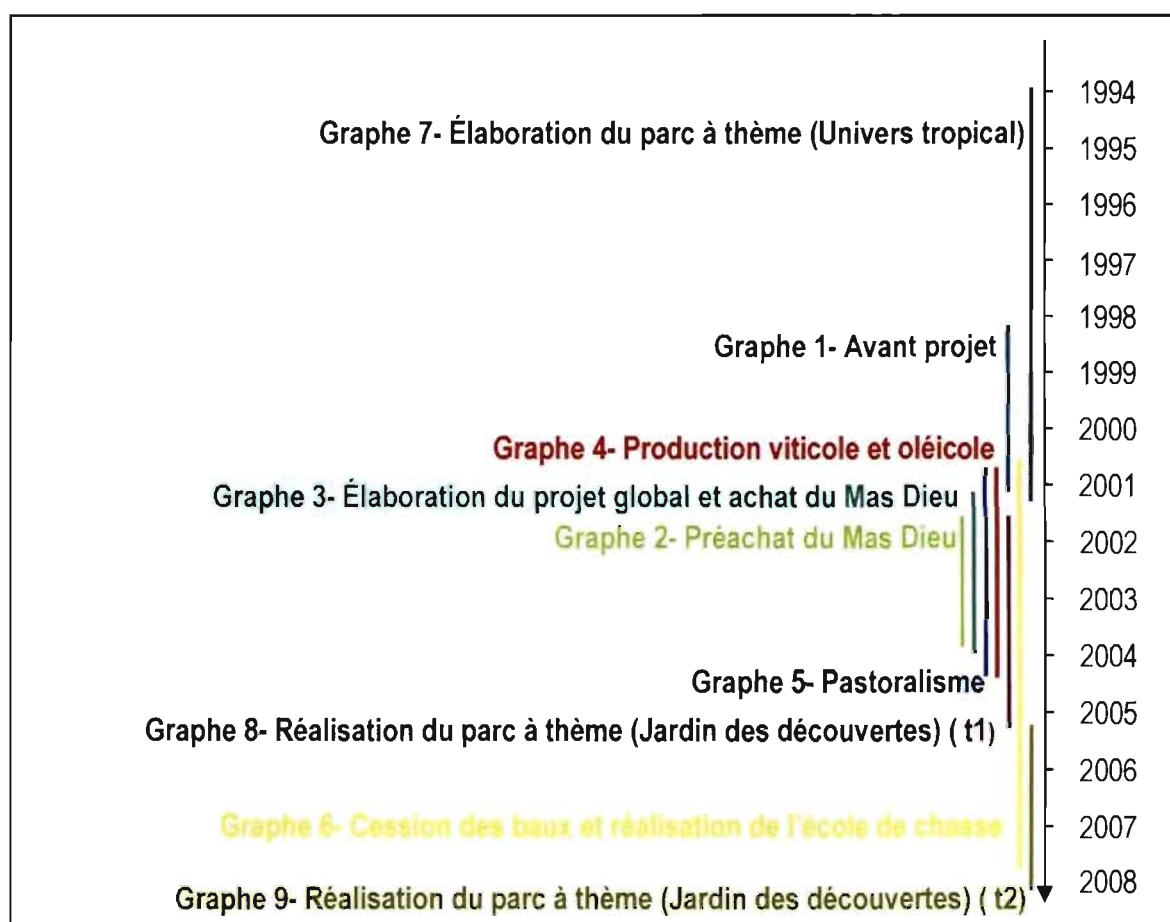
Les graphes n'illustrent pas les réseaux d'acteurs croqués à un instant précis, mais sont plutôt des images de ces réseaux sur un temps plus long, variant de quelques mois à quelques années. Cela a l'avantage d'offrir une vue d'ensemble sur un épisode et permet d'éviter que se multiplie le nombre de graphes. Pour certains épisodes dans lesquels le jeu des acteurs est particulièrement complexe, deux voire trois graphes ont dû être produits afin d'illustrer différentes périodes. Cela a notamment permis de mettre en évidence l'arrivée de nouveaux acteurs, la création de relations, des changements dans la nature des relations entretenues entre des acteurs ou encore des désolidarisations et des désengagements. Pour chacune des études de cas, une figure situe

temporellement ces différents graphes. La période couverte par chacun des graphes est indiquée au-dessus de chacun d'eux par un trait rouge sur un axe de temps horizontal qui lui représente la durée totale du projet.

6.1.1 Les réseaux sociaux dans l'aménagement global du domaine du Mas Dieu (1994-2008)

Le projet d'aménagement global du domaine du Mas Dieu a été décomposé en sept grands épisodes. Ceux-ci concernent différents volets du projet. Le volet du parc à thème est illustré par trois différents graphes (voir figure 29).

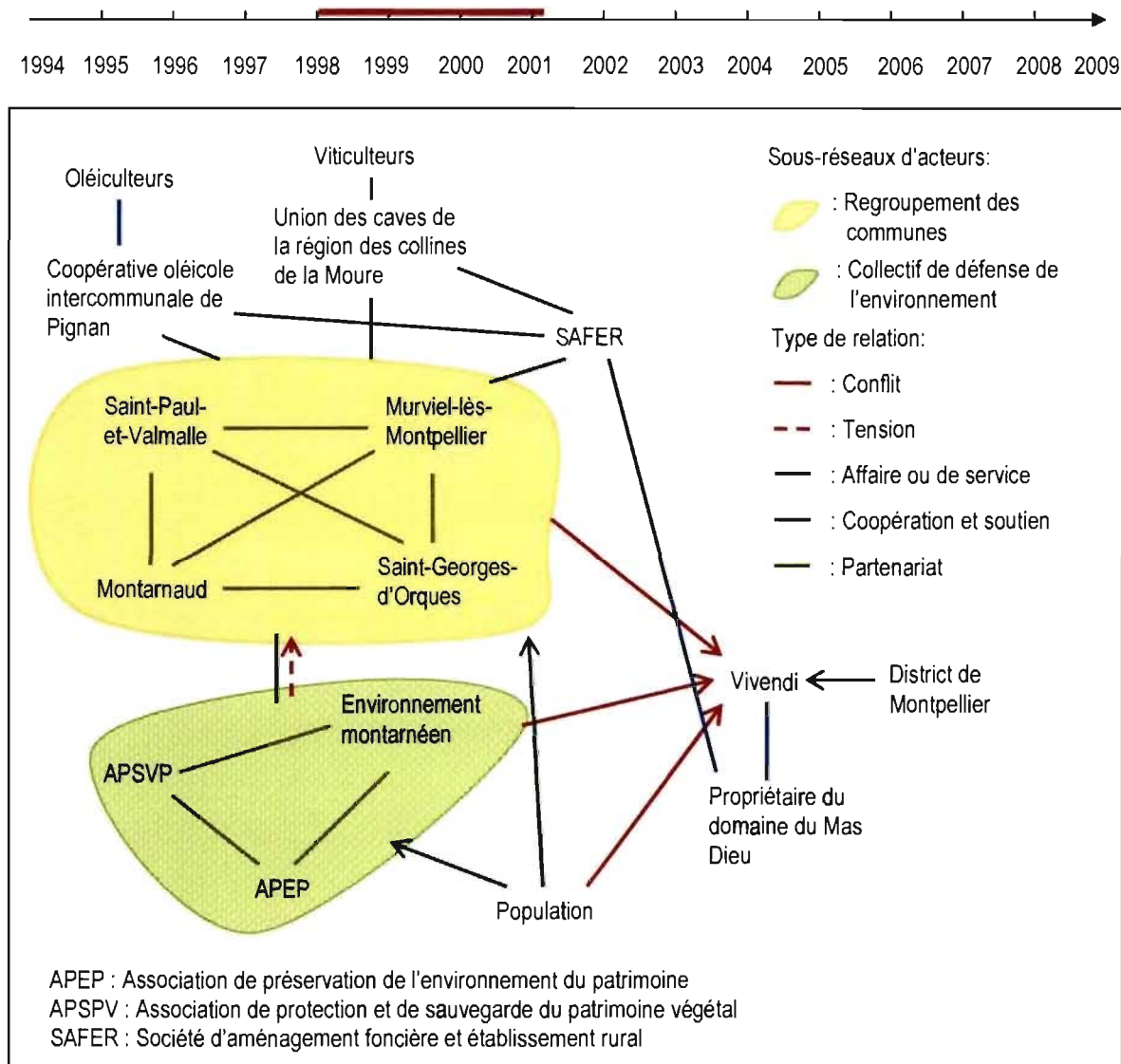
Figure 30 Les graphes du projet d'aménagement global du domaine du Mas Dieu et la période couverte par chacun d'eux



Le réseau d'acteurs de l'avant-projet d'aménagement du Mas Dieu se caractérise par une importante solidarité entre les acteurs du milieu local, tant la population, que le milieu associatif et les administrations communales, qui font face à un adversaire commun, le groupe Vivendi appuyé par le District de Montpellier (qui avait lui-même porté le projet de décharge quelques années auparavant) (voir graphique 1). Le regroupement des communes a demandé la coopération de la SAFER afin qu'elle

fasse valoir son droit de préemption. Celle-ci est entrée en contact avec le propriétaire du domaine ainsi qu'avec des structures coopératives qui ont été mandatées de trouver des producteurs intéressés à acquérir des parcelles.

Graph 1 Le réseau d'acteurs relatif à l'avant-projet au Mas Dieu



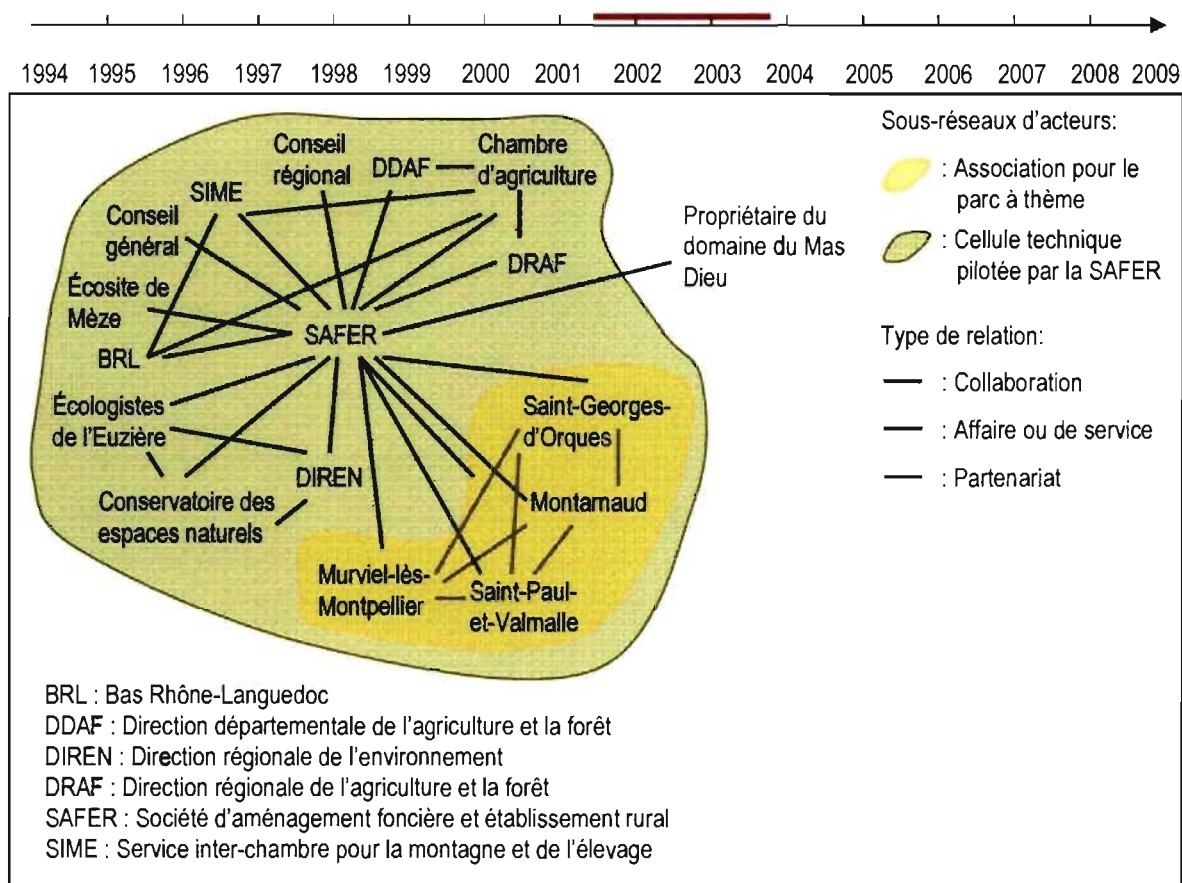
Les associations de défense de l'environnement se sont regroupées dans un collectif et ont bénéficié de l'appui de la population. La structure du réseau semble avoir joué un rôle dans l'abandon du projet de décharge. En effet, une opposition unanime des milieux locaux a presque isolé Vivendi qui n'a pu bénéficier que de l'appui du District de Montpellier dont le territoire, rappelons-le, n'inclut aucune des quatre communes sur lesquelles se trouve le domaine du Mas Dieu. Les milieux communaux, avec le concours de la SAFER, réussissent à faire reculer Vivendi. En toute fin de parcours, on assiste toutefois à une désolidarisation entre le collectif de défense de l'environnement et le Regroupement

des communes lorsque celui-ci annonce qu'un projet de parc à thème est à l'étude pour le territoire du Mas Dieu.

La relation qui s'est développée entre le regroupement des communes et la SAFER est véritablement celle qui a modifié la dynamique de l'ensemble du réseau. De recourir à la SAFER et de bénéficier de ses moyens d'intervention a permis aux opposants au projet de décharge de contrecarrer les plans d'acquisition de Vivendi. Le règlement en lien avec le droit de préemption de la SAFER n'a jamais été mis en application. En réalité, c'est l'existence de cette compétence qui a constitué un instrument important par lequel les opposants au projet de décharge ont contraint Vivendi à reculer.

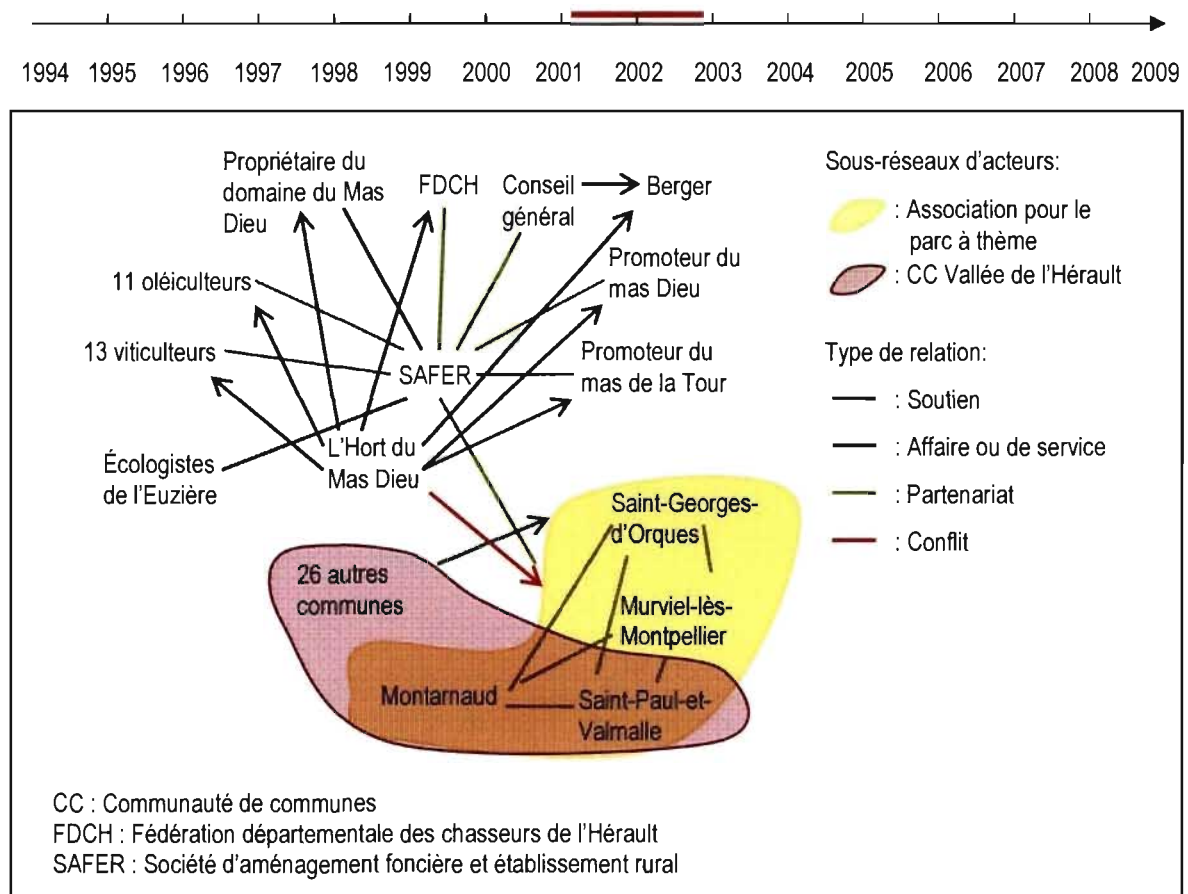
La cellule technique pilotée par la SAFER a impliqué un grand nombre d'acteurs (voir graphe 2). La coopération des différents acteurs avait principalement pour but de réaliser une étude préopérationnelle pour l'aménagement du Mas Dieu. Ainsi, certains acteurs ont collaboré aux aspects plus techniques de répartition du territoire alors que d'autres ont travaillé sur le montage financier. Malgré la complexité de cette situation, l'opération de rachat par la SAFER puis de rétrocession vers les différents partenaires financiers a été couronnée de succès. Aucune relation de pouvoir ne marque de manière éloquente le réseau d'acteurs relatif au préachat du domaine du Mas Dieu si ce n'est du pouvoir de rassembler autour d'un même enjeu, des acteurs issus d'horizons variés, et de les faire travailler ensemble. Dans ce sens, la SAFER a fait preuve de leadership en persuadant les différents acteurs d'adhérer à la démarche sans être détentrice d'une autorité formelle en la matière. La SAFER en établissant différentes relations de solidarité, mobilise des ressources, notamment financières, mais également des compétences qui ont permis de procéder à l'achat du domaine.

Graphe 2 Le réseau d'acteurs relatif au préachat du domaine du Mas Dieu (cellule technique)



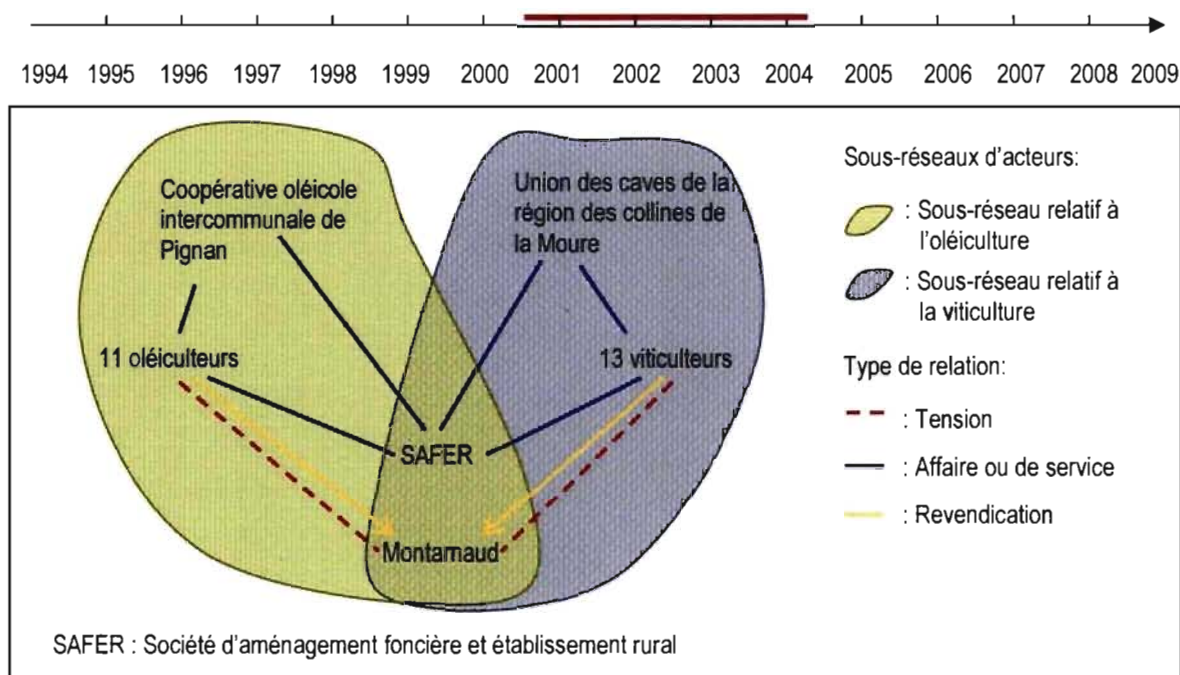
L'épisode de l'élaboration du projet d'aménagement global et l'achat du Mas Dieu se caractérise par un réseau d'acteurs dont la nature des relations est essentiellement collaborative ou neutre (voir graphe 3). Le réseau est également marqué par l'arrivée d'un nouvel acteur, L'Hort du Mas Dieu, qui s'oppose au regroupement des communes — qui se nomme désormais l'Association pour le parc à thème —, mais qui appuie les autres volets du projet. On note également l'entrée en scène de la CC Vallée de l'Hérault qui vient appuyer l'Association pour le parc à thème pour l'élaboration d'une charte. Les relations entre les acteurs de cet épisode sont assez peu marquées par l'autorité, la contrainte ou la domination. Cependant, ici encore, c'est le pouvoir de persuasion de la SAFER, son aptitude à convaincre les acteurs et les faire travailler ensemble qui a fait la différence. Tous les acheteurs ont joué un rôle considérable dans le montage financier. Toutefois, la mise en place d'un partenariat avec un acteur comme le Conseil général qui dispose de moyens financiers substantiels constitue un événement décisif pour la concrétisation de l'achat du domaine et la réalisation du projet arrêté.

Graphe 3 Le réseau d'acteurs relatif à l'élaboration du projet d'aménagement global et l'achat du domaine du Mas Dieu



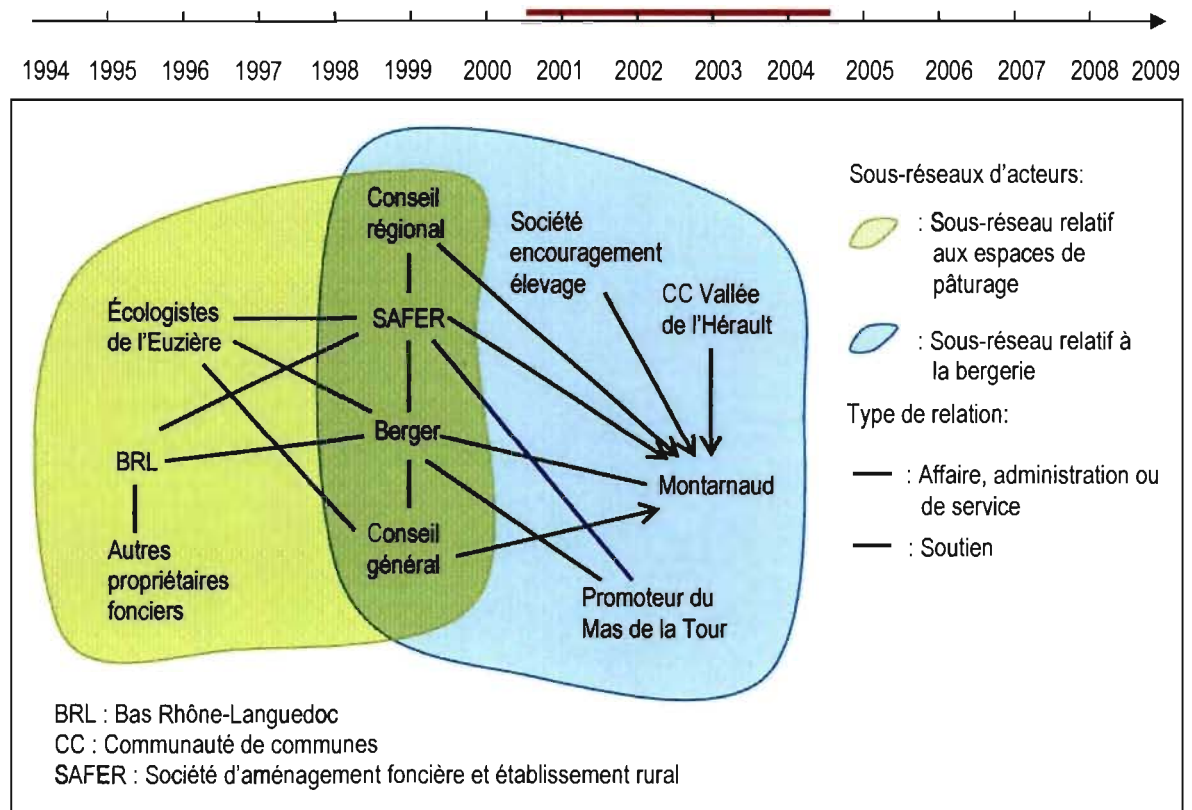
Dans le cadre de la mise en place de la production oléicole et viticole, bien qu'on puisse difficilement parler de conflits puisqu'il n'y a pas eu de confrontation active entre les acteurs, certaines relations ont quelques fois été marquées par des tensions ayant eu comme conséquence un ralentissement dans l'avancement de ce volet du projet (voir graphe 4). En effet, viticulteurs et oléiculteurs ont reproché à la commune de Montarnaud de faire traîner les choses en longueur et de proposer des actions ralentissant la réalisation des espaces agricoles. L'émission de documents officiels et le tracé des chemins communaux se sont révélés des sujets de controverse dans les relations entre la commune et les producteurs agricoles. Ces derniers ont quelquefois trouvé irritant le manque de souplesse de l'administration communale les obligeant constamment à justifier leurs propositions. Bien qu'aujourd'hui les difficultés s'estompent et que le projet se concrétise pour les producteurs agricoles, ils n'ont pas, selon eux, joui d'une pleine coopération et de la meilleure volonté de l'administration communale. Les compétences que détiennent les communes au niveau de l'aménagement du territoire leur donnent les moyens de ralentir ou de favoriser la mise en place d'un projet sur leur territoire et en ce sens, les collectivités territoriales exercent un important pouvoir sur les autres acteurs.

Graphe 4 Le réseau d'acteurs relatif à la production viticole et oléicole



Les relations entre les acteurs du réseau relatif à la création d'un espace de pâturage et la construction d'une bergerie sont de nature coopérative ou plus neutre (voir graphe 5). Bon nombre d'acteurs impliqués dans le volet pastoral, que ce soit par rapport à la bergerie ou au pâturage, le sont essentiellement dans le cadre de leur mission officielle (p. ex. le Conseil général et le Conseil régional). Tous, à part peut-être BRL, considèrent important de maintenir le berger en place et le soutiennent de différentes façons afin de conforter son activité. Dans le cadre de l'épisode du pastoralisme, le soutien du Conseil général de l'Hérault et du Conseil régional du Languedoc-Roussillon, détenteurs de moyens financiers importants, constitue des relations déterminantes vu le caractère particulièrement onéreux de ce volet (voir chapitre 4). Les droits de propriété ont également joué un rôle important en permettant, dans le cadre de baux, de favoriser le maintien de l'activité pastorale.

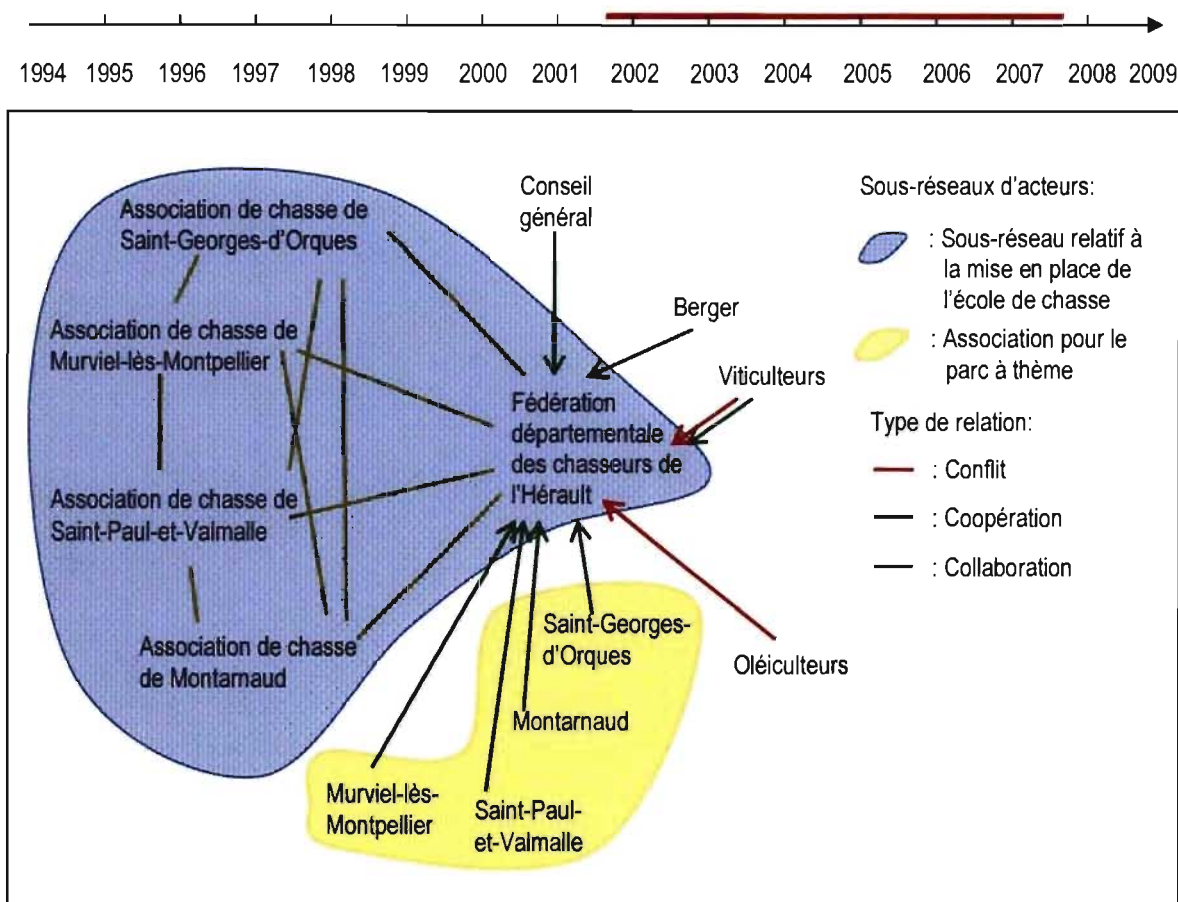
Graphe 5 Le réseau d'acteurs relatif au pastoralisme



La structure du réseau d'acteurs relatif à la réalisation d'une école de chasse et la cession des baux de chasse par les différents propriétaires du domaine est d'abord marquée par une collaboration entre les quatre associations communales de chasse et la Fédération départementale (voir graphe 6). En effet, dès le départ, la Fédération a demandé la participation des associations communales pour l'élaboration de son projet. Plusieurs nouveaux propriétaires terriens du Mas Dieu dont le Conseil général de l'Hérault, les communes, certains viticulteurs, ainsi que le berger, ont cédé à la Fédération leurs droits de chasse. Toutefois, les oléiculteurs et certains viticulteurs n'ont pas accédé aux demandes de la Fédération réduisant ainsi l'étendue du territoire de chasse et imposant certaines limites au projet d'école de chasse.

En raison de leurs droits de propriété, les différents acteurs ayant acquis des terres au Mas Dieu ont la capacité d'influencer le projet cynégétique sur le domaine. En effet, les propriétaires et la Fédération sont engagés dans un rapport de force qui confère aux premiers le moyen de tenir en échec le projet de la FDCH. Néanmoins, la majorité des acteurs ont cédé leurs droits et la plus grande partie du domaine est mise à la disposition des chasseurs.

Graphe 6 Le réseau d'acteurs relatif à la cession des baux de chasse et la réalisation de l'école de chasse



Le réseau d'acteurs relatif au parc à thème Univers tropical se caractérise d'abord par une contestation de la part du milieu associatif local (voir graphe 7). En effet, plusieurs associations regroupées au sein d'un collectif se sont opposées au projet de parc tropical. La commune de Murviel-lès-Montpellier a finalement demandé au collectif de faire connaître ses propositions pour l'espace acquis par les communes. ACTOM et L'Hort du Mas Dieu se sont chargées de fournir les informations demandées.

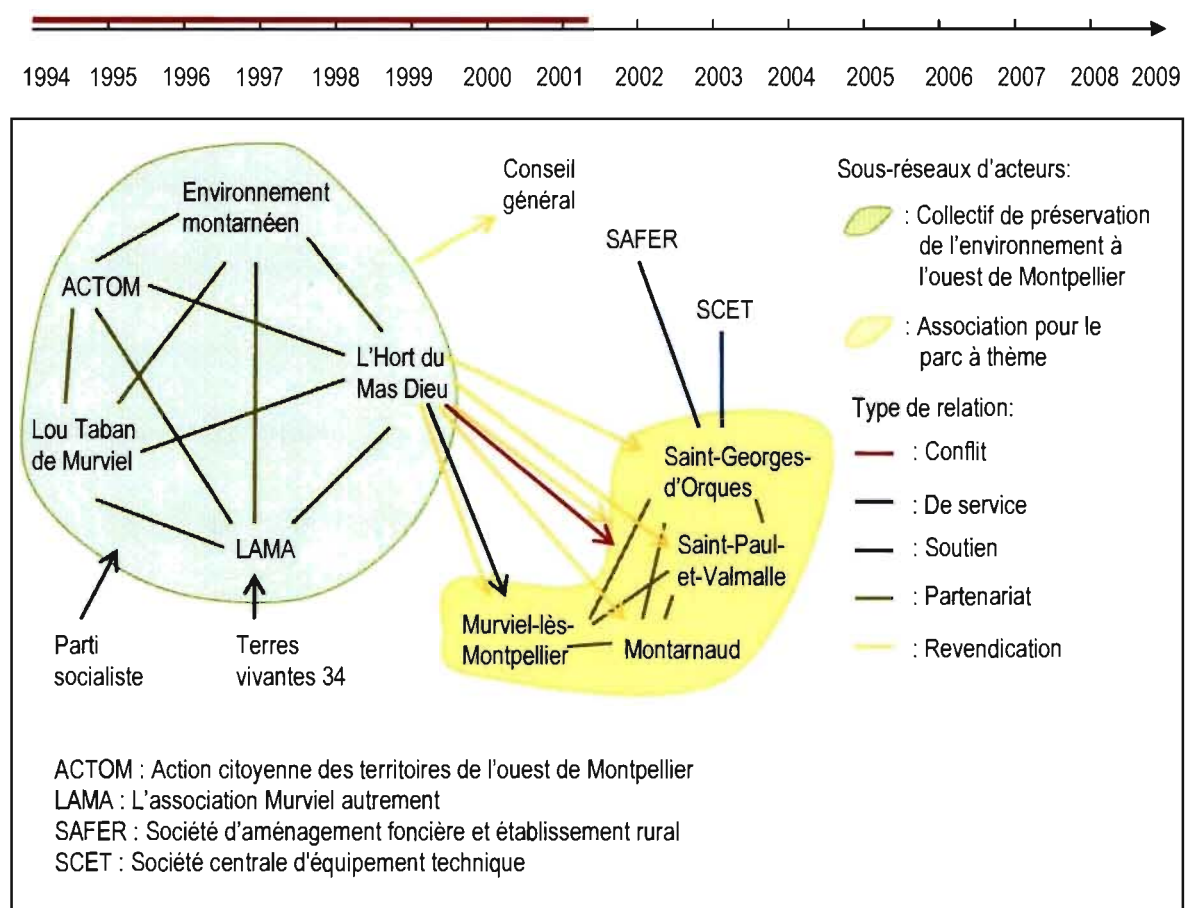
L'Hort du Mas Dieu cherche de son côté à obtenir du financement auprès du Conseil général de l'Hérault afin que soit menée une étude en bonne et due forme du projet alternatif qu'elle propose. Pour lui accorder un tel financement, le Conseil général demande à l'association d'obtenir l'appui des communes impliquées, ce que l'association demande, mais n'obtient pas.

La structure du réseau d'acteurs met ensuite en évidence l'absence d'appui et de soutien à l'Association du parc à thème et au projet de parc. Plus exactement, la population n'approuve pas le projet et le parc tropical ne trouve aucun partenaire financier (Alinat et Carrie 2003). Des relations

existent avec la SAFER et la SCET, mais leur nature est plutôt neutre. La structure du réseau d'acteurs entourant le parc à thème Univers Tropical se caractérise donc par l'isolement du principal porteur du projet de l'Association du parc à thème. L'architecture de ce réseau d'acteurs semble ainsi pouvoir expliquer en grande partie le changement de cap pris par le projet de parc.

Ce réseau d'acteurs est également marqué par le refus des quatre communes d'approuver l'étude du projet de L'Hort du Mas Dieu. Le Conseil général, en rendant le consentement des communes conditionnel au financement de l'étude du projet de L'Hort du Mas Dieu, a octroyé aux collectivités territoriales un moyen d'action suffisamment puissant pour qu'elles soient en mesure de faire obstacle aux efforts de l'association. Toutefois, L'Hort du Mas Dieu étant composé d'individus détenant des compétences suffisantes (p. ex. des ingénieurs agronomes, des chercheurs), l'association réalise elle-même une étude de son projet.

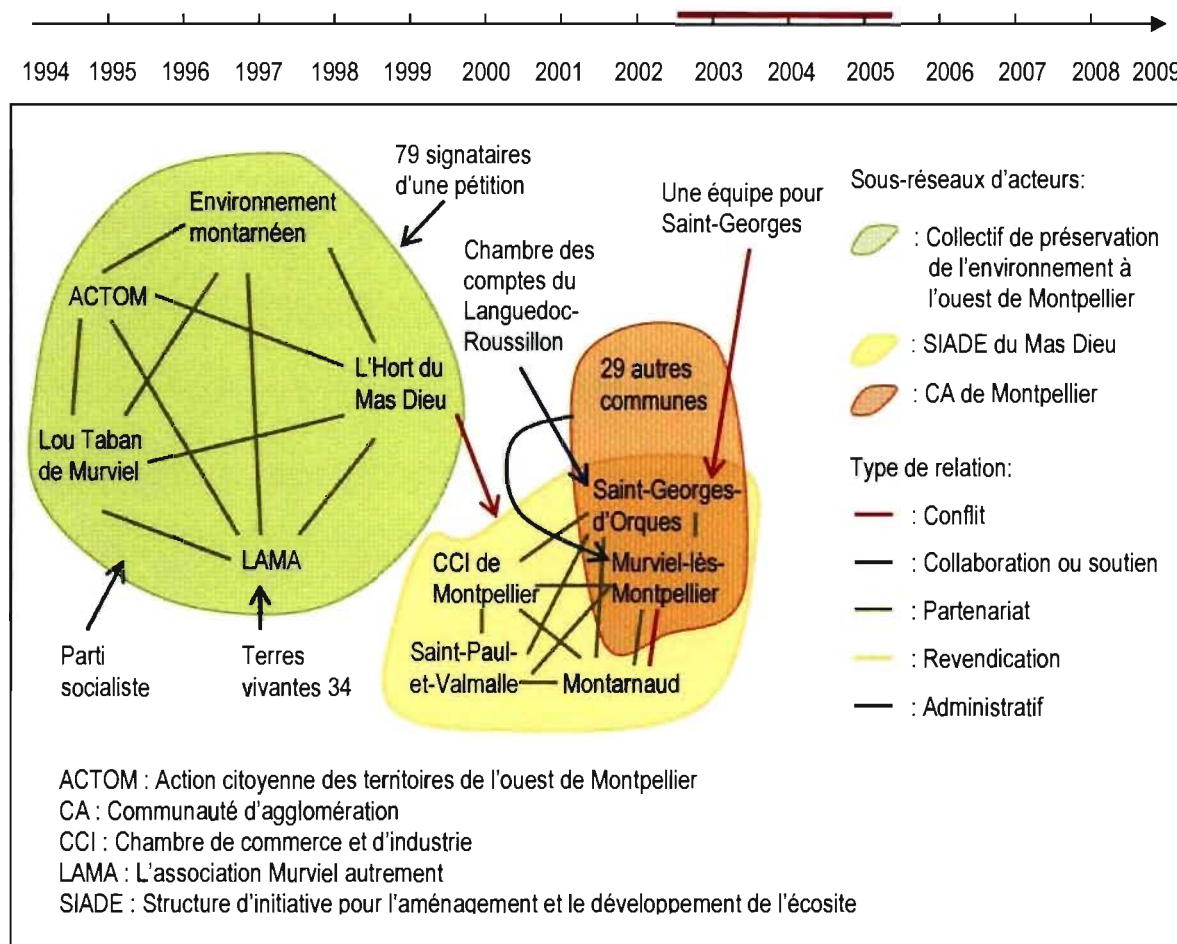
Graphe 7 Le réseau d'acteurs relatif à l'élaboration du parc à thème (Univers Tropical)



La structure du réseau d'acteurs de la première partie de l'épisode du Jardin des découvertes est marquée par l'organisation formelle des quatre communes en un syndicat à la carte (voir graphe 8). La Chambre de commerce et d'industrie (CCI) de Montpellier s'est également jointe aux communes.

Ce syndicat ouvert à la carte permet essentiellement aux membres de bénéficier d'une position plus favorable lorsqu'ils font appel aux services de l'État.

Graph 8 Le réseau d'acteurs relatif à la réalisation du parc à thème (Jardin des découvertes (temps 1))



Ce réseau d'acteurs met également en évidence une désolidarisation des membres du SIADE du Mas Dieu, notamment de la commune de Montarnaud, par rapport au projet Univers Tropical. Le conseil municipal est sensible à l'opposition manifestée par ses résidents (entrevue mairie de Montarnaud 2005). Les communes de Saint-Paul-et-Valmalle et de Saint-Georges-d'Orques sont, quant à elles, de plus en plus critiques par rapport à ce projet (entrevue mairie de Saint-Paul-et-Valmalle 2005). L'administration communale de Saint-Georges-d'Orques est en outre aux prises avec des problèmes financiers suffisamment importants pour qu'en 2005, la Chambre régionale des comptes du Languedoc-Roussillon mette la gestion de la commune en examen (Chambre régionale des comptes du Languedoc-Roussillon 2006). La Chambre régionale des comptes identifie d'ailleurs l'achat des terrains au Mas Dieu comme étant en partie à l'origine des problèmes financiers de la commune (*idem.*). Un parti politique communal, *Une équipe pour Saint-Georges*, dénonce avec

véhémence la gestion de ce projet et le qualifie de « fiasco camouflé » (Une équipe pour Saint-Georges 2008). La commune peut difficilement s'engager davantage au Mas Dieu. Les quatre communes demeurent tout de même partenaires dans le cadre du SIADÉ du Mas Dieu, puisqu'elles sont ensemble propriétaires d'un terrain sur le domaine. Le projet de parc devient de plus en plus celui d'un seul homme, soit le maire de Murviel-lès-Montpellier. Ce dernier arrive toutefois à aller chercher un allier de taille : la CA de Montpellier se joint au réseau d'acteurs et vient appuyer le projet de parc à thème qui se voit transféré sur le territoire de la commune de Murviel-lès-Montpellier et donc, de la CA de Montpellier.

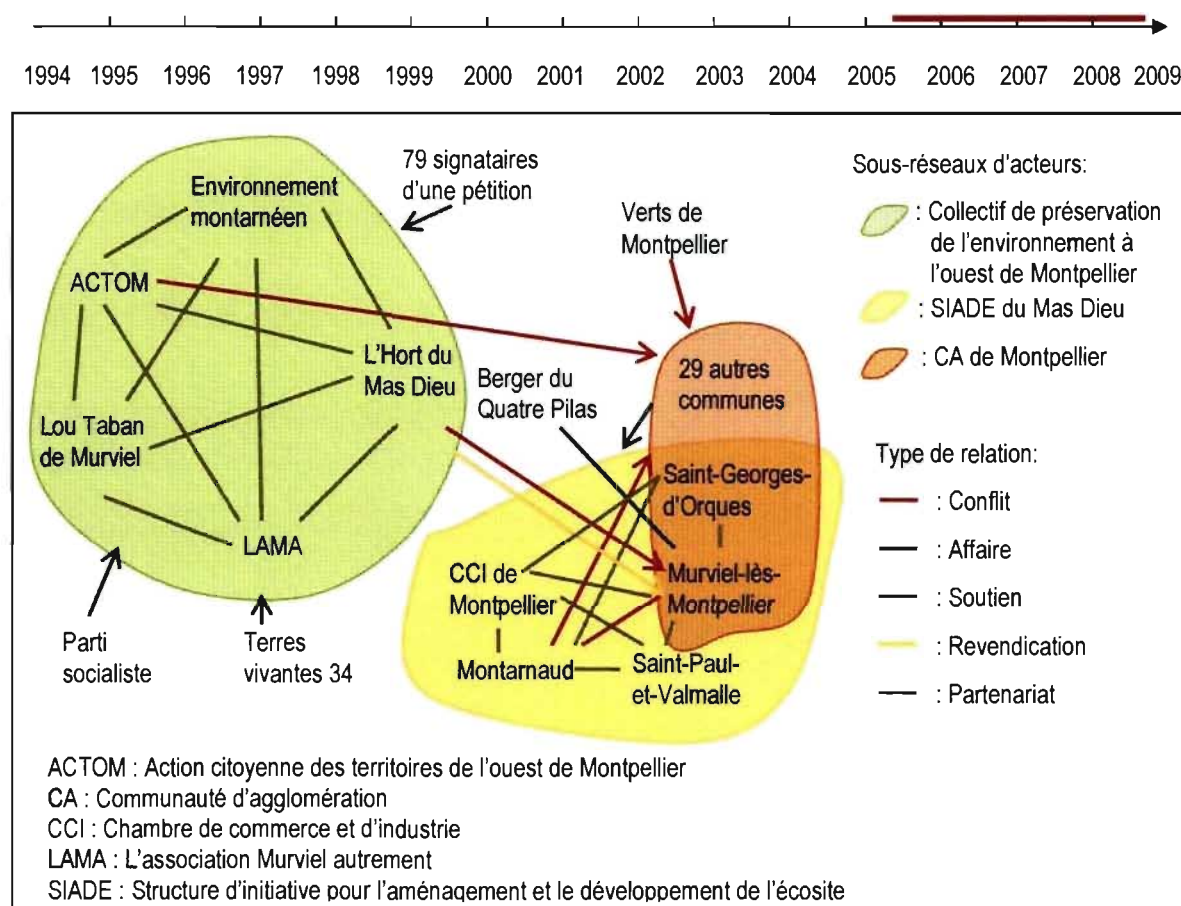
Le réseau d'acteurs relatif au Jardin des découvertes est dans un deuxième temps marqué par l'arrivée de deux nouveaux acteurs, les Verts de Montpellier et le berger des Quatre Pilas (voir graphe 9). Afin de déménager le projet de parc, la commune de Murviel-lès-Montpellier a acquis 20 hectares appartenant à un berger, au lieudit des Quatre Pilas. Les ressources financières de la commune représentent un instrument important mobilisé par le porteur du projet de parc. Il y a quelquefois confusion entre le statut de maire et celui du porteur de projet. Les ressources de la commune et les compétences de maire sont ainsi mises à contribution du projet sans qu'il soit véritablement clair que le maire agit dans l'intérêt de la commune. On constate également l'arrivée des Verts de Montpellier qui s'opposent à la décision de la CA de Montpellier d'appuyer la création d'un parc sur un espace vert et agricole et d'adopter des règlements d'aménagement non conformes aux grandes orientations définies dans le SCOT. La commune de Montarnaud et ACTOM s'opposent également à la communauté d'agglomération à travers les consultations publiques concernant le SCOT. Les relations conflictuelles engagées entre la CA de Montpellier et les autres acteurs ne semblent toutefois pas suffisantes pour ralentir le projet de Jardin des découvertes. La CA de Montpellier se trouve désormais sur son territoire, contrairement à la situation qui prévalait lors de l'épisode de la décharge et du District de Montpellier. La légitimité de la CA de Montpellier sur ce territoire en plus de ses moyens techniques, financiers et légaux en font un allier de taille pour le porteur de projet de parc. Cette nouvelle relation est sans contredit la plus déterminante de cet épisode.

L'Hort du Mas Dieu avait été créée autour de la question de l'aménagement de l'espace des communes sur le domaine. Puisque le projet de parc a été déménagé, L'Hort du Mas Dieu est en quelque sorte devenue caduque, du moins pour s'opposer au projet de parc à thème. Par conséquent, en raison de son transfert sur le lieudit des Quatre Pilas, c'est ACTOM qui reprend le flambeau et qui s'oppose au projet de parc à thème.

Si un troisième graphe pour l'épisode du Jardin des découvertes avait été réalisé, il aurait notamment été marqué par le départ de la politique municipale du principal porteur du Jardin des découvertes.

Toutefois, celui-ci ayant pris soin avant de quitter son poste de maire de mettre en place certaines conditions essentielles à la réalisation du projet notamment au niveau de la réglementation à l'échelle communale (PLU) et supracommunale (SCOT) ainsi que le financement d'études et l'acquisition des terrains par la commune, les leviers d'actions associés à la fonction de maire paraissent moins essentiels. À ce stade, on peut croire le projet est toujours sur ses rails.

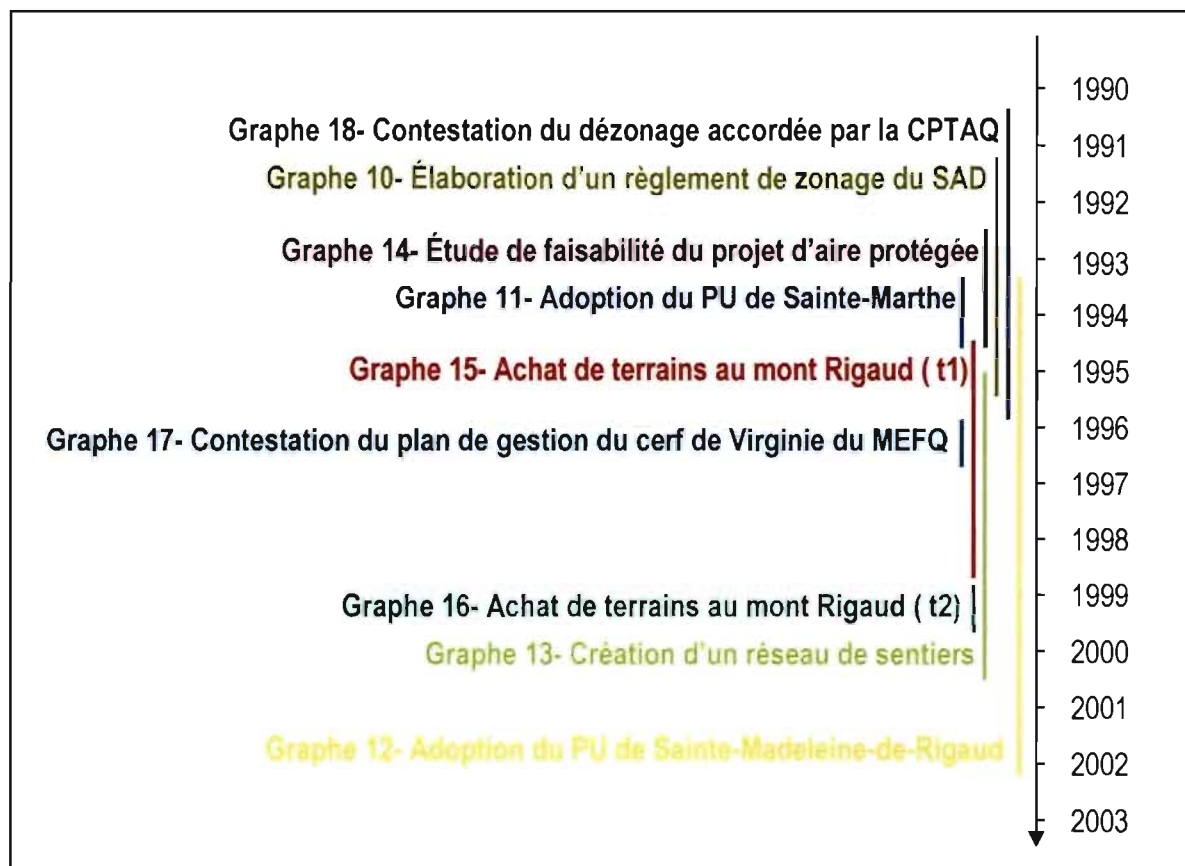
Graphe 9 Le réseau d'acteurs relatif à la réalisation du parc à thème (Jardin des découvertes (temps 2))



6.1.2 Les réseaux sociaux dans la création d'une aire protégée sur le mont Rigaud (1989-2004)

L'analyse des réseaux d'acteurs relatifs au projet de création d'une aire protégée sur le mont Rigaud se divise en huit grands épisodes, dont un qui a fait l'objet de deux graphes. La figure 30 situe temporellement les différents graphes à l'échelle de l'ensemble du projet.

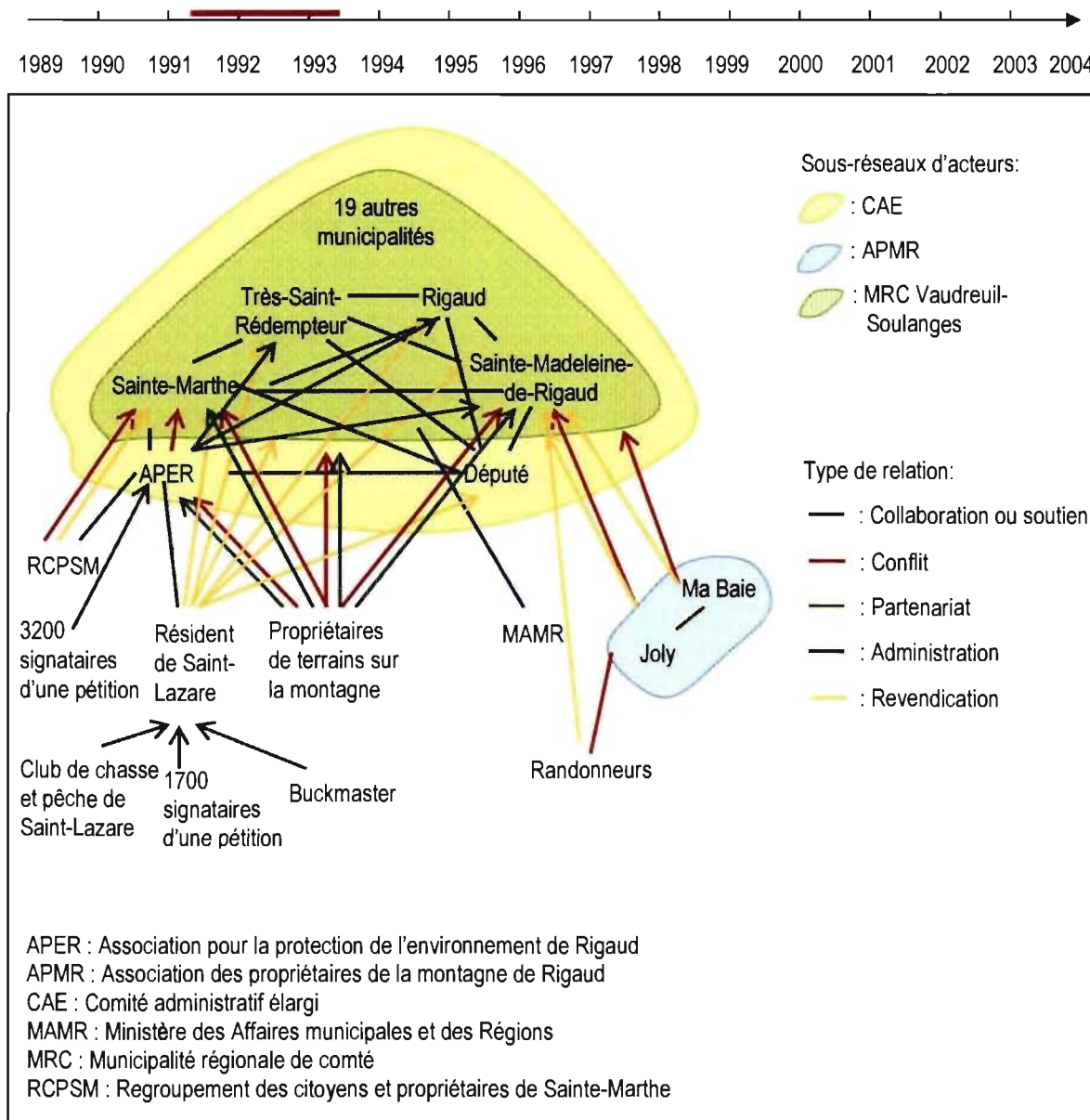
Figure 31 Les graphes du projet d'aire protégée au mont Rigaud et la période couverte par chacun d'eux



Le réseau d'acteurs relatif à l'élaboration du règlement numéro 66 concernant le zonage pour le mont Rigaud dans le cadre du SAD affiche une grande complexité (voir graphe 10). Tant la diversité des acteurs mobilisés par cet enjeu que le nombre et la variété dans la nature de leurs interactions font de cet épisode le plus complexe de l'ensemble du projet de création d'une aire protégée sur le mont Rigaud. Le réseau se distingue par de nombreuses relations de nature revendicative tant de la part des citoyens que du milieu associatif, des propriétaires et des usagers.

On observe que l'APER a obtenu le soutien de résidents, de propriétaires et d'associations. Ceux-ci cependant, sont divisés et certains grands propriétaires s'opposent à la position défendue par l'APER. L'association quant à elle a appuyé les décisions des municipalités de Sainte-Madeleine-de-Rigaud, de Très-Saint-Rédempteur et de Rigaud de limiter le développement résidentiel sur le territoire de la colline.

Graphe 10 Le réseau d'acteurs relatif à l'élaboration d'un règlement de zonage du mont Rigaud pour le schéma d'aménagement de développement

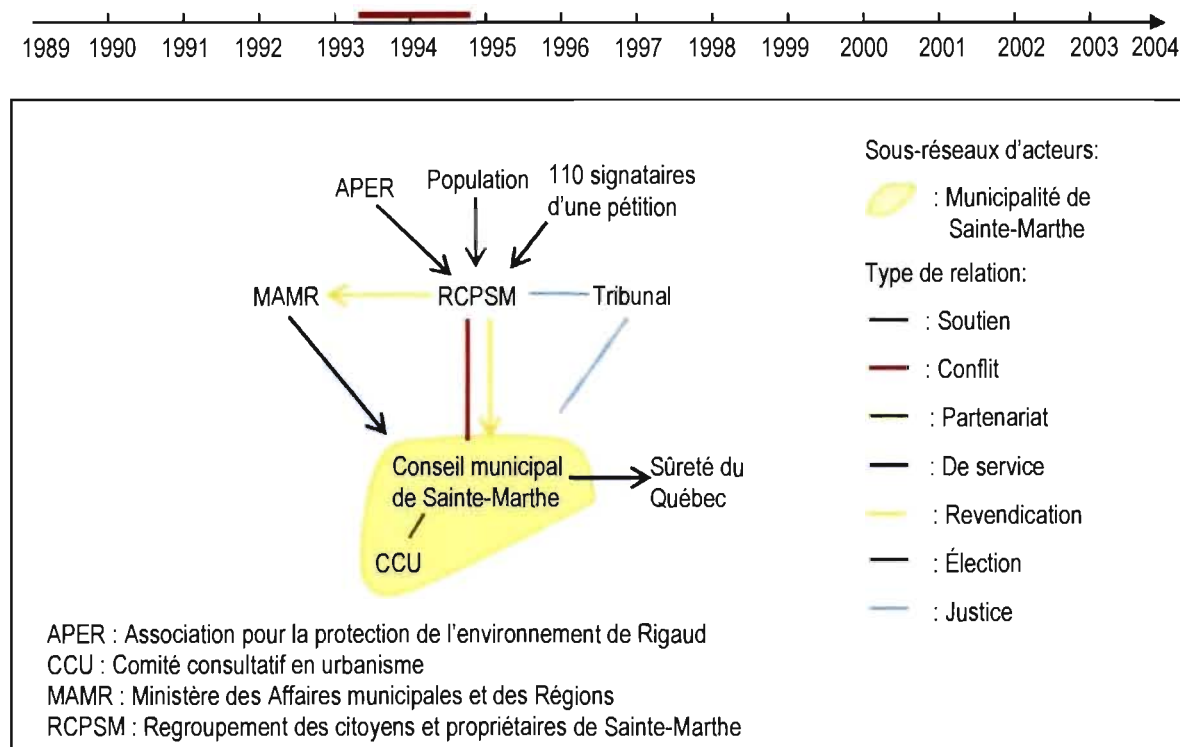


Le réseau d'acteurs relatif à l'adoption du PU de Sainte-Marthe oppose principalement le RCPSM et les acteurs qui l'appuient à l'administration municipale de Sainte-Marthe (voir graphe 11). Le graphe révèle que le soutien au RCPSM est plus ou moins important, et surtout à peu près inexistant à l'extérieur de la municipalité. Le RCPSM en soutenant une solution mitoyenne, de restreindre de développement résidentiel le long des chemins existants plutôt que de promouvoir la protection environnementale, a pu obtenir des appuis de résidents de la municipalité plus préoccupés par l'enjeu entourant les taxes municipales. Or, l'argument écologique aurait permis d'aller chercher des appuis à l'extérieur de la municipalité comme l'a fait l'APER. Il serait toutefois spéculatif d'affirmer que le fait d'avoir le soutien d'acteurs issus de l'extérieur de la municipalité aurait fait la différence.

Nous serions même tentés de croire que rien n'est moins certain. En effet, les revendications, les contestations, les dénonciations et les manifestations ont eu peu d'effet sur la façon dont l'administration municipale a piloté le dossier, exception faite des occasions où elle a été contrainte par la loi. La municipalité s'est conduite comme le seul maître à bord et il semble que seul un acteur disposant d'une autorité légitime sur l'administration municipale aurait pu la faire reculer. Aussi, le MAMR aurait pu contraindre Sainte-Marthe à revoir sa réglementation, ce qu'il n'a pas fait malgré les revendications du RCPSM et le peu de conformité avec les orientations de certains ministères. Ce n'est que dans le cadre des élections municipales que des membres du RCPSM obtiendront suffisamment de soutien populaire afin de revoir les éléments du PU qu'ils contestaient. Pour cette raison, nous croyons que le compromis mis de l'avant par le RCPSM n'a certes pas permis de faire reculer la municipalité, mais le soutien local obtenu lui a permis de remporter les élections municipales et, au final, de modifier le règlement.

De nombreuses manifestations de pouvoir, de différentes natures, sont observables au cours de cet épisode. La municipalité de Sainte-Marthe a utilisé toute la marge de manœuvre que lui offrait la LAU et en a parfois fait des interprétations discutables. En effet, bien que détenteur d'une autorité légitime, le conseil municipal mène la révision du PU de manière péremptoire. Ainsi, le CM résiste aux revendications et aux contestations du RCPSM et pousse l'association jusque dans les derniers retranchements d'une démocratie, les élections.

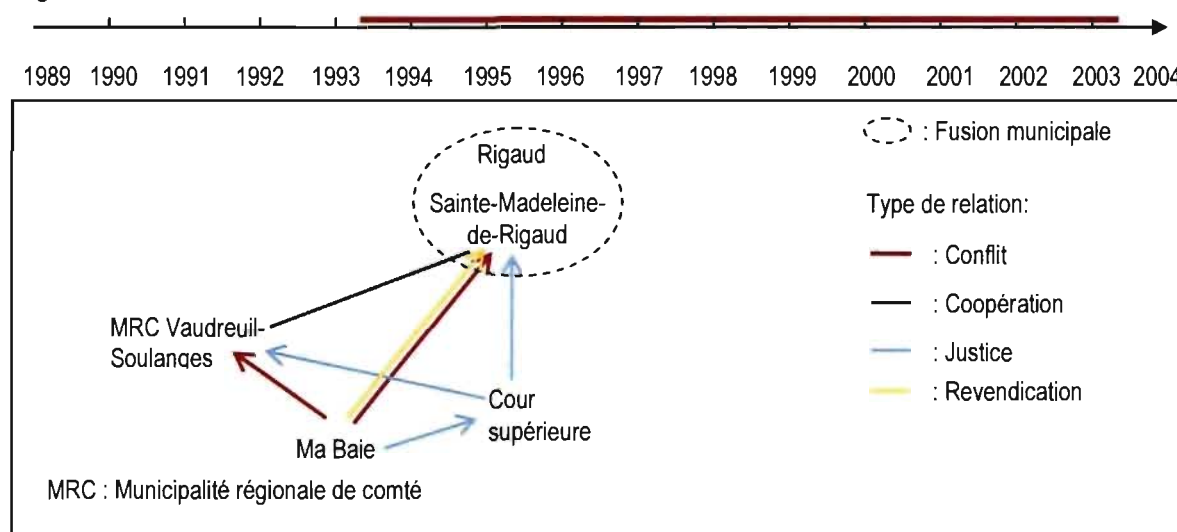
Graphe 11 Le réseau d'acteurs relatif à l'adoption du plan d'urbanisme de Sainte-Marthe



Le réseau d'acteurs relatif à l'adoption du PU de Sainte-Madeleine-de-Rigaud se caractérise essentiellement par les contestations de Ma Baie (voir graphe 12). Après que la compagnie ait plusieurs fois revendiqué la prise en compte de son point de vue en tant que propriétaire tant au cours de l'élaboration du règlement de zonage de la MRC que celui de la municipalité, elle intente finalement en 1994 une action en justice contre Sainte-Madeleine-de-Rigaud et la MRC de Vaudreuil-Soulanges. Plusieurs années plus tard, soit en juillet 2003, la juge lui donne raison.

Le recours à un tiers, la cour supérieure disposant de la capacité de casser le règlement municipal, permet à Ma Baie de contraindre la MRC de Vaudreuil-Soulanges et la municipalité de Rigaud à revoir leur réglementation concernant le zonage du mont Rigaud.

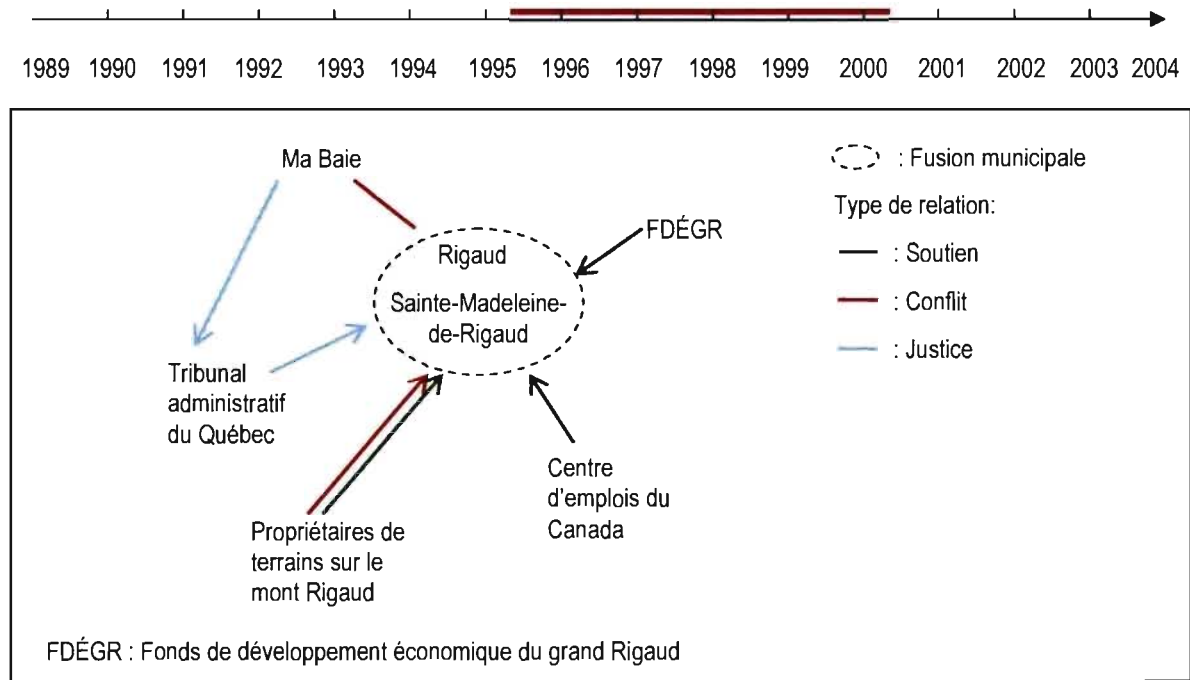
Graphe 12 Le réseau d'acteurs relatif à l'adoption du plan d'urbanisme de Sainte-Madeleine-de-Rigaud



Le réseau d'acteurs relatif à la création d'un réseau de sentiers sur le mont Rigaud se caractérise essentiellement par la présence de deux groupes qui s'affrontent (voir graphe 13). D'abord, la municipalité de Sainte-Madeleine-de-Rigaud bénéficie du soutien financier du Fonds de développement économique du grand Rigaud (FDÉGR) et le centre d'emplois du Canada. Pour agrandir le réseau, des expropriations ont lieu. La majorité des propriétaires expropriés concluent des ententes avec la municipalité, bien que certains, comme en témoignent des lettres ouvertes, appuient plus ou moins le projet de réseau de sentiers. Ma Baie toutefois n'en vient pas à une entente avec Sainte-Madeleine-de-Rigaud. Des actions en justice au Tribunal administratif du Québec (TAQ) sont entreprises par la compagnie afin de déterminer l'indemnisation. La décision est rendue en 2000.

Une fois encore, la possibilité pour de Ma Baie de recourir à un tiers, ici, le Tribunal administratif du Québec afin de faire valoir ses droits de propriétaires force la municipalité à investir de nouvelles ressources et freine la réalisation du projet de sentiers récréatifs.

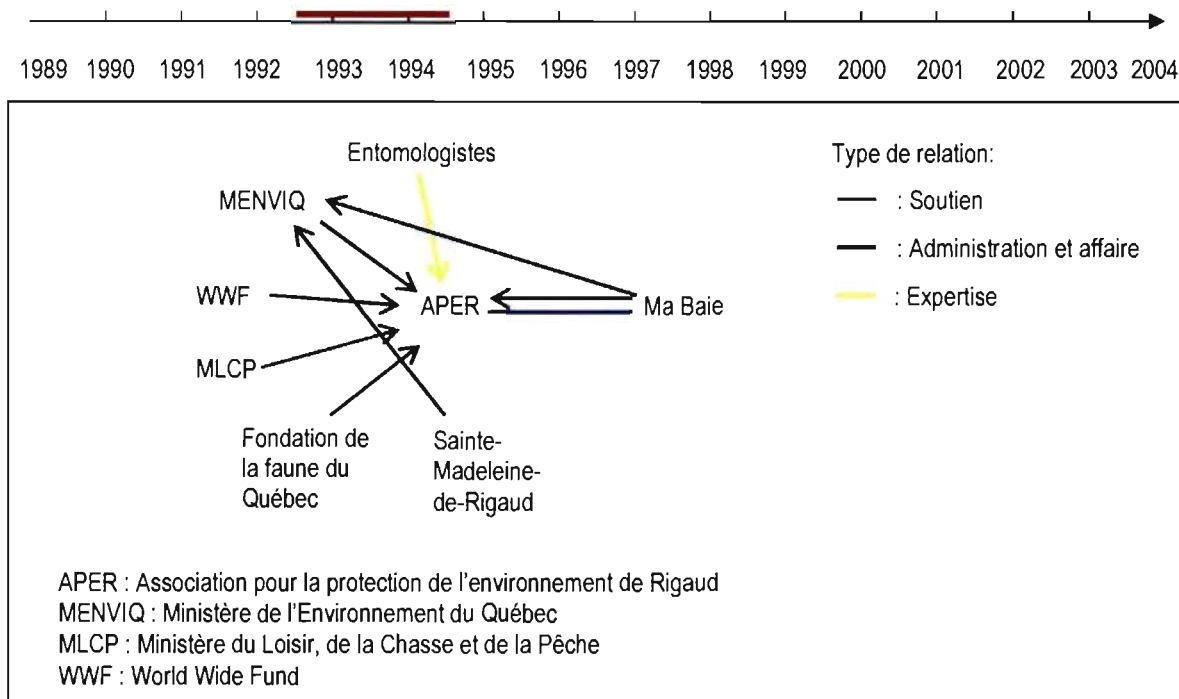
Graphe 13 Le réseau d'acteurs relatif à la création d'un réseau de sentiers sur le mont Rigaud



Au niveau de la réalisation de l'étude de faisabilité, l'APER a réussi à aller chercher des appuis auprès d'une grande diversité d'acteurs notamment différents paliers de gouvernement et le milieu associatif supralocal (voir graphe 14). Ce réseau exempt de relations conflictuelles a permis à l'association de franchir cette première étape avec une certaine facilité notamment grâce au soutien financier du ministère de l'Environnement du Québec (MENVIQ)⁵⁰, du World Wide Fund (WWF) et de la Fondation de la faune du Québec et du soutien technique du MENVIQ, du ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche (MLCP) et de la Fondation de la faune du Québec. L'APER a également profité de l'expertise d'entomologistes d'Agriculture Canada. La crédibilité et le pouvoir de persuasion de l'APER ont permis de mobiliser tous ces acteurs et les ressources nécessaires à la réalisation de l'étude.

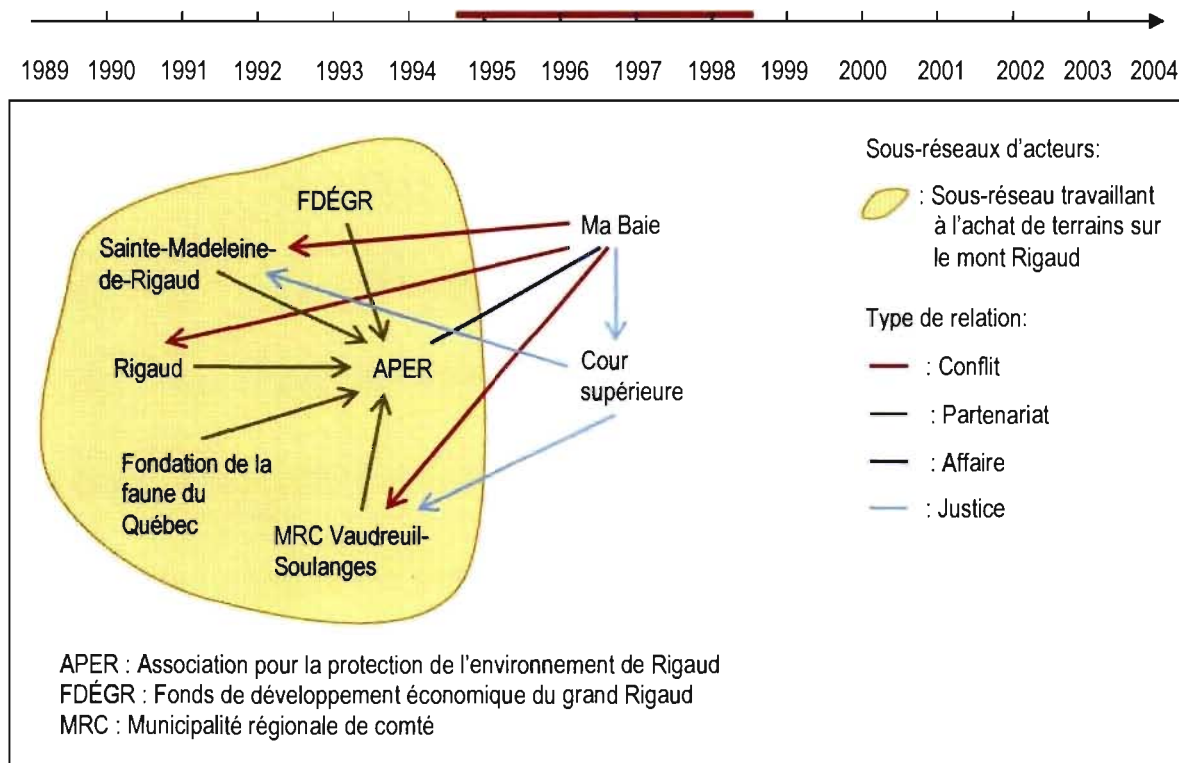
⁵⁰ Le ministère de l'Environnement du Québec (MENVIQ) a été remplacé en 1995 par le ministère de l'Environnement et de la Faune du Québec (MEFQ).

Graphe 14 Le réseau d'acteurs relatif à l'étude de faisabilité du projet d'aire protégée sur le mont Rigaud



L'APER est parvenue à établir des partenaires avec des acteurs disposés à investir afin d'acquérir l'espace convoité sur le mont Rigaud (voir graphe 15). Trois collectivités territoriales, un fonds local associatif pour le développement puis une association provinciale de protection de l'environnement ont soutenu l'APER dans ses tentatives. Toutefois, l'APER n'a pas réussi à maintenir les liens qu'elle avait établis avec les ministères dans le cadre de son étude de faisabilité. En effet, aucun acteur gouvernemental supralocal, ministère ou agence, ne fait partie du réseau d'acteurs relatif à l'achat des terrains convoités. De plus, le caractère conflictuel des relations qu'entretient le propriétaire du terrain, Ma Baie, avec les autres acteurs, à travers des procédures en justice en lien avec l'épisode du zonage complexifie grandement les plans de l'APER. En effet, bien que le lien entre l'association, principal porteur du projet, et Ma Baie ne soit pas de nature conflictuelle, le fait que des partenaires financiers et la compagnie avec laquelle elle négocie entretiennent une relation conflictuelle vient nuire au bon déroulement du projet d'acquisition.

Graphe 15 Le réseau d'acteurs relatif à l'achat de terrains sur le mont Rigaud (temps 1)

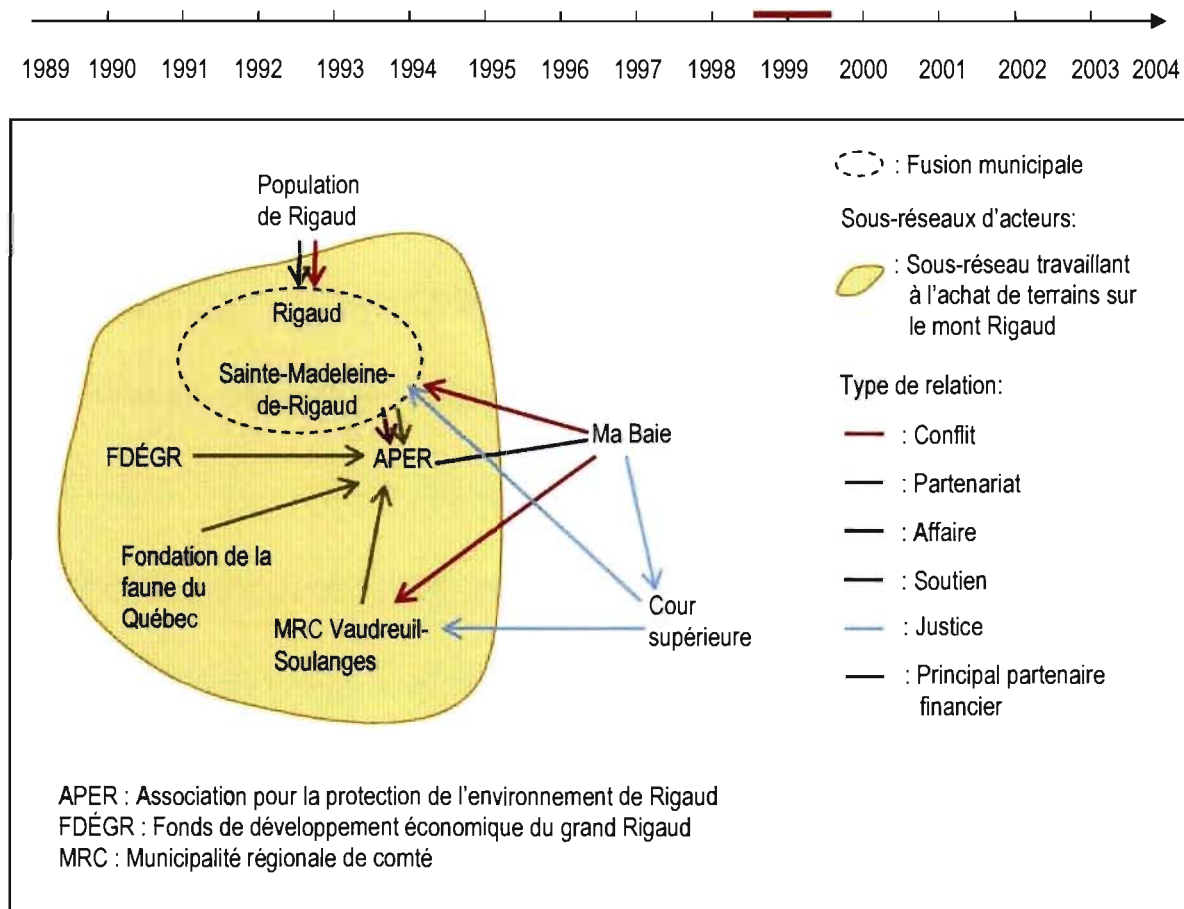


La structure du second réseau d'acteurs relatif à l'achat de terrain sur le mont Rigaud est essentiellement marquée par une proposition faite par l'administration rigaudienne d'augmenter sa participation au financement pour l'acquisition des terrains sur la colline et ainsi devenir le principal partenaire financier du projet (voir graphe 16). Rigaud ira de l'avant avec son projet d'emprunt à condition d'obtenir l'aval de la population et de devenir propriétaire des terrains acquis. La population est partagée et envoie un message ambigu à la municipalité, un peu plus de la moitié de la population s'est dite pour l'emprunt lors d'un sondage mené par l'APER. Après avoir engagé la procédure de règlement d'emprunt, la municipalité a finalement décidé de le retirer avant de l'amener en référendum.

L'analyse du réseau d'acteurs relatif au projet de création d'une aire protégée sur le mont Rigaud suggère trois éléments ayant contribué à l'échec du projet d'acquisition de l'APER. D'abord, l'absence de relations avec des instances gouvernementales qui auraient été des partenaires financiers précieux a rendu la structure de financement précaire. Deuxièmement, les relations conflictuelles entre Ma Baie — propriétaire des terrains — et la MRC de Vaudreuil-Soulanges et la municipalité de Sainte-Madeleine-de-Rigaud (et par la suite Rigaud) — deux partenaires financiers de l'APER dans le cadre du projet de zonage — sont venues interférer dans le projet d'acquisition. Troisièmement, le recul de la municipalité de Rigaud à la suite de l'opinion partagée de la population concernant le projet d'emprunt de la municipalité est venu à bout de la dernière alternative envisagée.

par l'APER. La population, par son ambivalence, et la municipalité, en donnant à ce message une interprétation discutable, ont mis fin au projet d'emprunt. Ces trois éléments sont en grande partie responsables de l'échec du projet d'acquisition de l'APER.

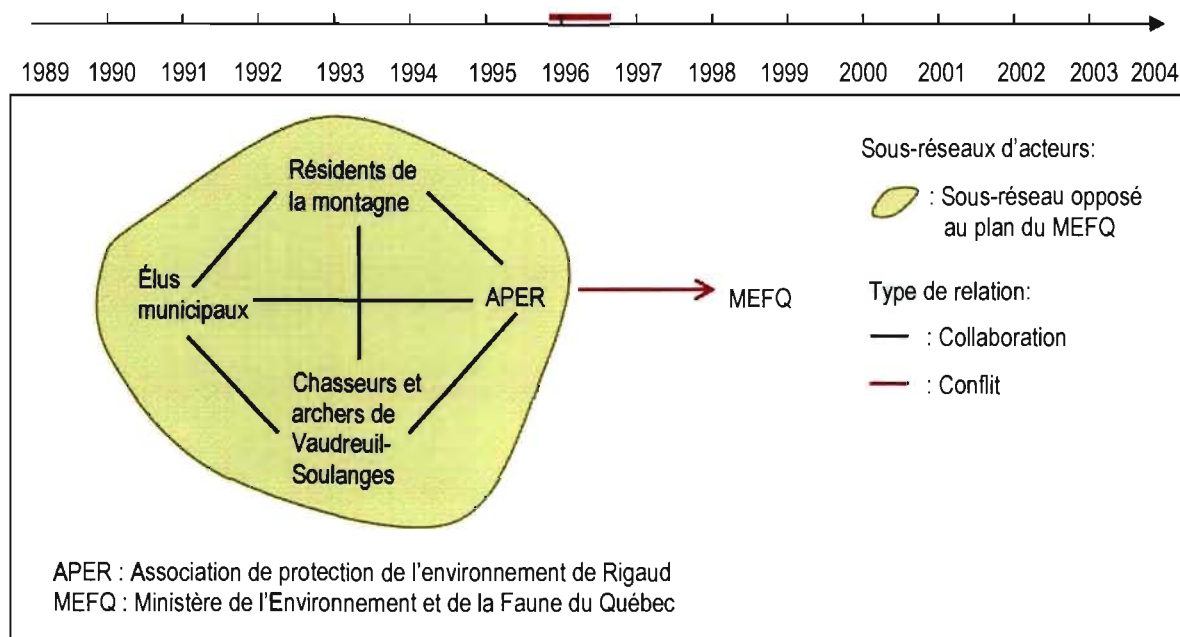
Graph 16 Le réseau d'acteurs relatif à l'achat de terrains sur le mont Rigaud (temps 2)



Le réseau d'acteurs relatif à la contestation du plan de gestion du cerf de Virginie du ministère de la Faune du Québec (MEFQ) se distingue par la cohésion entre différents acteurs locaux opposés en bloc au plan du ministère (voir graphe 17). C'est ce consensus autour de la question de la gestion du cerf de Virginie qui a amené le MEFQ à accéder aux revendications des opposants et de modifier la réglementation pour le secteur du mont Rigaud.

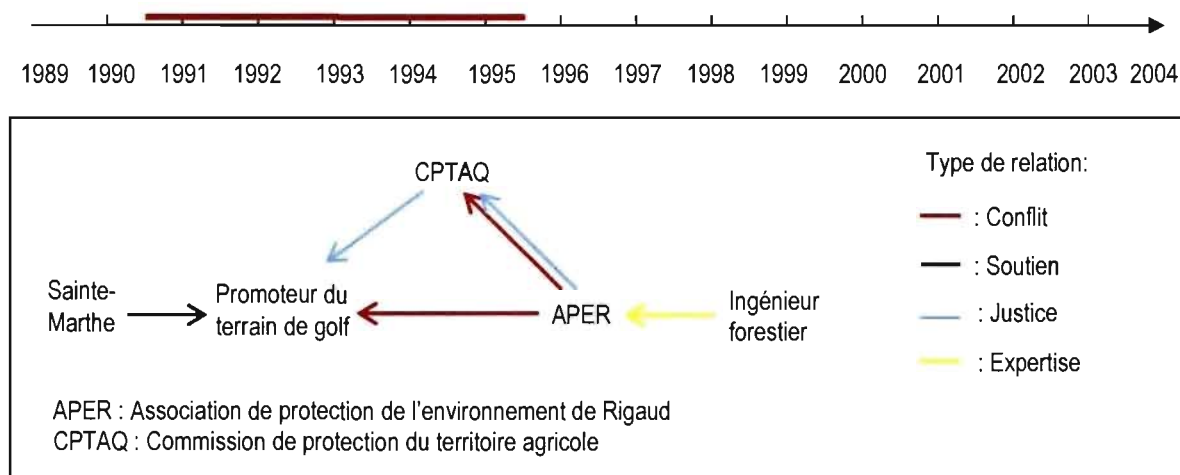
Les différents acteurs ont amené le ministère à revoir son règlement bien que celui-ci détienne une autorité légitime en ce qui concerne l'élaboration de règlement et la réalisation de plan par rapport à la faune et l'environnement. Certes, le MEFQ aurait pu s'opposer à la requête du milieu local, mais avait plus ou moins intérêt à le faire. La cohésion dont ont fait preuve les acteurs locaux a permis de convaincre le ministre de la pertinence de leur opposition.

Graphe 17 Le réseau d'acteurs relatif à la contestation du plan de gestion du cerf de Virginie du ministère de l'Environnement et de la Faune du Québec



Le réseau d'acteurs relatif à l'appel de la décision prise par la CPTAQ entreprise par l'APER oppose cette dernière au promoteur d'un terrain de golf (voir graphe 18). L'association se saisit du tribunal de la commission pour faire valoir ses arguments. Sa requête est soutenue par l'expertise d'un ingénieur forestier qui vient confirmer les raisons invoquées par l'APER. Le promoteur du terrain de golf quant à lui reçoit l'appui de la mairie de Sainte-Marthe qui voit dans son projet une opportunité de développement économique pour la municipalité. La CPTAQ donne finalement raison à l'APER et renverse sa décision initiale.

Graphe 18 Le réseau d'acteurs relatif à l'appel d'un dézonage accordé par la Commission de protection du territoire agricole du Québec



C'est le droit de porter en appel la décision de la CPTAQ et la capacité de faire valoir ce droit qui ont dans un premier temps permis à l'APER de stopper la concrétisation du projet de terrain de golf. C'est ensuite la mobilisation du savoir, à travers l'expertise d'un ingénieur forestier qui a permis de faire revenir la CPTAQ sur sa décision et ainsi de faire obstacle au projet de terrain de golf.

6.2 Les observations

Un certain nombre de constats peuvent être faits par rapport aux réseaux d'acteurs relatifs aux projets d'aménagement global du Mas Dieu et de création d'une aire protégée sur le mont Rigaud. Ces observations concernent notamment la nature des relations des réseaux, la forme des réseaux et les jeux de pouvoir dans les relations.

6.2.1 La nature des relations entre les acteurs

De manière générale, il semble que les épisodes dont l'avancement est le plus efficace soient ceux dont les réseaux d'acteurs présentent le moins de relations conflictuelles et affichent le plus de relations de coopération, de soutien et de partenariat. Par exemple, c'est le cas au Mas Dieu du préachat du domaine (voir graphe 2), de l'élaboration du projet d'aménagement (voir graphe 3) et du volet pastoral (voir graphe 5), ainsi que de l'étude de faisabilité du projet de l'APER au mont Rigaud (voir graphe 14). Le réseau des porteurs de projet se voit alors entièrement mis à contribution et les compétences ainsi que les ressources des différents acteurs membres favorisent la réalisation du projet. Grâce aux relations de soutien, les porteurs de projet mobilisent par exemple argent, compétences et droits.

Au contraire, les épisodes dont les réseaux d'acteurs sont marqués par des relations hautement conflictuelles semblent risquer davantage d'échouer, du moins, dans la forme initiale du projet. C'est notamment le cas du projet de mise en place d'une décharge par le groupe Vivendi qui a avorté (voir graphe 1) ainsi que du projet d'acquisition de l'APER qui n'a pas été mené à terme (voir graphes 14 et 16). D'autres projets ont été modifiés à la suite de revendications de citoyens ou d'associations par exemple le projet Univers Tropical (voir graphe 7) est devenu le Jardin des découvertes (voir graphes 8 et 9), le plan de gestion du cerf de Virginie du MEFQ a été corrigé (voir graphe 17) et même le PU de Sainte-Marthe a été un peu plus stricte au niveau de sa réglementation bien que cela ait été insuffisant pour satisfaire les opposants (voir graphe 11). L'échec relatif de ces épisodes démontre une certaine efficacité des relations conflictuelles.

6.2.1.1 La gestion des conflits

Toutefois, la présence de relations conflictuelles ne signifie pas nécessairement l'avortement d'un projet. Le plus souvent, elle ne constitue qu'une phase du processus par laquelle des acteurs s'opposent et qui souvent a comme conséquence une certaine remise en question d'un aspect ou un autre d'un projet. Plusieurs épisodes sont marqués par des relations conflictuelles et les projets ont tout de même été menés à terme, mais bien souvent dans une forme et/ou avec une ampleur différentes. Le cas le plus simple est lorsque l'opposition ne vient pas compromettre l'ensemble du projet, et que la réalisation d'un projet modifié n'a pas d'impact sur les opposants. C'est ce qui peut être observé dans le cas du projet d'école de chasse. L'opposition d'oléiculteurs et de viticulteurs ne compromet pas l'ensemble du projet et la FDCH peut tout de même le réaliser, mais doit y soustraire certains espaces. La pratique de la chasse sur le reste du domaine du Mas Dieu ne présente pas d'externalités négatives pour les producteurs agricoles. Ils n'ont pas à trouver de solution négociée. Les oléiculteurs et viticulteurs ont donc le moyen de faire valoir leur point de vue et conséquemment contraindre en partie le projet de la Fédération en le limitant dans l'espace, mais la portée de leur action est limitée au territoire qui leur appartient.

Les épisodes marqués par des conflits permettent quelquefois l'émergence de nouveaux acteurs et l'expression de préoccupations inédites ou à tout le moins qui n'ont jamais été clairement exprimées qui peuvent malgré tout être partagées au sein d'une communauté. C'est ce que l'on observe avec l'arrivée du RCPSM et de L'Hort du Mas Dieu dans leur projet respectif.

Plusieurs fois, l'impossibilité pour la population, les associations et les entrepreneurs d'accéder aux espaces décisionnels vient exacerber un conflit qui aurait pu être contenu si les décideurs avaient répondu positivement à cette volonté de participation. Par exemple, pour L'Hort du Mas Dieu, au-delà du projet lui-même, l'un des principaux problèmes réside dans la façon de mener le projet (entrevue L'Hort du Mas Dieu 2 2005). L'Hort du Mas Dieu demande que soit ouvert le débat ou que la population puisse à tout le moins se prononcer. Ainsi, à l'instar de Dziedzicki (2006 : 189), nous constatons que *« le conflit public résulte [en partie du moins] de l'absence de véritable réponse apportée à la demande de participation de la population. Les processus de décision reposent sur des procédures découpées en étapes successives, selon une logique linéaire laissant peu de place à l'échange en général et à la participation du public en particulier, tenant celui-ci à l'écart des cercles de décision afin de pérenniser un modèle traditionnel d'exercice du pouvoir fondé sur la routine institutionnelle »*. Selon cet auteur toujours, *« [L]a réponse à ce mécanisme conflictuel résiderait dans la mise en place de dispositifs participatifs connectés au processus de décision »*.

Il semble qu'il soit plus ou moins possible de « prévenir » les conflits. La situation conflictuelle peut toutefois être dépassée lorsque les porteurs de projet font preuve de flexibilité et font une place aux acteurs émergeant en cours du processus. Chalot (2000 : 85) souligne à ce sujet que « [L]e problème est que dans la mésonégociation maire/population, l'un des interlocuteurs est flou et mouvant. Du coup, si le maire, ou le président du syndicat, essaie dans un souci d'ouverture d'associer la population aux négociations dès l'amont, il va voir émerger tout au long du processus des comités, des associations nouvelles qui demanderont également à être intégrés aux débats. L'ouverture en amont est donc bien sûr importante, mais il faut surtout être capable d'évolution pour éventuellement accueillir d'autres négociateurs ». Dans les deux études de cas qui nous concernent toutefois, nous observons, comme Dziedzicki (2000) toujours, une faible capacité des acteurs traditionnels de l'aménagement à ouvrir les processus de participation aux autres acteurs, aux nouveaux acteurs en particulier, mais aussi aux acteurs de longue date, et à s'ouvrir eux-mêmes à un processus de concertation avec des vis-à-vis.

Les épisodes conflictuels dans lesquels les décideurs ont réellement écouté les protestations ont été plus rapidement réglés. C'est en tout cas ce que l'on observe au mont Rigaud avec le plan de gestion du cerf de Virginie du MEFQ. En adoptant une attitude ouverte, le ministère a rapidement mis fin à la dynamique conflictuelle et a mis en place une solution négociée.

D'autres fois, malgré les relations conflictuelles, les opposants aux projets n'ont pas réussi à avoir de l'influence du moins dans le cadre de l'épisode concerné. Ils n'ont pu accéder aux négociations et leurs revendications n'ont pas été prises en compte. Ces dynamiques conflictuelles ont perduré, et perdurent encore dans le cas du parc à thème au Mas Dieu. Ceci peut aboutir à la réalisation du projet que le milieu local désapprouve ou à son abandon pur et simple. Mais dans un cas comme dans l'autre, le conflit n'est pas traité; la situation conflictuelle demeure et risque de se perpétuer à d'autres projets. Elle peut aussi assener un coup tel à une communauté que des années pourraient être nécessaires pour rétablir un climat de confiance au sein de la localité. C'est ce que l'on observe dans la municipalité de Sainte-Marthe. Le conseil municipal a fait la sourde oreille aux revendications du RCPSM et l'étape d'un conflit stérile n'a à peu près pu être franchie. Aujourd'hui encore la communauté est marquée par cet épisode.

6.2.1.2 L'engagement et la réciprocité

On observe que la plupart des relations d'un réseau d'acteurs ne sont pas empreintes de réciprocité. Bien souvent, un acteur en appuie un autre et cette relation est unilatérale, du moins à l'intérieur de la logique d'un même épisode. Essentiellement, deux raisons semblent vouloir expliquer cette situation. Le plus souvent, le soutien apporté par un acteur à un autre se fait dans le cadre d'une

mission officielle et/ou de ses convictions. C'est le cas par exemple de la Fondation de la faune du Québec qui soutenait financièrement le projet de l'APER d'acquérir de terres sur le mont Rigaud (voir graphes 15 et 16). Le projet de l'APER cadrerait avec l'objectif de la fondation. Ceci est également vrai pour les acteurs impliqués dans la cellule technique pilotée par la SAFER dans le cadre du préachat du Mas Dieu (voir graphe 2).

Les convictions personnelles peuvent aussi expliquer l'engagement d'individus comme les résidents du mont Rigaud qui s'engagent contre le plan de gestion du cerf de Virginie (voir graphe 16). Plus rarement, du moins dans cette étude, la réciprocité ne s'exerce pas dans le cadre de l'épisode ou du projet étudié. La mutualité peut en effet appartenir à une logique parallèle par exemple être liée à un autre projet en cours, ou à une logique différée c'est-à-dire qu'un acteur qui en appuie un autre croit pouvoir tirer bénéfice de cette relation dans le futur ou en a déjà tiré profit dans le passé. On peut notamment penser à la CA de Montpellier qui soutient la commune de Murviel-lès-Montpellier et son projet de parc (voir graphe 8). Cela est également vrai pour les relations conflictuelles : l'opposition entre deux acteurs peut par exemple relever d'un événement antérieur.

Bien souvent, les deux raisons se superposent et le soutien qu'un acteur donne à un autre s'explique par ses convictions, mais également par la possibilité de bénéficier de cette relation dans un autre contexte. On peut par exemple penser à des associations locales qui se soutiennent mutuellement dans leurs batailles (p. ex. au Mas Dieu voir graphes 7, 8 et 9) ou à un parti politique qui supporte une association, car son projet s'inscrit en conformité avec le programme et les idéologies du parti, mais qui pourrait également pour cela s'assurer des appuis pour les prochaines élections, par exemple le parti socialiste local et les Verts de Montpellier dans le cadre des épisodes relatifs au parc à thème (voir graphes 7, 8 et 9).

6.2.2 La forme des réseaux

Certaines configurations d'un réseau ou d'une partie d'un réseau peuvent avoir une incidence sur le déroulement d'un épisode. D'abord, on note dans certains épisodes la présence de sous-groupes d'acteurs, c'est-à-dire des acteurs qui travaillent ensemble et de manière plutôt cohésive vers un but commun. Ces sous-groupes sont ici appelés sous-réseaux. C'est le cas de la FDCH et les quatre associations communales de chasse qui travaillent ensemble pour l'élaboration de leur projet (voir graphe 6). Quelquefois, les acteurs de ces sous-réseaux s'organisent même de manière formelle et deviennent un nouvel acteur collectif. C'est le cas par exemple des quatre communes du Mas Dieu qui se sont organisées formellement dans un premier temps à l'intérieur de l'Association du parc à thème (voir graphes 2, 3 et 6) et ensuite dans le SIADÉ du Mas Dieu (voir graphes 8 et 9). Ces structures de cohésion entre les acteurs ont paru particulièrement efficaces pour mener à bien les

épisodes dans lesquels on les trouve, souvent plus efficaces que les relations de soutien. Les acteurs des sous-réseaux travaillent ensemble pour la mise en place d'un projet, ils réfléchissent et mènent des actions collectivement. On parle donc d'un engagement actif de l'ensemble des acteurs.

La seconde configuration observée est l'isolement d'un acteur ou d'un groupe d'acteurs du reste du réseau. Cet isolement ne se définit pas par l'absence de relations, mais bien par l'absence ou la quasi-absence de relations de soutien entre lui et le reste du réseau. Les conséquences de cette configuration semblent diverses. Dans certains cas, l'isolement devient synonyme d'une relative faiblesse ou du moins d'un rapport de force qui lui est défavorable. Par exemple, Vivendi est soutenu par le District de Montpellier, mais stigmatisée par le milieu local et ne peut pas aller de l'avant avec son projet (voir graphe 1). D'autres fois, un acteur est mis à l'écart dans un épisode, mais arrive à renverser la situation. C'est le cas au mont Rigaud de Ma Baie qui se voit relativement isolée dans le cadre de la révision du règlement d'urbanisme, mais qui, après avoir sans succès tenté de faire valoir son point de vue, a plus tard eu recours aux tribunaux, et est arrivée à le relancer (voir graphes 10 et 12).

Ces deux types de configuration peuvent coexister à l'intérieur d'un même réseau d'acteurs. C'est le cas de l'épisode relatif à la contestation du plan de gestion du cerf de Virginie du MEFQ (voir graphe 17). On constate la présence d'un sous-réseau d'acteurs composé du milieu associatif, de la population ainsi que des élus locaux qui œuvrent collectivement contre le plan du ministère. Cette cohésion du milieu local semble avoir permis de contrebalancer l'autorité légitime détenue par le MEFQ.

On note également au niveau de la forme du réseau que le fait pour un acteur d'établir des relations de coopération avec d'autres acteurs lui permet d'étendre encore davantage ses relations de soutien à d'autres acteurs. Par exemple, un acteur peut décider de s'engager à financer une partie d'un projet parce qu'un autre acteur s'y est déjà engagé. Ma Baie s'est engagée plus sérieusement dans une relation d'affaires avec l'APER seulement lorsque celle-ci a mis en place des partenariats financiers (voir graphes 15 et 16).

En plus d'être marquée par les relations, la forme d'un réseau est marquée par les absences d'interactions. On constate que celles-ci sont particulièrement évidentes dans le réseau relatif à l'achat de terrains sur le mont Rigaud (voir graphes 15 et 16). En effet, c'est en grande partie l'absence de liens entre l'APER et les agences gouvernementales et/ou ministères qui ont fait échouer le projet d'acquisition. L'association était pourtant allée chercher l'appui du milieu local et du milieu associatif représentant plus de la moitié du financement. À titre comparatif, les collectivités territoriales comme le Conseil régional du Languedoc-Roussillon et le Conseil général de l'Hérault

ont constitué des partenaires financiers indispensables à la réalisation des différents volets du projet du Mas Dieu (p. ex. voir graphe 2).

Finalement, nous constatons que la forme d'un réseau, notamment la mise en place de nouvelles relations, a une incidence sur les actions menées par les acteurs. Par exemple, après avoir obtenu le soutien de la CA de Montpellier pour la mise en place de ce projet, le porteur du projet de parc à thème a mis en place une nouvelle stratégie, soit de déplacer le projet sur la commune de Murviel-lès-Montpellier, et a entrepris de nouvelles actions, notamment l'achat de 20 hectares aux Quatre Pilas (voir graphes 8 et 9).

6.2.3 Les jeux de pouvoir dans les réseaux

À travers ces deux études de cas, il a pu être constaté que le pouvoir s'exprime de différentes façons. Certains acteurs, surtout les leaders traditionnels comme les maires, font preuve de beaucoup d'autorité dans leurs relations, du moins, lorsque cela leur est possible. Il semble quelquefois y avoir un décalage entre la perception de leur propre rôle et celle que la population se fait du rôle de maire. Les maires semblent considérer leurs actions légitimes du fait qu'ils ont été élus par la population tandis que la population croit plutôt que les maires devraient prendre des décisions qui reflètent les préoccupations de la population. Cette conception des maires semble généralement accompagnée d'une gestion plutôt opaque des affaires municipales.

Plusieurs acteurs, notamment les porteurs de projet (ou de projet alternatif) ne détenant pas d'autorité légitime exercent quant à eux une grande capacité de rassembler, comme c'est le cas pour la SAFER, l'APER ou L'Hort du Mas Dieu. Ceci leur permet notamment de mobiliser des ressources pour la réalisation de leur objectif.

Fréquemment, les acteurs mobilisent informations et expertises pour en amener d'autres à les appuyer, soit en entreprenant des actions, soit en lui fournissant des ressources. L'information et l'expertise constituent d'autres façons d'exercer un pouvoir sur un acteur. C'est le cas de l'APER qui arrive à faire infirmer une décision de dézonage grâce à l'expertise d'un ingénieur forestier (voir graphe 18). C'est aussi le cas pour le MENVIQ qui offre son soutien technique à l'APER pour la réalisation de son étude de faisabilité (voir graphe 14).

Le pouvoir peut aussi s'exprimer à travers les ressources financières dont un acteur dispose. C'est entre autres le cas de tous les acheteurs du domaine du Mas Dieu, mais plus particulièrement des grands investisseurs comme le Conseil général de l'Hérault qui auraient difficilement pu être remplacés par un autre acteur (voir graphe 3). C'est à la suite de la mise en place de partenariats

avec des acteurs subventionnaires que Ma Baie a commencé à accorder une certaine crédibilité à ses échanges avec l'APER (voir graphes 15 et 16).

Le recours légal peut, dans certains cas, constituer un puissant instrument de défense pour un acteur. Plusieurs fois dans le cadre du projet sur le mont Rigaud, des actions en justice ont été entreprises par exemple pour contester les règlements de zonage de la MRC et de la municipalité de Sainte-Madeleine-de-Rigaud (voir graphes 12, 15 et 16) ou encore pour contester un dézonage accordé par la CPTAQ (voir graphe 18).

Le droit de propriété a également constitué un levier efficace pour contenir l'action d'autres acteurs (voir graphe 6). Certains propriétaires ont choisi de ne pas céder leurs droits de chasse à la FDCH. Dans le cas du mont Rigaud, Ma Baie a décidé d'empêcher les randonneurs de passer sur ses terres comme représailles aux règlements de zonage adoptés par la MRC de Vaudreuil-Soulanges et la municipalité de Sainte-Madeleine-de-Rigaud (voir graphe 10). Les randonneurs ont à leur tour fait pression sur la municipalité. Ma Baie a également fait valoir ses droits de propriété dans le cadre du projet de réseau de sentiers récréatifs (voir graphe 13).

Finalement, il existe un moyen à la portée de tous, pouvant être qualifié de citoyen, présent dans tous les épisodes et qui « permet » aux résidents d'un lieu de soutenir ou de s'opposer en participant aux réunions du conseil municipal et aux assemblées consultatives, en votant, en se présentant aux élections, ou encore, au Québec, en demandant un référendum décisionnel en urbanisme. Individuellement, les citoyens exercent assez peu de pouvoir, mais ensemble, ils ont un poids qui peut être relativement important. Lorsque la population est divisée ou que la mobilisation ne concerne qu'une petite partie de la population, le pouvoir citoyen se voit affaibli. Toutefois, lorsqu'une majorité importante penche d'un côté, il est difficile pour un acteur, même en détenant une autorité légitime, d'aller à l'encontre de la volonté générale.

On note dans les présentes études de cas assez peu de relations hiérarchiques ou d'autorité entre les acteurs. En effet, dans la majorité des interactions, aucun des acteurs n'exerce de contrôle formel sur l'autre. Seules les relations entre les collectivités territoriales de type EPCI et la MRC avec leurs municipalités membres ainsi qu'entre le MAMR et les municipalités revêtent un aspect hiérarchique en pouvant contraindre les choix d'un acteur. Cette autorité peut parfois même être difficilement applicable. C'est le cas des MRC dont la préfecture est assurée par un maire d'une municipalité membre, élu par ses pairs. Il est peu probable que le conseil des maires prenne une décision qui va à l'encontre de la volonté d'un de ses membres au risque d'éventuellement subir le même sort. Dans le cas de l'adoption d'un règlement de zonage pour le mont Rigaud, la MRC Vaudreuil-Soulanges n'a rien imposé aux municipalités concernées, elle leur a plutôt demandé de choisir entre deux

propositions élaborées en collaboration avec elles (voir graphe 10). Dans le cas de la CA de Montpellier, l'administration détient également assez peu d'autorité sur les municipalités membres.

6.3 La comparaison

De manière générale, on peut dire que les acteurs entourant la création d'une aire protégée au mont Rigaud entretiennent davantage de relations conflictuelles et que ces relations sont d'une intensité plus importante que ce qui a été observé par rapport à l'aménagement global du domaine du Mas Dieu. Ceci se répercute sur les acteurs impliqués dans les réseaux. En effet, au mont Rigaud, plusieurs fois différents tribunaux (p. ex. CPTAQ, TAQ, cour supérieure) sont appelés à trancher dans les litiges opposant deux ou plusieurs acteurs. Ainsi, les réseaux de plusieurs épisodes au mont Rigaud se caractérisent par l'intervention de tiers acteurs et des relations « judiciaires ». Les processus sociaux qui découlent de ces organisations réticulaires relèvent conséquemment davantage de la contrainte, de l'obligation ainsi que de l'autorisation.

Une seconde distinction peut être faite au niveau des acteurs impliqués dans les réseaux. On remarque que les acteurs gouvernementaux autres que locaux sont plus présents et soutiennent davantage les porteurs de projets en France qu'au Québec. Cette mise en relations s'est avérée indispensable à la réalisation de plusieurs épisodes dans le cadre du projet d'aménagement global du Mas Dieu, notamment l'acquisition de territoire, la construction de la bergerie et ultimement, le maintien de l'activité pastoral. Au Québec, l'absence de soutien de la part des entités gouvernementales a également été marquante dans la mesure où elle a fait obstacle à la réalisation du projet de l'APER d'acquies des territoires sur le mont Rigaud.

Ensuite, on observe en France une plus grande intervention du milieu associatif local alors que les interventions individuelles sont moins fréquentes. Au Québec, c'est la situation inverse qui est observée; les réseaux sont plus souvent composés d'acteurs individuels alors que les associations locales se font moins nombreuses. La simplicité avec laquelle peut être mise en place une association est assez semblable d'un endroit comme à l'autre. Toutefois, la vie associative apparaît comme étant beaucoup plus dynamique et encadrée en France où l'on observe depuis les années 1970, une forte augmentation du nombre d'associations (Citoyenneté européenne active <http://europe.cidem.org/assoss.php>). Plusieurs instances gouvernementales sont chargées de diverses questions relatives à la vie associative⁵¹. « *La France est un des pays européens où la*

⁵¹ Depuis 2004, le ministère des Sports a vu son champ de compétences étendu à la vie associative. D'autres instances sont également en place. Le Conseil national de la vie associative (CNVA) est chargé de proposer des mesures pour le développement de la vie associative ainsi que d'étudier et de suivre les questions relatives à la vie associative. Le Conseil du développement de la vie associative (CDVA), qui se substitue au conseil de gestion du Fonds national de développement de la vie associative (FNDVA), reprend les attributions du FNDVA en matière de formation, d'études et d'expérimentations. La direction de la vie associative, de l'emploi et des formations, créée en 2006, est chargée de

société civile est le plus structurée et organisée. Les associations ont conquis au fur et à mesure des années une légitimité et une reconnaissance de la part des citoyens, mais aussi des autorités publiques très importante. Par ailleurs, les Français s'investissent énormément dans le milieu associatif à tous les niveaux » (idem.).

Au Québec, les initiatives individuelles sont plus nombreuses et les éléments contextuels offrent plus ou moins d'appui aux associations. De plus, la population comme les administrations ne semblent pas y accorder autant d'importance qu'en France. Le milieu associatif apparaît comme plus démuné au chapitre des compétences et des instruments. Ainsi, lorsque Dziedzicki (2006 : 187) constate qu'à partir des années 1970 les opposants aux projets d'aménagement, organisés notamment en associations de défense de l'environnement ou de riverains ont bénéficié d'un renforcement de leurs ressources grâce à un « (...) perfectionnement de leur expertise, un droit plu favorable d'accès à l'information et de recours auprès des tribunaux, la constitution de réseaux, leur droit de siéger en instances officielles et, de manière générale, l'amélioration de leur structuration », il se réfère à la situation qui prévaut en France, mais le même constat ne peut être fait pour le Québec à la lumière de l'étude de cas au mont Rigaud.

6.4 Les limites de notre analyse des réseaux d'acteurs

Nous avons identifié quatre principales limites à la présente analyse des réseaux d'acteurs. D'abord, dans le cas du mont Rigaud, on constate qu'un élément important aurait pu échapper à notre compréhension des processus sociaux si les deux principaux volets avaient été analysés isolément l'un de l'autre. Les relations conflictuelles entre Ma Baie et les municipalités, et le projet d'acquisition de l'APER sont des projets parallèles. Certes, ils mobilisent les mêmes acteurs et concernent le même enjeu, mais ont des porteurs de projet différents et les stratégies déployées ne sont pas les mêmes. Or, il apparaît que le projet d'acquisition de l'APER a échoué en partie à cause de ces relations conflictuelles relatives à la réglementation qui sont venues interférer dans la structure du réseau d'acteurs de l'épisode de l'acquisition. Ainsi, une limite importante à l'analyse des réseaux d'acteurs dans le cadre de mise en place de projet, du moins dans le contexte d'un projet de recherche de petite envergure comme l'est une thèse (d'autant plus que les réseaux d'acteurs ne constituent ici qu'un élément de l'analyse de la dynamique actorielle), est l'impossibilité de prendre en compte l'ensemble des relations. Il est donc probable que des interactions entre acteurs relevant du quotidien ou d'autres projets n'ayant pas été étudiés dans le cadre de cette thèse aient elles aussi interféré dans la dynamique actorielle sans que nous ayons pu les mettre en évidence.

l'élaboration, la coordination, la mise en œuvre et l'évaluation des politiques favorables à la vie associative. Elle participe à la promotion et au développement des formes d'engagement associatif ainsi qu'à la parité au sein des instances dirigeantes des associations. Elle est aidée dans son action par les délégués départementaux à la vie associative qui animent les missions d'accueil et d'information aux associations.

Ensuite, la nature de la relation entre deux acteurs est une simplification d'une situation complexe et changeante. En effet, tout n'est pas noir ou blanc, et les relations sont rarement complètement coopératives ou conflictuelles. Surtout, ces relations peuvent évoluer rapidement au fil des événements. Il existe donc des nuances qui sont trop peu mises en évidence dans le cadre de cette analyse des réseaux. Quelques fois tout de même, nous avons précisé cette dualité en identifiant entre des acteurs des relations de deux natures différentes (p. ex., entre Montarnaud et Murviel-lès-Montpellier au graphe 8).

Aussi, il aurait évidemment été intéressant de pouvoir attribuer un poids à chacune des relations qui aurait signifié l'intensité ou la fréquence de la relation. En effet, certaines relations sont très intenses, marquées par de nombreux contacts forts, par exemple la relation conflictuelle entre le RCPSM et la municipalité de Sainte-Marthe (voir graphe 11), alors que d'autres en sont plutôt faibles et ponctuelles comme un appui dans le cadre d'une pétition (p. ex. voir graphe 8). Or, sur les graphes, cette information n'apparaît pas, l'intensité des relations semble la même partout. Nous ne disposons pas d'indicateur qui aurait pu être applicable à l'ensemble des relations, ni de suffisamment d'information pour mettre en évidence le degré d'intensité de chacune d'entre elles. Les graphes peuvent donc être utiles pour mettre en évidence certains aspects de la dynamique actorielle, mais particulièrement dans une étude des réseaux aussi limitée que celle-ci, nous devons garder en tête que les graphes ne sont que des simplifications de réalités beaucoup plus complexes.

Finalement, nous avons relevé une dernière limite à cette analyse des réseaux d'acteurs. Dans certains cas, il est difficile de savoir quel élément exactement est à l'origine d'une situation ou explique une réaction. C'est par exemple le cas dans l'échec du projet de Vivendi. L'analyse du réseau d'acteurs nous révèle deux éléments ayant sans doute eu une influence sur le dénouement de cet épisode : l'entrée en jeu de la SAFER et la stigmatisation dont a fait l'objet l'entreprise. Or, il est difficile de dire avec certitude compte tenu de l'information dont nous disposons, l'importance relative de chacun de ces événements dans le recul de Vivendi.

6.5 Les éléments de synthèse

Dans ce chapitre sur l'étude des réseaux d'acteurs, nous avons cherché à mettre en évidence le rôle des relations entre les différents acteurs et les grands processus sociaux qui sont à l'origine de la construction des territoires. À l'aide de graphes, nous avons pu montrer que les épisodes exempts de relations conflictuelles se sont révélés plus efficaces et se sont davantage conclus positivement. Les épisodes marqués par la conflictualité des relations ne conduisent toutefois pas nécessairement à un échec. Elles sont souvent plus complexes, mais peuvent tout de même aboutir à une solution lorsque les décideurs font une place aux acteurs non traditionnels de l'aménagement. Dans bien des cas

cependant, les opposants à un projet n'arrivent pas à influencer les décisions prises et « (...) ce qui *“fera la décision”*, en définitive, ce sont les rapports de force entre les acteurs et l'analyse, par le décideur, des risques qu'il y a pour lui à choisir telle option, des gains qu'à l'inverse celle-ci peut lui apporter » (Subra 2007 : 308).

Dans le cadre de ce chapitre, nous avons également pu observer que bon nombre de relations de soutien ne sont pas réciproques. En effet, plusieurs acteurs en soutiennent un autre dans le cadre de leurs fonctions officielles ou encore la réciprocité appartient à une logique parallèle ou différée. En ce qui concerne la forme des réseaux d'acteurs, nous avons relevé l'existence de configurations particulières, notamment de cohésion et d'isolement, qui constituent le reflet des grands processus sociaux en cours dans un épisode.

Nous nous sommes également penchés sur la question des jeux de pouvoirs qui caractérisent les relations entre les acteurs. Nous avons d'abord pu observer que les instruments mobilisés par les acteurs pour exercer un pouvoir sur les autres sont de nature diverse : informations, ressources financières, droits de propriété, recours légaux, et qu'au Québec, comparativement à la France, les acteurs ont davantage tendance à se saisir des instruments légaux pour défendre leur point de vue. On remarque également qu'en France, les associations sont plus nombreuses qu'au Québec où l'acteur individuel est plus présent. À ce sujet, nous avons noté qu'une rétroaction existe entre les aspects culturels et les aspects politico-administratifs. En effet, les éléments culturels influencent la mise en place d'institutions qui à leur tour fournissent des instruments aux acteurs.

Finalement, nous avons mis en évidence les principales limites de cette analyse des réseaux d'acteurs. D'abord, l'impossibilité de prendre en compte, dans le cadre d'une analyse aussi limitée, l'ensemble des relations qui ont pu influencer chacun des épisodes introduit une part d'inconnu plus ou moins importante. Ensuite, l'absence de mesure d'intensité ou de fréquence pour chacune des relations masque une facette importante des processus en place. Finalement, on constate dans certains cas, l'impossibilité de dire avec certitude l'importance relative des différents acteurs et des relations qu'ils entretiennent dans le déroulement d'un épisode.

Chapitre 7 La conclusion

L'objectif général à l'origine de ce travail de recherche était de comprendre et de comparer le jeu des acteurs dans la mise en place de projets en milieu périurbain afin d'explorer, critiquer et contribuer aux conceptualisations existantes à ce sujet. Pour ce faire, nous nous sommes penchés sur deux études de cas soit l'aménagement global d'un espace agricole, le domaine du Mas Dieu près de Montpellier, puis sur la création d'une aire protégée sur le mont Rigaud en périphérie de Montréal. Nous posons comme hypothèse que le projet est une entrée pertinente pour rendre compte du jeu des acteurs dans la construction des territoires. Notre recherche s'est appuyée sur un schéma conceptuel développé par le Laboratoire de développement durable et dynamique territoriale (D³T) du département de géographie de l'Université de Montréal, la dynamique des localités. Cette conceptualisation a principalement servi de grille d'analyse et de point d'ancrage à la comparaison. Certaines composantes ont également fait l'objet d'une analyse plus poussée à travers des chapitres qui leur ont été consacrés. La démarche méthodologique déployée était essentiellement basée sur une revue de la littérature, notamment des journaux locaux, puis des entrevues semi-dirigées avec des acteurs-témoins impliqués dans les projets ainsi que des personnes-ressources. Quatre objectifs spécifiques ont plus particulièrement guidé notre recherche. Dans la section qui suit, nous faisons un retour sur chacun de ces objectifs spécifiques et tâchons de déterminer dans quelle mesure ils ont été atteints.

7.1 Les objectifs spécifiques

Le premier objectif spécifique consistait à exposer les principaux éléments du contexte politico-administratif pour chacune des études de cas puis à mettre en évidence des similitudes et des différences ainsi que certains aspects qui auraient pu passer inaperçus sans une perspective comparative. C'est au chapitre 3 que nous avons exposé l'organisation du territoire ainsi que certaines lois en lien avec l'aménagement et la gestion du territoire pour la France et le Québec. Nous avons montré que les éléments contextuels influencent de manière importante la dynamique actorielle en fournissant un cadre d'action, des moyens ainsi que des contraintes. Chaque territoire est situé dans des contextes spécifiques et pour comprendre leur évolution, leur prise en compte est essentielle; les objectifs, les stratégies et les actions n'ont de sens que s'ils sont replacés dans leur contexte. Les études de cas ont permis de mettre en évidence des similitudes et des distinctions entre les contextes politico-administratifs français et québécois. De manière générale, nous avons pu observer l'importance que peut revêtir le soutien des collectivités territoriales et les gouvernements dans la réussite de projet d'une certaine envergure. La question de la protection des espaces agricoles a également mis en évidence certaines limites des outils législatifs (notamment la LPTAAQ) ainsi que de possibles effets pervers de celle-ci (favorise une certaine inertie) si on compare au cas

français, alors qu'une plus grande souplesse dans la gestion des espaces ruraux (notamment les fonctions élargies des SAFER) semble plus à même de favoriser un dynamisme territorial ainsi que la construction de formes et de pratiques originales. Ainsi, ce premier objectif spécifique nous semble avoir été atteint.

Le deuxième objectif spécifique était de mettre en relation la diversité des logiques d'action des acteurs à l'échelle locale et leur influence sur la construction des territoires. Le chapitre 5 a principalement fait l'objet de cette analyse de la logique des acteurs. Celle-ci a permis de faire ressortir l'existence d'une grande diversité d'objectifs poursuivis par les différents acteurs mobilisés par les enjeux, qu'ils fassent parties du discours officiel d'un acteur ou qu'ils soient affirmés moins clairement, voire non dits. Si au Mas Dieu la majorité de ces objectifs sont compatibles entre eux, certains demeurent tout de même inconciliables ou perçus comme tels. Sur cet espace, une intensification de l'usage du sol conséquente d'une juxtaposition et d'une superposition des fonctions a pu être observée. Sur le terrain, ceci se traduit par une cohabitation de fonctions récréatives, agricoles (production, transformation et vente) et de protection par la mise en valeur d'un patrimoine agricole, naturel et bâti typique de la région. Au mont Rigaud, les objectifs poursuivis étaient moins compatibles entre eux et les impacts sur le territoire sont moins évidents. En effet, sur le versant sud de la colline, nous avons plutôt assisté au final à une confortation de l'orientation agroforestière. Sur le versant nord, les impacts sont moins marqués et au cours de la période étudiée, c'est surtout l'orientation récréative qui s'est développée alors que les orientations de protection de la nature et de développement résidentiel qui ont été au cœur du projet n'ont ni une ni l'autre réellement émergé⁵². Ce chapitre a également permis de démontrer l'importance des stratégies en tant qu'ensemble coordonné d'actions (nous y reviendrons plus loin) comparativement aux actions désorganisées.

Au terme de cette réflexion sur la logique d'action des différents acteurs, nous considérons que cet objectif spécifique aurait pu être précisé davantage. Une part importante des intérêts et des objectifs dits et non dits, ainsi que des stratégies et des actions des acteurs ont été présentées. Toutefois, certaines informations n'ont pu être rapportées. Ces informations non rapportées n'auraient pas modifié en profondeur la compréhension qu'on se fait de la logique d'action de certains acteurs, mais auraient permis de détailler davantage. Aussi, il est possible malgré les précautions prises à cet effet, que certaines informations n'aient pas été portées à notre attention et que des éléments de la logique d'action de certains acteurs n'aient pu être pleinement saisis. Par conséquent, nous considérons que ce deuxième objectif spécifique n'a pas été complètement atteint.

⁵² Il semble que le prochain plan d'urbanisme de Rigaud favorisera la protection de certains espaces identifiés par l'APER comme étant les plus riches écologiquement (entrevue APER 2 2008). Aussi, à la suite du jugement ayant déclaré nuls les règlements de zonage du schéma d'aménagement et de développement de la MRC et du plan d'urbanisme de la municipalité de Rigaud, d'autres règlements limitant la construction résidentielle sur le mont Rigaud ont été élaborés.

Le troisième objectif spécifique était d'appréhender, à travers les réseaux d'acteurs, les processus sociaux en cours lors de la mise en place d'un projet et leur influence sur l'avancement du projet. C'est principalement au chapitre 6 que nous avons mené cette analyse grâce notamment à des graphes illustrant les réseaux d'acteurs caractérisant différents épisodes de chacune des études de cas. Cette analyse a dans un premier temps permis de mettre en évidence la grande complexité des réseaux d'acteurs, tant au niveau des acteurs impliqués qu'au niveau de la nature des relations qu'ils entretiennent. La nature des relations, bien souvent leur non-réciprocité ainsi que la forme des réseaux témoignent des grands processus sociaux de solidarité, de coopération, mais aussi de conflit, de contrainte, de contrôle et de régulation influençant la réalisation d'un projet. De manière générale, les épisodes dont le réseau est le plus marqué par des relations positives notamment de collaboration et de coopération sont les plus efficaces et ont habituellement permis de se conclure positivement. Les épisodes dont les relations sont plus « négatives » (notamment conflictuelles) sont moins efficaces et sont souvent plus complexes sans nécessairement conduire à un échec. Nous avons également vu que les acteurs ne disposent pas tous des mêmes moyens d'action et que les instruments mobilisés par les acteurs pour exercer un pouvoir sur les autres acteurs sont divers.

La comparaison a permis de révéler que plus d'associations interviennent au Mas Dieu alors qu'au mont Rigaud, ce sont davantage des individus qui ont pris part au projet. Ceci témoigne à notre avis d'une différence culturelle entre le Québec et la France par rapport à l'importance de l'action collective. À la suite de cette réflexion menée dans le cadre de ces trois premiers objectifs spécifiques, nous avons, au fil de l'analyse, réinterrogé la place qu'occupaient certaines composantes à l'intérieur de la conceptualisation de la dynamique des localités ainsi que la définition qui en était faite. Cette dernière réflexion qui constitue à la fois le quatrième objectif spécifique de cette thèse ainsi que sa contribution théorique sera parachevée dans la section suivante.

7.2 Les apports de la thèse

Le quatrième objectif spécifique de cette thèse était de proposer des modifications à la conceptualisation de la dynamique des localités. Ainsi, après des allers-retours entre la conceptualisation et les études de cas, nous souhaitons contribuer à l'avancement du schéma conceptuel de la dynamique des localités à la base de cette étude, mais également de plusieurs autres travaux en proposant essentiellement deux modifications. Si ceci a partiellement été exposé jusqu'à maintenant à travers notamment les chapitres 5 et 6, nous y revenons de manière plus spécifique dans les paragraphes qui suivent.

Comme nous l'avons exposée en détail au chapitre 1, la dynamique des localités est une conceptualisation en sept composantes dont l'élément central est l'acteur. Cette conceptualisation

permet d'organiser l'information relative à une situation et favorise notre compréhension du jeu des acteurs dans la construction des territoires. Elle peut guider notre réflexion concernant la transformation d'un espace. Elle s'articule essentiellement autour des acteurs qui ont des intérêts, des croyances, des valeurs et poursuivent des objectifs. Ces objectifs amènent les acteurs à entreprendre des actions. Les acteurs s'organisent en réseaux qui leur permettent de mobiliser des ressources afin d'atteindre leurs objectifs. Les réseaux d'acteurs relèvent d'une organisation formelle c'est-à-dire que des règles conviennent du rôle et de la nature des relations (p. ex. les relations entre un maire et ses conseillers) ou informelle (p. ex. des relations d'amitié). Les actions entreprises et les objectifs poursuivis s'insèrent à l'intérieur de grandes orientations de développement pour le territoire. Finalement, ces éléments sont influencés de manière plus ou moins importante par les contextes par exemple culturel, politique, administratif, géographique et historique.

Suite aux études de cas, nous proposons essentiellement deux modifications à cette conceptualisation. La première concerne l'introduction d'une nouvelle composante, les stratégies. La seconde porte sur la signification à donner au concept de réseau d'acteurs.

7.2.1 Les stratégies

Le chapitre 5 nous a permis de constater que les acteurs poursuivent des objectifs et que pour atteindre ces objectifs, ils entreprennent des actions. Toutefois, dès le début de notre analyse de la logique d'action des principaux acteurs, il est apparu que pour plusieurs d'entre eux, ces actions n'étaient pas laissées au hasard. Celles-ci relevaient d'une démarche organisée et planifiée c'est-à-dire que les acteurs mettaient en place une ou des stratégies. Selon Brunet et coll. (2005 : 467), la stratégie c'est l'« *art de parvenir à un but par un système de dispositions adaptées* ». Ainsi, pour ces auteurs, la nature de la stratégie semble en partie résider dans l'atteinte d'une fin. Dans cette perspective, que faire des ensembles d'actions qui ne parviennent pas à leur but? Ils ne peuvent être entendus comme des stratégies? Larousse (<http://www.larousse.fr/encyclopedie/#>) quant à lui définit une stratégie comme l'« *art de coordonner des actions, de manœuvrer habilement pour atteindre un but* ». Selon le Larousse donc, l'essence de la stratégie concerne davantage la façon de mener les actions. Dans ce sens, une stratégie qui n'atteint pas son but demeure tout de même une stratégie et peut, à tout le moins, être remplacée par une autre. À la suite de l'analyse de la logique des acteurs au chapitre 5, il nous est apparu que la stratégie devait davantage être entendue comme un moyen plutôt qu'une fin. Elle doit être comprise comme un ensemble d'actions déployées par un ou des acteurs de manière structurée et proactive, afin de parvenir à un but précis qui se veut habituellement un sous-objectif, une étape ou un moyen d'atteindre un objectif plus général. La démarche stratégique s'oppose donc à la mise en place d'actions ponctuelles, désorganisées et souvent réactives. Plusieurs raisons peuvent expliquer l'absence de mise en place de stratégie par

un acteur. En effet, le manque de ressources (p. ex. temps, argent, compétence), le gigantisme de la tâche, le défaut de vision et/ou la récupération du problème par d'autres peuvent faire obstacle à la mise en place de stratégies par un acteur.

Contrairement à l'objectif ultime, les stratégies sont, comme nous l'avons vu au chapitre 5 dans l'analyse de la logique des acteurs, bien souvent remplaçables. Ainsi, dans le cadre des études de cas, plusieurs acteurs ont mis en place plus d'une stratégie. Différents facteurs peuvent expliquer ce choix : quelquefois, une stratégie devient caduque et est remplacée par une autre, d'autres fois, la première ne constituait qu'une étape vers l'atteinte de l'objectif et doit être complétée par une ou plusieurs autres, ou encore, les stratégies constituent des alternatives l'une pour l'autre. La notion de stratégie permet donc de mettre en relief l'aspect évolutif de la logique d'action des acteurs. Les stratégies mettent habituellement à profit différents moyens et ressources à la disposition d'un acteur et de ceux qui le soutiennent. Ainsi, les stratégies sont généralement multidimensionnelles et interviennent sur plusieurs fronts à la fois.

Pour ces raisons, nous croyons que la notion de stratégie peut contribuer à une meilleure compréhension du jeu des acteurs, et conséquemment, nous proposons de l'inclure comme nouvelle composante de la conceptualisation de la dynamique des localités. La composante stratégie permet de mettre en évidence une dimension du jeu des acteurs qui n'est pas l'action elle-même, mais plutôt la construction d'une démarche et le choix des méthodes et moyens qui mènent à l'action. La mise en place de stratégies démontre une compréhension de l'ensemble de la situation de la part des acteurs. Avoir une vision stratégique d'une situation c'est en quelque sorte comprendre qu'il existe différentes ficelles, déterminer sur laquelle ou lesquelles il faut tirer, dans quel ordre et avec quelle force, pour atteindre l'objectif fixé.

7.2.2 Les réseaux d'acteurs

De manière générale, les travaux sur les réseaux d'acteurs concernent essentiellement les relations de collaboration et de coopération entre les acteurs. Quant aux travaux ayant recouru à la dynamique des localités comme base conceptuelle ont exclusivement appréhendé les réseaux comme des liens positifs entre les acteurs. Selon cette vision des choses, le réseau d'un acteur lui permet de mobiliser des ressources afin d'atteindre ses objectifs. Les questions relatives au conflit par exemple ne sont pas pour autant éludées par les travaux mettant à profit la conceptualisation de la dynamique des localités. Certains d'entre eux ont traité de la poursuite par les acteurs d'objectifs incompatibles (p. ex. Doyon 2002; Fall 2006; Pereira 2002). Toutefois, les conflits étaient plutôt appréhendés à travers les intérêts et les objectifs plutôt que sous l'angle des interrelations.

Après avoir passé en revue des définitions proposées par certains auteurs travaillant sur les réseaux et rapportées dans le chapitre 1 de cette thèse, il est apparu que ceux-ci devaient être compris comme des ensembles de nœuds reliés entre eux par des liens. Or, il importe de souligner que ces définitions ne spécifient aucunement la nature de ces liens. Ainsi, certains auteurs (p. ex. Bakis 1993; Cadoret 2006; Lazega 1998, 2007) considèrent que tous les types de connexions coexistent à l'intérieur d'un même réseau d'acteurs. Par conséquent, des relations par exemple coopérative, collaborative, financière, conflictuelle, judiciaire ou informationnelle peuvent toutes caractériser les réseaux d'acteurs.

Bien que n'ayant mené qu'une analyse plutôt superficielle des réseaux d'acteurs, nous avons pu constater que les différents acteurs entretiennent des relations de toute nature et que celles-ci évoluent dans le temps. Comme nous l'avons mentionné au chapitre 1, les réseaux d'acteurs sont des objets dynamiques qui se construisent et se défont. Parfois, la relation de soutien entre deux acteurs se transforme en relation conflictuelle ce qui ne peut être mis en évidence que si les liens de toute nature sont inclus dans l'analyse des réseaux d'acteurs. Cet élément nous paraît important dans la mesure où en plus de ne plus pouvoir compter sur le soutien l'un de l'autre, ces acteurs vont entreprendre des actions et tenter de se nuire. Ainsi, la fin d'une relation de soutien entre deux acteurs ne signifie pas nécessairement l'absence d'interrelation entre deux acteurs ni la disparition d'un acteur du réseau. Mais en plus de se construire et se défaire, les réseaux s'activent et se désactivent. Par exemple, la fin d'un projet peut signifier la fin d'un réseau. Toutefois, si des acteurs ont eu une collaboration positive par le passé, il est probable qu'ils cherchent à réactiver ce réseau. Les actions et les choix des acteurs s'inspirent en effet de leurs expériences passées. On pourrait ainsi parler de réseaux latents pour parler des relations qui peuvent être activées, de ces contacts qui peuvent être rétablis.

Nous avons également constaté que plusieurs, sinon la plupart des relations entre les acteurs ne sont pas équilibrées. En effet, les relations se caractérisent bien souvent par un sens général (p. ex. un acteur informe un autre, un acteur aide financièrement un autre) sans toutefois que l'on puisse affirmer qu'elles sont à sens unique puisque pour parler de relation, l'émetteur doit avoir un récepteur. Cette information a été mise en évidence pour certaines relations au chapitre 6.

Finalement, les relations se caractérisent par des intensités et des fréquences, des éléments que nous n'avons pas réussi à mettre en évidence dans le cadre de cette thèse faute d'indicateurs généralisables à l'ensemble des relations. Toutefois, il nous est apparu évident que certaines relations étaient beaucoup plus vives et profondes que d'autres et donc souvent beaucoup plus significatives au niveau de la dynamique actorielle.

Plus généralement, nous croyons que l'inclusion des relations de nature diverse dans l'analyse des réseaux d'acteurs peut contribuer à l'étude de la dynamique actorielle en mettant en évidence des processus sociaux par exemple de solidarité, mais également de contrôle, de collaboration et de contrainte. Pour cette raison, nous croyons que dans le cadre de la conceptualisation de la dynamique des localités, la signification de la notion de réseau doit être élargie pour inclure les relations de nature diverse.

La notion de sous-réseau vient selon nous compléter celle de réseau pour parler de groupes plus restreints d'acteurs qui se penchent sur un aspect ou un autre d'un projet plus général. Le sous-réseau d'acteurs ne réfère pas à un acteur collectif.

7.2.3 Les apprentissages méthodologiques

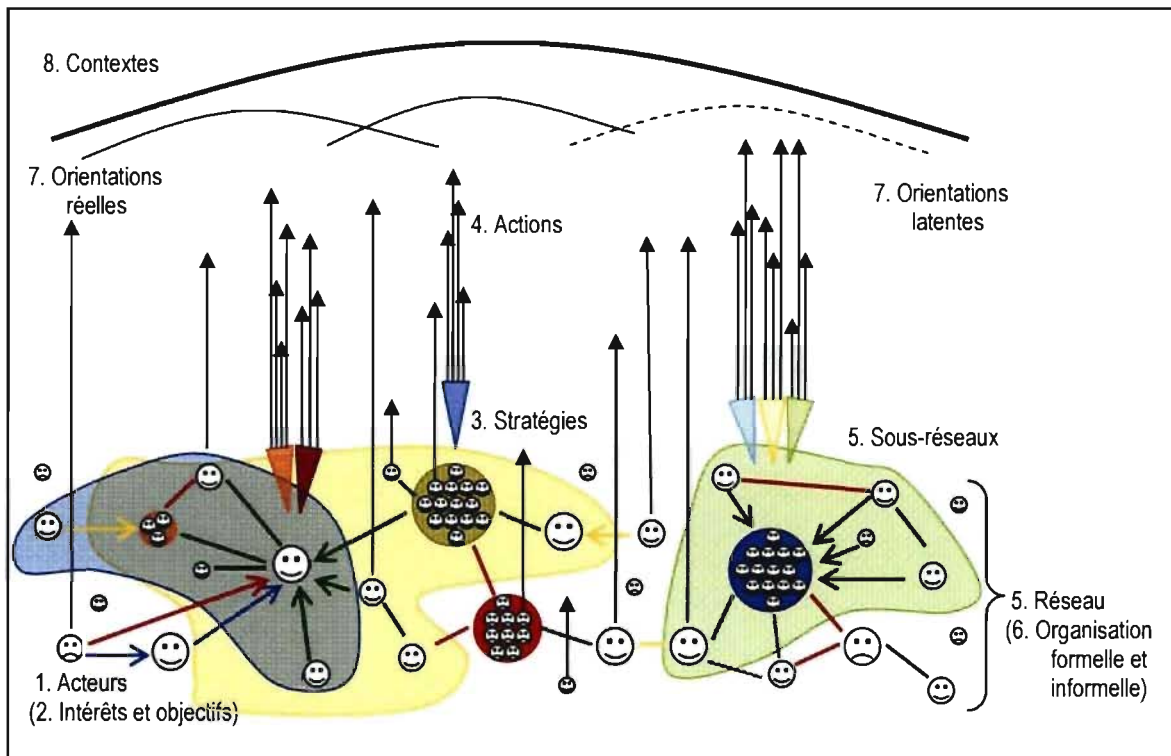
Une seconde contribution de cette thèse est relative à la méthodologie et concerne des apprentissages faits sur la façon de mener les entrevues dans le cadre de projets revêtant un aspect conflictuel. Lazega (1998, 2007) avait prévenu d'un (possible) manque de collaboration des individus interviewés concernant leurs relations conflictuelles avec les autres comme nous l'avons rapporté au chapitre 1. D'abord, parce que certains individus ne sont pas à l'aise avec le terme « conflit », il est apparu préférable de ne pas spécifier lors des contacts (téléphonique ou face à face) que les travaux portaient sur les relations conflictuelles. Une appellation plus générale de « jeu des acteurs » semble suffisante. Ensuite, nous avons constaté qu'il est préférable de ne pas spécifier quels individus ont déjà été rencontrés. Quelquefois, des acteurs interviewés ont paru mécontents du fait que leurs opposants aient été rencontrés avant eux et le lien de confiance qui s'était créé au cours de l'entrevue disparaissait. Pour cette raison, nous suggérons par exemple de dire le type d'acteurs qu'il est prévu de rencontrer (p. ex. les mairies, des associations, des résidents), sans donner plus de spécification. Finalement, il est important de chercher à déterminer le niveau de délicatesse de chacun des sujets abordés afin de disposer les questions qui risquent de faire tourner court à l'entrevue à la toute fin de la rencontre.

7.2.4 Le quatrième objectif spécifique : une schématisation réformée de la dynamique des localités

Le quatrième objectif spécifique de cette thèse était de proposer, suite aux analyses des logiques d'action et des réseaux d'acteurs notamment, des modifications à la conceptualisation de la dynamique des localités. Ainsi, à la lumière des résultats de cette recherche, nous considérons que la compréhension de la notion de réseau devrait être revue afin d'intégrer l'ensemble des relations caractérisant la dynamique actorielle et étant à l'origine des grands processus sociaux à l'œuvre dans un processus de développement. Nous croyons également que l'inclusion d'un nouvel élément,

la stratégie, peut favoriser la compréhension du jeu des acteurs en permettant de mettre en lumière une dimension nouvelle de l'action des acteurs. Aussi, nous proposons une nouvelle schématisation qui inclut ces modifications (voir figure 31).

Figure 32 Schématisation réformée de la conceptualisation de la dynamique des localités



L'acteur (1) demeure au centre de la conceptualisation réformée de la dynamique des localités. Il prend différentes formes : il peut être individuel ou collectif, privé ou public. L'acteur défend ses intérêts et cherche à atteindre des objectifs (2) personnels ou ceux qu'il s'est appropriés. Ces intérêts et objectifs peuvent être clairement exposés dans le discours public par exemple à travers un mandat officiel ou une charte. Ils peuvent toutefois être moins franchement affirmés, voire dissimulés. Afin d'atteindre les objectifs qu'il s'est fixés, l'acteur peut ou non mettre en place une ou des stratégies (3). Les stratégies sont des ensembles d'actions (4) déployées par un ou des acteurs de manière structurée et proactive, afin de parvenir à un but précis qui se veut habituellement un sous-objectif, une étape ou un moyen d'atteindre un objectif plus général. La démarche stratégique s'oppose aux actions improvisées et/ou désorganisées.

L'acteur fait partie de réseaux sociaux (5) incluant d'autres acteurs avec lesquels il entretient des relations de nature diverse, par exemple coopératives, financières, conflictuelles, judiciaires ou informationnelles. Les relations sont souvent déséquilibrées et unidirectionnelles. Elles sont également marquées par des jeux de pouvoir dans lesquels l'acteur mobilise une variété de moyens

et d'instruments pour exercer ce pouvoir sur un ou d'autres acteurs. Les réseaux sociaux sont des objets dynamiques : ils s'étendent et se contractent bien sûr, mais la nature des relations entre les acteurs peut également évoluer. Les réseaux sociaux peuvent inclure des sous-réseaux c'est-à-dire des regroupements d'acteurs qui travaillent ensemble et de manière plutôt cohésive vers un but commun. Les réseaux d'acteurs sont à l'origine des grands processus sociaux de solidarité, de coopération, de conflit, de contrainte, de contrôle et de régulation qui influencent la trajectoire de développement d'un territoire. Les relations entre les acteurs sont organisées (6) de manière formelle c'est-à-dire que des règles conviennent du rôle et de la nature des relations ou informelle.

Les objectifs, les stratégies et les actions des acteurs s'inscrivent à l'intérieur de grandes orientations (7) de développement territorial (p. ex. agricole et récréotouristique). Ces orientations peuvent être réelles c'est-à-dire qu'elles définissent le développement d'un territoire. Elles peuvent également être latentes dans la mesure où elles ne caractérisent pas le développement d'un territoire pour le moment, mais pourraient éventuellement émerger. Finalement, tous ces éléments (1 à 7) ont lieu dans des contextes (8) par exemple politique, administratif, social, légal, économique, environnemental, géographique. Ceux-ci abondent en contraintes, en moyens et en procédures qui régulent le jeu des acteurs. Ils contiennent également plusieurs ressources et outils pouvant être mobilisés par les acteurs afin d'atteindre les objectifs qu'ils se sont fixés. Les éléments contextuels, notamment les lois, règlements et procédures sont complexes et le fait de les connaître et de les maîtriser peut constituer pour un acteur un avantage important.

Ainsi, des quatre objectifs spécifiques ayant orienté nos recherches, trois ont selon nous été pleinement rencontrés. Toutefois, en ce qui concerne le second objectif, bien qu'il ait à notre avis en grande partie été atteint, certaines zones de gris perdurent pour des raisons explicitées précédemment. Compte tenu de cela, nous ne nous estimons pas en mesure d'affirmer que notre compréhension de la logique d'action des différents acteurs est entière et conséquemment, que ce second objectif ait été complètement atteint (voir tableau V). Toutefois, nous ne croyons pas que cette lacune dans l'atteinte du second objectif spécifique vienne compromettre la rencontre de l'objectif général puisque dans un premier temps, nous considérons être en mesure d'expliquer une importante partie de la logique d'action des acteurs et qu'au final la logique d'action se veut qu'une dimension parmi d'autres du jeu des acteurs.

Tableau V L'atteinte des objectifs spécifiques

Objectifs spécifiques	Atteinte?
Situer les études dans leur contexte politico-administratif en mettant en évidence des similitudes et des différences ainsi que des éléments qui pourraient autrement être tenus pour acquis	Oui
Mettre en relation la diversité des logiques d'action des acteurs et leurs impacts sur la construction des territoires	Partiellement
Appréhender, à travers les réseaux d'acteurs, les principaux processus sociaux en cours lors de la mise en place d'un projet et leur influence sur son avancement	Oui
Proposer des modifications à la conceptualisation de la dynamique des localités	Oui

7.3 Les limites de la thèse

Au fil des chapitres, différentes limites propres à chacune de nos analyses ont été énoncées. Tant au niveau des contextes que des réseaux d'acteurs, nous étions obligés pour des raisons pratiques de limiter notre analyse aux principaux éléments et d'exclure ceux qui ont eu moins d'influence. En ce qui concerne les réseaux d'acteurs, la simplification de la nature des relations, l'absence de mesure d'intensité ou de fréquence ainsi que la difficulté dans certains cas d'identifier avec certitude la relation qui a fait la différence dans la dynamique actorielle sont autant de limites à cette analyse. Toutefois, nous croyons que ces limites n'ont pas empêché l'atteinte de la majorité des objectifs spécifiques. Seule l'impossibilité d'exposer toute la logique d'action des différents acteurs a selon nous nui à l'atteinte du deuxième objectif spécifique.

Finalement, de manière générale, choisir de poser notre regard sur le jeu des acteurs dans deux projets spécifiques implique de travailler dans une perspective d'analyse très large. Ceci a l'avantage d'appréhender des projets plus globalement et de pouvoir mettre en relation différentes composantes, notamment celles de la dynamique des localités qui ne le sont pas habituellement. Toutefois, ceci a le désavantage de rester dans une analyse plus superficielle.

7.4 Les perspectives

Les apports théoriques de cette thèse, principalement la prise en compte des relations de nature diverse dans l'étude des réseaux d'acteurs et l'inclusion de la notion de stratégie dans la

conceptualisation de la dynamique des localités, peuvent faire avancer l'état de la connaissance concernant le jeu des acteurs dans la construction des territoires, et plus spécifiquement des territoires périurbains, en permettant une meilleure compréhension de la logique d'action de chacun des acteurs, mais aussi de leur interrelation.

D'abord, la réflexion sur les stratégies permet d'améliorer la compréhension de la logique interne des acteurs, de ses motivations à ses actions. La notion de stratégie contribue à expliciter une dimension moins explorée de la logique d'action des acteurs c'est-à-dire une phase de réflexion, d'évaluation, de planification, de coordination et de choix précédant l'action elle-même. Le contexte périurbain dans lequel évoluent les acteurs les expose en tant qu'individu et/ou acteur collectif à une grande diversité d'opportunités qui exercent une influence sur les intérêts qu'ils défendent, les objectifs qu'ils poursuivent, les stratégies qu'ils mettent en place ainsi que sur les actions qu'ils posent. Mieux comprendre la façon dont chaque acteur appréhende ces diverses opportunités et contraintes peut certainement contribuer à mieux comprendre la transformation des territoires périurbains.

Ensuite, appréhender les relations de toute nature entre les acteurs peut améliorer notre compréhension du jeu des acteurs, mais cette fois davantage en termes d'interaction et, à la lumière des études de cas, contribuer à la mise en évidence des différents processus sociaux à l'œuvre au sein d'une même dynamique actorielle. Cela permet à notre avis d'apprécier avec plus de réalisme les relations entre les différents acteurs et de mettre en évidence la coexistence, à l'intérieur d'un même réseau, de dynamiques sociales multiples et variées. Ceci nous apparaît comme particulièrement pertinent dans le cadre de l'étude de la transformation des espaces périurbains où un grand nombre d'acteurs et d'enjeux stimulent et contraignent le jeu des acteurs. La prise en compte des relations diverses peut contribuer à une meilleure compréhension des éléments qui facilitent et nuisent à la coconstruction des espaces multifonctionnels qui constitue vraisemblablement l'une des solutions à la durabilité des systèmes périurbains.

Bibliographie

Agglomération lyonnaise. *Qu'est-ce qu'un SCoT ?* <http://www.scot-agglolyon.com/fr/le-scot/demarche/quest-ce-quun-scot/index.html> (consulté le 10 octobre 2008).

Alinat, Sandrine, et Christian Carrie. 2003. « Les Garrigues du Mas Dieu — Un projet d'aménagement concerté », dans Dugué Patrick et Philippe Jouve (éds.). *Organisation spatiale et gestion des ressources et des territoires ruraux*, Actes du colloque international, 25-27 février 2003, Montpellier, France, Umr Sagert, Cnearc.

Allie, Louis et Christopher Bryant. 2001. « Networks as a tool in the construction of sustainability », dans Kim, Ki-Hyuk, Ian Bowler et Christopher Bryant (dir.) *Developing Sustainable Rural Systems: Proceedings of the 3rd Annual Colloquium of the IGU Commission on the Sustainability of Rural Systems*. Pusan National University Press, Pusan : 11-20.

Anonyme. 1989. « Un premier objectif pour le comité d'environnement de Rigaud : Protéger la montagne », *L'étoile de l'Outaouais – St-Laurent*, 22 juin 1989 : 6.

Anonyme. 2002. « *Le Jardin des découvertes & le Mas Dieu "Un rêve partagé"* », 19 août 2002 : 8 p.

Architecture et agriculture. 2006. *Bergerie du Mas Dieu, Montarnaud (34)*, Fiche de cas numéro 6, http://www.archiagri.fr/contributions/references_et_bibliographies/fiches_de_cas/ficheMontarnaud.pdf (consulté le 9 février 2008).

Association pour la protection de l'environnement de Rigaud (APER). 1990. « Projet de club de golf à Ste-Marthe : L'APER se prononce contre, Lettre ouverte de Réjean Bertrand, président de l'APER. », 1^{ière} Édition, 1er juillet 1990 : 4.

Association pour la protection de l'environnement de Rigaud (APER). 1990a. « Projet de club de golf à St-Henri de Ste-Marthe Sud; L'APER mise en cause, Lettre ouverte de Réjean Bertrand, président de l'APER », *L'étoile de l'Outaouais – St-Laurent*, 5 juillet 1990 : 4.

Association pour la protection de l'environnement de Rigaud (APER). 1991. « L'APER, la priorité : création d'un parc dans la montagne de Rigaud », *L'Écho*, 20 octobre 1991 : 2.

Association pour la protection de l'environnement de Rigaud (APER). 2007. *Entrevue personnelle 1*, été 2007.

Association pour la protection de l'environnement de Rigaud (APER). 2008. *Entrevue personnelle 2*, automne 2008.

Association Terres vivantes 34. 2005. *Entrevue personnelle*, été 2005.

- Bakis, Henry. 1993. *Les réseaux et leurs enjeux sociaux*, Que sais-je?, PUF, Paris, 106 p.
- Becquart-Leclercq, Jeanne. 1979. « Réseau relationnel et pouvoir relationnel », *Revue Française de science politique*, 29 (1) : 102-128.
- Béland, François. 2000. « Rigaud : vélo de montagne sur le terrain de la mairie? » Lettre ouverte, *Première Édition*, 5 août 2000 : 6.
- Berger. 2005. *Entrevue personnelle*, été 2005.
- Bisson, Franck. 2006. *Intercommunalité, développement local et pouvoir de vote*, Thèse de doctorat, Université de Caen, 229 p.
- Badrignans, Nicolas. 2000. « Une subvention de 500 000 F vient d'être signée : Les tropiques gagnent du terrain », *Midi Libre*, 5 décembre 2000.
- Bowler, Ian. 1999. « Recycling urban waste on farmland: an actor-network interpretation », *Applied Geography*, 19 : 29-43.
- Bowler, Ian. 2001. « From systems to networks in the exploration of rural sustainability », dans Kim, Ki-Hyuk, Ian Bowler et Christopher Bryant (dir.) *Developing Sustainable Rural Systems: Proceedings of the 3rd Annual Colloquium of the IGU Commission on the Sustainability of Rural Systems*. Pusan National University Press, Pusan : 1-9.
- Brion, Jeanine Gabrielle. 1999. « En réponse à Lise Pilon résidant à Rigaud depuis 32 ans », Lettre ouverte, *Première Édition*, 23 octobre 1999 : 6.
- Brunet, Roger, Robert Ferras et Hervé Théry. 2005. *Les mots de la géographie : Dictionnaire critique*, 3e édition, Édition Reclus, La documentation française, Collection Dynamiques du territoire, 518 p.
- Bryant, Christopher. 1986. « L'évolution de la ville régionale en Amérique du Nord : le cas de Toronto », *Annales de géographie*, 527 : 26-42.
- Bryant, Christopher. 1995. « The role of local actors in transforming the urban fringe », *The Journal of Rural Studies*, 1995, 11 (3) : 255-267.
- Bryant, Christopher. 1995a. « Interests, interest groups and the rural environment and the challenge of modelled or perceived futures for the rural environment », dans Schoute, Job F. Th., Peter A. Finke, Frank R. Veeneklaas et Henk P. Wolfert, (sous la direction de), *Scenario Studies for the Rural Environment*, Dordrecht, The Netherlands: Kluwer Academic Publishers : 25-33.

- Bryant, Christopher. 1997. « L'agriculture périurbaine : l'économie politique d'un espace innovateur », *Cahiers Agricultures*, 6 : 125-130.
- Bryant, Christopher. 2007. « La place des espaces ruraux périurbains et de l'environnement dans le développement régional », dans Mollard, Amédée, Emmanuelle Sauboua et Maud Hirczak, *Territoires et enjeux du développement régional*, Versailles : 159-171.
- Bryant, Christopher et Denis Granjon. 2007. « Agricultural land protection in Quebec: from provincial framework to local initiatives », dans Wayne Caldwell, Stew Hilts et Bronwynne Wilton (dir.), *Farmland Preservation: Land for future generations*, Guelph: Centre for Land and Water Stewardship, University of Guelph : 61-86.
- Bryant, Christopher et Clare J.A. Mitchell. 2006. « The city's countryside », dans Bunting, Trudi et Pierre Filion (eds), *Canadian Cities in Transition*, Oxford University Press, Londres : 234-248.
- Bryant, Christopher et Philip M. Coppack. 1991. « The city's countryside », dans Bunting, Trudi E. et Pierre Filion (eds), *Canadian cities in transition*, Oxford University Press, Londres : 209-238.
- Bryant, Christopher, Serge Des Roches et Patrice Juneau. 1996. « Sustainability in action: the role of local actors in the transformation and conservation of urban fringe environments », dans Sasaki, H., I. Saito, A. Tabayashi et T. Morimoto (sous la direction de), *Proceedings of the IGU Study Group on The Sustainable Development of Rural Systems*, Tsukuba, Japan 1995, Kaisei Publications Ltd., Tokyo : 67-75.
- Bryant, Christopher, Serge Des Roches et Patrice Juneau. 1998. « Community mobilisation and power structures: potentially contradictory forces for sustainable rural development », dans Bowler, Ian, Christopher Bryant et Paulus Huigen (dirs.), *Dimensions of Sustainable Rural Systems*, Utrecht / Groningen : Netherlands Geographical Studies, 244 : 233-244.
- Bryant, Christopher, Louis Allie, Serge Des Roches, Karine Buffat et Denis Granjon. 2001. « Linking community to the external environment: the role and effectiveness of local actors and their networks in shaping sustainable community development », dans Pierce, John T., S.D. Prager et R.A. Smith (dirs.), *Reshaping of Rural Ecologies, Economies and Communities (Conference Proceedings, Commission on the Sustainability of Rural Systems, I.G.U.)*, Burnaby, B-C: Simon Fraser University, Department of Geography : 57-67.
- Bryant, Christopher, Lorne H. Russwurm et Alexander G. McLellan. 1982. *The city's countryside*, Longman, Toronto, 249 p.
- Bryant, Christopher et Jean-Paul Charvet. 2003. « La zone périurbaine : structure et dynamiques d'une composante stratégique des régions métropolitaines », *Revue canadienne des sciences régionales*, XXVI : 2 & 3. Été-automne 2003 : 241-250.

Bryant, Christopher, Salma Loudiyi et Lucette Laurens. 2008. « Bien sûr qu'il y en a! Mais... ces territoires sont multiples... », dans Loudiyi, Salma, Christopher Bryant et Lucette Laurens (dirs.). *Territoires périurbains et gouvernance. Perspectives de recherche*, Laboratoire de développement durable et dynamique territoriale, Département de géographie, Université de Montréal, mai 2008 : 159-163.

Buchou, Hubert, Bernard Collet, Guy Robilliard et Michel Rougier. 1999. *Partager la terre ; L'histoire des SAFER*, Biarritz, 126 p.

Cadoret, Anne. 2006. *Conflits d'usage liés à la l'environnement et réseaux sociaux : Enjeux d'une gestion intégrée? – Le cas du littoral du Languedoc-Roussillon*, Thèse de doctorat, Université de Montpellier, 585 p.

Callon, Michel. 1986. « Some element of sociology of translation », dans Law, John. (Ed.), *Power, action, belief: a new sociology of knowledge?*, Routledge et Kegan Paul, Londres : 196-233.

Canet, Raphaël. 2007. « Un autre Québec est-il possible? L'imposition tranquille de la société néolibérale », *Le Devoir*, 17 juillet 2007 : a 7.

Cantin, Gilles. 1993. « Sainte-Madeleine-de-Rigaud et Sainte-Marthe; Avis aux propriétaires et payeurs de taxes », Lettre ouverte s'adressant aux autres propriétaires et payeurs de taxes de Ste-Madeleine et de Ste-Marthe, *L'étoile de l'Outaouais – St-Laurent*, 18 février 1993 : 2.

Carrière, Jean et Carole Tardif. 2000. « Évolution de l'appropriation du territoire québécois », dans Bruneau, Pierre (dir.), *Le Québec en changement, entre l'exclusion et l'espérance* : 7-27.

Castells, Manuel. 1977. *La question urbaine*, François Maspero, Paris, 451 p.

Chalot, Francis. 2000. *Analyse des négociations environnementales entre rationalités des objets et logique des processus, Concertation, décision et environnement*, Séance 2, Table ronde, 4 décembre 2000 : 85-86.

Chambre régionale des comptes du Languedoc-Roussillon. 2006. *Rapport d'observations définitives : Saint-Georges-d'Orques*, 24 mai 2006, 5 p. [http://www.ville-st-georges-dorques.fr/upload/Comptes rendus/Chambre regionale des comptes de Languedoc-Roussillon.pdf](http://www.ville-st-georges-dorques.fr/upload/Comptes%20rendus/Chambre%20regionale%20des%20comptes%20de%20Languedoc-Roussillon.pdf) (consulté le 19 mars 2009).

Charcellay, François. 2000. « Mas Dieu : la tension grimpe contre Vivendi », *Midi Libre*, 25 novembre 2000.

Charlier, Bruno. 1999. *La défense de l'environnement : entre espace et territoire*, Thèse de doctorat, Université de Pau et des Pays de l'Adour, 753 p.

Citoyenneté européenne active. *L'Europe des acteurs*, <http://europe.cidem.org/assoss.php> (consulté le 17 février 2009).

Claudel, Julien. 2006. « Alain Garnier voit les oliviers en cinémascope "Quand les vieux du coin nous ont vu passer la garrigue au concasseur, ils nous ont engueulés!" », *Midi Libre*, 19 juin 2006.

Claval, Paul. 1973. *Principes de géographie sociale*, M. Th. Genin, Paris, 351 p.

Claval, Paul. 1978. *Espace et pouvoir*, PUF, Paris, 257 p.

Collectif des associations de préservation de l'environnement à l'ouest de Montpellier. 2000. « Réactions », *Midi Libre*, 5 janvier 2001.

Commission de protection du territoire agricole du Québec (CPTAQ). 1998. *Rapport annuel de gestion 1997-1998*, 91 p.

Commission de protection du territoire agricole du Québec (CPTAQ). 2006. *Rapport annuel de gestion 2005-2006*, 52 p.

Commission de protection du territoire agricole du Québec (CPTAQ). 2007. *Rapport annuel de gestion 2006-2007*, 58 p.

Commission de toponymie du Québec. 2008. *Montagne de Rigaud*, <http://www.toponymie.gouv.qc.ca/ct/topos/carto.asp?Speci=53327&Latitude=45,455&Longitude=-74,29417&Zoom=1700> (consulté le 21 octobre 2008).

Commission nationale du débat public (CNDP). *Enquête publique*, http://www.debatpublic.fr/notions_generales/enquete_publique.html (consulté le 8 octobre 2008).

Commission sur l'avenir de l'agriculture et de l'agroalimentaire québécois (CAAAQ). 2008. *Agriculture et agroalimentaire : assurer et bâtir l'avenir, Rapport de la Commission sur l'avenir de l'agriculture et de l'agroalimentaire québécois*, 272 p.

Communauté d'agglomération (CA) de Montpellier. 2006. *Schéma de cohérence territoriale de la CA de Montpellier*, 213 p.

Communauté de communes (CC) Vallée de l'Hérault. 2005. *Délibération du conseil communautaire de la communauté de communes « Vallée de l'Hérault »*, Séance du 24 janvier 2005, 1 p.

Communauté de communes (CC) Vallée de l'Hérault. 2006. *Délibération du conseil communautaire de la communauté de communes « Vallée de l'Hérault »*, Séance du 26 juin 2006, 1 p.

Communauté de communes (CC) Vallée de l'Hérault. 2008. *Les statuts de la Communauté de communes Vallée de l'Hérault*, 9 p.

Communauté métropolitaine de Montréal (CMM). 2008. *La Communauté en chiffre*, <http://www.cmm.qc.ca/> (consulté le 7 juillet 2008).

Conseil général de l'Hérault. 2004. « Mas Dieu : que du vert! », *Le magazine du Département de l'Hérault*, 128, septembre 2004 : 4-5.

Conseil général de l'Hérault. 2008. « Venez compter les moutons! C'est la Fête de la transhumance dans les prés du Mas Dieu », 6 juin 2008, <http://mag.herault.fr/2008/06/06/venez-compter-les-moutons-c-est-la-fete-de-la-transhumance-dans-les-pres-du-mas-dieu> (consulté 26 février 2009).

Coupal, Jacques. 1987. « Lettre au ministre de l'Environnement; M. Lincoln, sauvez la montagne de Rigaud! », *L'étoile de l'Outaouais – St-Laurent*, 18 juin 1987 : 2.

Crozier, Michel et Erhard Friedberg. 1977. *L'acteur et le système : les contraintes de l'action collective*, Seuil, Paris, 436 p.

Cyr, Daniel. 1999. « Règlement d'emprunt de 425 000 \$ par la ville de Rigaud; 1361 personnes demandent la tenue d'un référendum », *Première Édition*, 2 octobre 1999 : 3.

Daligaux, Jacques. 2001. « La périurbanisation en Provence : visages d'hier et d'aujourd'hui, interrogations pour demain. Le cas du Var et des Bouches-du-Rhône/Periurbanisation in Provence : past and present images and questions for tomorrow. The case of the Var and the Bouches-du-Rhône », *Géocarrefour*, 76 (4) : 289-302.

D'Aoust, Guy. 1987. « Y a-t-il des aires de protection sur la montagne? », *L'étoile de l'Outaouais – St-Laurent*, 23 avril 1987 : 3.

D'Aoust, Guy. 1987a. « Pas question de raser la forêt; Ma Baie s'est portée acquéreur de la Seigneurie de Léry », *L'Écho*, 24 août 1987 : 7.

D'Aoust, Guy. 1988. « St-Rédempteur, Ste-Marthe et Ste-Madeleine; Des règlements qui pourraient sonner le glas de la chasse », *L'étoile de l'Outaouais – St-Laurent*, 15 septembre 1988 : 5.

D'Aoust, Guy. 1988a. « Le mont Rigaud a-t-il atteint le point de non-retour? », *L'Écho*, 12 juin 1989 : 8.

D'Aoust, Guy. 1988b. « À Rigaud, le champ de roches est en train de disparaître », *L'étoile de l'Outaouais – St-Laurent*, 22 juin 1989 : 3.

Delpech, R., G. Dumé, P. Galmiche avec la collaboration de J. Timbal. 1985. « Garrigue » dans *Typologie des stations forestières ; vocabulaire*, Ministère de l'Agriculture, Direction des forêts, Institut pour le développement forestier : 89.

Deschamps, Francine. 1993. « Développement de la montagne de Rigaud; Les propriétaires veulent y participer », *L'Écho*, 30 janvier 1993 : 9.

Deschamps, Francine. 1993a. « Schéma d'aménagement de la MRC; Claude Ryan commente le règlement », *L'Écho*, 29 mai 1993 : 5.

Deschamps, Francine. 1993b. « Sainte-Marthe; Un comité d'urbanisme fort couru », *L'Écho*, 3 juillet 1993 : 3.

Deschamps, Francine. 1993c. « Plan d'urbanisme de Sainte-Marthe; Les travaux débutent », *L'Écho*, 8 mai 1993 : 5-6.

Deschamps, Francine. 1993d. « Pour limiter le développement à Sainte-Marthe; 110 citoyens signent une pétition », *L'étoile de l'Outaouais – St-Laurent*, 15 juillet 1993 : 5.

Deschamps, Francine. 1994a. « Référendum à Ste-Marthe; "C'est un match nul" — Richard Deschamps Comité du NON », *L'étoile de l'Outaouais – St-Laurent*, 14 juillet 1994 : 5 et 10.

Deschamps, Francine. 1994b. « Dépouillement judiciaire quant au règlement de zonage; Le OUI l'emporte à Ste-Marthe », *L'étoile de l'Outaouais – St-Laurent*, 21 juillet 1994 : 3.

Deschamps, Richard. 1993. « Projet de règlement 66; Un recul pour Sainte-Marthe », Lettre ouverte, *L'étoile de l'Outaouais – St-Laurent*, 25 février 1993 : 6.

Deshaies, Laurent. 2006. « Les défis d'une géographie en émergence comme science sociale », *Cahiers de géographie du Québec*, 50 (141), décembre 2006 : 565-576.

Desmarais, Madeleine. 2003. « Jugement dans le dossier de contestation de MaBaie Inc. : les réclamations ont été refusées au demandeur », *Première Édition*, 6 octobre 2003 : 3.

Des Roches, Serge et Christopher Bryant. 1997. « Les enjeux de la démocratisation des espaces verts. Analyse des relations sociales dans le processus de création du Parc naturel régional de la Haute Vallée de Chevreuse », *Bulletin de la Société Languedocienne de Géographie*, 31 (3-4): 59-77.

Des Roches, Serge et Christopher Bryant. 1998. « Synchronization processes of local space in the rural-urban fringe: evidence from the Montréal (Québec) and Ile-de-France (France) regions », dans

Epps, Roger (dir.), *Sustainable Rural Systems: Proceedings of the 1st Annual Colloquium of the IGU Commission on the Sustainability of Rural Systems*, Armidale (Australie) : 215-224.

Di Méo, Guy. 2008. « Une géographie sociale entre représentation et action », *Montagnes méditerranéennes et développement territorial*, 23 : 13-21.

Direction départementale de l'Équipement (DDE) Loire-Atlantique. 2004. *La révision et l'élaboration des P.L.U. – Le P.L.U. : contenu et procédures*, 8 p. http://www.loire-atlantique.equipement.gouv.fr/IMG/pdf/2_PLU_contenu_et_procedures_V4nov04_cle2d1e4a.pdf (consulté le 10 octobre 2008).

Direction générale des collectivités locales (DGCL). 2008. *Bulletin d'informations statistiques de la DGCL – Les syndicats de communes et les syndicats mixtes en 2008*, 60, mai 2008, 4 p.

Dogan, Mattei et Dominique Pélassy. 1982. *Sociologie politique comparative : problèmes et perspectives*, Economica, Paris, 218 p.

Doyon, Mélanie. 2002. *Le rôle de la culture dans le développement des espaces touristiques en milieu périurbain : le cas du Mont Saint-Bruno*, Mémoire de maîtrise, Département de géographie, Université de Montréal, 56 p.

Dugas, Clermont. 2007. *La loi sur la protection du territoire et des activités agricoles et le développement rural et agricole*, Mémoire remis à la Commission sur l'avenir de l'agriculture et de l'agroalimentaire québécois (CAAAQ), 29 mai 2007, <http://www.caaaq.gouv.qc.ca/consultations/memoires.fr.html> (consulté le 9 février 2009).

Dugrand, Raymond. 1964. *La garrigue montpelliéraine; Essai d'explication d'un paysage*, PUF, Paris, 292 p.

Dupré, Lucie. 2007. « Les conflits d'environnement : entre sites et réserves », *Géographie Économie Société*, 9 (2) : 121-140.

Dupuis, Nicole. 1993. « Rigaud-sur-le-lac; Les citoyens veulent des sentiers aménagés », Lettre ouverte de Nicole Dupuis, secrétaire-trésorière du Comité des Citoyens de Rigaud-sur-le-lac Inc. s'adressant au conseil municipal de Sainte-Madeleine-de-Rigaud, *L'étoile de l'Outaouais – St-Laurent*, 20 mai 1993 : 6 et 12.

Durand, Gérard. 2001. « Mas Dieu, premier maillon d'un arc vert », *Midi Libre*, 8 octobre 2001.

Dziedzicki, Jean-Marc. 2000. « Médiation environnementale : des expériences internationales aux perspectives dans le contexte français », dans *Médiation(s) environnementale(s) : quelles pratiques et quelles perspectives en France?* Séance numéro 1, mardi 20 juin 2000 : 39-64.

Dziedzicki, Jean-Marc. 2006. « La médiation : un nécessaire mais insuffisant instrument de gestion des conflits d'aménagement », dans Simard, Louis, Laurent Lepage, Jean-Michel Fourniau, Michel Gariépy et Mario Gauthier (dir.). *Le débat public en apprentissage : aménagement et environnement. Regards croisés sur les expériences française et québécoise*, L'Harmattan, Paris : 185-197.

École Nationale d'Administration publique (ENAP). 2006. *L'État québécois en perspective, Structure et taille de l'État – Les institutions objets de décentralisation politique*, L'Observatoire de l'administration publique, Automne 2006, <http://netedit.ena.ca/etatquebecois/docs/ste/organisation/a-territorial.pdf> (consulté le 8 octobre 2008).

Écologistes de l'Euzière. 2001. *Les éléments remarquables du patrimoine biologique du Mas Dieu et du Mas de la Tour, document cartographique*, octobre 2001.

Fall, Marie. 2006. *Dynamique des acteurs, conflits et modes de résolution pour une gestion durable des ressources naturelles dans la réserve de biosphère du delta du Saloum (Sénégal)*, Thèse de doctorat, Département de géographie, Université de Montréal, 246 p.

Fédération départementale des chasseurs de l'Hérault (FDCH). 2005. *Entrevue personnelle*, été 2005.

Fédération départementale des chasseurs de l'Hérault (FDCH). 2007. « Premiers aménagements cynégétiques sur l'écosite du Mas Dieu », *La chasse dans l'Hérault*, octobre 2007 : 8-9.

Fédération départementale des chasseurs de l'Hérault (FDCH). 2007a. *Schéma départemental de gestion cynégétique de l'Hérault, Partie I, État des lieux*, 208 p. <http://www.herault.pref.gouv.fr/grandsdossiers/cynegetique/chasse.shtml>.

Foucault, Michel. 1976. *Histoire de la sexualité, tome I, La Volonté de savoir*, Bibliothèque des histoires, Gallimard, Paris, 211 p.

Foucault Michel. 1994. « Le sujet et le pouvoir », dans *Dits et écrits*, tome IV, Gallimard, Paris : 222-243.

Frej, Soumaya, Mélanie Doyon, Denis Granjon et Christopher Bryant. 2003. « La construction sociale des localités par des acteurs locaux : conceptualisation et bases théoriques des outils de développement socio-économique », *Interventions économiques*, 01 30/2003, Le développement local : nouvelles perspectives, www.telug.quebec.ca/interventionseconomiques.

Friedmann, Georges. 1953. *Villes et campagnes : civilisation urbaine et civilisation rurale en France*, Paris, 480 p.

Gagnon, Suzanne. 1995. « Sentiers de ski de fond; Ste-Madeleine-de-Rigaud propose "L'Escapade" », *L'étoile de l'Outaouais – St-Laurent*, 29 novembre 1995 : 3.

Gagnon, Suzanne. 1998. « Une richesse, cette montagne de Rigaud avec ses oiseaux! », *Première Édition*, 24 octobre 1998 : 16.

Gagnon, Suzanne. 1999. « Pour protéger le lac des Castors, il faut d'abord en faire l'inventaire », *Première Édition*, 27 mars 1999 : 9.

Genge, Amélie. 2003. *Prise en compte paysagère et environnementale dans les aménagements oléicoles et viticoles sur le territoire du Mas Dieu – Mas de la Tour*, Mémoire de maîtrise, Université Paul Valéry Montpellier III, 116 p.

Georges, Pierre et Fernand Verger. 2004. *Dictionnaire de la géographie*, 8e édition, PUF, Paris, 472 p.

Gervais, Bernard. 1993. « À propos du développement de la montagne de Rigaud », Lettre ouverte, *L'étoile de l'Outaouais – St-Laurent*, 14 janvier 1993 : 6 et 18.

Giddens, Anthony. 1987. *La Constitution de la société, éléments de la théorie de la structuration*, PUF, Paris, 474 p.

Gouvernement du Québec. 2007. *Les divisions territoriales*, Portail Québec, <http://www.gouv.qc.ca/portail/quebec/pgs/commun/portrait/geographie/climat/divisionsterritoire/?lang=fr> (consulté le 8 octobre 2008).

Granjon, Denis, Soumaya Frej, Mélanie Doyon et Christopher Bryant. 2001. « The social construction of sustainable rural communities: tourism development in the rural urban fringe », dans Kim, Ki-Hyuk, Ian Bowler et Christopher Bryant (dirs.), *Developing Sustainable Rural Systems* (Conference Proceedings of the IGU Commission on the Sustainability of Rural Systems). Pusan National University Press, Pusan (Corée) : 125-135.

Groupe Dryade (Le). 1981. *Projet du parc du mont Rigaud; Dossier écologique*, 251 p.

Guérin, Marc. 2005. *Conflits d'usage à l'horizon 2020; Quels nouveaux rôles pour l'État dans les espaces ruraux et périurbains?*, La documentation française, Paris, 200 p.

Guipponi, P. 2008. « Le Mas Dieu, paradis dévoué à la nature – L'étude réalisée par l'Agglo doit être validée par les divers partenaires », *Midi Libre*, 23 avril 2008.

Gumuchian, Hervé, Éric Grasset, Romain Lajarge et Emmanuel Roux. 2003. *Les acteurs, ces oubliés du territoire*, Ed. Économica, Paris, 186 p.

Hindness, Barry. 1986. « Interest in political analysis », dans Law, John (ed.). *Power, action and belief; a new sociology of knowledge?*, Routledge & Kegan Paul, Londres : 112-131.

Hort du Mas Dieu (L'). 2003. *Compte-rendu de l'assemblée générale*, Séance du 15 juillet 2003, 4 p.

Hudson Gazette (The). 1989. « Movement to protect Rigaud mountain », *The Hudson Gazette*, 28 juin 1989 : 7.

Hudson Gazette (The). 1990. « APER gets read for blitz to establish park on Rigaud Mountain », *The Hudson Gazette*, 7 mars 1990 : 1 et 4.

Hudson Gazette (The). 1994. « Ste. Marthe residents set to fight by-laws for Master Plan », *The Hudson Gazette*, 27 avril 1994 : 6.

Hudson Gazette (The). 1994a. « Ste. Marthe prepares for referendum », *The Hudson Gazette*, 6 juillet 1994 : 5.

Hudson Gazette (The). 1995. « APER making progress », *The Hudson Gazette*, 9 août 1996 : 8.

Hudson Gazette (The). 1999. « Rigaud residents say No to mountain project », *The Hudson Gazette*, 6 octobre 1999 : 9.

Hudson Gazette (The). 2000. « Local mountain bikers to meet with Rigaud council », *The Hudson Gazette*, 3 mai 2000 : 12.

Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE). 2004. *Les 25 premières aires urbaines*, http://www.insee.fr/fr/themes/tableau.asp?reg_id=0&ref_id=NATTEF01203 (consulté le 10 octobre 2008).

Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE). 2008. *Définition*, http://www.insee.fr/fr/methodes/default.asp?page=definitions/liste-definitions.htm#def_D (consulté le 10 octobre 2008).

Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE). 2008a. *Liste des communes existantes au 1er janvier 2008*, <http://www.insee.fr/fr/methodes/nomenclatures/cog/telechargement.asp> (consulté le 9 octobre 2008).

Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE). 2008b. *Enquête annuelle de recensement 2007 – Montarnaud*, http://www.insee.fr/fr/ppp/bases-de-donnees/recensement/resultats/chiffres-cles/n3/34/n3_34163.pdf (consulté le 10 octobre 2008).

Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE). 2008c. *Enquête annuelle de recensement 2007 – Murviel-lès-Montpellier*, http://www.insee.fr/fr/ppp/bases-de-donnees/recensement/resultats/chiffres-cles/n3/34/n3_34179.pdf (consulté le 10 octobre 2008).

Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE). 2008d. *Enquête annuelle de recensement 2007 – Saint-Georges-d'Orques*, http://www.insee.fr/fr/ppp/bases-de-donnees/recensement/resultats/chiffres-cles/n3/34/n3_34259.pdf (consulté le 10 octobre 2008).

Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE). 2008e. *Enquête annuelle de recensement 2007 – Saint-Paul-et-Valmalle*, http://www.insee.fr/fr/ppp/bases-de-donnees/recensement/resultats/chiffres-cles/n3/34/n3_34282.pdf (consulté le 10 octobre 2008).

Inventaire national du patrimoine naturel (INPN). 2009. *Nature et finalités de l'inventaire ZNIEFF*, <http://inpn.mnhn.fr/inpn/fr/biodiv/znief/index.htm> (consulté le 24 janvier 2009).

Jalabert, Guy, Bernard Kayser et Jean-Paul Laborie. 1984. « Espace périurbain : une modélisation », *Études foncières*, 25 : 20-23.

Jean, Yves et Christian Calenge. 1997. « Espaces périurbains : au-delà de la ville et de la campagne? », *Annales de géographie*, 596 : 389-413.

Jeanneaux, Philippe. 2006. *Les conflits d'usage dans les espaces périurbains et ruraux français : Une approche par l'analyse économique de la décision publique*, Thèse de doctorat, Université de Bourgogne, 297 p.

Jones, Anthony. 2004. « Un jardin des découvertes pour des savants humanistes », *Midi Libre*, 6 février 2004 : m2.

Juneau, Patrice et Christopher Bryant. 1997. « Les Parcs naturels régionaux français et l'aménagement du territoire rural vu de l'Amérique du Nord : concept innovateur ou utopie conceptuelle », *Bulletin de la Société Languedocienne de Géographie*, 31 (3-4) : 29-43.

Kayser, Bernard. 1993. « Des campagnes vivantes », dans Kayser, Bernard (dir.). *Naissance de nouvelles campagnes*, Édition de l'aube, Paris : 7-21.

Kayser, Bernard et Geneviève Schektman-Labry. 1982. « La troisième couronne périurbaine : une tentative d'identification », *Revue géographique des Pyrénées et du Sud-Ouest*, 53 (1) : 27-34.

Kirat Thierry et André Torre. 2007. « Quelques points de repères pour évaluer l'analyse des conflits dans les théories économiques, avec une emphase particulière sur la question spatiale », *Géographie, Économie et Société*, 9 : 215-240.

- Lahire, Bernard. 1998. *L'homme pluriel. Les ressorts de l'action*, Nathan, Paris, 271 p.
- Lalonde, Éric. 1995. « Chasse aux cerfs sur le mont Rigaud; Les fusils à la poudre noire interdits », *1^{ière} Édition*, 21 septembre 1995 : 5.
- Larousse. *L'encyclopédie*, <http://www.larousse.fr/encyclopedia/> (consulté 18 mars 2009).
- Latour, Bruno. 1988. « Mixing humans and non-humans together; the sociology of a door-closer », *Social problems*, 35 : 298-310.
- Lazega, Emmanuel. 1998. *Réseaux sociaux et structures relationnelles*, Que sais-je?, PUF, Paris, 127 p.
- Lazega, Emmanuel. 2007. *Réseaux sociaux et structures relationnelles*, Que sais-je?, 2e édition mise à jour, PUF, Paris, 127 p.
- Lecourt, Arnaud. 2003. *Les conflits d'aménagement : analyse théorique et pratique à partir du cas breton*, Thèse de doctorat, Département de géographie, Université de Rennes, 363 p.
- Leduc, Louis-Marie et Claude Carrière. 1993. « Montagne de Rigaud : un équilibre environnemental fragile », *Lettre ouverte, L'étoile de l'Outaouais – St-Laurent*, 25 février 1993 : 37.
- Lefebvre, Dominique. 2002. « L'opération du Mas Dieu, Paradis méditerranéen et tropical aux portes de Montpellier », *Espace rural*, 70 (février) : 14-19.
- Lévy, Jacques et Michel Lussault (dirs.), *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*, Belin, Paris, 1032 p.
- Long, Norman. 2001. *Development sociology; actor perspective*, Routledge, Londres, 294 p.
- Loudiyi, Salma, Christopher Bryant et Lucette Laurens. 2008. « Perspectives contemporaines sur la gouvernance des territoires périurbains », dans Loudiyi, Salma, Christopher Bryant et Lucette Laurens (dirs.), *Territoires périurbains et gouvernance. Perspectives de recherche*, Laboratoire de développement durable et dynamique territoriale, Département de géographie, Université de Montréal, mai 2008 : 1-9.
- Loupic. ZNIEFF : *Garrigue du Mas Dieu*, <http://www.loupic.com/znief-garrigue-du-Mas-Dieu.html> (consulté le 24 janvier 2009).
- Lussault, Michel. 2003. « Acteur », dans Lévy, Jacques et Michel Lussault (dirs.), *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*, Belin, Paris : 39-42.

M. J.-L. 1990. « Décharge du Mas Dieu : L'enquête d'utilité publique a tourné court », *Midi Libre*, 21 juin 1990.

Mairie de Montarnaud. 2005. *Entrevue personnelle*, été 2005.

Maire de Murviel-lès-Montpellier. 2005. *Entrevue personnelle*, été 2005.

Marsden, Terry, Jonathan Murdoch, Philip Richard Munton et Andrew Flynn. 1993. *Constructing the countryside*, UCL Press, London (Ontario), 220 p.

Marseille, Jacques. 2008. « Fonctionnaires, le grand mensonge », *Le Point*, 1848 Économie, 14 février 2008 : 74.

Mayenobe, Patrick. 2008. « Au sujet des visites au Mas Dieu; Lettre de M. Mayenobe », *Montarnaud 2008, Petit journal subjectif des municipales*, 6 mars 2008, <http://2montarnaud.net/?p=23> (consulté le 18 mars 2008).

Midi Libre. 1990. « Saint-Georges-d'Orques : L'opposition municipale conteste », *Midi Libre*, 2 février 1990.

Midi Libre. 1990a. « Mas Dieu : Le maire de Montarnaud refuse de signer l'enquête », *Midi Libre*, 10 mars 1990.

Midi Libre. 2000. « Mas Dieu : le collectif prévoir une série d'actions », *Midi Libre*, 5 décembre 2000.

Midi Libre. 2002. *Midi Libre*, 6 février 2002.

Midi Libre. 2004. « Frêche retourne au Mas Dieu », *Midi Libre*, 21 janvier 2004.

Ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du territoire (MIAT). 2008. *Intercommunalité à fiscalité propre*, Communiqués et actualités, 5 février 2008.

Ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du territoire (MIAT) et ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (MINEFI). 2006. *Guide pratique de l'intercommunalité*, 347 p.

Ministère des Affaires municipales et des Régions (MAMR). 2007. *La réforme du cadre de planification instauré par la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme — Diagnostic de l'application de la loi*, Fiche de veille, avril 2007, 25 p.

Ministère des Affaires municipales et des Régions (MAMR). 2008a. *Organisation municipale — Instances municipales — Paliers municipaux*, http://www.mamr.gouv.qc.ca/organisation/orga_stru_inst_pali.asp (consulté le 8 octobre 2008).

Ministère des Affaires municipales et des Régions (MAMR). 2008b. *Le plan d'urbanisme - Aménagement et gestion du territoire*, http://www.mamr.gouv.qc.ca/amenagement/outils/amen_outi_plan_plan.asp (consulté le 8 octobre 2008).

Ministère des Affaires municipales et des Régions (MAMR). 2008c. *Le schéma d'aménagement et de développement - Aménagement et gestion du territoire*, http://www.mamr.gouv.qc.ca/amenagement/outils/amen_outi_plan_sche.asp (consulté le 8 octobre 2008).

Ministère des Affaires municipales et des Régions (MAMR). 2008d. *Le comité consultatif d'urbanisme - Aménagement et gestion du territoire*, http://www.mamr.gouv.qc.ca/amenagement/outils/amen_outi_acte_comi.asp (consulté le 8 octobre 2008).

Ministère des Affaires municipales et des Régions (MAMR). 2008e. *Les mécanismes de consultation publique - Aménagement et gestion du territoire*, http://www.mamr.gouv.qc.ca/amenagement/outils/amen_outi_acte_meca.asp (consulté le 8 octobre 2008).

Ministère des Affaires municipales et des Régions (MAMR). 2008f. *La conférence régionale des élus - Régions et ruralité*, http://www.mamr.gouv.qc.ca/regions/regi_conf.asp (consulté le 8 octobre 2008).

Ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche (MLCP). 1981. *Projet du Parc du mont Rigaud ; Dossier écologique*, Le Groupe Dryade, mars 1981, 244 p.

Monteventi-Weber, Lilli, Chantal Deschenaux et Michèle Tranda-Pittion. 2008. *Campagne-ville : le pas de deux; enjeux et opportunités des recompositions territoriales*, PPUR, 352 p.

Mormont, Marc. 2006. « Conflit et territorialisation », *Géographie, Économie, Société*, 8 : 299-318.

Municipalité de Rigaud. 2007. *Guide pour le propriétaire d'une parcelle de colline*, 12 p. http://www.ville.rigaud.qc.ca/binaries/file/984938124/Proprio_guide_72.pdf (consulté le 19 août 2007).

Municipalité régionale de comté (MRC) de Vaudreuil-Soulanges. *Le territoire - Localisation*, <http://www.mrcdevaudreuil-soulanges.com/102/102a.htm> (consulté le 5 septembre 2007).

Municipalité régionale de comté (MRC) de Vaudreuil-Soulanges. 2005. *Schéma d'aménagement révisé*, 389 p.

Muséum national d'histoire naturelle (Éd.) 2003-2006, *Inventaire national du patrimoine naturel*, <http://inpn.mnhn.fr> (consulté le 23 février 2009).

Murdoch, Jonathan. 1995. « Actor-networks and the evolution of economic forms », *Environment and Planning, A* 27 : 731-757.

Murdoch, Jonathan et Terry Marsden. 1995. « The specialization of politics: local and national actor-spaces in environmental conflict », *Transactions of the Institute of British Geographers*, NS 20 : 368-380.

Murviel-lès-Montpellier. *Schéma d'aménagement du domaine du Mas Dieu et du Mas de la tour*, http://www.ville-murviel-les-montpellier.fr/mairie/masdieu_amenagement.jpg (consulté 25 octobre 2008).

Murviel-lès-Montpellier. *L'écosite du Mas Dieu « Un projet de développement durable aux portes de Montpellier »*, <http://www.ville-murviel-les-montpellier.fr/frame.php?page=projetmas> (consulté 3 juillet 2008).

Murviel-lès-Montpellier. *Le SIADE de Bel Air*, <http://www.ville-murviel-les-montpellier.fr/frame.php?page=siade> (consulté le 3 juillet 2008).

Murviel-lès-Montpellier. 2006. *Murviel en Brèves – Spécial associations*, septembre 2006, 8 p.

Murviel-lès-Montpellier. 2006a. *Murviel en Brèves*, juillet 2006, 6 p.

Noin, Daniel. 2006. *Le nouvel espace français*, 4e édition, Armand Colin, Paris, 250 p.

Oléiculteur. 2005. *Entrevue personnelle*, été 2005.

Onivins. *Droits de plantations*, <http://www.onivins.fr/EspacePro/Mesures/PlantationIndex.asp> (consulté le 25 octobre 2008).

Paquette, Sylvain et Gérald Domon. 1999. « Agricultural Trajectories (1961–1991), Resulting Agricultural Profiles and Current Sociodemographic Profiles of Rural Communities in Southern Quebec (Canada): A Typological Outline », *Journal of Rural Studies*, 15 (3) : 279-295.

Pereira, Doralice Barros. 2002. *La participation publique dans les unités de conservation, région de la Serra do Cipó au Minas Gerais, Brésil*, Thèse de doctorat, Département de géographie, Université de Montréal, 206 p.

Petit Robert (Le). 2007. « Projet », dans *Le nouveau Petit Robert de la langue française* : 2040.

Poirier Elliott, Michael L. 1988. « Conflict resolution », dans Catanese, Anthony James et James C. Snyder (dirs.) *Urban planning*, 2e Ed., McGraw-Hill Book Compagny New York et Montréal : 159-183.

Poirier, Stéphanie. 2005. *Compte-rendu d'événement « Table ronde sur l'évolution du palier régional au Québec »*, 22 septembre 2005, INRS-UCS, Montréal, 14 p.

Proulx, Marc-Urbain. 2002. *L'économie des territoires au Québec. Aménagement, gestion, développement*, PUQ, Sainte-Foy, 364 p.

Raffestin, Claude. 1980. *Pour une géographie du pouvoir*, 249 p.

Regroupement des associations des gens d'affaires de Vaudreuil-Soulanges (RAGAVS). 2006. *Croix du mont Rigaud*, http://www.ragavs.com/vs/index_f.aspx?DetailID=667 (consulté le 20 octobre 2008).

Regroupement des citoyens et propriétaires de Sainte-Marthe (RCPSM). 1993. « Mont Rigaud; La nouvelle réglementation de la MRC : un recul pour Sainte-Marthe », Lettre ouverte, *L'étoile de l'Outaouais – St-Laurent*, 29 avril 1993 : 21.

Regroupement des citoyens et propriétaires de Sainte-Marthe (RCPSM). 1993a. « Des citoyens demandent au conseil de limiter le développement résidentiel au chemin St-Henri », Lettre ouverte, *1^{ère} Édition*, 2 mai 1993 : 8.

Robinson, Jerry W. Jr. 1972. « The management of conflict », *Journal of the community development society*, 3 (2) : 100-105.

Robinson, Jerry W., Jr. 1989. « The conflict approach », dans Christenson, James A. et Jerry W. Robinson, Jr., *Community development in perspective*, Iowa State University Press, Ames : 73-85.

Ruby, Christian. 2003. « Pouvoir », dans Lévy, Jacques et Michel Lussault (dirs.) *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*, Belin, Paris : 736-737.

Saint-Georges-d'Orques. *Situation*, http://www.ville-st-georges-dorques.fr/page.php?id_rubrique=102 (consulté 21 octobre 2008).

Sartori, Giovanni. 1994. « Bien comparer, mal comparer », *Revue internationale de politique comparée*, 1 (1) : 19-36.

Serene, Louis, Huguette Le Roy et Carole Granger. 2005. *Projet de schéma de cohérence territoriale de l'agglomération de Montpellier enquête publique*, Rapport, Conclusions motivées, Avis de la commission d'enquête, 59 p.

Société d'aménagement foncier et d'établissement rural (SAFER). 2002. *Compte rendu de la réunion technique du 1er juillet 2002 – Dossier Mas Dieu*, 4 p.

Société d'aménagement foncier et d'établissement rural (SAFER). 2007. *L'essentiel sur les SAFER*, <http://www.safer.fr/> (consulté le 22 octobre 2007).

Société d'aménagement foncier et d'établissement rural (SAFER) Languedoc-Roussillon. 2005. *Entrevue personnelle*, été 2005.

Société d'aménagement foncier et d'établissement rural (SAFER) Languedoc-Roussillon. *Un exemple d'action — La gestion foncière périurbaine*, <http://www.saferlr.com/spip.php?article114> (consulté le 27 octobre 2008).

Société d'aménagement foncier et d'établissement rural (SAFER). *Aménagement concerté du domaine du Mas Dieu et du Mas de la Tour autour de la réalisation d'un « parc à thème » (Hérault)*; Fiche détaillée, http://www.safer.fr/3-prestations/banque-experiences/fiche-MasDieu/fichecomplete_masdieu.htm#Territoire%20concerné (consulté le 5 avril 2005).

Société d'aménagement foncier et d'établissement rural (SAFER). *L'essentiel sur les SAFER*, <http://www.safer.fr/missions-safer.asp> (consulté le 8 octobre 2008).

Société d'aménagement foncier et d'établissement rural (SAFER). *Droit de préemption*, <http://www.safer.fr/droit-de-preemption.asp> (consulté le 8 octobre 2008).

Société québécoise d'information juridique (SOQUIJ) et Justice Québec. 2009. *Décisions des tribunaux et organismes du Québec*, <http://www.jugements.qc.ca/> (consulté 18 mars 2009).

Soun, Cathy. 2004. « Le Mas Dieu prend forme », *Midi Libre*, 21 février 2004 : x2.

Statistique Canada. 1986. *Profil des communautés*, Recensement 1986.

Statistique Canada. 1991. *Profil des communautés*, Recensement 1991.

Statistique Canada. 1996. *Profil des communautés*, Recensement 1996.

Statistique Canada. 2001. *Profil des communautés*, Recensement 2001.

Statistique Canada. 2006. *Profil des communautés*, Recensement 2006.

Stretton, Hugh. 1969. *The political sciences: general principles of selection in social science and history*, Routledge, Londres, 453 p.

Structure d'initiative pour l'aménagement et le développement de l'écosite (SIADE) du Mas Dieu. 2005. *L'écosite : du Mas Dieu au Quatre Pylas « Jardin des découvertes »*, mars 2005, 11 p.

Subra, Philippe. 2007. *Géopolitique de l'aménagement du territoire*, Armand Colin, Paris, 326 p.

Tardif, Lauréan. 2003. « Vingt-cinq ans de zonage agricole : Une bonne loi, mais une application à revoir », *Le Devoir*, 30 décembre 2003 : a7.

Torre, André. 2008. « Conflits d'usage dans les espaces ruraux et périurbains », dans Monteventi Weber Lilli, Chantal Deschenaux et Michèle Tranda-Pittion (eds), *Campagne-ville. Le pas de deux*, Presses Polytechniques et Universitaires Romandes, Lausanne : 37-48.

Torre, André, Olivier Aznar, Muriel Bonin, Armelle Caron, Eduardo Chia, Marina Galman, Marc Guérin, Philippe Jeanneaux, Thierry Kirat, Christine Lefranc, Romain Melot, Jean-Christophe Paoli, Maria-Isabel Salazar et Pascal Thinon. 2006. « Conflits et tensions autour des usages de l'espace dans les territoires ruraux et périurbains; Le cas de la région Rhône-Alpes et de trois autres zones géographiques françaises », *Revue économique régionale et urbaine*, 3 : 415-453.

Tout pour les associations. 2006. « Lou Taban de Murviel », *Annuaire collaborative tout pour les associations*, <http://www.toutpourlesassociations.com/accueil/> (consulté le 29 octobre 2008).

Trudelle, Catherine. 2003. « Au-delà des mouvements sociaux : une typologie relationnelle des conflits urbains », *Cahiers de géographie du Québec*, 47 (131) : 223-242.

Une équipe pour Saint-Georges. 2008. *Un fiasco camouflé : le Mas Dieu*, <http://www.sylvieroustit2008.fr/?102-un-fiasco-camoufle-le-mas-dieu> (consulté le 14 janvier 2009).

Union Nationale des Centres Permanents d'Initiatives pour l'Environnement (UNCPIE) et Centre National de la Fonction Publique Territoriale (CNFPT). 2000. *Intervenir dans un projet environnement; Place et rôle de l'agent territorial*, Paris et Rennes, 135 p.

Vachon, Bernard. 2008. « Trente ans de zonage agricole : renforcement et assouplissement s'imposent », *Le Devoir*, 29 décembre 2008 : a7.

Vachon, Bernard et Francine Coallier. 1993. *Le développement local : théorie et pratique; réintroduire l'humain dans la logique de développement*, Gaétan Morin, Boucherville, 331 p.

Valette, Élodie. 2003. *Pour une analyse géographique de l'innovation sociale. L'exemple des territoires ruraux périurbains de la garrigue nord-montpelliéraine*, Thèse de doctorat, Département de géographie, Université Paris VII, 351 p.

Vanier, Martin. 2003. « Le périurbain à l'heure du crapaud-buffle : tiers espace de la nature, nature du tiers espace », *Revue de géographie alpine*, 91 (4) : 79-89

Vanier, Martin. 2005. « Rural-urbain : qu'est-ce qu'on ne sait pas? », dans Arlaud, Samuel, Yves Jean et Dominique Royoux, *Rural-urbain : Nouveaux liens, nouvelles frontières*, Rennes : 25-32.

Vanier, Martin. 2005a. « La relation ville/campagne ré-interrogée par la périurbanisation », *Cahiers français*, 328 « Villes et territoires » : 13-17

Verts de Montpellier (Les). 2007. *Conférence de presse*, <http://www.verts-montpellier.org/groupe/local/confdepresseurbainsime280307.html> (consulté le 8 janvier 2008).

Vigour, Cécile. 2005. *La comparaison dans les sciences sociales : pratiques et méthodes*, La découverte, Paris, 335 p.

Viticulteur. 2005. *Entrevue personnelle*, été 2005.

Zinger, Nathalie. 1991. « La campagne "Espaces en danger" et le contexte québécois », *Bulletin Habitats*, 2 (1), janvier 1991
http://www.slv2000.qc.ca/St-Laurent-facettes/bulletins-habitats/vol_2_no_1/campagne_f.htm
 (consulté le 17 août 2007).

Annexe 1 : Exemple de questionnaire

Domaine du Mas Dieu

Acteurs engagés

Date et heure du questionnaire :

Nom :

Occupation :

1. Selon vous, quelle vision globale devrait orienter l'ensemble des développements, projets et action sur le domaine du Mas Dieu? (*Votre vision idéale*)

2. Quelles sont les avantages, les points forts de votre vision et des projets qui en découlent par rapport à une autre?

2.1 En quoi votre vision et vos objectifs, et ceux des autres sont-ils différents (*divergents?*)?

2.2 Qu'est-ce qui selon vous est à la base de ces divergences de vision?

3. Quelles actions avez-vous posées afin d'influencer ou tenter d'influencer les trajectoires de développement de cet espace vers la vision et les objectifs que vous défendez?

(*Association; information : études, journaux, tracs, séances; création de site web; pétition; promotion auprès d'autres acteurs, recherche de fonds, recherche de partenaires, etc.*)

4. Vous vous considérez comme étant

__très engagé,

__plutôt engagé,

__plus ou moins engagé ou

__peu engagé?

4.1 Pourquoi? (*Justification*)

4.2 Quel est le « coût » de cet engagement de votre part?

(*Temps, argent, (est-ce que la prise de position est un coût???)*)

5. Quels valeurs, croyances et idéaux se trouvent derrière la vision et les objectifs que vous défendez et les actions que vous posez?

6. Est-ce qu'à un moment dans ce processus de développement vous vous êtes associés d'une manière ou d'une autre, à d'autres acteurs?

6.1 Si oui, à qui?

6.2 À quel moment vous êtes vous associés à eux? (*Dès le départ, après tel événement ou telle modification dans le projet, calendrier des différentes associations*)

6.2 Pourquoi vous être associé à eux?

6.3 Qu'est-ce qui vous liait (*buts communs, valeurs communes, etc.*)?

6.4 Qu'est-ce que ces liens, ces associations vous ont permis, quels avantages en avez-vous tirés?

6.5 Selon vous, ce réseautage a-t-il joué un rôle déterminant dans le dénouement?

7. Est-ce qu'à un moment dans ce processus de développement vous vous êtes opposés d'une manière ou d'une autre à d'autres acteurs?

7.1 Si oui, à qui ?

7.2 À quel moment ?

7.3 Pourquoi ? (Qu'est-ce qui vous opposait?)

7.4 Quelles ont été les conséquences de cette opposition?

8. Comment qualifieriez-vous la prise en compte de la vision dont vous êtes porteur tant dans le processus d'élaboration du projet que dans le résultat tel qu'il est aujourd'hui?

8.1 Comment expliquez-vous cette prise en compte (*que votre vision ait autant ou aussi peu considérée*)?

9. Le projet développement (schéma d'aménagement) tel qu'on le connaît présentement est le résultat d'un processus qui a duré plus ou moins 6-7 ans. Habituellement, ce genre de processus est caractérisé par des phases successives de conflits et de coopérations entre les différents acteurs ayant des visions et des intérêts différents. Est-ce qu'on peut, selon vous, faire une telle affirmation en ce qui concerne le projet du Mas Dieu ?

9.1 Si oui, que pouvez-vous me dire sur ces différentes phases, quels ont été les thèmes fédérateurs et les thèmes qui ont divisé les différents groupes à différents moments?

10. Globalement, est-ce que le projet, tel que défini actuellement, répond à vos attentes?

Courriel ou no de téléphone pour joindre en cas de besoin de précision :

Annexe 2 : Les acteurs rencontrés

Acteurs rencontrés au Mas Dieu

1 viticulteur

1 oléiculteur

Maire de Murviel-lès-Montpellier

Maire de Montarnaud

Maire de Saint-Paul-et-Valmalle

Fédération départementale des chasseurs de l'Hérault (FDCH)

Société d'aménagement foncier et de développement rural (SAFER)

Écologiste de l'Euzière

Berger

Association Terres vivantes 34

2 membres de L'Hort du Mas Dieu

2 chercheuses de l'Institut national de recherche agronomique (INRA)

Cave oléicole de Pignan

Acteurs rencontrés au mont Rigaud

2 ex-membres du Regroupement des citoyens et propriétaires de Sainte-Marthe (RCPSM)

2 ex-membres de l'Association pour la protection de l'environnement de Rigaud (APER)

Ex-maire de Sainte-Marthe

Annexe 3 : Grilles d'analyse des études de cas

Mas Dieu⁵³

Épisode 1 Achat, élaboration et aménagement du Mas Dieu – 1994 à 2008

Acteurs	SAFER	Écologistes de l'Euzière	SIADÉ du Mas Dieu	Viticulteurs	Oléiculteurs	Berger	FDCH	Promoteur mas de la Tour (bâtiment)	Promoteur mas Dieu (bâtiment)	Conseil général de l'Hérault	Conseil régional du Languedoc-Roussillon
Objectifs et intérêts	Protéger l'agriculture, l'environnement et les ressources naturelles Mandater par les 4 communes d'élaborer un schéma d'aménagement global pour le domaine du Mas Dieu	Réaliser des études scientifiques et proposer des schémas de mise en valeur de sites à la demande des collectivités locales	Occuper l'espace racheté par les communes et mettre en place une activité économique viable afin de protéger le site d'autres projets malvenus Mettre en place un parc récréo-pédagogique	Agrandir leur exploitation	Débuter dans la production d'olives (achat par non-agriculteurs); Relancer l'activité agricole; Pour la coopérative : conforter et développer ses activités.	Maintenir son exploitation	Création d'une école de chasse : - un modèle de gestion du patrimoine cynégétique; - former les futurs chasseurs; - sensibiliser le public aux activités et aux rôles de la chasse dans l'équilibre des écosystèmes	Mettre en place une maison des énergies renouvelables visant à sensibiliser et à éduquer le public au respect de l'environnement et la valorisation des ressources naturelles en général	Mettre en place une maison des terroirs qui constituerait une vitrine pour les produits de la région	Création d'une ceinture de verdure autour de Montpellier; Protection des caussenardes des garrigues, une race rare; limitation des risques d'incendie; protection des espèces végétales	

⁵³ Les grilles d'analyse ont été faites au tout début de l'étude et n'intègrent pas les propositions de modifications à la conceptualisation de la dynamique des localités faites dans le cadre de cette thèse.

Acteurs	SAFER	Écologistes de l'Euzière	SIADÉ du Mas Dieu	Viticulteurs	Oléiculteurs	Berger	FDCH	Promoteur mas de la Tour (bâtiment)	Promoteur mas Dieu (bâtiment)	Conseil général de l'Hérault	Conseil régional du Languedoc-Roussillon
Actions	<p>Août 2000 : Convention avec 4 communes pour un schéma d'aménagement</p> <p>Février 2002 : Signe l'acte de vente du Mas Dieu</p> <p>Février 2004 : Travail du sol</p>	<p>2000-2002 : Réalise un inventaire écologique du domaine</p>	<p>1994 : Élabore un projet de parc à thème</p> <p>Février 2002 : Achat de 137 ha au Mas Dieu</p>	<p>Février 2002 : 11 viticulteurs achètent 85 ha au Mas Dieu</p>	<p>Février 2002 : 11 oléiculteurs achètent 49 ha au Mas Dieu</p> <p>2005 : 14 000 oliviers sont plantés</p>		<p>Été 2007 : Mise en place d'une volière anglaise et d'un parc à lapins</p> <p>Novembre 2007 : Formation aux nouveaux chasseurs</p>	<p>Février 2002 : Achat du mas de la Tour</p> <p>2004 : Prend possession des lieux</p>	<p>Février 2001 : Présente son projet (PLU et population)</p> <p>Février 2002 : Achat du mas Dieu</p> <p>Mars 2008 : Lettre ouverte afin que soit régularisée la situation au Mas Dieu</p>	<p>Février 2002 : Achat de 242 ha qui sont loués au berger</p> <p>2002-2004 : Finance la construction d'une bergerie HQE</p>	<p>2002-2004 : Finance la construction d'une bergerie HQE</p>

Acteurs	SAFER	Écologistes de l'Euzière	SIADÉ du Mas Dieu	Viticulteurs	Oléiculteurs	Berger	FDCH	Promoteur mas de la Tour (bâtiment)	Promoteur mas Dieu (bâtiment)	Conseil général de l'Hérault	Conseil régional du Languedoc-Roussillon
Réseau	4 communes, CG, CR, Groupement des Collines de la Moure, Cave Coopérative de Montarnaud, Coopératives Oléicoles de Pignan et de Clermont l'Hérault, les Ecologistes de l'Euzière, le SIME, la Chambre d'Agriculture de l'Hérault, BRL, État : DRAF, DIREN, DDAF				Cave oléicole de Pignan (Maître d'ouvrage du projet oléicole)		Associations communales de chasse de Murviel-lès-Montpellier, Montarnaud, St-Georges-d'Orques et de St-Paul-et-Valmaïe CG, 4 communes, certains propriétaires				
Organisation formelle			SIADÉ du Mas Dieu		CUMA	AFA Accords verbaux					
Organisation informelle											

Acteurs	SAFER	Écologistes de l'Euzière	SIADÉ du Mas Dieu	Viticulteurs	Oléiculteurs	Berger	FDCH	Promoteur mas de la Tour (bâtiment)	Promoteur mas Dieu (bâtiment)	Conseil général de l'Hérault	Conseil régional du Languedoc-Roussillon
Orientations réelles	Agricole Conservation du milieu	Conservation du milieu	Développement économique – Conservation du milieu	Agricole	Agricole	Agricole	Cynégétique Pédagogique	Récréative Pédagogique Conservation du milieu	Récréative Pédagogique Agricole	Protection des espaces ouverts aux portes de Montpellier	
Orientations latentes					Volet récréo-pédagogique (visites guidées) Agricole : enherbement pour les brebis Paysager : plantation d'arbres et de haies Économique : Installation d'un moulin et commercialisation des produits		Action de sensibilisation et de formation scolaire et du grand public				
Contexte	Mission des SAFER Droit de préemption	ZNIEFF	Repousser définitivement le projet de décharge	Détenir des droits de plantation	Gel de 1958 a presque entièrement détruit les oliviers de la région Relancer des variétés locales	Loue les terres Présence d'une pelouse rare nécessitant le broutage des moutons pour son maintien Élevage d'une race de brebis locale rare		Doit attendre la révision du PLU pour réaliser leur projet La fréquentation dépend en partie de la réalisation des autres projets récréatifs au Mas Dieu (entre autres, le parc à thème)			

Mas Dieu

Épisode 2 Le projet de parc: d'Univers tropical au Jardin des découvertes – juin 2001 à janvier 2004

Acteurs	Murviel-lès-Montpellier	Montarnaud	L'Hort du Mas Dieu	Agglo de Montpellier
Objectifs et intérêts	Création d'un parc à thème	S'est engagé auprès de la population à ne pas soutenir un projet allant à l'encontre de la volonté de la population locale	Préserver l'intégrité du site, favoriser le développement de ce poumon vert, conforter l'identité méditerranéenne, respecter les villages riverains et s'inscrire dans un développement solidaire S'oppose au projet de parc à thème	
Actions	Août 2002 : Modification du projet Univers Tropical en Jardin des découvertes	Volte-face : ne veut pas du projet de parc sur le territoire de sa commune	Juin 2001 : Création de l'association Distribution de tracts, charte Octobre 2001 : Réunion publique d'information Rencontre avec le Conseil général Proposition de projet alternatif soumis aux 4 communes et au Conseil général Réunion avec le SIADE, Pétition Présente une candidate aux élections municipales	Janvier 2004 : Soutient financièrement une étude pour le projet de parc à thème
Réseau			Terres Vivantes 34, Lou Taban de Murviel, LAMA, ACTOM, Environnement montarnéen, Section PS local	
Organisation formelle	Mairie CA de Montpellier SIADE du Mas Dieu	Mairie CC Vallée de l'Hérault SIADE du Mas Dieu	L'Hort du Mas Dieu	CA de Montpellier
Organisation informelle				
Orientations réelles	Récréative	Écosite	Conservation – Identité méditerranéenne	

Acteurs	Murviel-lès-Montpellier	Montarnaud	L'Hort du Mas Dieu	Agglo de Montpellier
Orientations latentes				
Contexte	Intercommunalité Élections municipales	Intercommunalité	Élections municipales ZNIEFF	Intercommunalité

Mas Dieu

Épisode 3 Le site Mas Dieu – Quatre Pilas – février 2002 à janvier 2008

Acteurs	SIADÉ du Mas Dieu	Porteur du projet de parc à thème	Montarnaud	ACTOM	Agglo de Montpellier	Les Verts de Montpellier	CC Vallée de l'Hérault
Objectifs et Intérêts	Permettre le renforcement des identités territoriales, - la conduite et la réalisation d'un projet d'écosite au Mas Dieu, - la gestion économique du site.	Réaliser le Jardin des découvertes Trouver une alternative au volte-face de Montarnaud quant à l'emplacement du parc	Croit que la terminologie « Mas Dieu - Quatre Pilas » devrait être revue car celle-ci est susceptible d'avoir des incidences sur l'aménagement des terrains situés sur la commune de Montarnaud. Croit que l'appellation « Ecoparc et projet culturel, scientifique et environnemental » n'est pas représentative du projet dans sa globalité	Contre le projet « Mas Dieu – Quatre Pilas » : estime dommageable de vouloir ajouter aux projets de réhabilitation des mas, de replantations et d'aménagements légers, un parc touristique incluant des parkings, des infrastructures hôtelières, etc. Cela ajouterait une « tache » d'urbanisation dans une zone naturelle qui mérite d'être préservée	Identification et localisation d'un site de projet potentiel Mas Dieu – Quatre Pilas dans le SCOT	Défense des enjeux environnementaux sur le territoire de l'Agglo de Montpellier	La protection et la mise en valeur de l'environnement Mandater par les 4 communes d'élaborer un programme opérationnel de développement du site et une charte éthique

Acteurs	SIADÉ du Mas Dieu	Porteur du projet de parc à thème	Montarnaud	ACTOM	Agglo de Montpellier	Les Verts de Montpellier	CC Vallée de l'Hérault
Actions	Mars 2005 : Publie un document d'information : L'écosite : du Mas Dieu aux Quatre Pîlas « Jardin des découvertes »	Février 2002 : Débute la révision du PLU			2003 : Débute la révision du SCOT 2004 : Identifie dans son PADD le Mas Dieu – Quatre Pîlas comme site stratégique Juillet 2005 : Arrêt du projet de SCOT Novembre 2005 : Enquête publique sur le SCOT - Lance un appel d'offre relatif à l'écoparc du Mas Dieu – Quatre Pîlas Janvier 2006 : Rapport d'enquête publique du SCOT Février 2006 : Adoption du SCOT à l'unanimité		2004 : Réflexion sur son patrimoine naturel Janvier 2005 : Identifie les garrigues du Mas Dieu comme espace naturel d'intérêt communautaire 2005 : Élaboration d'un programme opérationnel de développement du site et une charte éthique
		Juillet 2006 : Annonce avoir acheté 20 ha aux Quatre Pîlas Mars 2007 : Acquière 20 ha aux Quatre Pîlas Novembre 2007 : Ouvre l'enquête publique sur les dispositions du projet du PLU révisé Janvier 2008 : Rapport favorable du commissaire enquêteur concernant le PLU	Septembre 2005 : Donne son avis dans le cadre de l'enquête publique pour le SCOT de l'Agglo de Montpellier	Septembre 2005 : Donne son avis dans le cadre de l'enquête publique pour le SCOT de l'Agglo de Montpellier		Mars 2007 : Tiennent une conférence de presse afin de dénoncer les arrangements en coulisse et ils exhortent le conseil d'Agglo de Montpellier de modifier la délibération et d'émettre un avis défavorable au PLU de Murviel-lès-Montpellier.	Juin 2006 : Adoption du projet de Charte pour le Mas Dieu Janvier 2007 : Aménagement et gestion d'un hameau agricole sur le Mas Dieu

Acteurs	SIADÉ du Mas Dieu	Porteur du projet de parc à thème	Montarnaud	ACTOM	Agglo de Montpellier	Les Verts de Montpellier	CC Vallée de l'Hérault
Réseau							
Organisation formelle	SIADÉ du Mas Dieu	Conseil municipal CA de Montpellier	Conseil municipal CC de la Vallée de l'Hérault	Association	CA de Montpellier	Parti politique	Communauté de communes
Organisation informelle							Charte : 4 communes, Département (FNADT ⁵⁴), Union Européenne Hameau agricole : Montarnaud, St-Paul-et-Valmalle
Orientations Réelles	Récréative : Création du parc		L'écosite	Préservation de l'environnement		Préservation de l'environnement	L'écosite
Orientations latentes							
Contexte	Syndicat mixte ouvert	CA de Montpellier Révision du PLU Enquête publique dans le cadre du SCOT	CC Vallée de l'Hérault Révision du PLU Enquête publique dans le cadre du SCOT	Enquête publique dans le cadre du SCOT	CA de Montpellier Révision du SCOT Enquête publique dans le cadre du SCOT	Révision du SCOT Enquête publique dans le cadre du SCOT	Une compétence optionnelle de la CC est la protection et la mise en valeur de l'environnement

⁵⁴ Fond national pour l'aménagement et le développement du territoire. Créé par la Loi du 4 février 1995, relative à l'aménagement et au développement du territoire (LOADT), le FNADT est un fonds de l'État, interministériel qui permet de soutenir, en investissement comme en fonctionnement, des projets concernant l'aménagement et le développement durable du territoire, définis à l'article 2 de la loi d'orientation du 25 juin 1999 dite Loi d'Orientations pour l'Aménagement et le Développement Durable du Territoire. Il constitue également un levier pour toutes les démarches intercommunales http://www.formater.com/ressources/telechargement/politique/P4_fnadt.pdf

Mont Rigaud

Épisode 1 Sensibilisation à l'importance de protéger le mont Rigaud – 1987 à 1991

230

Acteurs	APER	Ma Baie	Ste-Madeleine-de-Rigaud	Ste-Marthe	Député	Population
Objectifs et intérêts	<p>Créer une aire protégée sur le mont Rigaud</p> <p>Mettre à jour l'étude du MLCP afin de démontrer l'intérêt écologique du mont Rigaud</p> <p>Démontrer la faisabilité et la rentabilité du projet</p> <p>Amasser les sommes nécessaires à l'acquisition des terrains</p>	<p>Investissement</p> <p>Faire un développement domicilier moyen – haut de gamme</p>		<p>Croissance de la municipalité</p> <p>Construction domiciliaire</p>	<p>Répondre aux demandes faites pour qu'il y ait une protection de l'environnement</p>	<p>Avoir accès au mont pour la pratique d'activités récréotouristiques</p>
Actions	<p>Conférences</p> <p>Pétition de 3200 noms</p> <p>Rencontres</p> <p>Exposition</p> <p>Excursion</p> <p>Sensibiliser les élus (député de Vaudreuil-Soulanges et ministre de l'Environnement du Québec)</p>	<p>1987 : Achat de 173 ha sur le mont Rigaud</p>	<p>Été 1990 : Sonde la population par rapport à leurs aspirations pour le mont Rigaud</p>	<p>Mai 1991 : Le conseil municipal adopte une résolution interdisant au maire de signer une entente avec le CAE</p> <p>Mai 1991 : Le conseil autorise finalement le maire à signer une entente avec le CAE</p>	<p>Mai 1991 : Création du CAE</p>	<p>Lettre ouverte</p> <p>Été 1990 : 74 répondants au sondage de Ste-Madeleine : 96 % désirent un parc sur le mont Rigaud; 86,5 % souhaite stopper le développement sur le chemin St-Georges</p> <p>Août 1991 : Pétition pour la protection du mont Rigaud : 1700 noms</p>
Réseau	Résidents de la région					
Organisation formelle	Association créée en 1989		CAE CM	CAE CM	CAE	

Acteurs	APER	Ma Baie	Ste-Madeleine-de-Rigaud	Ste-Marthe	Député	Population
Organisation informelle						
Orientations réelles	Protection de l'environnement	Réserve foncière		Croissance municipale		Protection de l'environnement Récréotourisme
Orientations latentes		Construction domiciliaire	Récréotourisme			
Contexte	1986 : le MLCP décrète un moratoire sur la création de parcs dans le Sud du Québec Étude du MLCP démontrant l'intérêt écologique du milieu	Le zonage des terrains au moment de l'acquisition est utilisation à des fins de développement résidentiel	LAU	LAU LPTAQ : 98 % du territoire municipal est zoné vert Un règlement de la MRC interdit la construction même si la CPTAQ l'autorisait		LPTAQ

Mont Rigaud

Épisode 2 Élaboration du règlement d'aménagement du mont Rigaud modifiant le schéma d'aménagement et de développement de la MRC Vaudreuil-Soulanges – août 1991 à mai 1993

Acteurs	APER	MRC de Vaudreuil-Soulanges	Ste-Madeleine-de-Rigaud	Rigaud	Ste-Marthe	Très-St-Rédempteur	Député	Population	Ma Baie	RCPSM	MAMR
Objectifs et intérêts	Création d'une aire protégée sur le mont Rigaud	Trouver un compromis quant à l'aménagement du mont	Souhaite donner une certaine protection au mont		Dézonage du mont Construction résidentielle sur le mont		Trouver une solution aux demandes répétées pour la protection du mont Rigaud	Accès au mont (sentiers de randonnée)	Conserver le zonage initial quant à la constructibilité	Maintenir le développement domiciliaire le long des chemins existants	
Actions	Acceptation de la proposition Demande que le mode B soit retiré	Acceptation de la proposition Fait une seconde proposition Février 1993 : Consultations publiques sur les règlements de la MRC Mars 1993 : Adoption du règlement no 66	Acceptation de la proposition Novembre 1992 : Rencontre Opte pour le mode A	Acceptation de la proposition Opte pour le mode A	Acceptation de la proposition Opte pour le mode B	Acceptation de la proposition Opte pour le mode A	Acceptation de la proposition Acceptation des propositions	Mécontent du premier rapport de la firme d'urbanisme	Participe à la rencontre à Ste-Madeleine : contre les deux propositions Janvier 1993 : Lettre ouverte : interdit le passage sur ses terres Exprime sa désapprobation du règlement au cours des consultations publiques	Février 1993 : Déposent un mémoire aux consultations publiques Lettres ouvertes Propose un projet alternatif Pétition	Mai 1993 : Lettre au préfet de la MRC; approuve le SAD mais émet quelques réserves quant au règlement de zonage du mont Rigaud

Acteurs	APER	MRC de Vaudreuil-Soulanges	Ste-Madeleine-de-Rigaud	Rigaud	Ste-Marthe	Très-St-Rédempteur	Député	Population	Ma Baie	RCPSM	MAMR
Réseau	RCPSM									APER	
Organisation formelle	CAE	CAE Conseil d'administration de la MRC	CAE MRC Vaudreuil-Soulanges CM	CAE MRC Vaudreuil-Soulanges CM	CAE MRC Vaudreuil-Soulanges CM	CAE MRC Vaudreuil-Soulanges CM	CAE		APMR		
Organisation informelle										Association non enregistrée	
Orientations réelles	Protection de l'environnement		Restreindre la construction Récrotourisme Protéger le mont Rigaud		Croissance municipale			Récrotourisme	Réserve foncière	Protection du milieu rural	
Orientations latentes									Construction domiciliaire		
Contextes	LPTAQ	Révision du SAD LAU	Révision du SAD LAU	Révision du SAD LAU	Révision du SAD LAU	Révision du SAD LAU	Révision du SAD	Révision du SAD LAU	Révision du SAD LAU		Révision du SAD de V-S LAU LPTAQ Loi sur les habitats fauniques

Mont Rigaud

Épisode 3 Élaboration du plan d'urbanisme des municipalités de Sainte-Marthe et de Sainte-Madeleine – mai 1993 à novembre 1994

Acteurs	RCPSM	Population de Ste-Marthe	Ste-Marthe	Ste-Madeleine-de-Rigaud	Ma Baie
Objectifs et intérêts	Maintenir le développement domiciliaire le long des chemins existants		Souhaite qu'un certain niveau de développement soit autorisé dans son plan d'urbanisme Souhaite le dézonage d'une partie (au moins) du mont Rigaud	Donner une certaine protection au mont Rigaud à travers son plan d'urbanisme	Conserver le zonage initial quant à la constructibilité de ses terrains sur le mont
Actions	<p>Mai 1993 : Demande au CM de participer au CCU</p> <p>Pétition</p> <p>Juillet 1993 : Demande une rencontre de travail avec le CM</p> <p>Lettres ouvertes dans les journaux</p> <p>Décembre 1993 : Demande au CM et au MAMR que le PU soit soumis à un référendum</p> <p>Remet un mémoire aux audiences publiques sur les règlements d'urbanisme</p> <p>Août 1994 : Annonce sa participation aux élections municipales</p> <p>Novembre 1994 : Fait élire 4 candidats au conseil municipal</p>	<p>150 personnes se présentent aux audiences publiques</p> <p>246 personnes signent les registres demandant la tenue d'un référendum</p>	<p>Juin 1993 : Rejette la demande du RCPSM</p> <p>Rejette la demande du RCPSM</p> <p>Octobre 1993 : Présente son PU aux audiences publiques</p> <p>Décembre 1993 : La municipalité adopte son PU</p> <p>Rejette la demande de référendum</p> <p>Mars 1994 : Audiences publiques sur le PU</p> <p>Avril 1994 : Ouvre les registres pour les citoyens désireux de demander la tenue d'un référendum sur deux règlements du PU</p> <p>Offre au RCPSM les deux sièges qui se libèrent au conseil</p>	<p>Décembre 1993 : La municipalité adopte son plan d'urbanisme</p> <p>Janvier 1994 : La municipalité édicte son règlement de zonage</p> <p>2003 : Ma Baie obtient gain de cause; les règlements de la municipalité et de la MRC sont déclarés nuls</p>	<p>Janvier 1994 : Entame des poursuites contre Ste-Madeleine et la MRC de Vaudreuil-Soulanges</p>
Réseau	APER				

Acteurs	RCPSM	Population de Ste-Marthe	Ste-Marthe	Ste-Madeleine-de-Rigaud	Ma Baie
Organisation formelle			Mairie MRC Vaudreuil-Soulanges	Mairie MRC Vaudreuil-Soulanges	
Organisation informelle			Conseil municipal	Conseil municipal	
Orientations réelles	Préservation du milieu rural		Croissance municipale	Récréotourisme	
Orientations latentes					Construction résidentielle
Contextes	LPTAQ Élections municipales		LAU LPTAQ Le PU doit être conforme au SAD de la MRC Élections municipales	LAU Le PU doit être conforme au SAD de la MRC	LAU

Mas Dieu

Épisode 4 Achat des terrains sur le mont Rigaud – juin 1992 à octobre 1999

Acteurs	APER	Ma Baie	Ste-Madeleine-de-Rigaud	Rigaud	Population
Objectifs et intérêts	Acquisition des terrains sur le mont Rigaud Mettre à jour de l'étude du MLCP Démontrer la faisabilité et la rentabilité du projet Amasser les sommes nécessaires à l'acquisition	Rentabiliser son investissement	Contribuer à la création de l'aire protégée sur le mont Rigaud	Contribuer à la création de l'aire protégée sur le mont Rigaud	Avoir accès au mont Rigaud Ne souhaite pas participer financièrement à l'achat des terrains
Actions	Rencontre Ma Baie pour l'achat de ses terrains Mars 1993 : Lancement officiel du projet de site protégé sur le mont Rigaud Étude de faisabilité Août 1994 : Débute sa campagne de sollicitation de fonds Automne 1996 : Fait une offre d'achat à Ma Baie Printemps 1998 : Fait une nouvelle offre d'achat à Ma Baie et exige que les poursuites tombent en cas d'achat 1999 : Sondage pour l'emprunt de 425 000\$ par la municipalité Avril 2001 : L'association est dissoute	Invite l'APER à soumettre une offre Refuse la proposition d'achat de l'APER Accepte l'offre d'achat mais refuse la condition de laisser tomber les poursuites	Contribution de 100 000 \$ 1995 : Fusion de Ste-Madeleine-de-Rigaud et de Rigaud	Contribution de 50 000 \$ Exige de devenir propriétaire des terrains si emprunt des 425 000 \$ Septembre 1999 : Adopte son règlement d'emprunt - Ouverture des registres Octobre 1999 : Retire son règlement d'emprunt	 405 pour l'emprunt, 361 contre l'emprunt 1361 citoyens vont signer le registre pour qu'il y ait un référendum sur le projet d'emprunt

Acteurs	APER	Ma Baie	Ste-Madeleine-de-Rigaud	Rigaud	Population
Réseau	MLCP MENVIQ WWF MRC de Vaudreuil-Soulanges Rigaud Ste-Madeleine-de-Rigaud FDÉGR Fondation de la faune du Québec Collège Bourget				
Organisation formelle	APER	APMR	Conseil municipal	Conseil municipal	
Organisation informelle					
Orientations réelles	Protection du mont Rigaud	Réserve foncière	Protection du mont Rigaud	Protection du mont Rigaud	
Orientations latentes		Construction domiciliaire			
Contextes			Fusions municipales	Fusions municipales	